

LA VIE DE LA MISSION CATHOLIQUE ITALIENNE

Don Flavio Settin demeurait le seul prêtre de la Mission Catholique Italienne à Esch. Sa charge pastorale lui fut reconfirmée pour trois ans en 1937¹. Il continua donc à exercer son exténuant ministère apostolique à Esch, dans une grande partie du Grand-Duché, dans la Moselle et en Haute-Lorraine. En 1935 les Italiens immigrés au Luxembourg étaient à environ 10 800 (tandis qu'en 1931 leur nombre s'élevait à 14 740). Plus nombreux étaient ceux de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle: 4 400 à Villerupt, 1 750 à Thil, environ 2 000 à Audun-le-Tiche, 1 200 à Hussigny, etc.². Dans l'ensemble des territoires qu'on lui avait confiés, don Settin avait relevé en tout presque 24 000 Italiens, provenant de toutes les régions d'Italie et travaillant dans les mines, dans les aciéries et dans les entreprises de construction³.

1. L'ACTIVITE PASTORALE AU CENTRE

Don Settin organisait la vie religieuse à Esch de façon à pouvoir y célébrer la messe dominicale au Sacré-Cœur, organiser les Missions de Pâques et les différentes célébrations. Pendant la semaine il célébrait la messe dans la chapelle de la Mission, qui était beaucoup fréquentée; plus importante encore était la participation des fidèles au «fioretto», qui avait lieu tous les soirs du mois de mai; il était suivi d'un sermon et, à la fin du mois, d'un pèlerinage à la Vierge de Kayl⁴.

Souvent, les dimanches après-midi, il organisait des cours de catéchisme pour adultes, qu'il illustrait par la projection de diapositives⁵; il avait aussi accepté, à Audun-le-Tiche, de donner un cours de religion tous les jeudis pour les jeunes filles et les garçons, qui fréquentaient les cours d'italien tenus par un enseignant de la «Dante Alighieri»⁶.

Il put aussi s'assurer un contact régulier avec les familles à travers le mensuel «Il Buon Pastore», qui était diffusé en 2 000 exemplaires. Seulement en 1939, face aux difficultés croissantes pour faire éditer le journal, il proposa à Mgr Babini de fusionner avec le bulletin des Missions catholiques de Paris⁷. Mais la guerre les obligea à cesser toute publication.

Il s'occupait des enfants de familles indigentes et il créa le «Comité des femmes pour la maternité et l'enfance»⁸, dont Augusta Poggi était la présidente et Eleonora Moia la secrétaire. Pendant les mois les plus froids de l'hiver, il poursuivait son action d'«assistance hivernale» aux enfants⁹.

Pour animer la jeunesse et garder un contact avec les jeunes filles, il faisait venir presque tous les ans *Enrichetta Mombelli* de l'Action catholique italienne¹⁰. Mais, comme on le constatera plus tard, les associations catholiques de la Mission étaient toujours en crise à cause de la concurrence impitoyable des organisations fascistes.

Don Settin essayait de favoriser les *vocations*. Un jeune, Giovannino Fratini, entra au séminaire auprès des Padri Scalabriniani, d'abord à Bassano del Grappa, puis à Piacenza. Il fréquenta le lycée et obtint d'excellents résultats; mais, à la mort de son père, il cessa ses études¹¹.

La Mission souhaitait aussi voir son propre *drapeau*, qu'elle pourrait arborer lors des défilés officiels. L'épouse du ministre Bordonaro fit don d'un drapeau à la Mission et elle délégua Augusta Poggi en tant que marraine. Le drapeau fut béni officiellement le 26 décembre 1935 en l'église du Sacré-Cœur¹².

Les bienfaiteurs de la Mission étaient presque toujours les mêmes: Giorgetti, Moia et Poggi: en leur honneur don Settin inaugura une plaque commémorative le 26 décembre 1937, en présence de toutes les autorités diplomatiques et politiques¹³.

Crèche et Patronats

Les «Patronati» constituaient l'activité principale du centre; ils étaient fréquentés par une multitude d'enfants et de jeunes. La construction d'une nouvelle salle, qui ferait office de chapelle et de salon devenait indispensable¹⁴, étant donné le nombre toujours croissant des jeunes qui fréquentaient la Mission.

Lors de la fête de clôture des cours, en juillet 1935, les élèves étaient à 208¹⁵ et, au début de la nouvelle année scolaire, don Settin écrivait:

«L'école et la crèche sont pleines. Nous ne savons plus où mettre nos élèves, surtout les jeudis et les mardis après-midi, où les écoles communales sont fermées»¹⁶.

Lors de la clôture des cours en 1936, on comptait 211 élèves¹⁷; 189 en 1937¹⁸ et 200 en 1938. La crèche accueillait environ quarante enfants¹⁹, or au début de l'année 1939 on en comptait 179²⁰.



Esch-sur-Alzette, 1936. Le groupe théâtral des jeunes de la Mission catholique italienne. (Le «carabinier» à droite est Ioppo Nino).

Mais, à partir de cette date, les présences diminuèrent à cause des nombreux rapatriements de jeunes familles; toutefois «nous comptons encore 170 jeunes qui fréquentent les Patronati et une trentaine d'enfants dans notre crèche», écrivait don Settin fin 1939²¹.

Comme d'habitude les crèches et les «Patronati» commençaient leur activité au mois de septembre et fermaient au mois de juillet. Les lundis, mardis, mercredis, vendredis et samedis ils étaient ouverts de 16.30 h à 18.30 h; les jeudis (et les mardis en hiver) à partir de 14 heures. Les cours de couture avaient lieu aux mêmes heures. Ces cours se tenaient cependant aussi le matin (excepté le lundi) pour une dizaine d'adolescentes de 14 à 16 ans. L'école devait cependant s'adapter progressivement aux normes dictées par Rome concernant les Ecoles italiennes à l'étranger²².

A la Mission on organisait fréquemment des *spectacles*, auxquels assistaient les familles, surtout le 26 décembre, pour le Nouvel An, pour Carnaval et naturellement annuellement lors de la clôture des cours²³.

Les adolescents donnaient souvent des spectacles en dehors de la Mission: dans la «Salle italienne» de Dudelange²⁴ et au «Dopolavoro» de Differdange²⁵.

Une journée mémorable dans l'histoire des «Patronati» était sans aucun doute, en 1937, la visite de la *Grande-Duchesse Charlotte de Luxembourg*, devant laquelle les jeunes récitèrent plusieurs textes²⁶.

Le gouvernement italien soutenait l'activité des «Patronati» par un subside annuel de 5 000 livres (qui étaient versées à la banque «Fortune», auprès de laquelle la Mission avait fait son emprunt). Pour le reste, les ressources de la Mission étaient très limitées et on devait constamment avoir recours à l'aide de la Congrégation Consistoriale.

2. LES «MISSIONS» DANS LE BASSIN MINIER ET EN HAUTE LORRAINE

Parmi les activités les plus importantes de don Settin étaient assurément les «petites missions», qu'il organisait partout, surtout lors des fêtes de la Toussaint et de Noël²⁷, et les «grandes missions» pour Pâques.

Parmi ces dernières, une des plus spectaculaires fut celle de 1935, lors de la clôture de l'Année jubilaire. Don Settin en dressait un rapport très détaillé. Nous le résumerons brièvement, pour donner au lecteur un aperçu plus précis du travail pastoral accompli au cours de ces années par don Settin.

En tant que prédicateur officiel, don Settin accueillit cette année-là le Rév. Gio. Battista Ziliotto, de l'Oeuvre des Oblats diocésains de Padoue. En même temps Enrichetta Mombelli, envoyée par le Conseil supérieur de l'Action catholique italienne, tint des conférences à Esch, à Villerupt, à Audun-le-Tiche, à Hussigny, à Bure, à Boulange, à Crusnes, à Differdange, à Ottange, à Hettange-Grande et Thil.

Cette année-là, la première «grande mission» (du 24 au 28 février) eut lieu à *Dudelange*. Puis à *Boulange* (à partir du 28 février); puis une «brève mission» à *Differdange* et à *Hussigny* (7 mars), une autre en grande pompe à *Villerupt* (à partir du 10 mars), «trois soirées» à *Candbonne*, une semaine à *Audun-le-Tiche* (à partir du dimanche 17 mars) et enfin la grande mission à *Esch*.

Entre-temps, don Settin organisait d'autres «petites missions» à *Ottange* (du 10 au 13 avril), à *Hettange-Grande* (du 14 au 17 avril) et à *Rédange* (du 22 au 24 avril); et avec l'aide des Pères Agrippino Jaluna (du Collège théologique et philosophique de Louvain) et Giovanni Gardella (du Séminaire apostolique de Clairefontaine), il *confessait* à Rodange, Schifflange, Thil, Crusnes, Belvaux, Dudelange, Hollerich, Lasauvage, Soleuvre, Aumetz, Boulange, Tressange, Bure, Rumeange, Angevillers et dans les prisons de Luxembourg...²⁸.

D'autres activités qui se répétaient chaque année et qui étaient patiemment organisées par le Missionnaire, étaient les Premières Communions²⁹ ainsi que les pèlerinages à la Cathédrale de Luxembourg et à Kayl³⁰.

Quelle était l'attitude des compatriotes face au travail du missionnaire? En général ils l'approuvaient. Nous relevons quelques réflexions des lettres de don Settin ainsi que des articles du «Corriere».

Pour 1935 à Esch: «On n'a pas obtenu le même nombre de personnes de l'un et de l'autre sexe que l'année dernière..., mais le nombre de fidèles était satisfaisant. Les personnes qui vinrent se confesser furent nombreuses: on assista même au retour de ceux qui avaient perdu l'habitude de se rendre dans une église, il est encourageant de voir maintenant, quelques mois après la mission, la persévérance de ces derniers arrivés dans la maison du Seigneur³¹.» Dans le «Corriere» on note qu'il «y a eu des conversions, mais nombreux sont encore les absents: ils ne pensent qu'à l'amusement, au cinéma, au bal»³².

Pour Dudelange: «Nombreux étaient les fidèles, surtout le soir (...); cela n'empêche cependant que le pourcentage des présences aurait pu être plus élevé³³.»

A Boulange: «Les 52 familles qui résident dans cette localité étaient présentes et celles, qui à cause de leurs horaires de travail ne pouvaient venir le soir, vinrent cependant le matin³⁴.»

A Differdange aussi le résultat fut positif: «Il serait possible d'y organiser une belle mission d'une semaine, tous les fidèles seraient entièrement d'accord.»

Le bilan fut également positif à Hussigny³⁵. Mais les plus grandes satisfactions furent obtenues à Villerupt, où «une véritable foule» participa de «façon exemplaire»³⁶, «Beaucoup de satisfaction» aussi à Candbonne³⁷.

La participation était cependant plus problématique à Audun-le-Tiche: «Il faut noter que la plus grande difficulté à Audun-le-Tiche est constituée par le fait que les gens ont peur de se rendre à l'église, non pas qu'ils craignent de nuire à leur réputation, mais ils redoutent d'être taxés de fascistes s'ils le font. Il y a en effet un petit groupe d'Italiens, naturalisés pour obtenir plus facilement du travail ou parce qu'ils ont définitivement décidé de ne plus rentrer en Italie: beaucoup d'entre eux voudraient faire de toute chose une affaire politique et, pour eux, être un bon chrétien signifie déjà être fasciste. C'est pourquoi, une grande majorité d'Italiens, afin d'éviter d'être maltraités par ces personnes sur les lieux de travail ou dans les cafés, préfèrent ne pas se rendre à l'Eglise. Les repentis sont cependant nombreux³⁸.»

Mais, une fois encore, don Settin prit sa revanche en y organisant une grande «assemblée» de tous les compatriotes de la ville et des alentours, pour l'après-midi de Pâques. Aidé par les Pères Jaluna et Gardella, la rencontre remporta du succès et le missionnaire nota que même à Audun on commençait à bouger³⁹.

En général, pour l'année 1935, don Settin observait qu'«on rencontre un petit éveil partout et un plus grand pourcentage d'hommes dans presque toutes les paroisses»⁴⁰; et encore: «Le résultat était bon et sérieux»⁴¹.

D'autres préoccupations majeures restaient la régularisation des «unions illégitimes», «qui abondent encore», ainsi que les cours de catéchisme aux jeunes qui n'avaient pas encore fait leur Première Communion et leur Confirmation⁴².

Il se faisait aussi des soucis en constatant «l'absence de la pratique religieuse dans les milieux des entrepreneurs, des cafetiers et des commerçants, non seulement dans les principaux centres, mais aussi dans les petites localités». «On a obtenu un certain résultat grâce aux invitations envoyées aux anciens combattants, mais ce résultat reste encore minime.»

«Nous espérons que (...) ces brebis égarées rentreront elles aussi au bercail, après leurs égarements»⁴³.

Sur le même ton, il décrit aussi Luxembourg-Ville, où «il n'y a qu'un nombre restreint d'ouvriers, mais il serait opportun de pouvoir toucher tous ceux qui sont à la tête de ces ouvriers, les entrepreneurs et les commerçants. Du reste, il s'agit du même problème que je connais à Esch et qui est difficile à résoudre»⁴⁴.

Pour l'année 1936, on note une bonne participation à Esch comme dans les autres centres⁴⁵: «Je peux compter sur de nombreuses présences, mais il ne s'agit pas toujours des personnes que j'aimerais voir, comme par exemple les patriotes»⁴⁶.

En 1937, outre dans les centres habituels, la «mission» se déroula aussi à Tétange⁴⁷.

«La mission de Pâques avance assez bien. J'ai organisé plusieurs triduums et les gens sont venus, ils se sont même confessés. Jusqu'à présent j'ai fait, en moyenne, dans les différentes localités, environ 100 confessions par jour»⁴⁸.

En 1938, il y eut une nouveauté: la mission de Pâques se déroula aussi à *Luxembourg-Ville*, dans l'église de Hollerich. Le sermon était prononcé par le chanoine Bues, professeur du séminaire de Turin, tandis que don Settin s'occupait des autres centres⁴⁹, bénéficiant de la collaboration des Pères Gardella Luigi et Beniamino de Enego, capucin de la Vénétie⁵⁰. A Luxembourg «tout se poursuit très bien»⁵¹. C'était le cas aussi à *Villerupt* et à *Thil*, «malgré la campagne habituelle du front populaire, nommé «Union populaire italienne»⁵². En tout, don Settin pensait avoir réussi à attirer dans les églises, au cours des missions de cette année-là, environ 5 000 compatriotes⁵³.

En 1939, le champ d'action apostolique de don Settin se rétrécit visiblement: déjà au cours des derniers mois de 1938, les autorités françaises avaient mis des limites à sa présence en Haute-Lorraine⁵⁴... Quels en étaient les motifs? Peut-être les tensions politiques de l'époque et la tendance à un plus grand contrôle des déplacements des étrangers dans un moment critique pour le pays. Cependant don Settin — par l'intermédiaire de l'Evêque de Metz — se plaignait auprès du Service des cultes de Strasbourg, mais deux mois plus tard il reçut une réponse négative selon laquelle il était préférable d'«insister pour que les étrangers s'adressent toujours plus aux prêtres locaux, afin qu'ils puissent mieux s'assimiler au peuple français»⁵⁵.

Pendant quelques mois, don Settin limita son activité en Moselle, ne s'y rendant que sur la demande explicite des curés locaux.

Puis, à partir du mois de mai 1939, il ne se rendit plus dans aucune de ces localités. Il recevait des lettres, qui lui demandaient de revenir; mais le missionnaire pensait qu'il était de son devoir de s'en abstenir et de profiter de cette occasion pour intensifier son ministère au Grand-Duché⁵⁶.

C'est pourquoi en 1939 les «missions de Pâques» ne se déroulèrent plus que dans les centres du Luxembourg. Les sermons étaient tenus par deux capucins de Padoue: le Père Beniamino de Enego et le Père Clemente, secrétaire du Supérieur provincial. Le résultat fut jugé «satisfaisant»⁵⁷.

Comme on peut le noter, don Settin était obligé d'avoir recours, de temps à autre, à l'aide d'autres confrères venus d'Italie ou de Belgique pour pouvoir mener à bien toutes ses activités. Il aurait eu besoin de collaborateurs fixes, qu'il demanda aux diocèses de Padoue et de Trévise et auprès de la Congrégation des Scalabrinien, mais ses requêtes furent vaines⁵⁸.

3. AUTRES EVENEMENTS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE CATHOLIQUE: LA VISITE DE MGR AGOSTINI — LA FAMILLE GARDELLA

En 1935, l'évêque Mgr Pierre Nommesch décéda. Il avait été à la tête de l'Eglise du Grand-Duché depuis 1920. Son successeur sera, jusqu'en 1956, Mgr Joseph PHILIPPE.

Mais l'événement le plus important pour les catholiques italiens du Grand-Duché fut la *visite de Mgr Carlo AGOSTINI, évêque de Padoue*.

Arrivant de Paris, il fut accompagné à Esch, le soir du 29 mai 1937⁵⁹. Une foule intense de fidèles, rassemblée dans la chapelle pour le «fioretto» à la Vierge Marie, l'attendait.

Le jour suivant, un dimanche, il se rendit dès 6,30 h à Villerupt, où, dans une église grouillant de fidèles et animée par les chants des jeunes filles de la Mission, il s'adressa aux fidèles. A 7,30 h il était de nouveau à Esch, à l'église du Sacré-Cœur, où il célébra la messe des Italiens. A 9,30 h plusieurs personnalités vinrent lui rendre hommage à la Mission. Notamment le ministre d'Italie, Pasquale Diana, ainsi que le personnel de la Légation, le secrétaire politique, les présidents et les représentants des différentes associations italiennes. Les élèves du *Doposcuola* chantèrent des hymnes, récitèrent des poèmes et lui offrirent des fleurs. Puis un cortège, mené par le drapeau de



Esch-sur-Alzette, 1937. L'évêque de Padoue, Mgr Carlo Agostini, est reçu par la collectivité italienne.

la Mission et les fanfares du «Dopolavoro», l'évêque et les autorités en tête, se dirigea vers l'église du Sacré-Cœur. L'évêque y fut accueilli par le clergé local; Mgr Babini célébra la messe, Mgr Agostini prononça l'homélie de l'Evangile et la chorale de la paroisse anima la messe par ses chants.

Le moment le plus solennel de cette visite fut constitué par le *grand pèlerinage*, qui eut lieu au cours de l'après-midi à la grotte de la Vierge «LEIFFRÄCHEN» (gentille petite dame) de Kayl⁶⁰.

Un nombre impressionnant de fidèles participa à la procession⁶¹. Le rendez-vous avait été fixé à tous les compatriotes dans la localité Kayl-Poteau, d'où partit un cortège précédé par une fanfare. Les fidèles récitaient le rosaire et chantaient des hymnes à la Vierge. Avant d'arriver à la grotte, l'évêque fut accueilli par le clergé local, par le chanoine de la cathédrale, Lommel, et par toutes les autorités italiennes. Une petite fille, Allegrucci, de Kayl, offrit des fleurs à l'évêque.

Devant la grotte on récita à nouveau le rosaire et Mgr Babini tint un discours, tandis que l'évêque adressa des mots chaleureux à tous les compatriotes arrivés d'Esch, de Kayl, de Rumelange, de Tétange, de Dudelange, de Schiffange, de Volmerange et d'Ottange. Après le pèlerinage, l'évêque rendit visite au curé de Kayl, Joseph Dupong.

En souvenir de cette journée mémorable, une plaque commémorative fut placée dans la grotte de la Vierge. Encore aujourd'hui on peut y lire:

«En souvenir du premier Pèlerinage italien présidé par S.E. Mgr Carlo Dott. Agostini, Evêque de Padoue — 30 mai 1937.»

De retour à la Mission, Mgr Agostini reçut la visite de l'Evêque de Luxembourg, Mgr Philippe.

Le matin suivant, Mgr Agostini se rendit de nouveau à Villerupt, pour y célébrer la messe devant tous les inscrits de l'association de Saint-Antoine; il rendit à son tour visite à l'évêque de Luxembourg et au ministre d'Italie, il visita le Palais grand-ducal et se rendit auprès des sept compatriotes qui se trouvaient en prison. Au cours de l'après-midi, il rencontra le doyen de *Bettembourg*, N. Bisdorff, et fut accueilli par une foule de compatriotes à l'église de Dudelange: rosaire, chants des litanies, discours de l'évêque et bénédiction avec le saint sacrement. Puis, après une dernière visite à Esch, Mgr Agostini repartit le premier juin, pour se rendre dans d'autres Missions, notamment à Reims, et au cimetière militaire de Bligny.

Nous rappellerons en dernier lieu l'estime que la communauté italienne éprouvait envers la famille *GARDELLA*, qui donna à l'église trois prêtres. La famille Gardella était originaire de Piacenza: le père était originaire de Calendasco et la mère, de Santimento. En 1904 ils s'étaient établis à Metz puis à Thil où, en 1914 avec d'autres Italiens, le père risquait d'être fusillé par les Allemands. La famille se fixa alors à Esch, au 33, rue du Brill. Elle comptait neuf enfants: deux filles et sept garçons. Trois d'entre eux devinrent prêtres, après avoir fait des études au séminaire de Clairefontaine (Belgique): *Giovanni* (né en 1905, professeur et écrivain, décédé en 1964), *Luigi* (né en 1907, professeur et journaliste, décédé en 1965) et *Attilio* (né en 1915 à Esch, professeur et journaliste).

Ces frères prêtres venaient souvent en aide à don Settin, lors des missions de Pâques et d'autres festivités importantes. Attilio célébra sa première messe en l'église du Sacré-Cœur le 23 juillet 1939 et par la suite à la Mission italienne⁶².

4. LE FASCISME, LES ITALIENS ET L'ABBE SETTIN

Afin de mieux comprendre l'attitude de don Settin ainsi que des compatriotes, qui de quelque façon que ce soit collaborèrent au fascisme local, il est important de rappeler qu'à cette époque, le fascisme était le «parti unique» en Italie et que ses responsables représentaient – outre le «mouvement fasciste» – l'autorité de l'Italie officielle.

Le fascisme s'était tellement identifié à l'Etat, qu'il était pratiquement impossible de s'opposer au premier sans être en contradiction avec le deuxième. Ainsi, tous ceux dont le nom fut lié au fascisme, ne l'étaient pas nécessairement en tant que «fascistes» mais en tant qu'«Italiens». Du reste le choix n'était pas facile. Aux yeux des compatriotes, il est sûr que le fascisme représentait une force qui, tout en poursuivant ses propres buts, exploitait habilement les idéaux de la Patrie (les gloires du passé et la volonté de grandeur pour l'avenir). Et d'un autre côté, que pouvaient offrir les antifascistes à la communauté immigrée? Sur le plan local, le mépris de l'autorité légale et souvent des homicides politiques. Sur le plan international, les massacres et les persécutions contre les catholiques en Russie, en Espagne et au Mexique.

Sans vouloir pour autant justifier les faits qu'on évoquera, on comprend cependant que la situation locale et internationale offraient au fascisme la possibilité de se présenter comme partisan de l'ordre et tuteur de la liberté religieuse contre la subversion et l'anticléricalisme des adversaires.

En ce qui concerne don Settin, on l'accusa parfois de s'être prêté trop facilement et de façon trop naïve au jeu de la politique fasciste. Toutefois, lorsqu'il était

invité à célébrer la messe lors des manifestations organisées par les autorités, il n'acceptait que par souci pastoral (éviter que ses compatriotes ne puissent pas assister à la messe dominicale); il est aussi incontestable qu'il se rebella à plusieurs reprises, quand il eut la conviction que le fascisme était en contradiction avec l'esprit chrétien et les initiatives autonomes de la Mission.

Nous citerons quelques-unes de ses lettres. En 1935 il célébra la messe à Luxembourg pour le Noël de Rome, «autrement beaucoup de fidèles n'auraient pas eu l'occasion d'assister à une messe, surtout les jeunes, qui suivent partout les fascistes»⁶³.

A Audun-le-Tiche on lui demanda de bénir le drapeau des anciens combattants; il notait: «J'ai obtenu que la cérémonie se déroule à l'Eglise et pendant la messe»⁶⁴. Le même fait se reproduisit à l'occasion du camping de la Pentecôte de la même année⁶⁵. Lors de la célébration du 4 novembre suivant, à Luxembourg, outre don Settin, l'évêque Mgr Philippe assistait aussi à la messe et tint un discours admiratif sur les Italiens et l'Italie⁶⁶. La même chose se reproduisit lors de l'anniversaire du Concordat, qu'il célébrait en présence des Autorités⁶⁷.

Mais, dès le début, il refusa de participer aux réunions purement politiques: «Le travail ne manque pas à la Mission, et nous n'avons certes pas de temps à perdre l'après-midi de la Fête du Christ-Roi pour nous rendre à ces réunions et entendre des bavardages, suivis le soir par un bal»⁶⁸.

Il attaqua aussi vivement le «Dopolavoro», qui organisait un bal pendant le carême: «Ses dirigeants – écrivait-il – par leur conduite et leurs manies de fêter tout le temps ne font rien d'autre que détruire tout ce que nous nous efforçons de construire pour le bien de notre jeunesse»; et il poursuivait: «Cela fait des semaines que je le supporte, mais maintenant la mesure est pleine et je ne veux pas être le chien muet qui n'ose aboyer: je manquerais à mon devoir. Même si je risque de n'obtenir plus aucun don et aucun subside, nous vivrons dans un état pauvre, mais nous n'aurons pas le remords de ne pas avoir accompli notre devoir. (...) Priez, vous aussi, pour ces malheureux, qui, ensorcelés par eux-mêmes, ne sentent pas qu'il est de leur devoir de s'abstenir de ces divertissements malhonnêtes, tandis que nos compatriotes se battent et meurent en Afrique»⁶⁹.

En plus, il était très irrité par les activités parascolaires du «Dopolavoro», qui attiraient une bonne partie des enfants du «Doposcuola» de la Mission. Il écrivait en 1936: «Désormais les jeunes qui fréquentent la Mission, ont presque tous une carte de membre des OGIE»⁷⁰. Et il continuait:

«La Mission n'a contribué en aucune façon à l'implantation de ces nouvelles institutions.» Mais entre-temps, les parents, au lieu d'envoyer leurs enfants au «Doposcuola» de la Mission «jugent qu'il leur suffit de fréquenter l'école de musique et les cours de gymnastique du Dopolavoro, où on fait aussi de temps à autre une dictée, où on apprend aux enfants le sens du fascisme et de ses organisations et où on a surtout le privilège de pouvoir par la suite partir en colonie de vacances».

Il demandait à Mgr Babini comment il devait se comporter «face aux OGIE, qui sont dorénavant organisées partout dans les maisons du Dopolavoro, dans les «Maisons des Italiens», et où, par des fêtes de tout genre, y compris le bal, par des concerts nocturnes, et par des chants, on demande la participation d'enfants en bas âge, avec le prétexte de commémorer des festivités et des anniversaires nationaux et on donne l'occasion à toute la jeunesse de fêter jusqu'à trois ou quatre heures de la nuit, surtout le samedi. Il en découle que les jeunes ne peuvent plus assister à la messe du dimanche matin».

Toujours dans le même «rapport», on affirme que des choses encore pires se produisent. «Quelques groupes d'Action Catholique, réorganisés à plusieurs reprises, ne purent cependant subsister face à l'attrait de libertés qu'on trouvait dans l'autre camp, où des fanatiques critiquaient tout ce que le prêtre organisait à la Mission et même son abstention aux concerts et aux fêtes, qui se terminaient presque toujours par des bals dits «de famille».

Cette prise de position de don Settin n'était pas déterminée par une crise momentanée dans ses rapports avec le «Dopolavoro». Elle fut encore renforcée dans un «rapport» datant du mois de septembre 1938, où – à propos de l'Action Catholique – on lit: «On est en train d'essayer encore une fois avec des jeunes des deux sexes, mais lorsqu'on commence quelque chose, le milieu, les conditions de travail, d'autres institutions, le sport, la musique, le Dopolavoro, etc... nous les enlèvent. On obtient un meilleur résultat en les faisant s'engager dans les Associations des différentes paroisses». Et en ce qui concerne les Associations de Saint-Vincent: «Elles ont été éliminées avec l'apparition des Comités pour la maternité et pour l'enfance»⁷¹.

Cette prise de position claire et nette démontre que don Settin – quoiqu'il présidât les manifestations officielles, en tant que citoyen et en tant que prêtre – avait

cependant des réserves en tout ce qui concernait les activités culturelles et de propagande du fascisme.

Du reste, don Settin ne se réjouit point de la construction de la «Casa d'Italia». Au contraire, il écrivait:

«Ils se querellent pour la Casa d'Italia et ne réussissent même pas à se mettre d'accord, une fois l'argent en main; ce serait une vraie chance s'ils continuaient ainsi⁷².»

Un épisode nous révèle clairement l'esprit d'indépendance de don Settin. Plusieurs compatriotes s'en souviennent encore et le missionnaire le raconte dans une de ses lettres à Mgr Babini⁷³.

Au mois de juin 1939, l'instituteur Torre exigeait que don Settin prêtât au «Dopolavoro» le piano de la Mission. Fort des expériences négatives du passé, quand le piano avait été rendu à la Mission en très mauvais état, le missionnaire refusa. Intervint alors le ministre Antonio Tamburini en téléphonant à plusieurs reprises à la maison Sorci (la Mission n'avait pas de téléphone!) et ordonna de remettre le piano. «Il criait comme un forcené... Il m'ordonna de venir, pour le bien de la Mission, au Palais domanial de la Légation Royale d'Italie dans les 24 heures et de m'y rendre dans un état d'âme tel de me faire réfléchir sur le fait que je me trouverais en présence d'un représentant du gouvernement fasciste.»

Don Settin s'y rendit le jour suivant, mais il trouva le ministre d'une toute autre humeur et désolé... de ne s'être pas encore présenté à la Mission depuis qu'il était au Luxembourg.

«Il comprit que les manières fortes ne m'impressionnaient pas, commentait don Settin. J'espère que dans ce cas la tempête ait été profitable notamment à comprendre que tout le monde doit s'en tenir à son rôle.»



1937. Les amis de la briqueterie de Bettembourg, rentrés pour les vacances en Italie, posent avec le curé de Flaibano. De gauche à droite; 1^{er} rang: Del Fabbro Giovanni, Cerio Luigi, don Domenico Pallavisini, don Antonio Marioni (curé), Picco Antonio, Pontello Maggiorino; 2^e rang: Del Degan Graziano, Picco Luigi, Picco Lodovico, Ferro Bernardino, Picco Attilio, Picco Olimpio, Bizzaro Alberto, Picco Onorato, Picco Giovanni; 3^e rang: Pittonet Adino, Bevilacqua Anselmo, Picco Silvio, Bizzaro Giovanni, Picco Severino, Picco Olivo, Del Degan Giovanni, Del Zotto Edmondo, Castellana Vincenzo.

Il nous semble que ces exemples sont assez convaincants, pour corriger l'idée d'un don Settin «fasciste». En tant que citoyen, le missionnaire respecta toujours les autorités et garda de bons rapports avec elles. En tant que prêtre il essaya de gagner pour sa cause les fascistes. Il devint ami de plusieurs représentants fascistes, mais il sut à tout moment sauvegarder sa liberté de jugement et d'action.

Il est dommage que — et nous le répétons — la démagogie anarchiste-communiste de cette époque, entièrement imbue du marxisme et d'anticléricalisme, n'ait pas réussi à organiser un mouvement antifasciste, ouvert à tous les démocrates sincères.

¹ Il Corriere, 22.7.1937.

² Settin à Babini, 15.11.1938.

³ Settin à Babini, 09.09.1938.

⁴ Settin à Babini, 07.05.1936, 29.4.1937, 1.6.1938 et 7.6.1939.

⁵ Settin à Babini, 2.1.1937 et 3.2.1938.

⁶ Settin à Babini, 9.2.1935, et Relazione Missioni Pasquali, 1935.

⁷ Settin à Babini, 3.6.1939.

⁸ Il Corriere, 1.2.1935.

⁹ Settin à Babini, 23.10.1935.

¹⁰ Il Corriere, 11.4.1935, et Settin-Babini, 9.4.1935.

¹¹ Settin à Babini, 16.1.1936, 1.2.1938, 10.3.1938 et 1.6.1938.

¹² Il Corriere, 19.12.1935, et Settin à Babini, 9.1.1936.

¹³ Settin à Babini, 16.12.1937 et 30.12.1937.

¹⁴ Il Corriere, 16.5.1935.

¹⁵ Il Corriere, 4.7.1935, et Settin à Babini, 16.2.1935.

¹⁶ Settin à Babini, 23.10.1935.

¹⁷ Il Corriere, 9.7.1936.

¹⁸ Il Corriere, 8.7.1937.

¹⁹ Settin à Babini, 12.10.1937, et rapport de 1938.

²⁰ Il Corriere, 6.7.1939.

²¹ Settin à Babini, 13.11.1939 et 14.12.1939.

²² Rapport de Settin à Babini, novembre 1936.

²³ Il Corriere, 7.1.1939, 6.11.1938 et 5.1.1939.

²⁴ Il Corriere, 18.3.1937.

²⁵ Il Corriere, 31.3.1938.

²⁶ Il Corriere, 4.3.1937.

²⁷ Il Corriere, 12.1.1935, 29.10.1936, 3.12.1936, 7.1.1937, 5.8.1937, 21.10.1937, 23.12.1937 et 5.12.1938.

²⁸ Rapport des missions de Pâques prêchées par la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette en 1935 (archives Settin).

²⁹ Ibidem.

³⁰ Settin à Babini, 30.4.1935, et Il Corriere, 12.5.1938 et 8.6.1939.

³¹ Settin, rapport cité.

³² Il Corriere, 4.4.1935.

³³ Settin, rapport cité, et Il Corriere, 7.3.1935.

³⁴ Settin, rapport cité.

³⁵ Settin, rapport cité, et Il Corriere 21.3.1935 et 4.4.1935.

³⁶ Settin rapport cité, et Il Corriere, 21.3.1935 et 4.4.1935.

³⁷ Settin, rapport cité.

³⁸ Ibidem.

- 39 Settin à Babini, 30.4.1935, et *Il Corriere*, 11.4.1935.
- 40 Settin à Babini, 30.4.1935.
- 41 Settin à Babini, 6.5.1935.
- 42 Settin, rapport cité.
- 43 Ibidem.
- 44 Settin à Babini, 26.7.1935.
- 45 *Il Corriere*, 9.4.1936.
- 46 Settin à Babini, 25.3.1937.
- 47 Settin à Babini, 25.3.1937.
- 48 *Il Corriere*, 7.4.1938 et 14.4.1938.
- 49 *Il Corriere*, 7.4.1938 et 14.4.1938.
- 50 *Il Corriere*, 28.4.1938.
- 51 Settin à Babini, 30.3.1938.
- 52 Settin à Babini, 10.4.1938 et 29.4.1938.
- 53 Rapport de Settin à Babini, 9.9.1938.
- 54 Settin à Babini, 27.1.1939.
- 55 Réponse de Ch. Altorffer du Service des cultes de Strasbourg, 19 décembre 1938.
- 56 Settin à Babini, 2.6.1939 et 10.6.1939.
- 57 Settin à Babini, 27.1.1939 et 24.3.1939; *Il Corriere*, 23.2.1939 et 20.4.1939.
- 58 Settin à Babini, 10.7.1935 et 26.7.1935.
- 59 *Il Corriere*, 20.5.1937, et notes de don Settin.
- 60 *Il Corriere*, 20.5.1937 et 27.5.1937, et notes de don Settin.
- 61 Selon la tradition, la statue de la Vierge a été trouvée à cet endroit par un paysan en 1753; détruite par un incendie en 1901, elle avait été substituée par une statue en pierre. Cette dernière fut détruite vers 1937 et à sa place on exposa une image de «la Vierge des Affligés», qui en 1953 sera couronnée par le nom de «Notre-Dame des Mineurs».
- 62 *Il Corriere*, 27.7.1939.
- 63 Settin à Babini, 20.4.1935.
- 64 Settin à Babini, 12.6.1935.
- 65 *Il Corriere*, 20.6.1935.
- 66 *Il Corriere*, 14.11.1935.
- 67 *Il Corriere*, 4 et 8 février 1937 et 10.2.1938; Settin à Babini, 7.2.1939.
- 68 Settin à Babini, 23.10.1935.
- 69 Settin à Babini, 13.3.1936.
- 70 Rapport de don Settin à Mgr Babini, 1936, et *Corriere*, 5.11.1936.
- 71 Rapport de don Settin à Mgr Babini, 9.9.1938.
- 72 Don Settin à Mgr Babini, 29.4.1938.
- 73 Don Settin à Mgr Babini, 10.6.1939.

CHAPITRE 4:

LA TEMPETE DU DEUXIEME CONFLIT MONDIAL (1939-1945)

1. L'INVASION ALLEMANDE ET LES PREMIERES ANNEES DE L'OCCUPATION

Lors du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale (premier septembre 1939), le gouvernement luxembourgeois proclama sa neutralité, qui lui fut reconnue tout aussi bien par les Français que par les Allemands. Mais tout le monde redoutait que – comme lors de la Première Guerre mondiale – le Grand-Duché ne fût envahi.

Entre-temps la machine de guerre allemande occupait le nord de l'Europe: la Pologne et la Finlande dans un premier temps, puis (en avril 1940) le Danemark et la Norvège. On eut le pressentiment que l'heure allait sonner aussi pour le Luxembourg et ce sentiment poussa plusieurs citoyens à se préparer à abandonner le pays.

L'invasion se produisit dans la nuit *du 9 au 10 mai 1940*, quand les troupes transportées du Reich par avion occupèrent les points stratégiques du Luxembourg.

Vers trois heures du matin, la Cour grand-ducale abandonna le pays et se réfugia en France. Aux premières lueurs de l'aube, le chef du gouvernement Dupong ainsi que le ministre des Affaires étrangères Bech tentèrent de quitter le pays par Pétange. Mais à un carrefour, avant d'arriver à Bascharage, les Allemands leur coupèrent la route. Heureusement ils rencontrèrent Camillo Poggi, qui les informa qu'il était encore temps de fuir vers Esch-sur-Alzette, car le «Fieseler Storch» des Allemands, qui devait contrôler l'accès à Esch, s'était écrasé dans un champ. Ce fut leur salut: par Limpach, Mondercange et Ehlerange les deux ministres rejoignirent Esch et la frontière d'Audun-le-Tiche. Sans la rencontre fortuite de Camillo Poggi, le chef du gouvernement et le ministre des Affaires étrangères seraient tombés entre les mains des Allemands!¹.

A 7 heures du matin, le 10 mai, les deux ministres passèrent la frontière. Derrière eux, Esch était aux mains de l'ennemi.

A Audun-le-Tiche, ils ne rencontrèrent que des troupes éparses de l'armée française, qui ignoraient la gravité de la situation. «C'est foutu!», s'exclama Bech.

Le jour même, dès leur prise de contact avec les avant-gardes allemandes, les Français se replièrent sur la ligne Maginot. Ce fut le déclenchement d'une fuite générale pour la population luxembourgeoise. On présume que 47 000 personnes avaient quitté le Bassin minier: ils rejoignirent les colonnes des réfugiés en fuite vers le sud.

L'armée allemande les suivit de près; elle dépassa même la ligne Maginot et se répandit sur toute la France qui, le 22 juin, signa l'armistice. Désormais toute l'Europe occidentale était sous le contrôle des nazis: les exilés du Luxembourg n'eurent d'autre solution que de retourner dans leur pays.

A partir du 29 juillet 1940, le Grand-Duché passa sous l'administration directe des Allemands, confiée au «Gauleiter» *Gustav Simon*².

Ce dernier prépara progressivement l'annexion du Grand-Duché à l'Allemagne en commençant par interdire la langue française, procédant ensuite à la dissolution des partis politiques et de la Chambre des députés et en introduisant la législation et la monnaie allemandes.

Plusieurs Luxembourgeois, partisans du nazisme, fondèrent en juin 1940, avec l'aide des Allemands, la VDB (Volksdeutsche Bewegung), qui rassembla les collaborateurs du nouveau régime. Mais les patriotes luxembourgeois, ayant passé le premier moment de surprise, commencèrent à organiser la Résistance dans la clandestinité³.

Le 10 mai 1941, date du premier anniversaire de l'invasion allemande, les Luxembourgeois renouvelèrent la manifestation de 1939 (où ils avaient célébré le centenaire de l'Indépendance du Grand-Duché) en affichant le lion rampant à leur boutonnière (symbole de l'indépendance luxembourgeoise) et en portant le béret basque (signe des sentiments pro-français et donc anti-allemands). Ce jour-là les bérets basques furent vendus à moitié prix et connurent un succès retentissant. Mais les membres de la VDB et de la jeunesse hitlérienne assaillirent et malmenèrent tous ceux qui affichaient ces symboles, signes d'insulte pour l'envahisseur.

Le 10 octobre 1941, le «Gauleiter» Simon pensa que le moment était venu d'obliger les Luxembourgeois à prononcer leur profession de foi au Reich. En tant que préliminaire à un recensement de la population, il promut un sondage; des formulaires furent distribués aux citoyens: ils contenaient trois questions concernant leur appartenance ethnique, leur langue maternelle et leur nationalité. Naturellement, selon les intentions du «Gauleiter», la réponse devait être une seule: «allemande». Mais la population répondit presque à l'unanimité par le slogan: «Dreimol lëtzebuergesch» (trois fois luxembourgeois)⁴.

Prévoyant sa défaite, le «Gauleiter» annula le sondage et le recensement au dernier moment. Mais le peuple savait désormais qu'il était uni contre l'envahisseur. Professeurs et étudiants proclamèrent une grève. Les portraits de Hitler et de Simon furent enlevés des locaux publics et jetés sur la chaussée. Ce fut la première action publique de la Résistance.

La réaction allemande ne se fit point attendre: du 4 au 6 décembre, chaque jour environ 500 personnes, suspectes d'avoir des sentiments antinazis, étaient arrêtées et envoyées au camp de concentration de Hinzert (à une trentaine de kilomètres de Trier).

Survint l'hiver. Les Allemands lancèrent la campagne «Winterhilfe» (secours hivernal): par des manifestes et des lettres envoyées directement aux citoyens, ils invitaient la population à offrir des vêtements pour les familles pauvres des pays occupés à l'est de l'Europe. Nombreux furent ceux qui répondirent à l'appel par esprit de solidarité; d'autres par contre – afin d'insulter l'envahisseur – envoyèrent des habits inutilisables.

En 1942, la lutte des nazis contre la Résistance devint encore plus impitoyable. Un décret du 9 avril condamnait à mort tous ceux qui faisaient de la propagande antinazie ou qui distribuaient des tracts et des journaux contre le régime. Toutefois les Luxembourgeois continuaient à arracher les drapeaux allemands, à refuser obéissance à l'envahisseur et à distribuer des photos de la Grande-Duchesse, symbole de l'indépendance du pays.

Et les Allemands réagirent. A l'aube du 4 août, un nombre impressionnant de SS se présentèrent aux portes des opposants, les arrêtaient et les déportèrent ensuite. Rien que dans la ville d'Esch, on procéda à une centaine d'arrestations; les victimes furent envoyées en Allemagne.

De mois en mois, le joug du «Gauleiter» devenait plus pesant. Au mois d'août de cette année-là, il imposa le *service militaire obligatoire* dans la «Wehrmacht» pour les Luxembourgeois qui étaient nés entre 1920 et 1924. Cette mesure signifiait pratiquement l'*annexion* du Grand-Duché au Troisième Reich, dont les frontières atteignirent Aumetz.

Cet abus de pouvoir était intolérable et en plus contraire aux conventions de La Haye que l'Allemagne avait signées. Les Luxembourgeois répondirent à cette violation en paralysant le pays par toute une série de grèves. Le mouvement fut déclenché le 31 août dans la localité de Wiltz et s'étendit par la suite sur tout le territoire. Ouvriers et employés abandonnèrent leur poste de travail, les professeurs suspendirent leurs cours, les sirènes du Bassin minier hurlèrent avec fureur. C'était un véritable défi.

Et le «Gauleiter» riposta violemment. Le 1^{er} septembre, la grève aboutit dans un bain de sang: 21 grévistes furent fusillés (des ouvriers, des employés et des enseignants), d'autres furent transférés dans les camps de la mort en Allemagne, des centaines d'étudiants furent envoyés dans les «camps de rééducation» de Stahleck, Adenau et Marienthal.

La sanction la plus brutale contre la grève de 1942 fut le début de la déportation en masse pour des raisons de «sécurité d'Etat». Dès le 9 septembre, le «Gauleiter» donna l'ordre au SS Berkelmann d'organiser la *déportation des familles* qui refusaient le régime nazi. Il décida par la suite (21 octobre) que les biens des familles déportées seraient distribués aux collaborateurs nazis qui arrivaient du Tyrol et s'installaient dans les propriétés des victimes⁵.

Le plan du «Gauleiter» prévoyait la substitution progressive des rebelles par des éléments allemands «pur-sang». Les premières familles furent déportées le 17 septembre vers Leubus sur l'Oder, en Basse-Silésie, d'autres vers les Sudètes et la Tchécoslovaquie.

Au cours de ces années, environ 4 000 personnes furent déportées. Les convois partaient deux fois par semaine. En totalité, 85 convois partirent du Grand-Duché: le dernier encore le 31 août 1944, à la veille de la Libération du Luxembourg.

On vivait désormais dans un état de terreur. Outre les déportés il y avait aussi les *fusillés*. A partir de 1942, les pelotons d'exécution mettaient à mort des dizaines de résistants, de jeunes réfractaires au service militaire et les personnes qui leur offraient l'asile.

Malgré cela, 3 510 jeunes, c'est-à-dire 37% de ceux qui étaient obligés à faire leur service militaire, entrèrent dans la clandestinité: la moitié resta au Grand-Duché, le reste se réfugia en France et en Belgique; certains réussirent à atteindre l'Angleterre et firent partie du bataillon luxembourgeois qui combattait aux côtés des Alliés.

2. LES ITALIENS DU LUXEMBOURG AU COURS DES PREMIERES ANNEES DE GUERRE

Tandis que la moitié de l'Europe entraînait en guerre (septembre 1939), l'Italie se tenait en état de «non-belligérance». Le ministre Ciano imposa aux collectivités italiennes qui résidaient à l'étranger l'ordre et le calme:

«Il est clair que, tout spécialement dans les pays en guerre, les collectivités italiennes doivent s'abstenir de toute manifestation qui peut provoquer des réactions au sein de la population locale et des mesures restrictives de la part des autorités... Donc, comme toujours, les collectivités italiennes donneront l'exemple de discipline et de respect des pays qui leur offrent l'hospitalité».

L'année 1940. La collectivité italienne du Luxembourg vivait dans le calme relatif et son mode de vie était resté presque inchangé. Dans les églises on priait pour un retour à la paix. La Légation d'Italie avait changé la cantine de ses locaux en refuge anti-aérien. Et le «Dopolavoro» continuait à organiser des fêtes, comme par exemple le 15 janvier 1940, avec des pièces de théâtre, des discours et de la musique⁷.

Le groupe théâtral «Aurora» reprit son activité. Il avait été fondé en 1930 en tant que groupe philocommuniste, maintenant il se rapprochait indubitablement de l'idéologie fasciste.

Lors de son assemblée générale au mois de janvier 1940, étaient présents: Grava Giuseppe, Luminari Nazzareno, Mastrangelo Claudio, Orizi Alfredo, Passoni Carlo, Petrarolo Giovanni, Sivestrini Giuseppe, Torre Arturo et Zanga Giovanni, et ceux qui furent élus dans le nouveau comité: président, Henri Meier; vice-président, Remigio Mastrangelo; secrétaire, Silvino Mastrangelo; trésorier, Pangrazio Antonio; membre Mattacchini Giovanni⁸.

En outre, tout aussi bien à Esch qu'à Differdange, continuaient les «Doposcuola», les activités sportives et les assemblées des associations des combattants. Le «Legionario» référait à propos de ces dernières:

Esch-sur-Alzette, 1941. Cérémonie pour le recrutement des fascistes («leva fascista»).



«Les demandes d'admission au Fascio sont nombreuses et, une fois le travail achevé, on pourra démontrer encore une fois l'esprit d'adhésion totale de tous les camerati, résidant au Luxembourg, au Régime qui a donné un visage nouveau et impérial à notre grande Patrie⁹.»

Mais ce qui préoccupait surtout les Italiens au cours de ces mois, c'était la situation économique qui empirait progressivement: la crise persistait et le coût de la vie augmentait sans cesse¹⁰.

Une nouvelle vague de rapatriements collectifs allait s'ensuivre. Les rapatriés étaient surtout des travailleurs en bâtiment. Au mois de janvier 1940, 200 personnes rentrèrent en Italie¹¹, le mois suivant on assista à de nouveaux départs¹².

La sidérurgie ne posa pas de problèmes, mais les petites entreprises furent obligées de fermer leurs portes. Le nombre de chômeurs s'éleva de 1 100 en novembre 1939 à 3 000 en mars 1940¹³. Le 19 mars, en présence des autorités italiennes, à la gare de Luxembourg, 194 compatriotes prirent le train pour l'Italie, d'autres se rendirent dans les mines de Blumberg en Allemagne¹⁴. Des scènes semblables se répétaient tous les mois: une centaine de départs le 16 avril, une soixantaine le 8 mai¹⁵. Et ainsi de suite.

La débandade totale se produisit avec l'invasion de l'armée allemande le 10 mai 1940. Bon nombre d'Italiens périrent sous les bombardements des troupes françaises, d'autres furent blessés. La Légation d'Italie prévoyait l'évacuation des compatriotes vers des lieux plus sûrs¹⁶. Mais une grande partie des Italiens s'était jointe aux colonnes des réfugiés qui cherchaient asile en France.

D'ailleurs, la fuite fut de brève durée, car l'armistice, signé entre la France et l'Allemagne (22 juin), reconduisit les réfugiés rapidement au Grand-Duché. Dix camions, envoyés par le ministre Tamburini à Montpellier, ramenèrent les Italiens qui se lamentaient d'avoir été maltraités par les Français.

Le 10 juin, l'Italie à son tour entra en guerre aux côtés de l'Allemagne. Nazis et fascistes du Grand-Duché fraternisèrent de suite.

Le 19 juin eut lieu une «sympathique réunion» dans la Maison Bruno à Luxembourg. Toutes les autorités allemandes de l'occupation étaient présentes; quant aux Italiens, le ministre Tamburini, Giorgetti, le secrétaire du fascio et d'autres compatriotes de Luxembourg et d'Esch participèrent à la réunion. Entre les toasts et les discours «on a clairement exposé la profonde communion d'idéaux et de buts outre que d'esprit entre l'élément nazi et l'élément fasciste», écrivait le ministre Tamburini¹⁷. La Légation d'Italie offrit de même le champagne aux autorités allemandes dans ses locaux.

Lors de l'arrivée du «Gauleiter» Simon la collaboration se fit encore plus étroite. En retour, les Italiens obtinrent un traitement plein d'égards de la part des envahisseurs: abolition du permis de travail, facilitations pour obtenir des produits alimentaires italiens, protection civile¹⁸.

En même temps la lutte contre les «subversifs» fut engagée:

«J'ai fait accompagner au Brenner, par la police allemande, les ex-Italiens du Luxembourg, fomentateurs de haine, dénigreur et adversaires acharnés du Régime», écrivait le ministre Tamburini. Par conséquent il y eut un «nombre considérable de demandes d'inscription à la GILE, Dopolavoro, d'éléments qui auparavant étaient indifférents ou réfractaires. De même on a obtenu une demande d'adhésion de certaines sociétés, comme les sociétés

théâtrales, le Secours mutuel etc., qui auparavant étaient nettement antifascistes et qui maintenant font tous les efforts possibles pour être admises dans nos mouvements¹⁹.»

Ainsi, en automne 1940, l'anniversaire de la Marche sur Rome put être célébré avec grand faste dans la «Casa d'Italia», dont les travaux venaient juste d'être achevés.

Les autorités allemandes étaient présentes en tant qu'hôtes d'honneur sur la place du Brill à Esch. Tous les camerati portaient l'uniforme fasciste: à commencer par les «Figli della Lupa» jusqu'aux membres du Directoire. Le régent du fascio présenta les jeunes choisis pour le recrutement fasciste: 11 Giovani Fascisti, 75 Balilla, 9 Figli della Lupa, 4 Giovani Fasciste, 33 Piccole Italiane, 16 Figlie della Lupa. Au total 148 nouvelles recrues, qui prêtaient leur serment fascistes. Sur la place du Brill à Esch, les autorités allemandes voulurent aussi honorer le 28 octobre par un concert donné par le Groupe des artilleurs aériens, stationnés dans la métropole du fer²⁰.

De Rome les ordres sollicitaient les représentants royaux à intensifier la campagne pour l'adhésion aux fasci. Ciano lui-même affirma dans une circulaire que la carte de membre fasciste était «un document légal, tels le passeport et le certificat de nationalité», et il imposait les normes suivantes:

«Les Autorités royales, en se servant des fiches normales de convocation pour les compatriotes, inviteront à la Chancellerie Consulaire tous les camerati qui habitent dans les localités avoisinantes. Ils enverront par contre des personnes en lesquelles ils ont pleine confiance auprès des fascistes qui résident dans des centres plus éloignés du district. Ainsi on éliminera toute correspondance qui pourrait révéler l'existence de notre organisation. (...) Les Consuls royaux transmettront, à la fin de chaque bimestre, un compte rendu schématique des opérations de distribution des cartes de membres... Sur la foi de ces informations, ce ministère pourra évaluer l'activité déployée par les Consuls Royaux au profit de cette importante entreprise²¹.»

On essaya aussi d'instituer partout le «Lundi italien», jour où les femmes fascistes se réunissaient pour «rassembler et confectionner des vêtements en faveur des enfants des compatriotes résidant à l'étranger²²».

En outre, on institua la «Commission permanente pour le rapatriement des Italiens vivant à l'étranger, par l'intermédiaire de laquelle le régime a l'intention de récupérer graduellement les meilleurs éléments, politiquement sains et économiquement utiles, de notre collectivité à l'étranger²³».

Afin de mieux organiser la vie du parti, le ministre Antonio Tamburini demanda de l'aide à Rome. Le dimanche 29 décembre 1940 arriva à Esch le nouveau «secrétaire politique»: il s'agissait de Pierotti, originaire de la Sardaigne, squadrista de la première heure et capitaine des Chemises noires²⁴. A partir de ce moment le fascisme au Grand-Duché devint toujours plus odieux. Ceux qui jusqu'à présent avaient collaboré avec le Dopolavoro, plutôt que de véritables «fascistes» n'étaient en général que des sympathisants de la cause italienne ou, comme ils aimaient se nommer, des «patriotes». Mais avec la nouvelle hiérarchie (le capitaine Pierotti et l'enseignant Mario Brunelli s'occupant des cours du «Dopolavoro») le fascisme utilisa la manière forte: il voulait imposer le «régime» par la force et provoqua ouvertement ses adversaires politiques. Or, par cette tactique, il se détachait toujours davantage de la collectivité italienne. Les personnalités les plus en vue, qui avaient des charges de responsabilité dans les associations (tels Marco Moia et Vittorio Crescentini) gardèrent leur poste afin d'essayer de sauver encore ce qu'ils pouvaient mais ils n'adhérèrent pas au nouveau style fasciste. Et les compatriotes qui refusaient de se compromettre dans les initiatives du parti, devenaient de plus en plus nombreux²⁵.



Esch-sur-Alzette, 1941. Défilé dans les rues de la métropole du fer pour l'anniversaire de la Marche sur Rome (28 octobre).

Cependant les «gerarchi», venus d'Italie, continuaient leur action de façon impavide: «Car» répétaient-ils «nous n'avons rien à perdre; si cela tourne mal, nous ferons nos valises et nous partirons!»

Au début, leur intention était de démolir le mur d'hostilité qui se dressait progressivement. Ils lancèrent donc la campagne du «*pardon fasciste*»: imitant la stratégie utilisée par les Allemands avec les Luxembourgeois, ils promettaient le pardon aux compatriotes qui, par le passé, s'étaient laissés tromper par la presse judéo-bolchévique et qui maintenant promettaient fidélité au Duce. La campagne publicitaire dura une quinzaine de jours, puis tous les Italiens furent invités à la «Casa d'Italia» pour y célébrer la réconciliation nationale. Mais cette entreprise aboutit à une sorte de farce. Toutefois les «gerarchi» ne se laissèrent pas décourager. Ils tentèrent de réorganiser le *groupe théâtral* du «Dopolavoro» en invitant même les antifascistes à en faire partie. Le directeur du «Dopolavoro» était, pour tout le Luxembourg, Marco Moia; le responsable du groupe théâtral était Vittorio Crescentini, dont nous connaissons déjà les sentiments²⁶. Ils accueillirent volontiers les nouveaux arrivés au sein du groupe théâtral; mais on n'obtint pas les résultats espérés, car ceux-là ne visaient point une véritable collaboration: leur but était plutôt de créer la confusion au sein du groupe.

Il faut noter que l'unité d'action des antifascistes avait été abolie au cours de l'été 1939, lors de la révélation du pacte de non-agression entre l'Allemagne et la Russie. A partir de cette date, l'Union populaire italienne (UPI), les anciens combattants antifascistes et les différentes associations de gauche cessèrent officiellement d'exister. Parmi les antifascistes s'instaura une désorganisation générale.

Avec le temps, toutefois, l'antifascisme italien du Luxembourg commença à se réorganiser...

En effet, l'*antifascisme*, utilisant les moyens de fortune, avait rendu possible la publication du mensuel «La Voce degli Italiani», un journal écrit à la machine à écrire, dont les textes – pleins d'erreurs – rapportaient les nouvelles captées par les radios étrangères. Il était distribué clandestinement à la population, au risque et péril des activistes de l'opposition.

Le risque n'était pas seulement théorique, car – comme nous le verrons par la suite – certains résistants furent arrêtés.

Les fascistes, pour leur part, fidèles à la politique de «la carotte et du bâton», d'une part organisaient de fastueuses célébrations pour les différents anniversaires, d'autre part faisaient pression sur la communauté italienne afin d'écraser les derniers résistants.

Nous énumérons les principales manifestations de ces années-là, relevées dans le «Legionario». Le fascio de Luxembourg parraina, le 22 mars 1941, une soirée musicale en l'honneur des autorités italo-allemandes; le jour suivant, il commémora solennellement la date de la fondation des fasci²⁷. A Esch le «Dopolavoro» donna un grand concert²⁸ et, pour commémorer la Marche sur Rome, le cortège fasciste défila dans les rues de la localité²⁹.

En 1942, à Luxembourg, comme à Esch, eurent lieu d'«imposantes manifestations» pour l'anniversaire de la fondation des fasci et, par la suite, dans les différentes sections, «par des réunions totalitaires de fascistes, d'organiseurs et de compatriotes», on procéda à la distribution des cartes de membres fascistes³⁰. Même la fête du vingtième anniversaire du fascisme fut célébrée à Esch en grande pompe³¹.

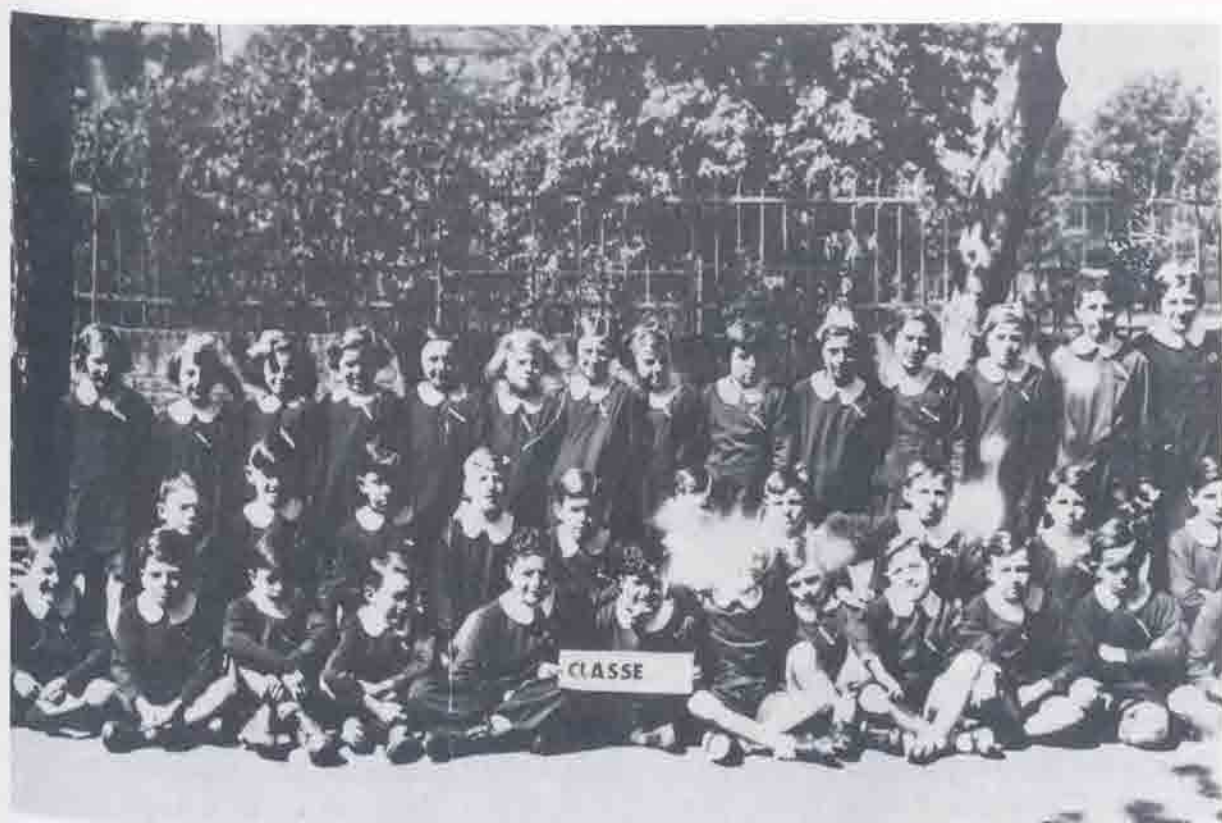
En même temps, on faisait pression sur les compatriotes pour qu'ils acceptent de partir en tant que «volontaires» à la guerre pour la défense de la patrie.

En effet, en 1941, l'Italie fasciste avait besoin de «combattants» et les représentants royaux furent invités à «lancer une large et profitable propagande en faveur des enrôlements volontaires dans les Forces armées»³².

Au Luxembourg on s'activa. D'autant plus que les fascistes avançaient désormais à la remorque des nazis: leurs agissements au sein de la communauté italienne étaient identiques à ceux des nazis au sein de la population luxembourgeoise. Ils participaient même – à vrai dire avec peu de succès – à la campagne pour le «secours hivernal».

Le pire se produisit après le mois d'août 1942, quand ils essayèrent de faire enrôler de force des compatriotes dans la guerre sur les fronts italiens. Du 15 au 31 janvier de cette année-là, le gouvernement fasciste appela sous les armes tous ceux qui étaient nés en 1922 ainsi que les retardataires nés en 1921: ce recrutement concernait tous les citoyens italiens qui vivaient en Italie, dans les territoires occupés par l'Italie ou qui se trouvaient en Allemagne pour y travailler, mais il ne concernait nullement les personnes qui s'étaient expatriées dans les autres pays³³.

Or les fascistes du Luxembourg ordonnèrent quand même la mobilisation de tous les jeunes Italiens des classes 1921-1922, afin de les envoyer en Italie ou sur les différents fronts en Afrique, en Russie et sur les Balkans. Ribeca, Fratini et Colombo, avec l'accord du ministre Tamburini et l'aide d'un médecin collaborateur, faisaient subir l'examen militaire aux jeunes conscrits dans les locaux de la «Casa d'Italia». Certains jeunes arrivaient à se soustraire à l'enrôlement en se réfugiant en France, en Zone libre, en se cachant, en se blessant afin de se rendre



Esch-sur-Alzette, 1941/1942. Une classe de l'Ecole italienne à la Hoehl. De droite à gauche, 1^{er} rang: De Lorentis, Bordignon Francesco, Pescarolo, Mancinelli Gino, Raccogli Giannino, Chinetti Enrico, Sagramola Mario, Turci Ignazio; 2^e rang: Riganelli Nello, Tani Ettore, Lisarelli Jeannot, Polini, Vanoli Sirio, Vanoli Gianni, Manente, Spigarelli Bruno, Ragni; 3^e rang: Giacomini, Gambucci, Rancitelli, Tibolla Francesca et Angela, Riganelli Chicchina, Martini Lucia.

inaptes, ou même en ne se présentant pas à la gare pour partir pour l'Italie. Plusieurs réfractaires furent arrêtés par la «Gestapo» et enfermés dans les prisons de Trèves, puis remis aux autorités italiennes au Brenner³⁴.

Les déportés italiens

Au mois de septembre de la même année, d'autres antifascistes furent arrêtés et envoyés dans le camp de concentration de Hinzert, où ils demeurèrent pendant plusieurs mois avant d'être remis aux autorités italiennes³⁵.

D'autres résistants subirent un sort bien plus grave: ils furent expédiés dans des camps de concentration en Allemagne.

Des différentes publications antifascistes nous pouvons dresser une liste (incomplète) des antifascistes italiens déportés dans des camps de concentration³⁶.

Alvisi Carlo, né le 5 mai 1918, coiffeur, combattant des Brigades Internationales en Espagne, arrêté le 7 juillet 1940 et déporté à Hinzert; puis arrêté le 30 septembre 1942 et déporté à Trèves, Sachsenhausen, Innsbruck.

Ambrosini Luigi, né le 9 août 1909 à Esch, combattant en Espagne, arrêté le 7 août 1941 et déporté à Hinzert.

Arnoldo Giacomo, mineur de Esch-sur-Alzette, arrêté le 5 août 1942, déporté à Hinzert, Natzweiler et Dachau (inscrit au Parti communiste luxembourgeois depuis 1922).

Azzolin Guerrino, de Dudelange, arrêté le 19 avril 1944 et déporté à Hinzert.

Baciotti Giulio, ouvrier de Dudelange, arrêté le 26 août 1940, déporté à Innsbruck et Ventotene (ex-combattant en Espagne).

Baglioni Mariano, né le 30 novembre 1904, arrêté en août 1940, déporté à Innsbruck et dans un camp de concentration en Italie.

Bagnoli Guido, né le 4 décembre 1912, ouvrier d'Esch-sur-Alzette, arrêté en juillet 1940, déporté à Trèves, Innsbruck, Ventotene, où il mourut.

Barozzi Pietro, de Dudelange, arrêté le 17 septembre 1943 et déporté à Hinzert.

Bolognesi Gino, né en 1913, coiffeur, de Rumelange/Rodange, arrêté le 15 juillet 1941, déporté à Hinzert et Dachau.

Brodicchia Gino, né en 1913, coiffeur, de Rumelange/Rodange, arrêté le 15 juillet 1941, déporté à Hinzert et Dachau.

Bordicchia Domenico, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 23 septembre 1942, déporté à Hinzert, Innsbruck et Ventotene.

Branchini Alfredo, né le 16 octobre 1910, ouvrier de Rumelange, arrêté le 20 décembre 1940, déporté à Hinzert, Natzweiler et Dachau, où il mourut.

Brazzorotto Luigi, dit «Moro», né le 27 janvier 1900, arrêté en août 1940, déporté à Innsbruck et dans un camps de concentration en Italie.

Briscolini Rinaldo, né le 12 mars 1902, maçon, de Rumelange, ex-combattant en Espagne, arrêté le 4 août 1940, déporté à Wittlich, Ziegenhain et à Mauthausen, où il mourut.

Bruffati Primo, de Bettembourg, arrêté le 27 septembre 1943, déporté à Hermeskeil et à Dachau, où il mourut.

Calvetti Pietro, de Differdange, arrêté le 18 mai 1943, déporté à Hinzert et dans un camp de concentration en Italie.

Cao Vittorio, né le 11 avril 1901, de Dudelange, ex-combattant en Espagne, arrêté le 4 août 1940, déporté à Trèves, Innsbruck et Ventotene.

Cesarini Marcello, né le 24 avril 1913, mineur, de Dudelange, arrêté le 20 janvier 1941, déporté à Trèves, Buchenwald, Auschwitz, où il mourut (ex-combattant en Espagne).

Cesarini Marsiglio, de Dudelange, arrêté le 20 novembre 1944 et déporté à Hinzert.

Collarini Amedeo, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 1 avril 1942, déporté à Hinzert, Innsbruck et Pérouse.

De March Vittorio, de Dudelange, arrêté le 22 novembre 1942, déporté à Hinzert, Natzweiler et Dachau (inscrit au Parti communiste luxembourgeois depuis 1938).

Di Nardo Lino, de Differdange, arrêté le 19 juillet 1944, déporté à Wittlich, Untermaasfeld.

Di Nardo Michele, de Differdange, arrêté le 19 juillet 1944, déporté à Wittlich et Untermaasfeld.

Farrenzon Giulio, de Dudelange, arrêté le 20 novembre 1940, déporté à Hinzert.

Franzelin Enrico, d'Oberkorn, arrêté le 18 mars 1944, déporté à Hinzert et Innsbruck.

Fratoni Umberto, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 1 octobre 1942, déporté à Trèves.

Gaudina Benvenuto, mineur, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 5 août 1942, déporté à Hinzert, Natzweiler, Dachau et Buchenwald (inscrit au Parti luxembourgeois depuis 1937).

Gaudina Emilio, mineur, de Esch-sur-Alzette, arrêté le 5 août 1942, déporté à Hinzert, Natzweiler et Dachau.

Grassini Risoluto, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 1 mars 1944, déporté à Hinzert et Natzweiler.

Malano Giuseppe, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 1 octobre 1942, déporté à Hinzert, puis en Italie, il mourut dans la Résistance italienne.

Mancini Angelo, né le 14 janvier 1897, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1940, déporté à Trèves, Innsbruck et Pérouse.

Matterazzi Guerrino, né le 5 septembre 1908, ouvrier sidérurgiste, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1942, déporté à Hinzert, Innsbruck et Ventotene, où il mourut.

Miotto Emilio, né le 20 janvier 1913, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 19 septembre 1942, déporté à Hinzert et à Flossenbourg, où il fut exécuté.

Morandi Giuseppe, de Differdange, arrêté en août 1940, déporté à Innsbruck et dans un camp de concentration en Italie.

Orazi Antonio, d'Oberkorn, arrêté le 5 août 1942 et déporté à Hinzert.

Orsi Pietro, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 19 septembre 1942, déporté à Trèves et à Innsbruck.

Ottaviano Natale, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 23 octobre 1942, déporté à Hinzert, Innsbruck et Ventotene.

Pascolini Nello, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 30 septembre 1942, déporté à Trèves, Innsbruck et dans un camp de concentration en Italie.

Pasini Andrea, né le 11 décembre 1911, d'Esch-sur-Alzette, ouvrier sidérurgiste, arrêté le 22 juillet 1941, déporté à Trèves, Hinzert, Sachsenhausen, Mauthausen, où il mourut le 12 mai 1945 (inscrit au Parti communiste luxembourgeois depuis 1934).

Peruzzi Luigi, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 9 septembre 1942, déporté à Hinzert, Innsbruck et Pesaro.

Pezzotta Angelo, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1940 et déporté à Trèves et Innsbruck.

Piazza Bruno, né en 1913, de Differdange, arrêté le 15 décembre 1942, envoyé en Italie, libéré après la chute de Mussolini, arrêté de nouveau à Brescia le 11 juin 1944, d'où il s'enfuit (inscrit aux Partis communistes luxembourgeois et italien).

Piazza Vittorio, de Differdange, arrêté en février 1942.

Pupita Dante, né le 2 mars 1911, ouvrier, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1940, déporté à Trèves, Innsbruck et aux îles Tremiti.

Quazzotti Amerigo, de Differdange, arrêté en 1943 et déporté à Trèves.

Raffaelli Pierino, de Differdange, coiffeur, arrêté en août 1940 et déporté aux îles Lipari.

Ramberti Dino, né le 25 novembre 1923, de Rumelange, arrêté le 25 novembre 1942, il mourut dans le maquis français le 16 août 1944.

Romanutti Leonzio, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 15 avril 1942, déporté à Trèves, Innsbruck et Pisticci.

Rosati (frères), de Rumelange.

Roscani Ugo, de Rumelange, coiffeur, arrêté le 16 juin 1944, déporté à Natzweiler, Ebensee et Mauthausen.

Rota Giovanni, d'Oberkorn, arrêté le 5 août 1942, déporté à Hinzert et Dachau.

Sbarra Italo, de Rumelange, arrêté le 24 mai 1943, déporté à Hinzert, Frankfurt et Innsbruck.

Ugo Roscani dans un camp de concentration allemand. ►

Quazzotti Amerigo dans le camp de concentration de Trier (1943). ►►



Serughetti Merello, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 2 octobre 1942, déporté à Trèves, Innsbruck et dans un camp de concentration en Italie.

Sonati Francesco, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 15 avril 1942, déporté à Trèves, Innsbruck et dans un camp de concentration en Italie.

Tadei Giuseppe, de Rumelange.

Tassi Libertario, né le 5 avril 1904, de Dudelange, arrêté le 4 août 1940, déporté à Trèves, Innsbruck et à Ventotene.

Tomasini Oreste, né le 13 décembre 1877, de Dudelange, arrêté le 30 novembre 1940, déporté à Trèves, Innsbruck et Ventotene.

Toschi Bruno, né en 1920, de Dudelange, arrêté en août 1940 et en mars 1942, déporté à Trèves et en Italie; en octobre 1943 il s'enfuit dans le maquis Emilia (ex-combattant de la guerre d'Espagne).

Trigatti Lino, né le 24 mars 1911, entrepreneur, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1940, déporté à Trèves et aux îles Tremiti.

Trigatti Marino, né le 30 avril 1908, entrepreneur, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1940 et le 12 mars 1941, déporté à Trèves, Innsbruck et aux îles Tremiti.

Venturi Mario, mineur, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 23 janvier 1943, déporté à Hinzert (inscrit au Parti communiste luxembourgeois depuis 1936).

Vinciotti Ideale, né le 23 juin 1911, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 23 octobre 1942, déporté à Hinzert, Innsbruck et Ventotene.

Vinciotti Vinci, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 29 septembre 1942, déporté à Trèves et Innsbruck.

Zambelli Massimiliano, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 2 juin 1944, déporté à Hinzert et Flossenbürg.

Zarinelli Jos, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 26 mars 1943, déporté à Trèves, Natzweiler et Sachsenhausen.

Zuccaroli Giuseppe, d'Esch-sur-Alzette, arrêté le 4 août 1940, déporté à Trèves, Innsbruck et à Pesaro³⁷.

3. LA MISSION CATHOLIQUE PENDANT LA GUERRE

En automne 1939, don Settin avait comme d'habitude ordonné l'ouverture des «Patronati» de la Mission. Bien plus encore, il l'avait fait avec une certaine hâte, «afin de ne pas laisser trop de champ libre au chev. Torre»³⁸, chargé par les autorités scolaires du Dopolavoro fasciste. Il poursuivait également ses fonctions religieuses et put compter sur la participation très satisfaisante des compatriotes lors des célébrations des fêtes de Noël³⁹.

Mais en 1940, à l'approche de la guerre, la situation devint critique. Pour la fête de Pâques de cette année-là, il dut se contenter d'organiser de petites missions dans un nombre limité de localités (Rodange et Differdange), tandis qu'ailleurs (Esch et Dudelange) il n'organisa que des «retraites» du soir suivies de sermons⁴⁰.

Il programma aussi le pèlerinage annuel à la Cathédrale ainsi que celui à la Vierge de Kayl⁴¹. (Dans la Moselle tout avait été déjà suspendu depuis mai 1939.)

La guerre ne réussit pas à perturber son programme pastoral. Quand on prévint un déplacement probable de la population d'Esch, en vue de l'invasion allemande, il ne se préoccupa point pour lui-même; son seul souci alla aux religieuses⁴².

En effet, quoique obligé au départ dès le 21 juin, il obtint la permission de revenir. Arrivé à Esch avant les autres prêtres luxembourgeois, il assurait le service religieux de toute la paroisse du Sacré-Cœur, remplaçant le curé pour les messes des jours de fête.

Ainsi, aussi au cours des années 1941 et 1942, don Settin continuait imperturbablement son activité, il assurait les «Patronati» et les différents sermons pour Pâques, la Toussaint et Noël⁴³. Ses résultats étaient discrets, même s'il n'atteignait pas la grande foule⁴⁴ d'avant-guerre; quant aux présences aux «Patronati», elles variaient selon les départs des familles italiennes; mais elles restaient toujours assez nombreuses.

Par contre, la Mission était confrontée à des problèmes d'ordre économique: la communauté était importante (six religieuses, le missionnaire et sa sœur), et les subsides de la Congrégation consistoriale parvenaient avec des retards considérables et parfois n'arrivaient pas du tout.

Bruciatelli Dino, embauché en 1943 par les chemins de fer allemands.



Don Settin s'en plaignait souvent et il écrivit que la Mission ne réussissait à survivre que grâce à des prêts continuels⁴⁵.

Etant donné ces difficultés financières, le missionnaire dut prendre en considération une proposition qui lui avait été faite par le gouvernement italien: créer à Esch une unique école centrale sous le contrôle du consulat. Ce projet prévoyait que la Mission n'aurait plus à sa charge que l'école maternelle, les cours de couture et ceux de l'enseignement religieux⁴⁶. En plus, afin d'éviter – au cas où l'administration allemande aurait dissous toutes les «associations sans but lucratif» – la suppression de ces cours, on se demanda s'il n'était pas préférable de trouver une forme juridique qui permettrait au siège de la Mission d'avoir l'air de dépendre des autorités consulaires⁴⁷.

Mais ces projets mettaient du temps à se réaliser; don Settin en reparla dans ses lettres de l'année suivante⁴⁸. (L'«école unique» n'exista que pendant l'année scolaire 1942-1943, grâce aux enseignants du «Dopolavoro»).

Don Settin continuait à travailler sans relâche. Vers la fin de l'année 1942, il écrivit:

«Je continue comme toujours, sans interruption. Je viens juste de terminer mes visites dans les différentes localités pour la Toussaint. Je vais bientôt les reprendre pour les fêtes de Noël. Même mes souliers sont troués⁴⁹.»

Il commençait à ressentir la fatigue. Son travail devenait de plus en plus exténuant et il pensait à se retirer en Italie⁵⁰.

4. LES DERNIERES ANNEES DE LA GUERRE

Déjà fin 1942, le dénouement de la guerre semblait tout tracé: les Alliés débarquèrent au Maroc et en Algérie (au mois d'octobre), les Russes passèrent à la contre-offensive (19 novembre).

Au cours de l'année 1943 les événements se précipitèrent. Nous relatons rapidement les différentes étapes: le front en Afrique dut être abandonné (14 mai), les Alliés débarquèrent en Sicile (10 juillet), Mussolini fut contraint à capituler (25 juillet), le gouvernement Badoglio signa l'armistice (8 septembre), l'Italie était divisée en deux: au centre-nord la République sociale italienne à la tête de laquelle se trouvait Mussolini, libéré par les Allemands; au sud du pays il y avait le gouvernement Badoglio qui, le 13 octobre, déclara la guerre à l'Allemagne.

Au Luxembourg, tout au long de l'année 1943, les manifestations fascistes et la répression contre les opposants continuèrent.

L'anniversaire de la fondation des fasci (23 mars) fut célébré solennellement à Esch dans la salle de la «Kreiserufsschule», décorée avec des oriflammes, en présence des autorités italiennes et allemandes. Un millier de fascistes participèrent à la fête; une centaine de jeunes fascistes en uniforme s'occupèrent du service de l'ordre; la fanfare de la GILE-OND joua des hymnes fascistes et allemands. Après une brève allocution du ministre Tamburini, l'orateur officiel, Mario Brunelli, prit la parole. Il était également recteur de l'école italienne. Il profita de l'occasion pour exalter l'amitié italo-allemande, solide rempart contre le communisme; et il affirma sa conviction que la victoire était proche⁵¹.

On fêta de même le Noël de Rome et la fête du Statut⁵², puis la commémoration de la Marche sur Rome par une grande manifestation à l'école des Arts et Métiers d'Esch⁵³.

Dès le début de l'année, les fascistes envoyèrent à de nombreux compatriotes l'ordre de se présenter à la «Casa d'Italia» (qui ne se trouvait plus au 145, rue de l'Alzette, mais au 145, Adolf-Hitler-Strasse!) pour un examen militaire. Dans une de ces convocations, datant du 1^{er} février 1943, on pouvait lire:

«Si reconnu apte, il recevra un préavis mentionnant la date fixée pour se présenter au District militaire»; et on y avait ajouté en le soulignant: «On vous avertit que s'il désobéit, il sera déclaré déserteur et devra supporter toutes les graves conséquences que cela implique.»

Mais, dès la chute de Mussolini (25 juillet), les «gerarchi» fascistes disparurent du Grand-Duché, et les convocations pour le service militaire cessèrent en même temps. Les gerarchi firent une nouvelle apparition lors de la constitution de la République de Salò. A cette époque la direction des «fasci à l'étranger» se trouvait à Munich et des changements fréquents se produisaient au sein du parti. Dès le 15 juin, le ministre Tamburini avait quitté le Grand-Duché «avec pour bagages ses fautes publiques et privées»⁵⁴; il avait été substitué par le consul général, le comte Cantoni-Marca. A son tour, le capitaine Pierotti quitta le pays, cédant son poste à Ferrero.

Désormais les Allemands commandaient à la place des fascistes.

En plus, on faisait perpétuellement pression sur les Italiens pour qu'ils adhèrent à la nouvelle République fasciste. Mais, malgré la peur des représailles, nombreux furent ceux qui refusèrent, réaffirmant leur «patriotisme», mais insistant sur le fait qu'ils ne voulaient pas s'occuper de politique. D'autres, par contre, désireux d'éviter des conséquences néfastes à la communauté italienne, finirent par se soumettre et collaborer.



Esch-sur-Alzette, 1943. Commémoration annuelle des «fasci de combat» (on reconnaît Moia, Crescentini, Ricci, Giorgetti, Baldini).

«Il aurait été un défi direct aux Allemands – lit-on dans un mémorandum⁵⁵ – si l'organisation fasciste, existant au Grand-Duché depuis 1927, avait cessé toute activité après le 10 mai 1940 et plus encore si elle avait refusé de reconstituer en 1943 le nouveau Parti Fasciste Républicain, alors que des milliers de Luxembourgeois s'étaient fait recevoir comme membres du groupement pro-allemand VDB. Une telle attitude aurait eu de graves conséquences, non seulement pour les dirigeants fascistes eux-mêmes, mais aussi pour toute la Colonie italienne, surtout après le déclenchement des hostilités de l'Italie contre les Allemands.»

Or la confusion, qui régnait à cette époque, était effroyable. Le consul fut remplacé: Cantoni-Marca rentra en Italie au mois de décembre, laissant son poste à Giovanni Barone⁵⁶. Les «gerarchi» eux-mêmes n'arrivaient pas à un accord, ce qui entraîna l'intervention d'une «commission de discipline» de Munich⁵⁷. En définitive, le consul général Barone fut obligé de fermer aussi bien le consulat que la Chambre de commerce italienne.

Ce climat d'incertitude pesait lourd sur toute la collectivité italienne et se reflétait aussi dans la vie de la Mission catholique qui ne fonctionnait plus qu'au ralenti.

En automne 1943, la Mission ouvrit à nouveau ses portes aux enfants de la maternelle, mais le «Doposcuola» resta fermé⁵⁸. Ainsi «dans les Paroisses il nous est impossible d'effectuer un travail spirituel satisfaisant, étant donné ce bouleversement d'idées et le peu de bonne volonté qui subsiste»⁵⁹.

Toutefois, les enseignants du «Dopolavoro» étaient rentrés en Italie et leur retour était improbable; ainsi le 1^{er} janvier 1944 la Mission put reprendre l'activité des «Patronati», même si le climat était tellement tendu que «les jeunes n'ont plus aucune envie d'étudier»⁶⁰.

Les prêches pour Pâques, «vu les circonstances», se déroulaient assez bien. En plus, don Settin obtint enfin l'autorisation de pouvoir accomplir son ministère pastoral aussi dans les camps de concentration où étaient internés de nombreux militaires italiens⁶¹. Grâce à l'aide de généreux compatriotes, don Settin visita souvent ces prisonniers, leur apportant des vivres, des vêtements et des mots de confort. Mais il n'oubliait pas les prisonniers étrangers: par exemple les Russes du camp de Ramerich (sur la route Esch-Belvaux, occupé aujourd'hui par de nouvelles constructions).

Quant aux envahisseurs allemands, ils ne cessaient de pratiquer des *représailles et des exécutions*. Les chefs avaient reçu l'ordre de tenir toute prête, en permanence, une liste d'otages à fusiller en cas de représailles. Cette pratique barbare devint encore plus terrifiante lors du débarquement des Alliés en Normandie: on prévoyait une exécution en masse si jamais l'armée allemande était obligée de quitter le Grand-Duché. Heureusement, au mois de septembre 1944, les événements se précipitèrent tellement qu'on n'eut pas le temps de mettre à exécution ce dessein diabolique. Dès l'annonce du rapprochement des forces américaines, les nazis et leurs collaborateurs luxembourgeois et italiens abandonnèrent en toute hâte le pays, avant même que le gros de l'armée n'eût été rappelé, le 9 mai, veille de la Libération.

5. LES ANNEES DE LA GUERRE A DUDELANGE

Avec la guerre surgit surtout le problème de la famine dans la localité. Selon certains échos, l'Italie envoyait des subsides destinés aux chômeurs et aux familles nécessiteuses, mais probablement tout l'argent finissait dans les caisses fascistes.

Nombreux furent les rapatriements: au cours du seul mois de juillet 1940 plus de 900 compatriotes rentrèrent en Italie⁶². Ceux qui restaient et qui avaient adhéré au parti fasciste, soit pour des raisons patriotiques, soit pour faire valoir leurs droits, s'en détachaient progressivement. Les fascistes les punirent aussitôt en supprimant leurs associations, leurs fanfares et leurs groupes théâtraux. Même la société «Arte e Diletto», présidée par Bertolini, fut contrainte à la dissolution⁶³.



Vers 1943. Ferrari Jean participe, sous le contrôle des nazis, à une compétition sportive.

Par contre, les cours de langue italienne, organisés par les fascistes, connurent un nouvel essor. Ils étaient assurés par l'enseignant Arturo Torre, centurion de la milice fasciste. Tous les enfants qui fréquentaient ces cours, même s'ils ne possédaient pas de carte de membre fasciste, étaient automatiquement classés en Balilla ou Avanguardisti.

Le même phénomène se produisit pour les jeunes qui étaient envoyés en colonies de vacances. A Dudelange leur médecin attitré était Frédéric Hippert qui choisit parmi les enfants italiens vraiment ceux qui nécessitaient le plus un séjour à la mer ou à la montagne.

Désormais, les Allemands, en chefs de famille, devinrent toujours plus exigeants. Le 4 août 1940, ils arrêtaient pour antifascisme Cao Vittorio, ancien combattant des Brigades internationales en Espagne, et Tassi Libertario, membre du groupe théâtral «Arte e Diletto», connu pour ses idées gauchistes.

Les fascistes ne tardèrent point à imiter leurs alliés, en procédant à l'arrestation et au «rapatriement» de toute personne indésirable.

La pression était permanente. Surtout après que le «recensement» fut devenu obligatoire: tout chef de famille devait se présenter à la mairie et prouver qu'il était entièrement en règle. C'était la condition sans laquelle il ne pouvait ni avoir le droit de travailler ni obtenir des cartes de ravitaillement. Mais on ne se fiait pas aux compatriotes et les employés de la mairie faisaient du porte-à-porte, afin de contrôler l'exactitude des déclarations.

«Nous nous souvenons bien», déclare Lucrezia Bressanutti, «qu'ils passaient même deux fois en une semaine. Il était difficile de les convaincre que nous possédions tout le nécessaire pour vivre. Ils ne nous laissaient pas tranquilles. C'est ainsi qu'après un certain temps, las, nous acceptions la proposition qui nous était faite à l'usine et allions travailler en Allemagne.»

En effet le travail devenait rare. En 1941, seulement 158 Italiens travaillaient à Dudelange contre 2 043 Luxembourgeois⁶⁴.

Nombreux sont encore aujourd'hui ceux qui se souviennent de l'initiative fasciste de la «mobilisation obligatoire» pour tous ceux qui étaient nés entre 1921 et 1922, mobilisation qui n'avait pas été ordonnée par Rome. Certains réussirent à s'enfuir: ce fut le cas de Bassani Jos et Storti Luigi. Ils se retrouvèrent dans l'armée anglaise, tandis que Rossi Marcel fit partie des «maquisards» français⁶⁵.

De temps à autre on procédait à des arrestations. Au mois de novembre 1941 on envoya à Hinzert: Azzolin Guerrino, De March Vittorio, Venanzi Nic, Zigliana Jean, Longari Jos; à Buchenwald: Cesarini Marc et Taverna René⁶⁶.

De nombreux autres Italiens de Dudelange furent emprisonnés en 1942. Parmi les citoyennes de Dudelange en prison on trouvait: à *Flussbach-Neudorf-Ravensbrück*: Andreatta Catherine, Andreatta Joséphine, Andreatta Marie, Zigliana B. Elise, Zigliana Margot;

à *Diekirch, Luxembourg-Grund, Trier*: Michini Rosa, Savini Céline.

Parmi les citoyens de Dudelange, prisonniers à *Luxembourg-Grund*: Andreatta Jacques, Azzolin Guerrino, Barozzi Pierre, Bellotto Pompilio, Bertolini Arthur, Cesarini Marsiglio, Cestar François, Cettiga Ruggero, Farenzena Giulio, Linari Romain, Longari Jos, Mortini Jos, Olivieri François, Soffiaturio Camille, Zigliana Jean;

à *Esch-sur-Alzette*: De Marchi Vic., Luzzi Ruggero, Mastropietro F., Tomasini Guido;

à *Diekirch*: Bucari Jean;

à *Wittlich*: Andreatta Jacques, Azzolin Guerino;

à *Siegburg*: Pesavento Stefano, Piccati Carlo;

à *Dienhofen*: Solagna Dominique;

à *Trèves*: Cesarini Marsiglio, Farenzena Giulio et Caravelli René⁶⁷.

D'autres furent déclarés morts, tel Bucari Jean; d'autres encore portés disparus, tels Bucari Joseph et Petri Joseph⁶⁸.

Un grand nombre d'Italiens étaient obligés de travailler pour les Allemands: 177 en 1942, 212 (en plus 22 femmes) en 1943, 174 (en plus 10 femmes) en 1944⁶⁹.

Finalement la nouvelle fut divulguée que les Américains étaient sur le point d'arriver au Grand-Duché. Les habitants de Dudelange manifestèrent leur joie en brûlant les portraits de Hitler. Au-dessus du magasin de Preti, sur la place de la mairie, on hissa le drapeau communiste. Réaction des Allemands: le magasin fut incendié; dans le feu périrent Mme Preti et sa fille Blanche de dix-sept ans⁷⁰.

Suivit la période de la Libération avec toute la triste kyrielle d'épurations et de vengeance personnelles qui frappèrent parfois les personnes innocentes.



Differdange, années '40. Le groupe de basket. On reconnaît parmi d'autres: Badia, Catani Aldo et Nello.

6. LES ANNEES DE LA GUERRE A BETTEMBOURG

La Deuxième Guerre mondiale provoqua une confusion indescriptible au sein de la petite communauté italienne de Bettembourg. Dès l'approche du danger, de nombreux compatriotes quittèrent le pays. La plupart se rendirent en Allemagne, d'autres rentrèrent à Flaibano. Seuls une douzaine d'Italiens restèrent à Bettembourg:

Picco Bernardino (décédé au mois de juillet 1940), son fils Olimpio (qui fut rejoint en 1941 par sa femme Erminia), Cantarutti Gabriele, Del Fabbro Giovanni, Picco Onorato, Sbrizzi Guerrino, Picco Lodovico, Bevilacqua Isidoro, Picco Adelchi, Bevilacqua Maggiorino, Giuliani Tarcisio, Castellano Vincenzo...

Mais le rythme de travail ralentissait. Les fascistes augmentèrent leur pression sur le petit groupe restant. En 1941, par exemple, lors du décès du caissier de la Société de Secours Mutuel, on obtint des Allemands la permission d'aller au cimetière avec le drapeau pour lui rendre un dernier hommage; mais un fasciste de Dudelange invectiva contre les présents, affirmant qu'il était défendu de porter un drapeau. Par la suite, le «Dopolavoro» d'Esch ordonna que la caisse ainsi que le drapeau de la Société fussent remis aux fascistes. Toute protestation fut inutile: on dut céder aux ordres.

Après la chute de Mussolini (25 juillet 1943), le capitaine du fascio, Pierotti, se présenta à la «briqueterie» et tint un discours fougueux, menaçant d'envoyer tous les présents sur le front.

Or les Italiens écoutaient tous Radio-Londres, qui les informait sur le véritable déroulement de la guerre, et ils attendaient avec impatience la Libération. Ils essayaient de s'arranger pour le mieux en ce qui concernait les denrées alimentaires. Aux mères de famille et aux enfants de moins de cinq ans on accordait une ration double de farine et de pâtes; cette nourriture suffisait aussi pour nourrir ceux qui obtenaient moins; pour le reste, on se débrouillait en ramassant toutes sortes d'herbes comestibles.

Commencèrent alors les premiers bombardements. Malheureusement la briqueterie se trouvait à côté de la gare, qui était souvent prise d'attaque par les avions américains, surtout vers la fin de l'année 1943. Au cours des mois qui suivirent, les sirènes d'alarmes retentirent de plus en plus fréquemment. Souvent les ouvriers étaient obligés de quitter la fabrique sous les tirs des mitraillettes: plusieurs Italiens s'en sortirent vivants par pur miracle. Afin d'éviter le péril qui les menaçait, les Italiens se dispersèrent dans tout le Grand-Duché, surtout dans des localités plus sûres, tels les petits villages ruraux du nord. Finalement la guerre prit fin. Commença alors l'épuration. Tous les amis de la briqueterie possédaient la carte de membre du fascio. Les responsables de la Résistance luxembourgeoise les obligèrent à se présenter à la mairie. On avait prévu de les garder aux arrêts pendant plusieurs jours. Or, étant donné qu'ils étaient tous très connus, on les relâcha à condition qu'ils se présentent tous les soirs afin de prouver qu'aucun d'entre eux n'avait pris la fuite. Cette situation dura trois ou quatre mois, puis Picco Onorato obtint la permission de se présenter seul au nom de tous ses compatriotes. On obligea aussi les Italiens à payer le «séquestre»: chacun devait verser une taxe proportionnelle aux biens qu'il possédait.

- ¹ Luxemburger Wort, 17 mai 1980, p. 5.
- ² Simon Gustay, né à Coblenz, instituteur, fut nommé au commandement de la Moselgau, dont faisait partie le Luxembourg. Arrêté le 17 décembre 1945 par un capitaine anglais, il fut emprisonné à Paderborn. On ne connaît pas sa fin: certains disent qu'il s'est pendu en prison, d'autres qu'il a été tué par les «collaborateurs» luxembourgeois, afin qu'il ne puisse pas parler, d'autres encore qu'il est encore vivant...
- ³ CANDIDI Gino, «La Résistance du peuple luxembourgeois», Ed. du Rappel, Luxembourg 1977.
- ⁴ Seulement 5% de la population se déclarèrent «allemands», cf. Gino CANDIDI, op. cit., p. 17.
- ⁵ CANDIDI Gino, op. cit., pp. 95-101.
- ⁶ Circulaire n° 51 du 11.9.1939, signée Ciano, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., volume de 1940, pp. 259-261.
- ⁷ Il Corriere, 25.1.1940.
- ⁸ Archives de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dossier 129; lettre de Henri Meier au bourgmestre d'Esch-sur-Alzette, 4.2.1940.
- ⁹ Il Legionario, 10.10.1940.
- ¹⁰ Asmae, 1 (1931-1945): le ministre Tamburini au Mae, 6.10.1939.
- ¹¹ Il Corriere, 11.1.1940; don Settin à Mgr Babini, 25.1.1940; Asmae 1 (1931-1945): télégramme du ministre Tamburini au Mae 30.1.1940.
- ¹² Don Settin à Mgr Babini, 9.2.1940.
- ¹³ Il Corriere, 11.1.1940 et 21.3.1940.
- ¹⁴ Il Corriere, 28.3.1940.
- ¹⁵ Il Corriere, 25.4.1940 et 16.5.1940.
- ¹⁶ Asmae 1 (1931-1945): télégrammes de l'ambassade d'Italie à Berlin au Mae, 25.5.1940 et 30.5.1940.
- ¹⁷ Asmae 1 (1931-1945): télégramme de la Légation d'Italie au Mae 25.6.1940.
- ¹⁸ Asmae, 1 (1931-1945): le ministre Tamburini au Mae, 24.9.1940.
- ¹⁹ Ibidem. Parmi les subversifs on signalait en particulier les inscrits au groupe théâtral «L'Avvenire»: Bagnoli Guido, originaire de Cesena, qui fut expulsé via Brenner et enfermé dans les prisons de Cesena; ainsi que Fagnoni Michele, et par la suite Trigatti Lino, Briscolini Sisto, Materazzi Giacomo et Sagramola Quinto (Asmae, G1, b.315, f.1156: la Préfecture de Forlì à la Direction de la Sécurité publique, 24.7.1940).
- ²⁰ Il Legionario, n° 28, 1.12.1940.
- ²¹ Circulaire n° 6, signée Ciano, du 18 avril 1940, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. 12, Mae, Rome, 1942, pp. 14-17.
- ²² Circulaire n° 21457, du 27 février 1940, signée De Cicco, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., 1942, p. 36.
- ²³ Circulaire n° 20, du 2 avril 1940, signée Ciano, dans «Raccolta delle Circolari etc.», op. cit., vol. de 1942, pp. 57-59.
- ²⁴ Settin à Babini, 2.1.1941.
- ²⁵ La position d'Alfredo Poggi nous semble moins problématique à partir de 1939 et pendant la guerre. Il restera dans sa résidence de Mandriole — Ravenna, en compagnie de son plus jeune fils (Settin à Babini, 28.9.1939 et 19.3.1941).
- ²⁶ Tous les deux ne s'étaient jamais liés au parti fasciste. En plus Schmit, beau-frère de Vittorio Crescentini, sera parmi les premiers à être déportés en Allemagne, car il fut surpris alors qu'il distribuait des photos de la Grande-Duchesse. Ce fait frappa beaucoup Crescentini qui, avec Marco Moia, constitua un groupe de dissidents très critiques envers les agissements des dirigeants fascistes.
- ²⁷ Il Legionario, n° 9, 4.5.1941.
- ²⁸ Il Legionario, n° 17, 1.1.1941.
- ²⁹ Il Legionario, n° 22, 15.11.1941.
- ³⁰ Il Legionario, nos 7-11, 15.12.1942.
- ³¹ Il Legionario, n° 23, 15.12.1942.
- ³² Circulaire n° 2 du 25 janvier 1941, signée Ciano, dans «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. XII, pp. 175-176.
- ³³ Il Corriere, 8.1.1942.
- ³⁴ Parmi d'autres, on appela aussi sous les armes le jeune Malano Giosy, le seul dans la famille, qui — à cause de son âge — n'avait pas pu opter pour la nationalité luxembourgeoise. Ne s'étant pas présenté pour effectuer son service militaire, il fut arrêté par la Gestapo, envoyé en Italie et destiné au front de Sicile. L'armistice signé, Malano Giosy réussit à se réfugier à Borgiallo, pays natal de son père, et il rejoignit les partisans de l'endroit. Le 9 novembre 1944, sa troupe fut chargée de guider une colonne d'anciens prisonniers anglais vers le Val d'Isère (France), afin de les aider à rejoindre leur armée nationale dans la Tarantaise libérée. Surpris par une tempête de neige, ils périrent près des «Gorges de Malpas-set»; il s'agissait de 24 Anglais et 18 partisans italiens, dont Malano Giosy. (Tillia de Mayo — Vincence Viano, «Il prezzo della libertà» Ed. ANPI Cuorgnè 1977, p. 326). Le père de famille, M. Malano, était arrivé à Luxembourg en 1897. Il était originaire de Borgiallo (Turin) et était né en 1881. Marié à une femme d'Esch, dont le père était un Italien (d'Ischia — Trente) et la mère d'origine alsacienne. Il eut 15 enfants, dont 4 (trois sœurs et un frère) encore vivants. Il ouvrit le Café Malano (aujourd'hui Café du Terrain au 78, rue J. P. Bausch), qui devint le siège du groupe musical «La Garibaldina». Il décéda en 1936. Le Café Malano fut fermé par la Gestapo en 1942.
- ³⁵ cf. Marcel HENGEL — André HOHENGARTEN, Hinzert, Das SS-Sonderlager im Hunsrück 1939-1945, Imprimerie St-Paul, Luxembourg, 1983.
On y cite les noms de différents antifascistes italiens du Luxembourg qui furent arrêtés et envoyés à Hinzert: en 1941 le coiffeur d'Esch, Carlo Alvisi (p. 65); en 1942 Guerrino Materazzi, dont l'officier luxembourgeois Al. Jakoby raconte: «Il dut rester des nuits entières à Hinzert, dehors, sous la pluie à une période de l'année très froide, Battu par Rathke

jusqu'à ce qu'il perde connaissance, il fut immergé dans l'eau glacée et transporté à l'intérieur à demi mort» (p. 153); et les frères Gaudina d'Esch (p. 182). En 1942 on arrêta deux Italiens de Dudelange, Vittorio Bertolini et Camillo Soffiatur, qui furent relâchés après peu de temps (p. 205). En 1944 fut arrêté Mathias Dal Zotto, un des fondateurs du mouvement de résistance «Armée blanche»; il fut tué à Hinzert le 25 février 1944 (p. 246). D'autres Italiens arrêtés pour avoir fait de la propagande politique furent Domenico Bordicchia, Luigi Peruzzi, Natale Ottaviano et Ideale Vinciotti (p. 494). La vie dans le camp de concentration était si dure que les Italiens préféraient être rapatriés et déferés à un tribunal fasciste plutôt que de rester à Hinzert (p. 493).

³⁶ cf. *Enciclopedia dell'antifascismo e della resistenza*, vol. III, éd. La Pietra, Milan 1976, pp. 447-448; et «Der antifaschistische Widerstand in Luxemburg», éd. COPE, Luxembourg 1985, pp. 387-395.

³⁷ La revue «Rappel» cite elle aussi les noms de différents Italiens déportés.

Le rescapé du camp de Buchenwald:

GAUDINA Nuto d'Esch (115);

et les survivants de Dachau:

ARNOLDO Jacques d'Esch (p. 130), BOLOGNESI Gino de Rumelange (p. 130), GAUDINA Emilio d'Esch (p. 131), LONGARI Jos de Dudelange (p. 134), ROTA Giovanni d'Oberkorn (p. 135), ZAMAGNI René de Lasauvage (p. 138), ZAMBELLI Max d'Esch (p. 138).

Les morts du camp de Dachau:

BRANCHINI Alfred de Rumelange (p. 139) et BRUFFATI Primo de Bettembourg (p. 139).

Les survivants de Mauthausen:

COLABIANCHI Joseph de Luxembourg (p. 158) et ROSCANI Ugo (p. 159).

Les morts du camp de Mauthausen:

BRISCOLINI Anildo (p. 160) et PASINI André d'Esch (p. 160).

Mourut en déportation aussi FALCHERO Emile de Schiffange (p. 212)

(«Rappel», revue mensuelle de la LPPD, numéro spécial, mars-avril-mai, Luxembourg 1980).

³⁸ Settin à Babini, 28.9.1939.

³⁹ Il Corriere, 11.1.1940.

⁴⁰ Settin à Babini, 9.2.1940, et Il Corriere 28.3.1940.

⁴¹ Il Corriere, 2.5.1940 et 16.5.1940.

⁴² Settin à Babini, 9.2.1940.

⁴³ Settin à Babini, 2.1.1941, 19.3.1941, 3.6.1941, 7.1.1942 et 8.12.1942.

⁴⁴ Pendant la guerre il n'y aura plus de véritables «missions prêchées» (lettre de Settin au Père Casaril, 30.3.1946).

⁴⁵ Settin à Babini, 9.1.1941, 12.1.1942, 11.9.1942, 7.11.1942, 26.8.1943 et 3.2.1944.

⁴⁶ Idem, 22.3.1941.

⁴⁷ Idem, 18.4.1941.

⁴⁸ Idem, 14.5.1942, 5.11.1942 et 8.12.1942.

⁴⁹ Idem, 8.12.1942.

⁵⁰ Idem, 7.11.1942.

⁵¹ Il Legionario, n° 9, 20.5.1943.

⁵² Il Legionario, n° 12, 30.6.1943 et n° 13-14, août 1943.

⁵³ Dödelinger Chronik, vol. II, op. cit., p. 386, nouvelle du 30 octobre 1943.

⁵⁴ Don Settin à Mgr Babini, 26.8.1943.

⁵⁵ RIBECA Joseph, memorandum sur la fondation et le développement politique en général de la Colonie italienne au Grand-Duché de Luxembourg, Archives de l'Evêché de Luxembourg.

⁵⁶ Settin à Babini, 17.12.1943.

⁵⁷ Settin à Babini, 3.2.1944.

⁵⁸ Settin à Babini, 15.9.1943.

⁵⁹ Settin à Babini, 9.9.1943.

⁶⁰ Settin à Babini, 20.10.1943, 3.2.1944 et 24.4.1944.

⁶¹ Settin à Babini, 24.4.1944.

⁶² Dödelinger Chronik, vol. II, op. cit., p. 319, renseignement 15 juillet 1940.

⁶³ En 1939, le groupe devait représenter à Esch «Il paese dei campanelli», une opérette, mais on lui fit comprendre que ce n'était pas le moment de donner des représentations. Ainsi le groupe ferma ses portes.

Les fascistes essayèrent de ranimer «La Fratellanza» en lui imposant le nouveau nom de «Giuseppe Verdi». Le président de la société, Mosé Rampin, refusa et les fascistes mirent sous séquestre leur drapeau, leurs partitions ainsi que leurs instruments musicaux.

⁶⁴ Dödelinger Chronik, vol. II, op. cit., p. 334, renseignement du 1^{er} février 1941.

⁶⁵ Ibidem, p. 361, renseignement de 1942.

⁶⁶ Ibidem, p. 348, renseignement du 4-6 novembre 1941.

⁶⁷ Dödelinger Chronik, vol. II, op. cit., p. 365.

⁶⁸ Dödelinger Chronik, vol. II, op. cit., p. 362.

⁶⁹ Ibidem, p. 376.

⁷⁰ Ibidem, p. 396 (nouvelle du 2 septembre 1944).

CHAPITRE 5:

LA TRISTE FIN DE LA GUERRE

Le cauchemar qui pesait sur le Grand-Duché prit fin le 10 septembre 1944, quand pour le Luxembourg aussi sonna l'heure de la Libération; les troupes alliées entrèrent dans la capitale, tandis que les troupes allemandes se repliaient sur les rives de la Moselle et de l'Our. On assista alors à la bataille des Ardennes (décembre 1944) et finalement l'Allemagne capitula sans conditions (8 mai 1945).

Les pertes matérielles et surtout humaines étaient bien lourdes: 5 259 personnes résidant au Luxembourg furent victimes de la guerre, c'est-à-dire 1,8% de la totalité de la population recensée en 1940. La collectivité italienne avait elle aussi payé la résistance au nazisme par une longue liste de persécutions, de déportations et de morts.

1. EPURATIONS ET VENGEANCES PERSONNELLES PARMI LES LUXEMBOURGEOIS

Le Prince Félix ainsi que le Prince héritier étaient rentrés au Luxembourg parmi les premiers, le jour même de la Libération, à la tête des troupes victorieuses. (La Grande-Duchesse n'arriva que le 14 avril 1945, acclamée par une foule enthousiaste.) Le gouvernement luxembourgeois, en exil à Londres, rentra le 23 septembre 1944.

Entre-temps, le commandant Georges Schommer, chef de la mission pour les Affaires civiles du gouvernement grand-ducal, essaya de mettre un peu d'ordre dans cette confusion générale. Il décréta qu'aucune arrestation ni aucune perquisition ne devaient avoir lieu sans son ordre ou l'ordre du commandant Enschedé, chargé des services de sécurité nationale¹. Mais, au cours de ces journées, aucun ordre n'était respecté.

Ainsi, la Libération, qui aurait dû signifier le retour à la vie normale et à la légalité se transforma pendant plusieurs mois en une nouvelle période de terreur et de vengeances personnelles.

Paul Cerf, dont nous citons des extraits de son œuvre, note:

«Partout des résistants — des vrais et ceux de la onzième heure — des voisins malintentionnés, des revanchards, des cocus, des rancuniers dénoncent à tour de bras².»

De nombreux collaborateurs, des vrais ou présumés tels, furent arrêtés. Souvent ils furent exposés à la risée publique; raillées et frappées, des femmes eurent la tête rasée.

Combien de personnes furent arrêtées? Au cours des trois premières semaines qui suivirent la Libération, environ 700; mais à la date du 7 juillet 1945, les détenus luxembourgeois pour faits politiques étaient probablement au nombre de 5 101: 2 857 hommes et 2 224 femmes.

Au début, les arrestations étaient effectuées par les membres de l'Union (c'est-à-dire le regroupement des Mouvements de Résistance luxembourgeoise), qui avait été créée le 23 mars 1944³.

Munis de brassards ornés de deux lions rouges et sur lesquels était inscrit le mot «Miliz» (milice), les miliciens procédaient sans pitié à des arrestations et à des emprisonnements.

Quelle autorité octroyait ce droit à l'Union? Dans une proclamation du 10 septembre elle s'était elle-même attribué ces pouvoirs de police en se basant sur un texte non contrôlable qui lui aurait été transmis le 8 mai 1944 par le gouvernement en exil⁴.

Dès que le gouvernement rentra de l'exil, il essaya de mettre un terme à cette situation; mais l'Union ne céda pas facilement ses prétendus «pouvoirs». La situation ne put être clarifiée qu'après les élections politiques du 21 octobre 1945, qui élurent un gouvernement d'union nationale.

Entre-temps, les camps de concentration et les prisons rebondissaient de «prisonniers», auxquels on faisait subir le même sort que celui qui avait été réservé aux détenus de la Résistance au cours des années 1940-1944.

«Au cours des premiers temps après le 10 septembre 1944, plus de 10 000 personnes – hommes, femmes, enfants – furent jetées en prison à Luxembourg. La plupart des détenus subirent les tortures les plus terribles, dont certaines ne peuvent être décrites. Beaucoup sont décédés durant la détention, soit à la suite de privations indescriptibles (faim et froid), soit à la suite de coups ou de suicide. Ces tortures se faisaient avec système. Chaque fois que des «collaborateurs» tombaient entre les mains des «libérés» en liesse, on les battait. On les battait au moment de leur arrestation; on les battait dans les bureaux de la police et de la gendarmerie, dans la cour de la prison, dans les cellules, on les battait dans les locaux de la Sûreté, lorsqu'ils n'étaient pas prêts à avouer ce que l'on voulait leur faire dire, on les battait – et c'était surtout l'œuvre des gendarmes auxiliaires – au Palais de Justice. De la prison, leur chemin de croix les menait aux camps de travail, où les tortures continuaient. Les hauts lieux des tortures les plus sanglantes étaient, à côté de la prison du Grund, les locaux de réception du Cercle, le camp de Howald, le camp militaire de Moutfort, la «cave sanglante» de triste réputation de l'hôtel Entringer (siège de l'Union), la caserne militaire du St-Esprit, les camps de Sotel, Belval et Katzenberg...⁵»

Fréquemment les bourreaux faisaient subir aux détenus des peines qui avaient été infligées aux résistants par les nazis. Il est donc parfois difficile de comprendre leur conception du terme «liberté», si on considère qu'au nom de la «liberté» ils pratiquaient les méthodes du haïssable régime nazi-fasciste...

Au cours de ces années on intenta environ 10 000 procès pénaux contre des collaborateurs politiques et 20 000 procès administratifs. On aboutira à 2 272 condamnations à différentes peines, dont 12 condamnations à mort, 1 186 privations de la nationalité luxembourgeoise et plus de 5 000 condamnations à des peines de prison ou dans des camps de travail.

2. LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE L'ITALIE ET LE LUXEMBOURG ET LA SITUATION PENIBLE DE LA COMMUNAUTE ITALIENNE: EMPRISONNEMENTS ET SEQUESTRES

Selon le ministre des Affaires étrangères italien l'état de guerre n'avait jamais été déclaré entre l'Italie et le Grand-Duché et officiellement les relations diplomatiques n'avaient pas été rompues; elles n'avaient été que suspendues étant donné que le gouvernement luxembourgeois résidait à Londres, dans un Etat qui était en guerre avec l'Italie⁶.

Dans l'attente d'une reprise d'échanges diplomatiques le gouvernement italien proposa au gouvernement luxembourgeois de confier au «chargé d'affaires» de l'ambassade de Bruxelles, Scamacca, la protection des Italiens du Grand-Duché⁷. La requête fut accueillie favorablement par le gouvernement luxembourgeois qui exigea toutefois que Colombo de la Légation d'Italie fût remplacé, «même si aucune charge ne pèse contre lui»⁸.

Dès le mois de mai 1945, le ministère des Affaires étrangères pensa confier la régence de la Légation d'Italie à Luxembourg à Stanislaw Corvino-Milkowski⁹, mais son arrivée dans la capitale fut reportée de plusieurs mois à la grande désapprobation de la collectivité italienne. En effet, elle était confrontée à une multitude de problèmes irrésolus que Scamacca résumait de la façon suivante:



Colombo Roberto dans le «corps italien de libération» sous le commandement des troupes alliées.

«arrestations et séquestrations d'un petit groupe d'Italiens, séquestrés des biens des Italiens (environ 2 000), occupation abusive de la Chambre de commerce par un groupe de compatriotes irresponsables et non qualifiés, immeubles domaniaux etc.»¹⁰

L'année suivante, le ministre de la Légation d'Italie, Corvino, dans une lettre adressée au président du Conseil et au ministre des Affaires étrangères, Alcide de Gasperi, décrivait ainsi la situation de la communauté italienne dans l'immédiat après-guerre:

«Etant donné que le gouvernement luxembourgeois, en exil à Londres, déclara, après l'invasion de son pays, la guerre à l'Italie, alliée de l'Allemagne, les Italiens résidant au Grand-Duché furent automatiquement considérés comme des ennemis par les indigènes»

nes. En outre, le comportement effronté et provoquant du ministre Tamburini ainsi que des différents grands et petits *gerarchi* fascistes envers les Luxembourgeois, la solidarité sans équivoques de certains compatriotes italiens, mariés à des Allemandes, avec les envahisseurs, et surtout la collaboration sous toutes ses formes, poussée souvent jusqu'à des dénonciations à la Gestapo, ont fini par exacerber la population locale, et même si la majorité des Italiens avait fait preuve d'un comportement loyal envers le pays hôte tout au long de la période d'occupation, les Luxembourgeois les considéraient comme leurs ennemis.

Les pires responsables s'enfuirent en 1944, à l'approche des troupes alliées. Cependant, dès la libération du pays, la rancœur de la population s'acharna contre les restants, même s'ils étaient innocents. Il est tout à fait compréhensible que, dans des cas pareils, le dédain patriotique servit de couverture à des initiatives peu louables provoquées par la jalousie de concurrents, l'hostilité de voisins ou simplement le désir de pillage. Il en résulta que des immeubles — à commencer par la Casa d'Italia d'Esch —, des appartements, des magasins appartenant à des Italiens furent, dans de nombreuses localités, envahis et saccagés par la foule, guidée par les membres de la *Résistance*.

Par la suite, ces procédés arbitraires furent plus ou moins légalisés par une mesure de séquestre général des biens des ennemis, décrétée le 17 août 1944, et les Italiens furent dans ce sens assimilés aux Allemands, malgré l'évidente différence entre l'Allemagne qui avait envahi le Luxembourg et opprimé sa population et l'Italie, contre laquelle n'avait existé qu'un état de guerre purement nominal et qui n'avait pris aucune mesure pouvant causer des dommages aux citoyens luxembourgeois. Il est certain que le gouvernement grand-ducal craignait, la veille d'une campagne électorale, de fournir à une minorité, peut-être exiguë, mais vociférante, des arguments pour l'attaquer, et d'ailleurs, il croyait, en confisquant les biens des ennemis, pouvoir redresser les finances publiques. Mais cet espoir se révéla de suite assez vain à cause de la mauvaise administration des biens séquestrés et des nombreux abus commis aux dépens de l'Etat par les autorités locales, dont chacune agissait — comme il est de norme dans ce pays — selon ses convenances, sans se préoccuper démesurément des ordres reçus par le gouvernement. Cependant, dans le bilan pour l'exercice en cours, il fut maintenu, parmi les entrées, une somme de 150 millions de francs à titre de gain par la vente des biens séquestrés aux ennemis. Il faut noter que la mesure de séquestre frappait de très nombreux Italiens qui n'avaient agi d'aucune façon contre les intérêts du pays, mais qui par contre étaient souvent venus en aide à la résistance contre l'envahisseur. Parmi les victimes de ces mesures se trouvaient aussi des Italiens ayant des liens de parenté avec la population locale. Parmi les personnes dont les biens furent séquestrés, on comptait même des compatriotes qui avaient déjà, sous l'envahisseur, assisté au séquestre de leurs avoirs. La situation, qui s'était créée au Grand-Duché, devint vite insoutenable.

Par conséquent, un décret grand-ducal du 9 juillet 1945 autorisa le ministre des Finances à annuler, en partie ou entièrement, le mandat de séquestre contre certains citoyens ennemis qui résidaient au Luxembourg avant la date du 10 septembre 1944 et qui auraient mérité telle faveur grâce à leur attitude pendant la guerre. La concession de cette annulation de séquestre était sujette au paiement d'une taxe s'élevant de 200 à 10 000 francs, à fixer, pour chaque cas, par le ministre des Finances, lequel était pourtant aussi autorisé à exempter l'intéressé, dans des cas spéciaux, de tout paiement.

Du texte du décret résultait clairement que le maximum de la taxe ne devait être appliqué que dans des cas exceptionnels. Mais le

ministre des Finances ne prit pas cette clause en considération, au contraire il outrepassa cette somme fixée par le décret, exigeant de tous ceux qui demandaient l'annulation du séquestre le paiement de sommes qui dépassaient outrageusement les 10 000 francs, cela outre les apports, en général bien relevant et qui n'étaient en aucun cas spécifiés et justifiés, qui étaient comptés en tant que frais administratifs: ces procédés étaient tout autres qu'avantageux pour les propriétaires des biens séquestrés. Il s'agissait d'un procédé clairement abusif et illégal, qui ne pouvait s'expliquer que par l'intérêt qu'en retiraient soit l'Etat, soit les fonctionnaires compétents, qui réussissaient ainsi à exploiter au maximum les personnes frappées par les séquestres¹¹. »

Nous citerons intégralement le récit d'un témoin de cette époque, qui explique de façon précise et exhaustive la situation à laquelle étaient confrontés les Italiens¹²:

«Libération

Le Grand-Duché de Luxembourg fut libéré le 10 septembre 1944 par l'arrivée des Américains, mais le territoire fut déclaré zone d'opération étant donné que le front se trouvait sur la ligne Siegfried, à la frontière entre le Luxembourg et l'Allemagne.

Les conséquences de cet état de siège furent multiples: arrêt de toutes les communications soit par voie de chemin de fer, par route, libre circulation fixée dans un rayon de 5 km, commerce paralysé par le blocage de tous les comptes en banque, à la poste, à la Caisse d'Epargne, institution de censures, arrestations d'éléments suspects et restrictions de toute sorte.

Le 16 octobre, le gouvernement provisoire luxembourgeois procéda au retrait de toute la monnaie allemande en circulation en la changeant au taux de 5 F pour 1 DM. et en bloquant les sommes. Par cette opération financière, la valeur du capital libre subissait une réduction de 50 % étant donné qu'en 1940 les Allemands avaient effectué l'opération inverse au taux de 1 DM pour 10 F.

Les restrictions sur la libre circulation¹³ ne purent être levées, en partie, que le 1^{er} avril 1945, c'est-à-dire avec l'éloignement du front. Le rayon de libre circulation fut porté à 30 km et on accorda aux Luxembourgeois le droit de prélèvement de 10% sur l'argent bloqué, tandis que les entreprises commerciales et industrielles eurent droit à des sommes plus élevées, étant donné l'importance de leurs frais et de leurs marchandises.

Ce ne fut qu'au mois d'août que toute restriction fut définitivement abolie, tout aussi bien sur le trafic que sur la libre circulation; les communications avec la Belgique et la France purent être rétablies en ce qui concernait le ravitaillement et le matériel nécessaire pour la reconstruction.

Un an après la Libération, les restrictions financières étaient encore en partie en vigueur, comme aussi les cartes alimentaires. Toute la main-d'œuvre était employée dans les travaux de reconstruction, et seulement 10% des industries métallurgiques produisaient du fer.

Les ennemis

Tous les Allemands, Italiens et Japonais furent déclarés ennemis en septembre 1944. Leurs biens meubles et immeubles furent mis sous séquestre. Aux ennemis étrangers on assimilait cependant aussi tous les Luxembourgeois retenus coupables d'avoir soutenu la politique nazie au Grand-Duché, leur nombre s'élevait à environ dix mille personnes.

Un décret émis par le gouvernement luxembourgeois mettait en garde tous ceux qui auraient nui aux opérations militaires des Alliés, ils auraient immédiatement été emprisonnés ou internés. Or, presque tous les Allemands avaient pris la fuite et il n'y avait pas de Japonais dans le pays. On ne procéda donc qu'à l'arrestation d'une grande partie de Luxembourgeois, des hommes, des femmes et des enfants, et d'Italiens.

L'arrestation et l'internement des Italiens

Environ trois cents Italiens avaient été dénoncés en tant que propagandistes fascistes. Parmi eux on trouvait des personnes âgées, des invalides, des malades et même le missionnaire; ils furent tous arrêtés et enfermés dans les prisons ou dans les camps d'internement, où ils subirent des humiliations et des privations de toute sorte. Quelques-uns succombèrent à ces traitements, tel le

vieux Moia; d'autres, après tant de souffrances, furent hospitalisés et relâchés; ils gardèrent cependant toute leur vie les traces de ce martyre.

Les dénonciations, qui par la suite se révélèrent comme fausses et sans fondement, avaient été faites auprès de la Police luxembourgeoise par des Italiens communistes, mais aussi par des profiteurs fascistes qui exploitèrent cette situation pour satisfaire leurs bas instincts de vengeance et de haine. Vers la fin du mois de février 1945, avec l'instauration d'une véritable justice luxembourgeoise, on commença à reconsidérer les cas des Italiens arrêtés et maltraités. Les autorités constatèrent que presque la totalité des arrêtés étaient des personnes innocentes, qui n'avaient nui d'aucune façon au peuple luxembourgeois; il s'agissait le plus souvent de gens ayant respecté l'ordre et le bien du pays et plusieurs d'entre eux avaient même à leur actif des actes de résistance et avaient parfois perpétré des sabotages contre les Allemands au profit des Luxembourgeois.

Au mois de juin 1945, presque tous les Italiens avaient été relâchés, une grande partie complètement libres, le reste avec l'obligation de travailler à la reconstruction pendant une période d'un an. En définitive, on constate que sur neuf mille Italiens résidant au Luxembourg, un seul a été retenu coupable et condamné à sept ans de travaux forcés pour avoir dénoncé, pendant l'occupation allemande, un prisonnier russe; sous enquête restèrent encore deux Italiens, accusés d'avoir dénoncé des antifascistes. Résultat : *aucun Italien du Grand-Duché ne fut retenu coupable d'avoir causé des dommages aux Luxembourgeois.*

Les biens des Italiens sous séquestre

A la suite du décret de septembre 1944, tous les biens des Italiens furent mis sous séquestre; les maisons de tous ceux qui pour différents motifs se trouvaient absents du Luxembourg, furent saccagées, puis l'Office du séquestre initia la vente aux Luxembourgeois de concessions de commerces, de mobilier, de voitures, de camions, de marchandises de toutes sortes, appartenant aux Italiens sans que ces derniers en fussent avisés. Ainsi, tous les métaux appartenant à l'ingénieur Baldini, et qu'il avait soustraits au risque de sa vie à l'industrie de guerre allemande, furent vendus, il s'agissait de 225 000 kg de cuivre et de bronze qui avaient coûté environ un million et demi à Baldini. Les paiements des pensions pour invalidité et vieillesse aux ouvriers italiens invalides furent suspendus, puis réaccordés dans des cas exceptionnels.

Afin de pouvoir disposer de moyens de subsistance, les Italiens nécessiteux durent avoir recours à de modestes sommes prélevées sur les sommes bloquées. Cette situation tragique des séquestrés cessa cependant en partie grâce à l'intervention du ministre d'Italie à Bruxelles, mais la menace des ventes obligatoires resta et on lut encore dans les journaux que des Italiens devaient procéder à la vente de mobilier et de concessions de cafés.

Malgré le fait qu'en Belgique comme en Hollande le séquestre des biens des Italiens eût cessé depuis longtemps, au Luxembourg il était encore en pleine activité, mesure injuste et tragique.

L'opinion publique luxembourgeoise contre les Italiens

Si la situation des Italiens, du point de vue juridique, était clarifiée qu'aucun Italien n'avait été jugé coupable d'avoir causé des dommages aux Luxembourgeois, l'opinion publique restait cependant hostile face aux Italiens et surtout vis-à-vis des plus aisés de nos compatriotes. Cette situation était due à trois facteurs essentiels. D'abord à la fermeture de l'Office consulaire et à l'absence d'un représentant diplomatique italien. Ensuite à la haine fomentée par les éléments communistes qui se réunissaient dans les cafés et publiaient des articles injurieux dans des journaux. Ces Italiens, n'ayant rien à perdre, espéraient obtenir des avantages financiers en profitant de cette situation, au détriment des compatriotes qui, après de longues années de travail, de privation et de misère, avaient épargné de petites sommes. Il s'agissait de mystificateurs qui, profitant du fait de l'absence des autorités italiennes, créaient au sein de la population luxembourgeoise une ambiance de haine et de mépris. Un autre facteur qui influençait l'opinion publique était fourni par les spéculateurs luxembourgeois qui comptaient réaliser d'énormes gains par la liquidation des biens des Italiens. Naturellement l'opinion publique luxembourgeoise était très sensible après quatre ans d'occupation nazie, elle se laissait facilement influencer par cette propagande mensongère faite par ces éléments qui, tout en étant ignorants, étaient néanmoins extrêmement dangereux.

Comment la haine contre les Italiens se manifestait-elle?

Avant toute chose, il faut noter que les autorités luxembourgeoises essayaient d'éloigner, par tous les moyens, les Italiens de la vie publique, en retardant systématiquement toutes leurs affaires économiques et financières. En outre, ils avaient recours à la fermeture progressive ou à la liquida-

tion complète de leurs commerces, à l'exclusion des entrepreneurs italiens des travaux pour l'Etat, à l'impossibilité pour un Italien d'obtenir le droit d'assumer un poste dirigeant ou même un emploi dans des entreprises publiques ou privées, au boycottage de la main-d'œuvre italienne, à la cession aux Luxembourgeois de commerces appartenant aux Italiens, à la vente de biens meubles, à la suspension des subsides ou allocations pour invalidité et vieillesse, à la limitation ou même à l'obstructionnisme en n'accordant pas le prélèvement sur les capitaux séquestrés de sommes nécessaires pour survivre, à l'interdiction pour beaucoup de nos compatriotes d'occuper leurs demeures d'avant-guerre, et enfin en leur rendant même difficile de se rendre en Belgique ou en France. Pour couronner tout cela, on devra y ajouter la peine que ressentaient nos compatriotes dans les rues, où ils étaient publiquement méprisés et insultés, tandis que la presse locale publiait régulièrement des articles qui requéraient l'expulsion des Italiens.

Le raisonnement des Luxembourgeois

Si on posait à n'importe quel Luxembourgeois la question: «Pourquoi méprisez-vous les Italiens?», les réponses étaient les suivantes: «Les Italiens sont pour nous des ennemis, car ils ont combattu aux côtés des Allemands, contre les alliés. En outre, l'Italie est en tout premier lieu responsable de cette guerre: en effet si en Italie on n'avait pas eu le fascisme, le nazisme n'aurait jamais vu le jour et il n'y aurait pas eu de guerre. Les Allemands ont appris des Italiens à agresser des peuples pacifiques. Les Italiens ont agressé l'Abyssinie, ont envahi l'Albanie, ont créé le fascisme en Espagne, ont poignardé la France.» Mais si on leur répondait: «Un instant, cher ami, avant toute chose, dès 1943, les Italiens ne sont plus des ennemis, car ils ont combattu aux côtés des Alliés contre l'ennemi, qui avait envahi l'Italie. Dans cette lutte avec les Alliés, les Italiens ont apporté une large contribution de sang et ont accompli de grands actes de courage. Les Italiens se sont donc réhabilités. Et puis, si on regarde ces pauvres diables d'Italiens au Luxembourg, qu'ont-ils fait contre les Luxembourgeois? Pourquoi doivent-ils être considérés comme responsables et payer pour ce que leurs frères ont commis en Italie? Il est notoire que les Italiens du Luxembourg n'ont bénéficié d'aucun traitement de faveur de la part des Allemands et qu'ils ont souffert avec les Luxembourgeois, qu'ils ont accompli des actes de résistance et de sabotage, d'autres ont été déportés en Allemagne pour y travailler, d'autres ont fini dans des camps de concentration, alors pourquoi toute cette haine?» «Oui, bien sûr», répond le Luxembourgeois, «mais nous ne pouvons pas faire une distinction entre les Italiens en Italie et les Italiens qui vivent à l'étranger. Pour nous, les Italiens sont des ennemis et nous ne pouvons pas aller jusqu'en Italie pour montrer nos ressentiments et notre haine. Ici, nous avons de nombreux Italiens à notre portée et il est donc plus facile pour nous et plus aisé surtout, de nous attaquer, comme nous le désirons, à ces derniers.»

Est-ce que les fascistes du Luxembourg étaient des coupables?

Avant la guerre, le gouvernement fasciste était reconnu par le gouvernement luxembourgeois et toutes les organisations étaient régulièrement invitées à intervenir lors des manifestations publiques, comme par exemple lors de l'anniversaire de S.A.R. la Grande-Duchesse, et ainsi prendre part au cortège folklorique. Tous les Italiens fascistes étaient respectés et reconnus estimables par la population luxembourgeoise, car ils représentaient des éléments de discipline, des hommes travailleurs et des personnes qui contribuaient au bien de la nation. Tout le monde savait que les organisations fascistes ne s'occupaient pas de politique, ni de propagande et les Luxembourgeois étaient autorisés à en faire partie. Lors de l'invasion allemande et de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne, tous les Italiens fascistes assumèrent une attitude hostile face à l'envahisseur et beaucoup d'entre eux se lancèrent dans une propagande de résistance. Les Allemands étaient préoccupés par cette situation et demandèrent à l'Italie d'envoyer un Secrétaire politique, auquel ils auraient pu se fier et qui aurait su tenir les Italiens sous un contrôle sévère. Lors de la capitulation, la situation de tous les Italiens au Grand-Duché devint à nouveau bien critique et les Allemands commencèrent à se méfier d'eux; de ce fait de nombreux Italiens furent envoyés dans des camps de concentration ou en Allemagne pour y travailler, ceux qui restèrent dans le pays étaient constamment sous surveillance.

Quand en Italie on constitua le Fascio républicain, en septembre 1943, les Allemands demandèrent l'internement de tous ceux qui refusaient d'y adhérer. C'est ainsi que tous les inscrits aux organisations fascistes d'avant-guerre furent priés par les Comités locaux d'accorder leur adhésion afin d'éviter les représailles, auxquelles les Allemands auraient eu recours.

Il a été prouvé qu'au cours de l'occupation, les Italiens fascistes avaient gardé une attitude disciplinée et étaient très compréhensifs envers les Luxembourgeois, évitant de collaborer activement avec l'envahisseur. D'ailleurs, aucun Luxembourgeois n'accusa les Italiens fascistes de lui avoir causé des torts.

Conclusion

Nous avons vu combien l'absence d'un ministre italien, chargé d'affaires, influença l'opinion publique luxembourgeoise, car la fermeture des bureaux consulaires fit penser que les rapports entre l'Italie et le Luxembourg étaient encore suspendus. Il est vrai que le ministre d'Italie à Bruxelles avait clarifié la situation des patriotes lors d'un colloque, qu'il eut au mois de juin 1945 avec le ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, M. Bech; mais toutes les questions restaient en suspens et les Italiens se sentaient abandonnés. Pour conclure on peut dire que seul l'arrivée d'un ministre d'Italie au Luxembourg aurait pu apporter une solution à tous ces problèmes irrésolus et rendre aux Italiens la confiance en un avenir meilleur.»

3. L'UNION DES ANTIFASCISTES ITALIENS ET LE COMITE ITALIEN DE LIBERATION NATIONALE (1944-1945)

Parallèlement à l'Union et avec son approbation, nos compatriotes avaient constitué l'*Union antifascistes italiens* (UAI), qui comprenait des sections à Esch, Luxembourg, Differdange, Dudelange, Rumelange et Rodange-Pétange.

Sa première réunion plénière eut lieu le 29 octobre 1944 à Esch-sur-Alzette, au café Weyrich, rue Neuve (aujourd'hui rue de la Libération). Les différentes sections fusèrent en une seule association et procédèrent à l'élection d'un Comité central composé de 13 membres (3 pour Esch et 2 pour chacune des autres sections); le café Weyrich fut choisi comme «siège central». (Par la suite on transféra les bureaux rue de Rédange et finalement au 37, rue Neuve, au siège de l'Union¹⁴.)

Le comité de l'UAI se composait comme suit: président, Dallanocce; vice-président, Trigatti Lino; et les membres suivants: Badiali, Piticco Licio, Giannoni de Differdange, Ruscitti, De March et Favretti Libero (qui en 1945 occupa le poste de vice-secrétaire).

Le «comité provisoire» de la section de Luxembourg, approuvé par l'Union, avait en tant que président Paul Cannas, son secrétaire était l'entrepreneur Orfeo Pogiali et les conseillers: Dante Pauletto, Giuseppe Mentasti, Antonio Gabriel, Massimo Paucic, Derute Stringaro et Luigi Benedetti.

Naturellement l'UAI sélectionnait rigoureusement ceux qui désiraient adhérer à l'association. Ils pouvaient «recevoir la carte d'adhésion seulement s'ils ne s'étaient jamais compromis par des actes ou autres activités avec le parti fasciste». Les demandes d'adhésion provenant de personnes qui avaient été inscrites au parti fasciste, seraient examinées avec soin, tandis que les inscrits au «fascio républicain», seraient, pour un certain temps, refusés.

Le but de l'UAI¹⁵ était défini de la façon suivante dans ses statuts:

«Unir les Italiens du Grand-Duché de Luxembourg et les rattacher à la cause de la démocratie et de la liberté; défendre par tous les moyens légaux et avec dignité les intérêts de ses membres (art. 3).»
«L'UAI est administrée par le Comité central, qui est constitué par des membres élus et désignés par les Comités locaux (art. 5).»
«Le Comité central élira en son sein le Président, le Vice-président, le Secrétaire et le Trésorier. Le même procédé sera suivi pour les Comités locaux (art. 16).»

Les difficultés immédiates étaient nombreuses. Il fallait, avant tout, obtenir un laissez-passer de la part des autorités américaines, afin de pouvoir circuler librement sur le territoire même du Grand-Duché. Malgré ces difficultés, l'UAI engagea immédiatement son action en essayant de résoudre deux problèmes essentiels:

celui de la défense des intérêts des compatriotes «démocratiques» (en ce qui concernait les «séquestrés» ainsi que leur travail) et de la punition des compatriotes «fascistes».

Il subsiste encore un compte rendu concernant son intervention en faveur de la «Casa d'Italia». Cette dernière avait été séquestrée et était momentanément occupée par les troupes américaines; le mobilier avait été emporté soit par des privés, soit par l'Union, soit par les militaires américains. Lino Trigatti, au nom de l'Union des antifascistes, «actuellement uniques représentants de la colonie italienne au Grand-Duché de Luxembourg», adressa le 19 décembre 1944 une lettre au Bureau du Séquestre de Luxembourg, expliquant que «étant donné que la Casa d'Italia est la propriété de l'Etat italien, elle est «inséquestrable»¹⁶. Mais le séquestre ne serait levé qu'au début de 1946.

Un autre problème très grave était celui de l'insécurité du travail. Le gouvernement luxembourgeois projetait de retirer l'autorisation de travail à tous les immigrants originaires de pays ex-ennemis, sans aucune distinction de parti politique¹⁷.

Ces perspectives n'étaient point réjouissantes et semaient la consternation au sein de la collectivité italienne. La section de l'UAI de Luxembourg écrivit alors au ministre du Travail, en lui demandant de faire «une exception formelle» au moins pour «les antifascistes italiens qui ont fait preuve d'une attitude digne pendant l'occupation et qui souvent ont pris part à la lutte patriotique et antifasciste, malgré la double pression à laquelle ils étaient soumis, d'une part par le fascisme hitlérien, d'autre part par le fascisme de Mussolini». Car si un décret semblable avait été approuvé, il aurait provoqué un «exode général de la main-d'œuvre italienne» et ceci au moment même, où le Grand-Duché en avait le plus besoin pour sa reconstruction¹⁸.

Le cas était tout à fait différent pour tous ceux qui avaient de quelque façon que ce soit collaboré avec les nazi-fascistes; ils se voyaient exclus de toute possibilité d'obtenir un permis d'ouverture de commerce ou le droit d'exercer une activité d'entrepreneur. L'UAI, qui avait le pouvoir de remettre des «certificats de bonne conduite politique», leur enlevait toute illusion.

Parfois on assistait cependant aussi à des fautes commises par l'UAI; ainsi on accepta au sein de la direction de l'association des personnes qui seraient éliminées par la suite: ce fut le cas du président de la section de Luxembourg; comme celui d'un entrepreneur de Bettembourg, membre du Comité central, qui fut reconnu coupable de collaboration avec les occupants allemands. Même Dallanoce Lino et Poggiali Orfeo s'accusèrent mutuellement d'avoir entretenu des rapports avec des fascistes et d'en protéger encore quelques-uns¹⁹.

Au cours de l'année 1945, en attendant que le gouvernement italien envoie un ministre à Luxembourg, l'UAI était pratiquement reconnue, par les autorités luxembourgeoises, comme représentante de la collectivité italienne. Elle s'efforçait en outre d'élargir son cercle d'influence en recrutant de nouveaux membres et en créant de petits noyaux de «Gioventù Libera» (Jeunesse Libre)²⁰. Entre-temps, Lino Trigatti, pour des motifs personnels ou à cause d'incompatibilité de caractère avec le président Dallanoce, démissionnait de son poste de secrétaire de l'UAI, charge qui fut confiée à Licio Piticco²¹.

L'UAI de Luxembourg était en contact permanent avec le Comité central du Comité italien de libération nationale (CILN) de Paris qui lui garantissait son appui et sa protection²². Ainsi au mois de juin 1945, l'UAI se transforma en *Comité italien de libération nationale (CILN)*²³. Le mois suivant, Delli Zotti

démissionna du Comité central et fut remplacé, avec la charge de caissier, par le camarade Briscolini²⁴.

L'UAI - CILN veillait surtout à ce qu'aucune organisation ne surgît qui ne fût sous son contrôle direct. Son but était de rester la seule association au sein de la communauté italienne. Elle dirigeait déjà la *Chambre de Commerce italienne*, dont le secrétaire était Dallanocce; elle organisa par la suite une section de la *Croix-Rouge italienne* au 5, rue Marie-Adélaïde (à Luxembourg) et y désigna en tant que «délégué» le camarade Gino Ubaldini²⁵.

La Croix-Rouge lançait des souscriptions pour venir en aide aux indigents et pour secourir tout particulièrement les anciens prisonniers italiens de passage au Grand-Duché; elle avait en outre promu une campagne, afin de recueillir des fonds et des vêtements en faveur des «Enfants d'Italie».

Grâce à l'UAI - CILN d'autres associations reprirent leurs activités: l'*Union des femmes italiennes (UDI)* fut créée le 1^{er} avril 1945 et, dès le 10 août, elle organisait une «Grande soirée dansante» au café Reiter de Luxembourg en faveur de la Croix-Rouge. Le responsable en était Licio Piticco. Naquit aussi à cette époque l'*Association des combattants unifiés italo-luxembourgeois*, dont la première assemblée eut lieu le 11 novembre 1945, à Esch (au café Bernardo). Elle réunissait les anciens combattants, en plus les combattants d'Espagne, les déportés et les partisans de la lutte clandestine. Au mois de décembre 1945, fut réorganisé aussi le groupe théâtral «L'Avvenire».

Luttant contre de multiples difficultés économiques, le journal «Italia Libera» réussit à être édité, mais son apparition fut de courte durée²⁶.

Une importante réunion du Comité central eut lieu le 21 octobre à Esch-sur-Alzette. Les responsables durent admettre qu'ils n'étaient point assez soutenus, que ce soit par le gouvernement luxembourgeois ou par le ministre Scamacca, chargé des Affaires d'Italie à Bruxelles et qui avait la charge de s'occuper aussi des compatriotes du Luxembourg. Ils décidèrent donc de faire pression sur le gouvernement de Rome pour qu'il envoie, le plus tôt possible, un représentant italien au Grand-Duché²⁷.

Le Comité central réaffirma en outre les devoirs de l'UAI - CILN que le président Dallanocce résuma comme suit: 1. sauvegarder les intérêts de la colonie italienne; 2. collaborer avec les représentants que le gouvernement italien enverra au Luxembourg; 3. se rapprocher du peuple luxembourgeois et de ses organisations démocratiques; 4. réunir tous les Italiens qui n'ont pas collaboré avec le fascisme²⁸; 5. participer à la reconstruction de l'Italie et du Luxembourg.

Entre-temps, en Italie on programmat le référendum constitutionnel et l'élection de l'assemblée constituante. Suivant l'exemple de l'Italie Libre de Paris, l'UAI - CILN de Luxembourg promut une grande souscription parmi les compatriotes, afin d'obtenir du gouvernement italien la reconnaissance du droit de vote pour tous les émigrants²⁹. Naturellement la campagne se déroula selon une action capillaire, pratiquant le porte-à-porte, profitant de l'occasion pour expliquer à toute la communauté italienne les buts de l'UAI - CILN. En même temps on essaya de lever le séquestre qui pesait sur les biens italiens. L'UAI fit intervenir l'ambassade d'Italie de Bruxelles et finalement, le 6 décembre 1945, le ministre Scamacca put obtenir une réponse précise. Le gouvernement luxembourgeois était prêt à procé-

der à la levée de séquestre des biens des administrations et citoyens italiens qui, au cours de la guerre, n'avaient pas «causé de préjudices à l'Etat ou aux citoyens luxembourgeois ou aux Etats et citoyens alliés». Tout Italien intéressé devait présenter une demande de levée de séquestre et la requête serait examinée par le gouvernement luxembourgeois avec «préjugé favorable»³⁰.

4. L'EPURATION DE LA COLLECTIVITE ITALIENNE DU GRAND-DUCHE

La vague d'épuration s'abattit naturellement aussi sur la collectivité italienne et, ce qui nous paraît moins louable, par œuvre d'autres Italiens, les antifascistes³¹.

Les vrais «gerarchi» fascistes, comme on l'a déjà mentionné, avaient pris la fuite depuis longtemps. Les responsables du consulat avaient abandonné en toute hâte le Luxembourg. Il ne restait que quelque «petit chef» et surtout les compatriotes qui avaient d'une certaine façon collaboré avec le fascisme ou qui ne s'y étaient pas opposés ouvertement. Malgré cela, l'antifascisme déclencha une partie de «chasse aux sorcières». Un témoin affirme que le vice-maire d'Esch, Donven, s'étonnait de cette furie accusatrice. Et un autre témoin observe: «Il suffisait d'être indiqué comme fasciste et de suite les militaires arrivaient pour arrêter les accusés.» Depuis les locaux du commissariat d'Esch, où les antifascistes avaient situé leurs bureaux, les ordres d'arrestations étaient émis en masse.

Une jeune fille, témoin de cette époque³², raconta par la suite ces jours funestes de l'après-guerre:

«Une bonne centaine d'émigrants furent enfermés dans les camps de concentration de Belval; ils étaient chargés sur des camions qui parcouraient la rue principale de la ville, la rue de l'Alzette; les prisonniers devaient garder les bras levés, comme les pires bandits. La vengeance privée avait le droit de s'exprimer ouvertement. L'envahisseur nazi avait fui avec tous les sympathisants. Si un Italien parmi ceux qui restaient avait vraiment collaboré au fascisme, de mode à cette époque, il aurait depuis longtemps pris la fuite. Les malheureux, qui étaient emmenés dans les camps de concentration ou les prisons, n'étaient en réalité que de tranquilles pères de famille, des jeunes honnêtes, qui après tant d'années passées sous le gouvernement fasciste, n'avaient pas considéré comme étant un crime leur adhésion au Dopolavoro, et au fond ne l'avaient fait que pour sauvegarder leurs droits (...). Les Italiens, qu'on faisait défiler comme prisonniers de guerre dans un triomphe romain au cours de ces journées, étaient précisément des hommes très honorés, qui chaque dimanche assistaient à la messe du missionnaire italien. Dans l'esprit des gens régnait une confusion monstre: celui qui se rend à l'église est un fasciste.

Mais cela ne suffisait pas. Une autre conviction s'était fait jour: celui qui n'est pas communiste ne peut être que fasciste. La masse ne possédait pas assez de culture civique ou de formation politique. Pour les Luxembourgeois comme pour les Français la Libération signifiait: rejet de toute dictature; les Italiens par contre ne pouvaient considérer aucun autre moyen. C'est ainsi qu'un groupe se constitua en tant qu'organisme d'épuration et pendant des mois, des années, on procéda à des dénonciations et des condamnations, des séquestres de biens et de commerces, des retraits de permis de travail, des expulsions du Grand-Duché; tout cela faisait augmenter la famine dans les familles.

En 1946, la justice reprit ses fonctions et un fonctionnaire du ministère de la Justice disait: «Nous avons rapidement liquidé le

peu de cas d'épuration concernant des imputés luxembourgeois, polonais et d'autres nationalités. Mais nous avons de sérieux problèmes avec les Italiens. Nous en avons assez de ces accusateurs, des antifascistes, de la faux et du marteau. Ils semblent vouloir profiter du moment présent pour écraser leurs ennemis politiques; c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas embrassé leur cause. Si nous procédons à des peines, spécialement pécuniaires, ce n'est que pour empêcher les vengeances privées, et pour faciliter, après des sentences du tribunal, le retour à la sérénité de la communauté italienne.»

Nous ne savons quelle valeur on peut accorder au témoignage du fonctionnaire cité du ministère de la Justice, mais nous savons qu'à Esch, comme partout ailleurs au Grand-Duché, face aux vrais ou présumés collaborateurs, les antifascistes avaient recours aux mêmes punitions mises en œuvre par les Luxembourgeois. Plusieurs femmes, accusées de collaboration, eurent la tête rasée et furent traînées en cortège le long des rues d'Esch. Il s'agissait d'un spectacle indigne; et quand on voulut le répéter, la population s'y opposa; ainsi ces scènes désagréables n'eurent plus lieu.

De nombreux compatriotes devinrent les victimes de cette furie «épuratrice». Tous ceux qu'on accusait de fascisme devaient assister au séquestre de leur propriété; s'ils n'étaient pas arrêtés, ils étaient obligés de rester enfermés dans leurs maisons: ils n'avaient le droit de sortir qu'entre 10 et 11 heures pour faire des achats; un petit carton rouge, appliqué sur leurs habitations, devint le signe de ces mesures draconiennes. D'autres recevaient régulièrement des lettres anonymes, pleines de menaces. Nous en possédons une, datant du printemps 1945, que nous reportons dans son intégralité:

«Nous sommes bien informés que vous vous promenez encore aujourd'hui dans les rues avec un air de fanfaron, comme dimanche à la sortie du cinéma «REX», sifflant des hymnes fascistes, comme celui: «Duce, duce, qui ne saurait mourir». C'est pourquoi nous vous faisons comprendre que, si votre «truce» n'est pas encore complètement mort, il est en train de se précipiter avec vous tous, dans ce fossé d'où vous ne sortirez plus jamais, jamais, je vous le répète encore une fois, JAMAIS plus. L'homme avisé est à demi sauvé. Votre ami: Giovane Libero, que l'avenir lui sourit. (Correspondant de la rue).»

Plus triste encore fut l'«épisode des arrêtés». Parmi eux se trouvait Don Flavio Settin, dont nous reparlerons plus tard. Mais il y avait aussi Camillo Poggi, Tommaso Sabatini, (Aurelio Sabatini et Vittorio Crescentini furent gardés au commissariat pendant 4 jours), Baroffio Gerolamo d'Oberkorn (membre du Conseil d'administration de la Chambre de commerce), Ribeca, Passoni, Brizzi, le fils de Moia et des dizaines d'autres italiens. On les fit monter sur un camion et défiler le long des rues d'Esch, sous la menace des fusils; ils finirent au camp de Katzenberg.

On emprisonna aussi l'ingénieur Franco Baldini, qui pourtant n'avait jamais adhéré à aucune organisation fasciste et qui avait même accompli des actes de sabotage contre l'organisation de guerre allemande.

Il avait été arrêté — comme il l'écrit lui-même — à cause d'une fausse dénonciation d'un «fasciste, du nom de Cannas, justement quelqu'un qui avait exploité les organisations fascistes et avait été un des dirigeants de la colonie». Baldini fut libéré, parmi d'autres camarades, «car les charges qui étaient portées contre eux,

par les antifascistes, auxquels on ne pouvait guère faire confiance, étaient toutes fausses et sans fondement»; toutefois, les biens de Baldini furent séquestrés³³.

Marco Moia, connu par toute la communauté italienne pour ses bienfaits, fut mis aux arrêts dans sa maison, car il était malade. Au moment où il dut être transporté à l'hôpital, ses gardes l'y suivirent. Il mourut au début de 1945, attristé par les événements et assisté par l'abbé Jacoby.

Le cas Achille Giorgetti fit sensation. On peut lire dans ses notes³⁴ qu'au cours des années 1940-1944, il avait participé à des manifestations auxquelles il avait été envoyé par le consul général Tamburini et auxquelles il n'aurait pu se soustraire, vu qu'il occupait à cette époque le poste de président de la Chambre de commerce italienne. Mais il n'avait jamais eu de rapports ni avec le «Gauleiter» ni avec ses collaborateurs. D'ailleurs invité en 1940, place d'Armes, lors de la présentation du «Gauleiter», il ne s'y était pas rendu. Il avait reçu aussi, à plusieurs reprises, des invitations pour les concerts donnés au Palais royal, mais il n'y avait jamais assisté. L'administration allemande lui avait même proposé de participer à l'exécution d'importants travaux de construction: il avait toujours refusé. Et en plus: il ne s'intéressa pas aux ventes de biens séquestrés aux Juifs. Il ne fit jamais de mal à aucun Luxembourgeois. Par contre il s'était entièrement engagé dans la campagne de libération des prisonniers.

Malgré ce «curriculum vitae» exemplaire, Achille Giorgetti fut emprisonné, puis transféré dans une clinique, vu son état de santé assez précaire. Lors de son procès, seul les Italiens vinrent témoigner; mais leurs accusations se révélèrent de pures inventions. Le tribunal spécial le retint cependant coupable d'avoir participé aux manifestations organisées par le consulat général d'Italie et, le 26 juin 1946, il fut condamné pour «manque de civisme» à une dure peine: 3 millions d'amende et expulsion du Luxembourg; ses biens furent séquestrés et sa villa confisquée³⁵.

5. LE CALVAIRE DE L'ABBE FLAVIO SETTIN ET LA MISSION CATHOLIQUE

Don Settin était loin de s'imaginer ce qui lui arriverait. Il avait fait du bien, partout et à tous: à ceux qui se disaient fascistes, à ceux qui se déclaraient communistes ou anarchistes. Il était venu en aide aux familles, aux jeunes, aux prisonniers. Pendant seize ans, il avait accepté un travail exténuant pour la promotion chrétienne et humaine de la collectivité. Il avait la conscience tranquille. Plus tard, il écrira que même le chef du Comité communiste d'Esch

«me rassurait, en me donnant sa parole d'honneur, qu'il n'avait rien à me reprocher et qu'il n'avait rien fait qui aurait pu me nuire lors de mon internement»³⁶.

Toutefois, le 21 septembre 1944 se produisit un coup de scène: un certain Geimar, agent d'affaires, se présenta (qui l'envoyait?) à la Mission, accompagné de deux soldats américains qui tenaient la mitraillette en joue. Geimar n'avait aucun «mandat» du ministre de la Justice. Mais il fit arrêter le missionnaire et le conduisit en toute hâte en jeep à la gendarmerie d'Esch, rue du Nord. Ici don Settin rencontra d'autres «détenus» italiens ainsi que le franciscain allemand, le Père Damiano. Il fut gardé à la gendarmerie du 21 jusqu'au 23 septembre; puis il fut transféré avec d'autres prisonniers, en camion, au camp de concentration de

Katzenberg (près des Terres Rouges d'Esch). Ce camp venait juste d'être abandonné par les prisonniers russes.

Dans ce camp les humiliations et la terreur étaient à l'ordre du jour. Il vit Ribeca et Passoni, obligés de creuser leur propre tombe, puis être fusillés avec des armes à blanc, pour l'amusement des tortionnaires. Don Settin dut nettoyer les latrines, afin qu'il se sente humilié. Mais ce qui le faisait le plus souffrir était le fait qu'on lui avait interdit de célébrer la messe; seulement six jours plus tard, grâce à l'intervention de sa sœur, la police lui permit de lui apporter une valise avec l'autel portatif qui lui avait servi, en 1944, pour assurer l'assistance religieuse aux soldats italiens déportés par les Allemands en tant que prisonniers de guerre de Grèce et répartis par milliers dans les grands «Stammlager» en Allemagne³⁷.

Le 5 octobre, don Settin fut transféré au camp de concentration de Belvaux et le jour suivant à la Maison de Retraite de Kopstal, dirigée par les Frères de la Miséricorde. Une lettre, écrite par don Settin au cours de ces journées et adressée à un de ses amis, nous révèle sa sérénité bien digne d'un tel homme:

«Je suis ici en résidence forcée. J'ai accepté tout ce qui m'arrive dans un esprit philosophique. Je ne me sens pas fautif. La seule accusation qu'on m'ait faite, dès le premier jour, était: vous êtes membre du parti fasciste. Or, vous le savez mieux que moi-même que je n'ai jamais été inscrit à ce parti et vous connaissez aussi mon opinion concernant ces fous, qui étaient à Esch³⁸.»

Entre-temps la Maison de Retraite fut transformée en centre de cure pour tuberculeux de Vianden et don Settin dut partir. Par l'intermédiaire de l'évêque de Luxembourg, Mgr Philippe, il fut transféré, le 4 janvier 1945, dans la maison des Religieuses de la Doctrine Chrétienne de Heisdorf. Il était toujours en résidence forcée: il n'avait pas le droit de sortir³⁹. Mais le comble du ridicule, car sa sœur fit toutes les enquêtes possibles, était que... auprès du ministre de la Justice aucun dossier n'existait contre don Settin. Enfin, le 24 mars, une note publiée sur les journaux communiquait que s'il n'y avait aucun ordre signé par le ministre de l'épuration Als, toute personne pouvait se considérer comme libre. Don Settin – tout en continuant à résider dans la maison de Heisdorf – réacquiesça ainsi sa liberté et essaya de suite de reprendre son ministère pastoral.

Il connaissait l'aumônier militaire américain. Il se fit confier l'assistance religieuse des compatriotes qui avaient été faits prisonniers en 1943 en Tunisie et en Sicile, qui étaient passés en 1944 en France et qui maintenant s'occupaient de la construction du grand cimetière américain de Hamm: il s'agissait de 180 personnes et de 10 officiers. Un autre groupe de 6 officiers travaillait à Foy, près de Bastogne. Don Settin passa d'un camp à l'autre, pour y célébrer la messe et prononcer son sermon. Il demanda aussi au Nonce apostolique Micara d'intervenir pour leur libération: beaucoup de ces prisonniers étaient nés dans les années 1907-1908, certains n'avaient plus vu leur famille depuis plus de cinq ans et n'avaient reçu aucune nouvelle de chez eux⁴⁰.

Mais ce travail ne lui suffisait pas. Habitué au rythme exténuant d'Esch, il souffrait de devoir parfois «attendre le soir en lisant» et il ajoutait: «Je ne demande qu'à travailler et me débarrasser de cette inactivité, qui m'opprime⁴¹.»

Il connaissait aussi des difficultés économiques. Il commençait à entrevoir, comme seule solution à son problème, son retour en Italie, où sa famille et l'évêque de Padoue l'attendaient.

Si au moins on lui avait permis de se rendre à Esch! Mgr Babini essaya d'intervenir en sa faveur auprès de l'évêque de Luxembourg, mais tous ses efforts furent vains⁴². Apparemment ce refus à faire reprendre à don Settin ses fonctions à Esch était en partie dû au curé du Sacré-Cœur, l'abbé Engler⁴³, qui semblait être opposé à son retour. Engler mourut cependant en décembre 1945. Mais les autorités de police s'opposaient elles aussi à son retour⁴⁴. On se demandait bien quelle en était la raison. Probablement pour le protéger contre de possibles attentats perpétrés par des «inconnus»...

Don Settin se faisait avant tout des soucis pour le sort de la *Mission catholique italienne* qui, privée de son missionnaire, avait du mal à subsister. Les cinq religieuses y résidaient toujours, mais elles devaient lutter continuellement, afin d'empêcher le siège d'être séquestré. Sa sœur Maria Settin demeurait elle aussi encore à Esch. Mais la crèche n'avait pas réouvert ses portes⁴⁵.

De son exil forcé, don Settin déplorait cette situation et écrivait:

«Si j'étais rentré, la Mission aurait repris ses activités depuis longtemps déjà⁴⁶.»

Mais il ne se laissait pas décourager et, même de loin, il essayait de réveiller la conscience de ses fidèles.

Avec l'approche de la Toussaint, il fit intervenir sa sœur pour rappeler les fidèles à la Mission, où les services essentiels étaient assurés par le Père Luigi Gardella⁴⁷.

Les fidèles commençaient d'ailleurs à bouger: nombreux étaient ceux qui venaient se confesser et, lors du rosaire pour les morts, une centaine de personnes étaient présentes⁴⁸.

Alors don Settin insista; il programma un triduum pour les journées des 15, 16 et 17 novembre. Mgr Babini se chargea du sermon et la participation des compatriotes fut remarquable.

«Les compatriotes d'Esch ont été contents», écrivait don Settin, «et ils me font savoir qu'ils m'attendent⁴⁹.»

Mais ils auraient attendu en vain. Le Père Luigi Gardella, qui était en très bons rapports avec le commissaire Hermes d'Esch (qui avait épousé une Italienne de Gualdo), avait déjà tâté le terrain. La réponse avait été bien claire: il était inutile de parler d'un retour de don Settin; il était cependant possible de réouvrir la Mission avec un nouveau responsable, après avoir obtenu l'autorisation de l'évêque et du ministre de la Justice⁵⁰.

Vu la situation, don Settin se prépara donc au rapatriement. Il commença par remplir un dossier afin de pouvoir, tout d'abord, transiter à travers la Suisse et ensuite pour laisser à quelqu'un la «procuration» en ce qui concernait l'asbl de la Mission d'Esch⁵¹. Cette dernière fut confiée au Révérend Alfred Hermes, directeur de la Caritas de Luxembourg, tandis que les nouveaux membres de l'association furent désormais Sabatini Aurelio et sa tante, la veuve Sabatini Pasquale; les dernières consignes furent remises au Père Luigi Gardella⁵².

Ainsi se terminait l'«aventure luxembourgeoise» de don Settin. Le 4 février 1946 il repartait définitivement pour l'Italie, sans avoir pu saluer ses amis d'Esch, du Grand-Duché et de la Moselle. Il ne pourra jamais oublier cette injuste récompense après dix-huit ans de travail pastoral au Luxembourg; mais il n'en parlera

jamais, même pas dans ses lettres confidentielles adressées à ses successeurs d'Esch. Le 6 juin 1946 il leur écrivait:

«Je me souviens volontiers du bien que j'ai fait, et des personnes, qui ont su en profiter. Le mal qu'on m'a fait est désormais relégué dans le plus profond de ma mémoire...et qu'on n'en parle plus⁵³.»

Don Settin mourut à Crespano del Grappa (Trévise), sa ville natale, le 20 mars 1947⁵⁴.

Avant de rentrer en Italie, il avait fait poser à l'entrée de la Mission les armoiries «Humilitas», symbole des Missionnaires Scalabrinien⁵⁵. Il avait été un prophète car, en 1946, la Mission aurait réouvert ses portes grâce à un père Scalabrinien: le Père Luigi Casaril.

Pour la collectivité italienne du Luxembourg on venait de clore une longue et douloureuse période de son histoire. Une période dense en événements et en lutte, qui l'auraient laissée, encore pendant de longues années, blessée et divisée.

¹ Ordonnance du 12 septembre 1944.

² Paul CERF, «De l'épuration au Grand-Duché de Luxembourg après la Seconde Guerre mondiale», Imprimerie St-Paul, Luxembourg 1980, p. 10. On y cite aussi un Italien exploitateur (pp. 151-152), Don Flavio Settin (p. 161), et les vexations dont furent victimes les collaborateurs italiens (pp. 235-236).

³ Les organisations de la Résistance, réunies dans l'Union étaient: 1) la LPL (Letzeburger Patriote Liga), elle était la première à avoir été fondée et était aussi la plus connue; 2) le LRL (Letzeburger Ro' de Le'w ou Lion Rouge Luxembourgeois), constitué par différents groupes indépendants; 3) la LVL (Letzeburger Vollekslegio'n ou Légion Populaire Luxembourgeoise); 4) le LFB (Letzeburger Freihetsbond ou Confédération Luxembourgeoise de la Liberté). Il était impossible de connaître la force numérique des différents groupes pendant la guerre; leurs rangs augmentèrent en septembre 1944, par l'arrivée d'éléments de la dernière heure.

⁴ Gino CANDIDI, op. cit., p. 174.

- ³ Félix SCHWARZENBERG, article publié dans la revue «Der Wag», au mois de mai 1955 et reproduit par Paul Cerf, op. cit., pp. 235-237.
- ⁴ Asmae I (1931-1945): note du Mae, 29.9.1944. Mais le gouvernement luxembourgeois en exil à Londres le 8 septembre 1942 avait par contre déclaré la guerre aux puissances de l'Axe, ... même si la déclaration en question n'était jamais parvenue à Rome!
- ⁵ Ibidem, la Direction générale des Affaires politiques à l'ambassade de Bruxelles, 13.2.1945.
- ⁶ Ibidem, l'ambassade de Bruxelles au Mae, 19.5.1945.
- ⁷ Ibidem, note du Mae pour la Direction générale des Affaires politiques, 18.5.1945.
- ⁸ Ibidem, Scamacca au Mae, 6.6.1945.
- ⁹ Pour la question du séquestre, cf. *MÉMORIAL n° 4 du 20 septembre 1944*, pp. 41-47: Arrêté grand-ducal du 17 août 1944 concernant la mise sous séquestre de la propriété ennemie. Art. 1^{er}: «Tous biens, droits ou intérêts, en ce compris les titres et valeurs qui directement ou indirectement sont la propriété, sous le contrôle ou à la disposition d'un Etat, d'un organisme ou d'un ressortissant ennemi, sont, en vertu du présent arrêté, placés sous le séquestre de l'Office (des séquestres).» Art. 4: «Toute personne qui, à un titre quelconque, connaît l'existence de biens, droits ou intérêts ennemis, doit en faire la déclaration à l'Office des séquestres, dans un délai de 15 jours à dater de la mise en vigueur du présent arrêté ou de la connaissance qu'il a de leur existence.» Art. 8: «(...) L'Office peut, par lui-même ou par tout mandataire, continuer l'exploitation agricole, commerciale ou industrielle du séquestré.» (Londres, le 17.8.1944).
- ¹⁰ Un nouvel arrêté grand-ducal du 26 octobre 1944 précisait à l'Art. 1^{er}: «Toutefois le ministre des Finances, ou l'instance par lui instituée, est autorisé à relever individuellement du séquestre les ressortissants ennemis qui, ayant eu leur domicile au Grand-Duché avant le 10 mai 1940, ont par leur attitude au cours de la guerre mérité cette faveur» (*Mémorial* 1944, pp. 79-80).
- ¹¹ L'arrêté grand-ducal du 21 février 1945 ajoutait: «Pourront être placés sous séquestre à la requête du Procureur d'Etat tous biens, droits ou intérêts appartenant à des personnes sujettes à des poursuites pour crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et susceptibles de ce chef d'être frappées d'amendes, de réparations civiles ou de toutes autres prestations pécuniaires quelconques» (*Mémorial* 1945, p. 77).
- ¹² Enfin un arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945 prévoyait la levée du séquestre en des cas particuliers. Art. 1^{er}: «Le ministre des Finances, ou l'instance par lui instituée, est autorisé à relever individuellement du séquestre, soit pour la totalité soit pour une partie seulement de leurs biens, droits et intérêts, les ressortissants ennemis qui, ayant eu leur domicile ou résidence au Grand-Duché avant le 10 septembre 1944, ont par leur attitude au cours de la guerre mérité cette faveur.» Art. 2: «L'octroi de la levée du séquestre est assujéti au paiement d'une taxe de 200 à 10 000 francs à fixer par Notre ministre des Finances. Dans des cas particuliers cependant Notre ministre des Finances peut dispenser du paiement de cette taxe» (*Mémorial* n° 36 du 21 juillet 1945, p. 403).
- ¹³ En ce qui concerne l'internement des personnes, voir l'arrêté ministériel du 12 octobre 1944. Art. 1^{er}: «Seront internées toutes personnes dont la présence est de nature à nuire aux opérations militaires.» Art. 3: «L'internement définitif sera ordonné par le ministre de la Justice sur avis d'une Commission spéciale, comprenant un magistrat désigné par le Procureur général d'Etat – comme président –, un délégué du ministre de la Justice, un délégué du Comité central des Mouvements de résistance ainsi qu'un délégué du Comité local des Mouvements de résistance du domicile de l'intéressé» (*Mémorial* 1944, p. 69).
- ¹⁴ Un deuxième arrêté ministériel du 27 octobre 1944 précise: «Seront fermés les ateliers, magasins, entreprises industrielles ou commerciales, appartenant à des personnes ayant collaboré avec l'ennemi durant l'occupation, dont la continuation de l'exploitation est de nature à porter atteinte à l'ordre public» (Art. 1^{er}, en *Mémorial* 1944, pp. 92-94).
- ¹⁵ Asmae, I, (1946-1948), t. 1: le ministre Corvino au président du Conseil, De Gasperi, 17.6.1946.
- ¹⁶ Asmae, I, (1931-1945): «Sguardo sul Lussemburgo – Come vivono gli italiani», rapport du 10 décembre 1945, écrit probablement par l'ingénieur Franco Baldini.
- ¹⁷ Un arrêté ministériel du 21 février 1945 à l'art. 1^{er}: «Toute circulation et tout séjour dans un lieu public entre le coucher et le lever du soleil sont interdits aux étrangers à l'exception des sujets américains, anglais, belges, français, grecs, hollandais, polonais, russes, suisses, tchèques, yougoslaves et de ceux porteurs d'un permis accordé par le ministre de la Justice» (*Mémorial* 1945, P. 103).
- ¹⁸ Compte rendu de la première réunion de l'UAI, daté du 31 octobre 1944 et signé Trigatti.
- ¹⁹ Statuts de l'UAI présentés à Esch-sur-Alzette le 15 janvier 1945.
- ²⁰ UAI section d'Esch, lettre du 19 décembre 1944, n° de protocole 11/65.
- ²¹ Un premier arrêté grand-ducal du 6 octobre 1944 précisait à l'art. 1^{er}: «Toutes les autorisations d'embauchage accordées par l'occupant allemand à des étrangers sont annulées. Il en est de même pour les dispenses accordées par les arrêtés de la Commission administrative en faveur des travailleurs de nationalité allemande et italienne». Et l'art. 3: «L'occupation de personnel étranger dans l'agriculture, l'horticulture et la viticulture est également subordonnée à une autorisation du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale...» (*Mémorial* n° 10 du 28 octobre 1944, p. 76).
- ²² UAI section de Luxembourg, lettre au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du 10 janvier 1945. Une lettre analogue fut envoyée le même jour à l'ingénieur G.C. Marschall, secrétaire de la Fédération des Entrepreneurs luxembourgeois.
- ²³ Lettres des 10 octobre 1945, 9 octobre 1945 et 30 octobre 1945.
- ²⁴ Compte rendu de la séance du Comité central du 25 février 1945.
- ²⁵ Compte rendu de la séance du Comité central du 10 juin 1945.
- ²⁶ Un «Comité central de libération nationale» avait été créé à Rome le 9 septembre 1943 par la Démocratie chrétienne (De Gasperi), le Parti libéral (Casati), le Parti d'action (La Malfa et Fenoaltea), le Parti socialiste (Nenni et Romita) et le Parti communiste (Scoccimarro et Amendola). Il avait pour but d'appeler les Italiens à la lutte et à la résistance, et

- reconquérir à l'Italie la place qui lui revient dans l'assemblée des nations libres». Partout surgirent alors, sous sa dépendance, des «Comités de libération nationale».
- ²³ Compte rendu de la séance du Comité central du 10 juin 1945.
- ²⁴ Compte rendu de la séance du Comité central du 22 juillet 1945.
- ²⁵ G. Ubaldini avait reçu la charge jusqu'au 31 décembre par l'avocat Giuseppe Nitti, délégué de la CRI pour la France. Cette nomination fut tolérée par les autorités compétentes car elle était «provisoire»; en effet, selon les normes des règlements internationaux, la nomination d'un «délégué» devait être faite par la présidence de la CRI en accord avec le gouvernement respectif (Asmae, I, 1931-1945 : l'ambassadeur de Bruxelles au Mae, 24.7.1945).
- ²⁶ Circulaire n° 4 du 6 novembre 1945.
- ²⁷ Rapport du 7 novembre 1945.
- ²⁸ Giannoni proposa l'institution de comités qui définissent la position politique de chaque Italien; Favretto était favorable à l'idée d'admettre au sein de l'association ceux qui avaient été inscrits au fascio, mais qui n'avaient eu aucun poste de responsabilité; la thèse de De March l'emporta: il proposa une période d'attente pour les fascistes qui voulaient adhérer à l'Association antifasciste.
- ²⁹ Lettre du CILN, 4.12.1945.
- ³⁰ Lettre du ministre Scamacca n° 6205, envoyée le 6 décembre 1945 au CILN et à la Croix-Rouge du Luxembourg.
- ³¹ Au cours des années 1945-1946, la police prit environ 2 500 dispositions judiciaires contre les Italiens à cause de leur attitude pendant l'occupation.
- ³² Signorelli Carla, «25 anni fa», in Vita Italiana, mai 1971.
- ³³ Curriculum vitae, déjà cité, du 4 décembre 1944.
- ³⁴ «Recours en grâce», promu par son beau-fils, Camille Sontag, le 30 novembre 1949.
- ³⁵ Achille Giorgetti se rendit d'abord chez son frère dans les alentours de Luino, puis à Varèse. Il n'obtint le permis de revenir auprès de sa fille au Grand-Duché qu'en 1950. Il y décéda en 1953.
- ³⁶ Lettre de don Settin envoyée d'Esch au Nonce apostolique Mgr Clemente Micara, le 6.7.1945.
- ³⁷ «Pro-memoria» de don Settin pour Mgr Babini, le 15.11.1945.
- ³⁸ Lettre à un ami de Hayange, datée du 6 décembre 1944.
- ³⁹ Chronique des Religieuses de la Doctrine Chrétienne de Heisdorf. Settin avait été envoyé chez elles par les autorités alliées en «détention préventive».
- ⁴⁰ Maria Settin à Mgr Babini, 19.11.1945.
- ⁴¹ Ibidem.
- ⁴² Mlle Maria Settin à Mgr Babini, 19.11.1945.
- ⁴³ La quête de l'or pour la patrie avait engendré une discorde entre don Settin et le curé Engler. Cf. lettres de don Settin à Mgr Babini, 24.11.45 - 8.12.45.
- ⁴⁴ Don Settin à Mgr Babini, octobre 1945 et 15 novembre 1945.
- ⁴⁵ Lettre aux religieuses d'Esch, 5.10.1945.
- ⁴⁶ Settin à Mgr Micara, 6.7.1945.
- ⁴⁷ Settin à Mgr Babini, 23.10.1945.
- ⁴⁸ Settin à Mgr Babini, 3.11.1945.
- ⁴⁹ Settin à Mgr Babini, 24.11.1945, et Maria Settin à Mgr Babini, 19.11.1945.
- ⁵⁰ Settin à Mgr Babini, octobre 1945.
- ⁵¹ Settin à Mgr Babini, 8.12.1945 et 13.13.1945.
- ⁵² Settin à Luigi Casaril, 21.3.1946.
- ⁵³ Settin à Luigi Casaril, 6.6.1946.
- ⁵⁴ Une fois rentré en Italie, don Settin, épuisé par les longs mois de captivité, ne se sentait plus la force de diriger une autre Mission ni d'accepter la paroisse que l'évêque Mgr Agostini lui proposait. Il passa plusieurs mois à S. Vito de Valdobbia: d'abord, afin de venir en aide au curé, qui était vieux et malade (Settin à Babini, 15.4.46). Au mois de septembre de la même année il reçut la charge de directeur spirituel de l'Educandato féminin de Crespano del Grappa; il devait assurer 16 heures de cours par semaine dans le lycée de cet Institut, célébrer la messe et donner deux conférences par semaine. Il était content, car il se trouvait près de chez lui, mais il sentait que l'âge commence à décliner (lettres du 6 septembre 1946 et du 17 décembre 1946). Quelques mois plus tard, assisté des Pères Scalabriniani Basso Settimo et Frigo Rino, il décéda.
- ⁵⁵ Mlle Maria Settin au Père Casaril, 21.12.1946.

CINQUIEME PARTIE

VERS UNE EVOLUTION DEMOCRATIQUE (1946-1986)

CHAPITRE 1:

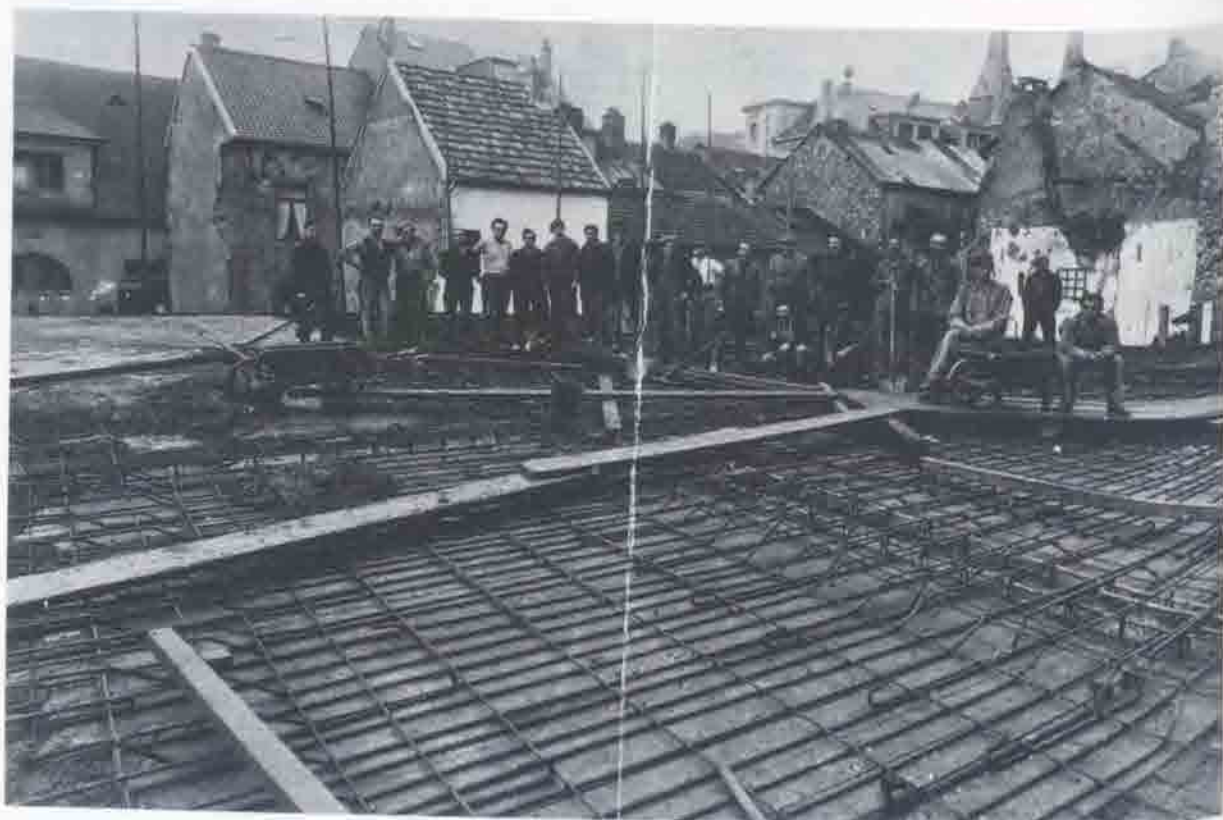
LA COLLECTIVITE ITALIENNE A LA RECHERCHE DE SON IDENTITE (1946-1949)

Dans l'immédiat après-guerre, le nombre des immigrés italiens au Grand-Duché ne s'élevait plus qu'à 7 196 personnes (septembre 1944).

Au cours des années suivantes ce chiffre augmentait légèrement, quoique le gouvernement italien n'eût encore pris aucune mesure favorisant l'émigration.

Le 31 décembre 1947 on comptait 7 622 Italiens au Luxembourg, auxquels vinrent s'ajouter encore 625 en 1948 et 812 en 1949. Les immigrés italiens étaient surtout employés dans les mines, dans la sidérurgie et dans les travaux de bâtiments¹.

En 1947, les 7 622 Italiens (dont 4 123 hommes et 3 499 femmes) étaient répartis dans les localités suivantes: Luxembourg-Ville 507 (287 hommes et 220 femmes), Capellen 113 (58, 55), Esch 6 583 (3 532, 3 051), Luxembourg-campagne 88 (50, 38), Mersch 54 (33, 21), Clervaux 7 (6, 1), Diekirch 86 (50, 36), Redange 12 (5, 7), Vianden 1, Wiltz 20 (14, 6), Echternach 29 (19, 10), Grevenmacher 77 (41, 36), Remich 45 (27, 18).



1945-1946. L'entreprise Stoisa engagée dans la reconstruction de Diekirch. On reconnaît l'entrepreneur Stoisa Modesto et les ouvriers Marcolini, Soave Silvio, Carlo, Olindo.

Le nombre des Italiens qui travaillaient dans les mines et dans la sidérurgie augmentait constamment: 927 en 1946, 965 en 1947, 1 168 en 1948 et 1 336 en 1949².

Quelle était la situation économique, sociale et morale de la collectivité italienne? Dans la plupart des cas, on pouvait la qualifier de désastreuse.

En effet, en l'absence de tout représentant diplomatique, les Italiens se sentaient abandonnés. Au cours de l'année 1945 – comme on l'a déjà souligné – «un chargé d'affaires» de l'ambassade d'Italie à Bruxelles, le baron Scamacca, les avait pris en charge, mais par le fait même qu'il ne résidait pas au Grand-Duché, ses interventions étaient le plus souvent vaines. La collectivité italienne avait véritablement besoin d'un ministre italien, qui assumât sa charge à Luxembourg même.

1. LE MINISTRE STANISLAO CORVINO-MILKOWSKI: «MEDIATEUR HABILE» EN UNE PERIODE DIFFICILE POUR LA COLLECTIVITE ITALIENNE

Ce n'est qu'au mois de février 1946 que le gouvernement italien envoya, en tant que ministre plénipotentiaire à la Légation d'Italie au Luxembourg, le professeur Stanislao Corvino-Milkowski³. Il se définissait lui-même comme un «habile médiateur» dans une situation de conflits et était fier d'«avoir connu les prisons et les relégations sous le gouvernement fasciste».

Mais sa tâche devait se révéler bien rude. Il était confronté d'une part à une communauté italienne humiliée par les séquestrations et les expulsions, de l'autre à l'association «Italia Libera», qui avait assumé le monopole de toutes les initiatives, et, en, dernier lieu, au gouvernement luxembourgeois, sourd à tout appel revendiquant le respect de la légalité.

Peu de temps après son arrivée, il exprimait la situation insoutenable des Italiens de la façon suivante:

«Un nombre important de nos compatriotes travaille dans les différentes entreprises de la grande société d'industrie lourde, A.R.B.E.D., qui domine le pays, tout spécialement dans le secteur des mines. Un autre secteur offrant du travail à beaucoup d'Italiens est celui du bâtiment; ce secteur a permis à plusieurs de nos compatriotes d'atteindre une certaine aisance en tant qu'entre-

1946. L'entreprise Tomasini engagée pour la reconstruction dans les Ardennes.



preneurs. Il faut noter que le commerce des fruits appartient lui aussi à une société anonyme, fondée par un commerçant italien qui en possède la majorité du capital.

En général les conditions économiques des travailleurs sont satisfaisantes, si on considère que la production a subi de graves difficultés d'écoulement de ses produits, étant donné qu'elle a perdu son meilleur marché, le marché allemand. C'est pourquoi de nombreux Italiens sont actuellement en chômage à cause des mesures gouvernementales prises à leur détriment.

Il y a encore une vingtaine d'année, la collectivité italienne jouissait au Grand-Duché d'une réputation favorable. Les Italiens étaient considérés comme des personnes laborieuses, honnêtes, tranquilles, obéissant aux lois du pays hôte et fidèles au pays d'origine. Par la suite, ici comme partout ailleurs, la bruyante et indiscrète ingérence des différentes organisations fascistes a fini par susciter la méfiance des autorités et de l'opinion publique du pays. Un petit Etat étant nécessairement plus susceptible à l'égard des autres. Survint ensuite la guerre et l'occupation allemande du Luxembourg. A partir de ce moment, la haine contre l'envahisseur brutal s'étendit tout naturellement aussi à ses alliés : fait compréhensible, même si injuste. En effet, presque la totalité des Italiens résidant au Luxembourg avaient gardé une attitude tout à fait correcte envers l'Etat, qui leur offrait l'hospitalité. Mais la connivence de certains représentants officiels Italiens avec les Allemands et dans certains cas, plus ou moins prouvés, la collaboration entre une partie de la collectivité italienne et les envahisseurs, fournirent aux autorités locales le prétexte pour assumer, lors de la libération de leur pays, une attitude hostile envers toute la colonie italienne. Une telle attitude correspondait à la mentalité de la population du Grand-Duché qui, face à la fuite des citoyens allemands et des Japonais qui n'avaient jamais mis les pieds dans le pays, ne put s'acharner que contre les Italiens. Ils étaient malheureusement les seuls « ennemis » à leur portée. En outre, par leur diligence et leur intelligence, ils s'étaient attiré la jalousie de nombreux concurrents.

En effet, il faut rappeler que le gouvernement luxembourgeois en exil avait, dans un de ses gestes typiquement platoniques, déclaré la guerre à l'Italie. Par contre l'Italie ne prit jamais aucune mesure similaire et aucun citoyen luxembourgeois ne dut, à aucun moment, subir un tort lui venant soit d'un Italien soit de l'Italie. Malgré cette constatation, nombreux Italiens résidant au Grand-Duché furent frappés par des mesures administratives arbitraires : décrets d'expulsions, refus de renouvellement des permis de séjour, séquestres de biens, détentions et internements dans des camps de concentrations. Dans un grand nombre de cas, l'accusation typique de collaboration était portée sur le simple fait qu'ils avaient été membres du parti fasciste ou d'une des organisations qui en dépendaient : or, il était notoire que l'adhésion au parti « républicain » était imposée par les autorités allemandes d'occupation, en accord avec les autorités fascistes. Toutes sortes de pressions étaient faites sur les Italiens, afin qu'ils acceptent cette adhésion, et ces derniers se voyaient obligés à la soumission par peur de perdre leur travail.

Cependant des délations — le plus souvent entièrement injustifiées et calomnieuses — aux autorités locales au détriment d'un quelconque compatriote, qui grâce à son travail avait réussi à atteindre une certaine aisance, provenaient d'un groupe restreint d'Italiens, qui s'octroyaient le droit de juger sans appel la conduite de leurs concitoyens. Quelques hommes, d'humbles origines et sans culture aucune, qui avaient à leur tête un coiffeur presque analphabète, Dallanocce, fondèrent à Esch-sur-Alzette, un « Comité de

libération nationale» — dénomination évidemment fausse et abusive dans un pays étranger — et ils s'adonnèrent, fiers de ce titre, à des dénonciations aux autorités locales. Ils accusaient leurs compatriotes d'être des fascistes et d'avoir commis des crimes de collaboration, souvent interprétés comme tels par une volonté malveillante, ou bien entièrement inventés — dès qu'ils n'acceptaient pas leurs revendications qui relevaient ouvertement du chantage. En effet, Dallanoce admettait dans les moments de franchise qu'il pouvait se permettre toutes sortes d'accusations contre n'importe quel compatriote, puisqu'il n'avait lui-même rien à perdre.

Le même Dallanoce obtint, par des délations non fondées, l'internement d'Achille Giorgetti, un entrepreneur en bâtiment, aisé, considéré pendant des années comme la première personnalité de la colonie italienne et président de la Chambre de Commerce italienne locale. Giorgetti dut subir en outre la séquestration des biens. A ce moment Dallanoce prit illégalement possession de la Chambre de Commerce, se nommant lui-même secrétaire et s'attribuant en tant que tel — tandis que cette charge avait été jusqu'à présent purement honorifique — un salaire annuel de 60 000 francs, qu'il ne put malheureusement pas toucher par manque de fonds, étant donné que presque la totalité des associés s'étaient retirés de cette association et qu'ils n'avaient pour le moment aucune confiance en son nouvel administrateur.

De même le Comité de Libération susnommé transforma en association, sans toutefois en modifier le caractère, l'*Italia Libera*, qui relevait du même type de regroupement anonyme dans d'autres capitales. Cette association, n'ayant été fondée que par les compatriotes, prétendit représenter toute la collectivité italienne du Grand-Duché et s'attribua le rôle de porte-parole.

En tant que président de cette association on élut le bien notoire Oreste Tommasini, établi dans ce pays en tant que cordonnier et rentré par la suite en Italie. Il prétendait — fort de l'appui du Vice-Président du Conseil Nenni, socialiste — revenir au Luxembourg aux frais de l'Etat, accompagné de son beau-fils Olivieri, et constituer avec ce dernier et sa propre fille, restée au Grand-Duché, le personnel de la chancellerie de la Légation, quoiqu'ils n'eussent aucune qualification leur permettant d'assumer ces charges. N'ayant pas réussi à obtenir ce qu'il souhaitait, Tommasini revint au Luxembourg avec son beau-fils, dont il ne se séparait jamais, à ses frais, mais sans cependant avoir renoncé à son projet de travailler avec toute sa famille à la chancellerie de notre Légation, qui du coup serait devenue le fief de la famille Tommasini et une succursale de l'*Italia Libera*; le ministre de la Légation n'aurait plus été qu'un pion entre les mains de ces nouveaux patrons. En effet, lors d'une réunion de l'*Italia Libera* à Esch, on déclara, sur un ton propre aux gens de cet acabit, que si le nouveau ministre refusait de suivre les directives de l'association, cette dernière n'aurait pas hésité à s'en débarrasser. N'avait-elle pas déjà réussi à obtenir l'éloignement de Bruxelles du Baron Scamacca, qui s'était montré lui aussi peu enclin? Par de telles manières grossières, les hommes de l'*Italia Libera* essayaient de s'imposer au sein de la communauté italienne au Grand-Duché. Leur propagande devait les faire paraître comme d'indispensables et puissants intermédiaires entre la communauté et la Légation.

Pendant mon séjour à Bruxelles, Tommasini, qui m'avait été envoyé par la Baron Scamacca auquel il s'était adressé pour traiter des affaires luxembourgeoises, se présenta accompagné comme toujours par Olivieri, à l'hôtel où je séjournais, et me demanda de lui accorder une entrevue. Avec arrogance il prétendit parler au nom de l'entière collectivité italienne du Luxembourg et en tant que défenseur légitime des intérêts de cette dernière. Il exprima le

désir de pouvoir travailler avec toute sa famille, au sein de la Légation. Je dus expliquer à M. Tommasini que sa requête était inconcevable. Malgré tout, il se présenta une nouvelle fois à mon hôtel à Luxembourg dès mon arrivée, cette fois accompagné par le secrétaire de son association, Piticco, et renouvela sa demande (...).

Maintenant, m'arrivent de toutes les localités du Luxembourg des lettres d'Italiens, qui se plaignent d'être continuellement menacés par des individus discrédités, qui ont malheureusement eu la possibilité d'établir leur influence au cours de cette période, où aucun représentant légal de notre pays ne se trouvait au Grand-Duché. Etant donné que les autorités légales donnent trop facilement suite à des délations, même non fondées et dues à des raisons de concurrence, de rancœurs personnelles, d'envies mesquines ou de médisances contre les accusés, sans que des preuves formelles n'existent et ne soient recherchées, les manœuvres de ces personnes réussissent à terroriser la grande majorité de la colonie, qui ne se sent plus en sécurité⁴.

Au fond que représentait l'«Italia Libera»? Il s'agissait d'une association qui avait été fondée selon les normes du Comité italien de libération nationale.

Le ministre Corvino et l'«Italia Libera»

Le 13 janvier 1946 eut lieu dans la salle du café Oestreicher (16, rue de Luxembourg à Esch) le Congrès solennel de l'Union des antifascistes italiens et du Comité italien de la libération nationale (UAI – CILN).

Ce congrès marqua une étape importante dans l'histoire de l'antifascisme de l'après-guerre. En effet, toutes les associations antifascistes du Luxembourg décidèrent de fusionner et de fonder une nouvelle association, dont le nom serait «ITALIA LIBERA»⁵.

Parmi les participants on trouvait: Gino Giovetti, qui représentait l'«Italia Libera» de Paris et qui assumait la présidence effective du Congrès; Dallanoce, président du CILN; Favretti, qui représentait l'«Italia Libera» d'Audun-le-Tiche; Licio Piticco, secrétaire général du CILN; Ubaldini de l'UGI; et Morotti, Giannoni, Bronzetti, Tommasini, Olivieri, Simoncini, Zuccoli, Piazza, Lucca, Bertozzi, Scolastici, De March, Sagrafina, Agostini, Troian, etc...

Licio Piticco fut nommé rapporteur officiel. Il présenta un compte rendu du travail accompli d'abord par l'UAI puis par le CILN ainsi qu'un plan d'action, proposé par l'«Italia Libera»: attirer tous les compatriotes qui n'avaient pas été compromis avec le fascisme, former des groupes de jeunes et de femmes, intensifier la campagne, approfondir les contacts avec le peuple luxembourgeois.

L'assistance approuva à l'unanimité l'exposé du rapporteur et releva certains problèmes particuliers: veiller sur tous ceux qui semaient la division (Dallanoce); intervenir auprès du gouvernement luxembourgeois pour obtenir les pensions, les passeports et les cartes d'identité (Giannoni Leopoldo, Bronzetti, Tommasini, Troian); soutenir avec encore plus de vigueur l'UDI (Romanutti); procéder à l'épuration des fascistes coupables (Sagrafina); éduquer la jeunesse (Agostini); créer un Comité de coordination s'occupant des différents groupes existants (Giannoni).

A la fin, le Congrès élit à l'unanimité le nouveau Comité central de l'«Italia Libera», qui se composait désormais de façon suivante: président: Oreste Tommasini de Dudelange; vice-président: Leonzio Romanutti d'Esch-sur-Alzette; secrétaire général: Licio Piticco d'Esch-sur-Alzette; vice-secrétaire: Giuseppe Troian de Differdange; caissier: Carlo Morotti d'Esch-sur-Alzette; conseillers: Giovanni Sgrigna de Dudelange; Celindo Corza de Differdange, Eugenio Ercolani de Rumelange, Francesco Sagrafina de Rumelange, Nazzareno Bronzetti de Rodange,



Esch-sur-Alzette, 1946. Une fête organisée par l'«Italia Libera» à la «Casa d'Italia». On reconnaît: Chiucchi Rina, Pasqualoni Wilma, Mencucci Vanda, Chiucchi Colomba, Chiucchi Elda, Regazzoni Giovanni, Manenti Flora, Sperandio Clara, Ida Galassi.

Umberto Cannovi de Rodange, Luigi Benedetti de Luxembourg et Mario Zuccoli de Luxembourg; réviseurs des comptes: Leo Luciani, Cavicchi et Angelo Lucca.

Le 13 janvier 1946 naquit donc l'Association «Italia Libera», fondée par l'UDI, l'Association des anciens combattants, le Secours Mutuel «La Fratellanza» et la société théâtrale «Avvenire».

Ses statuts, approuvés par le Congrès le 13 janvier, définissaient à l'article 3 les buts de la nouvelle Association:

Article 3:

L'«Italia Libera» se propose de:

- a) défendre les idées de liberté et les principes de démocratie contre toute survie du fascisme et contre toute conception antidémocratique;
- b) renforcer les liens d'amitié entre le peuple luxembourgeois et les Italiens;
- c) conserver et approfondir les liens spirituels des Italiens immigrés avec leur pays et leur faire connaître l'histoire, la langue, les luttes, les réalisations et les souffrances de notre peuple;
- d) faciliter l'insertion des travailleurs italiens et de leurs familles au sein de la communauté luxembourgeoise et faciliter de même leur participation au progrès économique et social du Grand-Duché;
- e) favoriser l'adhésion et la contribution à l'action syndicale unitaire;
- f) promouvoir des initiatives aptes à faire reconnaître pleinement l'égalité des conditions de travail pour nos travailleurs, que ce soit dans leur vie sociale, professionnelle ou culturelle au Grand-Duché;

- g) maintenir des contacts directs avec les autorités consulaires et diplomatiques italiennes;
- h) rechercher toute forme possible de collaboration avec les autorités luxembourgeoises et les représentants des organismes locaux;
- i) contribuer à une renaissance économique et sociale des régions d'origine;
- l) établir un contact continu avec les organes autonomes de ces régions, et nous référant tout particulièrement aux Mairies et aux organes des Régions, en apportant une contribution concrète aux activités qu'ils pourront entreprendre afin de résoudre, à la racine, les problèmes de l'émigration;
- m) collaborer avec les organes de la Communauté économique européenne pour élaborer une discipline communautaire de travail, basée sur une véritable égalité de traitement ainsi que la promotion humaine et civile de tous les travailleurs immigrés;
- n) rechercher toute occasion pour établir un contact démocratique avec les autres communautés immigrées du Grand-Duché, conformément au principe de solidarité et d'unité d'action entre tous les travailleurs.

Les rapports entre l'«Italia Libera» et le ministre Corvino connurent des débuts orageux. En effet la nouvelle association prétendait être l'unique représentante officielle de la collectivité italienne et voulait dialoguer sur un pied d'égalité avec l'envoyé du gouvernement italien. Mais ce dernier prétendait, à juste titre, rester le seul représentant officiel des Italiens du Grand-Duché.

Le 18 février 1946 l'«Italia Libera» envoya au ministre Corvino le texte d'une motion votée la veille par son Comité central concernant les expulsions d'Italiens. On pouvait y lire que l'association voulait éviter des «expulsions de masse»; elle affirmait que ces dernières ne devaient frapper que les plus grands responsables du fascisme (Giorgetti, Baldini, Colombo, Fratini, Ferrero, Crescentini Vittorio, Piccoli Volteio, Ribeca), au sujet desquels l'association possédait «un recueil de documents accompagnés d'accusations circonstanciées»; elle exigeait en outre qu'un membre de l'«Italia Libera» fût «inclus au personnel du consulat»⁶.

Le 28 février après l'ouverture des bureaux de la Légation, le ministre Corvino répondit, sur un ton ferme et précis, à cette lettre:

«Je ne pourrai reconnaître à l'Association susnommée d'autre caractère que celui d'une quelconque société au sein des Italiens résidant au Grand-Duché. Il est de ce fait inadmissible qu'elle ose s'arroger — comme il en résulte de la lettre — un caractère de monopole (qui serait d'ailleurs une pure marque de fascisme) et prétendre, sans aucun fondement, représenter l'entière collectivité italienne de ce pays, bien plus, prétendre devenir l'intermédiaire entre les Italiens résidant au Luxembourg et notre Légation. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que le seul et unique représentant de l'Italie au Grand-Duché est le Ministre d'Italie (...).

En ce qui concerne les expulsions des citoyens italiens du Grand-Duché — qui ont été, malheureusement, presque toujours provoquées par des dénonciations calomnieuses de la part d'autres Italiens — l'exécution des respectives mesures a été suspendue en attendant un examen plus approfondi de chaque cas, examen qui sera fait par Ministère de la Justice d'ici en accord avec le Ministre d'Italie, et mon tout premier soin sera de chercher à éviter l'application, aux dommages des compatriotes, de mesures qui ne seraient justifiées par des motifs graves.

Votre Association a cru bien faire en offrant de mettre à ma disposition du matériel d'accusation contre certains compatriotes résidant au Luxembourg et qualifiés par vous de fascistes. Maintenant, des délations pareilles, œuvre d'un nombre heureusement restreint d'individus de la colonie italienne, n'ont pas seulement

causé des dommages moraux et matériels à de nombreuses personnes qui, même si elles avaient adhéré, souvent par nécessité, au parti fasciste, avaient par le passé acquis des mérites indubitables envers la collectivité italienne — mais elles ont aussi jeté un déplorable discrédit sur la bonne renommée de notre communauté, qui pendant de longues années avait joui d'une excellente réputation. Les responsables des malheurs causés à notre pays par une dictature écervelée ainsi que les profiteurs du régime fasciste ont déjà été punis en Italie ou ils le seront sans plus tarder. Ici, au Luxembourg, ont été destitués, pour avoir adhéré au gouvernement de la « République sociale » de Mussolini, tous les anciens employés de la chancellerie de la Légation et il n'est pas question de s'en occuper encore. En ce qui concerne les autres, tous ceux qui avaient manqué aux devoirs envers le pays qui leur offrait l'hospitalité, ils ont été punis par le Gouvernement local. Il n'appartient donc pas aux Italiens à l'étranger de devenir les accusateurs de compatriotes face aux étrangers: les délateurs ont toujours et partout été justement méprisés.

Il est temps de mettre un terme à ces méthodes, qui ont causé des dommages graves à toute la communauté italienne du Grand-Duché et qui du reste, prétendant agir par un pur patriotisme, cachent d'autres motifs, peu avouables. Notre communauté a désormais droit à un retour au calme, à la paix et à la concorde. Chaque Italien résidant au Grand-Duché doit pouvoir retrouver le sens de sécurité indispensable pour se consacrer tranquillement à son travail. Seulement sous cette condition cette collectivité pourra réacquiescer, aux yeux de la population locale et du gouvernement du Grand-Duché, la bonne réputation dont elle jouissait auparavant et dont chaque membre de la communauté tirait profit.

Les bureaux de la chancellerie de cette Légation ont été réouverts au public sans cérémonie aucune; pourtant il n'a jamais été question d'y admettre des éléments étrangers à son service.

Je croyais avoir clairement expliqué à M. Tommasini qu'il était absolument impossible de lui accorder un emploi au sein de la chancellerie de cette Légation. Cependant, étant donné que votre association évoque encore une fois cet argument dans le dernier paragraphe de sa lettre, prétendant à nouveau s'octroyer le rôle d'interprète des votes unanimes des quelque 7 500 Italiens résidant au Luxembourg, je me vois obligé de répéter ce qui suit:

1) la nomination à des postes de chancellerie est faite exclusivement par le Ministre des Affaires Etrangères et les communautés italiennes établies dans d'autres pays n'ont aucun droit d'ingérence à cet égard;

2) une préparation adéquate, théorique et pratique des candidats respectifs à ces charges, est en outre présumée indispensable;

3) le personnel de la chancellerie de cette Légation, inévitablement réduit au minimum, étant donné les conditions financières difficiles du Trésor et tout spécialement le manque de disponibilités de devises étrangères, est au complet;

4) étant donné l'obligation d'étroite impartialité qui leur est imposée, il est absolument exclu que des employés des Représentations diplomatiques ou consulaires à l'étranger puissent appartenir à des organisations politiques locales de n'importe quel genre.

Je suppose que j'ai désormais exhaustivement répondu aux différents arguments soulevés dans la lettre de la susnommée association; si elle se limite à rassembler des adhésions spontanées de compatriotes et à déployer en leur sein une activité qui ne provoque aucune dissension — et toujours, à condition qu'elle soit légalement constituée —, elle ne rencontrera certainement aucun obs-

taclé pouvant parvenir de ma part; mais, comme je l'ai déjà dit, il est absolument inadmissible qu'elle continue à prétendre sortir de son rôle ou exercer des pressions sur les compatriotes, afin de gagner de nouveaux adhérents⁷.»

La réponse du ministre Corvino fut accueillie par le Comité central comme «une véritable insulte à l'Italia Libera», qui protesta surtout contre l'accusation du ministre qui affirmait qu'«un nombre restreint de délateurs ont causé beaucoup de torts à la collectivité»⁸.

Differdange, 1945. Le boxeur Cardarelli Roberto.



Pourtant Corvino était bien décidé, s'il le fallait, d'avoir recours à la manière forte. Il fit publier par la presse, à l'intention des Italiens, un «appel à la concorde et à la paix». Cela suffirait-il? Il en doutait lui-même, car, en effet, il écrivait:

«Comme il est à craindre que ni mon appel aux Italiens, ni ma lettre, plus concrète, adressée à l'Italia Libera, n'aient beaucoup d'effet sur des individus présomptueux, nécessairement déçus dans leurs ambitions intéressées, il est indispensable qu'on trouve d'autres moyens plus efficaces pour assurer la tranquillité de la colonie italienne et rendre à ses composants ce sens de sécurité personnelle, qui leur fait défaut aujourd'hui et qui seul pourrait être profitable à leur travail. J'espère pouvoir amener le gouvernement grand-ducal à assumer une attitude plus équitable envers les bons éléments de notre collectivité, qui sont justement les plus touchés par les perturbateurs de la paix. Je me rends parfaitement compte que cette tâche paraît plus facile en paroles qu'en actes, étant donné certaines complicités déplorable dans les milieux gouvernementaux, mais son aboutissement constitue la seule protection efficace de nos intérêts au Grand-Duché⁹.»

Une délégation de l'«Italia Libera», conduite par le président Tommasini, se présenta le 8 mars devant le ministre, pour clarifier certaines positions, sans pourtant obtenir de résultats.

C'est pourquoi Tommasini rentra définitivement en Italie et, en attendant de nouvelles élections, le secrétaire Licio Piticco assumait la direction de l'«Italia Libera».

Piticco sut immédiatement attirer les sympathies du ministre: il devint l'intermédiaire entre l'association et la Légation d'Italie, il élimina «certains éléments accusés de mauvaises conduite, des délateurs et maîtres-chanteurs, qui avaient compromis la renommée de l'Association» (écrivit le ministre Corvino).

Piticco devint le bras droit de la Légation, il lui soumettait les cas des compatriotes nécessiteux et menait des enquêtes dans les différents centres du bassin minier, qui ne pouvaient pas être atteints par le nombre réduit des employés de la Légation¹⁰.

A partir de ce moment on connut une nette amélioration dans les rapports entre la Légation et l'association «Italia Libera», qui organisa une rencontre officielle entre le ministre Corvino et la collectivité italienne d'Esch-sur-Alzette.

La rencontre eut lieu au cours de la matinée du 24 mars dans la salle du cinéma Rex (place du Brill, où se situe actuellement le supermarché Cactus)¹¹. Le local grouillait de compatriotes. Le ministre arriva vers 10 heures, accompagné par le maire Useldinger, le Collège échevinal et par d'autres membres du Conseil communal d'Esch. Il fut accueilli par l'hymne de Garibaldi et l'hymne national luxembourgeois.

Étaient également présents le docteur Colling d'Esch et Monti, président général de l'«Italia Libera» de Paris.

Des discours furent tenus par Olivieri de Dudelange, le secrétaire Licio Piticco et Monti. Ils exaltèrent l'œuvre, qui avait été accomplie par leur mouvement au cours des années de l'après-guerre et firent remarquer leur force présente: 1 100 inscrits adultes et plus de 500 jeunes et autant de femmes de l'UDI; au total 2 000 inscrits sur les 7 500 Italiens demeurant au Grand-Duché.

Le ministre remercia les orateurs, il affirma qu'il était lui aussi une «victime du fascisme, un ancien confiné» et promit: «Mon passé sera votre garantie».

Par la suite d'autres personnalités prirent la parole, d'abord le maire Useldinger, puis Mme Romanutti (responsable de l'UDI), Maschio (responsable de la jeunesse) et Erpelding (président des anciens combattants italo-luxembourgeois). La rencontre se termina par un vin d'honneur offert à la «Casa d'Italia».

Des discours des différents orateurs on peut relever certaines affirmations significatives. Quel était le rôle de l'«Italia Libera»? Il s'agissait du «trait d'union entre l'émigration et l'Ambassade» (Monti). Que pensait-elle de l'épuration? «Nous demandons la justice et non pas la vengeance. Des condamnations exemplaires et non pas des représailles» (Olivieri). C'était «un moyen pour atteindre la paix au sein de la colonie» (Piticco). On insista tout particulièrement sur le droit d'occuper la «Casa d'Italia»: «L'Italia Libera revendique pour elle les maisons d'Italie, qui furent déjà le siège des fasci à l'étranger... Il est tout à fait naturel que ces demeures, qui furent les sièges d'un fascisme criminel, soient données aujourd'hui à notre organisation de masse démocratique» (Monti).

L'«Italia Libera» aspirait donc à la représentativité dans les rapports avec la Légation, elle exprimait sa volonté d'épurer la colonie de toute personne liée au fascisme et revendiquait les locaux de la «Casa d'Italia» comme siège; il s'agissait là des trois principales requêtes des responsables. Le ministre Corvino-Milkowski essaya en grande partie de les satisfaire.

L'association servait déjà d'intermédiaire entre les compatriotes et la Légation en ce qui concernait les passeports et d'autres dossiers civils. Elle avait le droit de remettre des «Certificats politiques» (gratuitement à ses associés, au prix de 15 F pour les non-inscrits). Et le 28 mars 1946 elle put officiellement annoncer le transfert de ses bureaux du siège de la Rue Neuve à la «Casa d'Italia», au 145, rue de l'Alzette¹².

Le même jour on communiqua qu'avec l'accord du ministre d'Italie, on avait procédé à l'examen de «tous les dossiers des fascistes qui encourageaient l'expulsion» et on invitait les différentes sections à envoyer «au plus tôt, des rapports de faits positifs contre les responsables fascistes des localités respectives»¹³.

On voulait avant tout poursuivre tous ceux qui avaient fait partie de la Légation d'Italie: spécialement Colombo et Fratini, qui étaient sur le point de rentrer en Italie sans attendre l'expulsion, afin d'éviter la séquestration de leurs biens¹⁴.

On décida de même de réorganiser la société «Fratellanza», un Secours Mutuel antifasciste qui avait été actif à Esch déjà avant la guerre: tous les adhérents de l'«Italia Libera» étaient invités à s'inscrire à la «Fratellanza», afin d'empêcher les opposants qui avaient voulu rétablir le Secours Mutuel des temps du fascisme et ainsi établir eux aussi leur siège à la «Casa d'Italia»¹⁵.

Luigi Peruzzi fut désigné correspondant du Luxembourg du journal «L'Italia Libera» de Paris. On souhaitait aussi relancer les spectacles culturels (par exemple, par la projection du film «Rome, ville ouverte») et le sport. Mais ce qui importait le plus pour l'instant, était la campagne «Pro bimbi d'Italia» en faveur des orphelins de guerre.

L'«Italia Libera» devint le promoteur d'un comité poursuivant ce but. Le ministre Corvino en était le président d'honneur et différentes associations, dont la Mission catholique italienne qui venait juste de réouvrir ses portes, adhérèrent à ce comité. (On envoya aux enfants en Italie 337 000 liras, en outre 200 enfants italiens furent accueillis pendant les vacances au Luxembourg.)

Au sein de l'«Italia Libera» subsistaient cependant de nombreux litiges (en particulier fomentés par le «trio» Dallanoe, Trigatti et Poggiali) dont on discuta lors de la réunion de Comité central du 14 avril 1946¹⁶. Ces désaccords nuisaient naturellement au développement de l'association, qui, après un premier impact favorable sur les compatriotes, avait maintenant du mal à élargir son champ d'action. Selon l'analyse du Comité central du 4 août de la même année¹⁷, les divisions internes constituaient une des causes majeures qui «ont créé des symptômes de désagrégation et empêché un travail profitable» de l'«Italia Libera». Une autre cause en était attribuée au fait que le gouvernement luxembourgeois n'avait pas encore pris «les mesures nécessaires contre les responsables fascistes: ces lenteurs dans l'épuration ont provoqué le mécontentement de la colonie italienne, et le fascisme, face à cette situation, relève la tête». A toutes ces causes on ajoutait «le peu de satisfactions obtenues des autorités de la part de nos adhérents, tandis que les fascistes obtiennent les mêmes droits que nous». On relevait donc la nécessité «d'abandonner les disputes» et de se remettre au travail¹⁸.

Le même argument fut repris par le Comité central du 22 décembre¹⁹. En vue d'élargir l'audience de l'«Italia Libera» le secrétaire Licio Piticco proposait qu'on s'adressât surtout aux commerçants. Mais ces derniers – faisait observer le délégué de Rodange – «se sont plus ou moins tous compromis face à l'opinion publique». Comment fallait-il alors se comporter envers les «ex-fascistes»? Selon la pratique désormais habituelle on acceptait au sein de l'association «tous ceux qui, malgré leur inscription au parti fasciste, n'ont pas à leur actif des fautes susceptibles de provoquer des répercussions judiciaires».

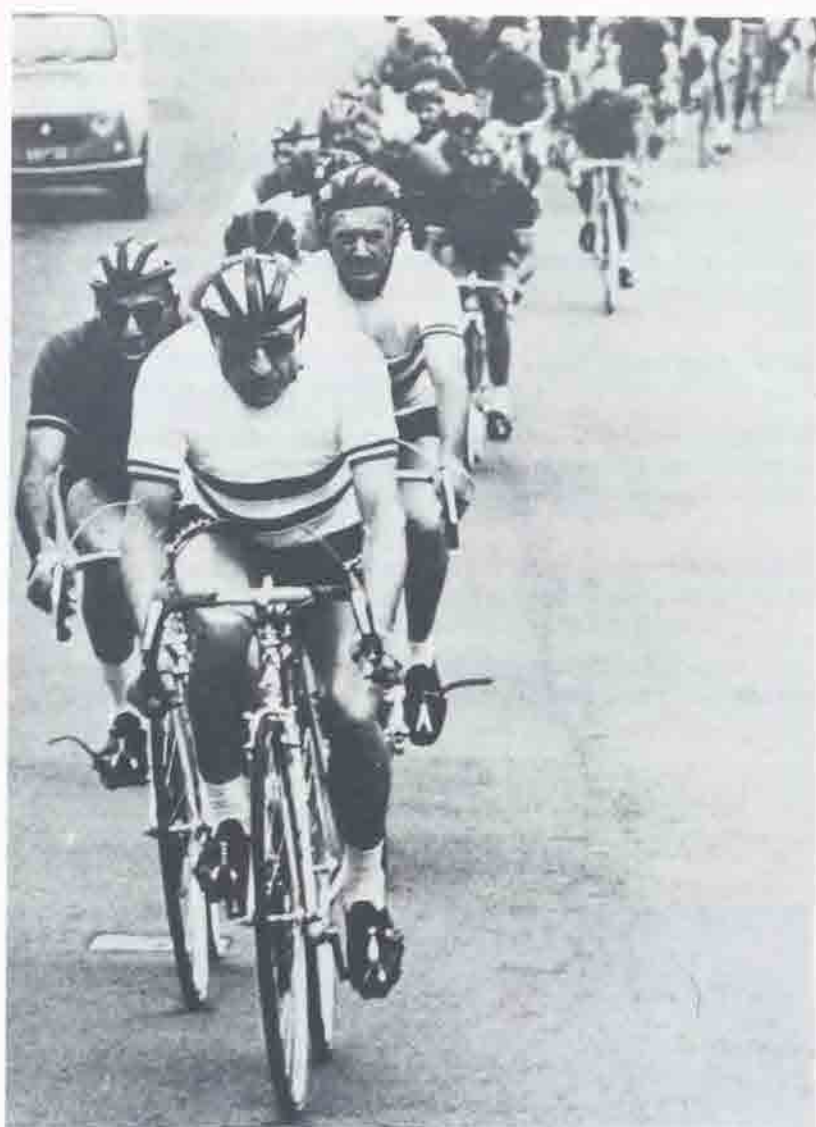
Du reste, les directives, qui parvenaient de Rome, prônaient cette attitude.

Les bons rapports, qui existaient entre la Légation et le Comité central de l'«Italia Libera», se répercutaient aussi aux alentours d'Esch. A Rumelange, par exemple, où eut lieu une cérémonie pour fêter l'avènement de la République italienne en présence du ministre Corvino, les discours d'Olivieri et du secrétaire de cette section locale de l'«Italia Libera» étaient «empreints d'un esprit assez conciliant»²⁰. La manifestation se termina par un match de football entre deux équipes italiennes: celle de Rumelange et celle de Dudelange.

La farce de la nouvelle «Chambre de commerce italienne»

Le ministre Corvino fut confronté à un nouveau problème lors de la réouverture illégale de la «Chambre de commerce italienne». Cette dernière avait été dissoute

1946. Le Tour de Luxembourg: Ferrari
Jean est le premier de la colonne.



en 1944. Mais avant l'arrivée du représentant du gouvernement italien, elle avait été abusivement réouverte à l'initiative de deux Italiens qui s'en étaient proclamés personnellement président et secrétaire: Delli Zotti²¹ et Dallanoce²². Ils réussirent à rassembler quelques artisans, de petits entrepreneurs, quelques commerçants et occupèrent les locaux de la vieille Chambre, au 5, rue Marie-Adélaïde. Le ministre italien du Commerce extérieur réagit immédiatement en annonçant la dissolution de la Chambre de commerce à Luxembourg²³.

Le ministre Corvino notifia la décision de Rome à Delli Zotti, qui répondit avec arrogance que le décret romain concernait l'ancienne Chambre de commerce, dont le ministre Corvino devait remettre le matériel à la nouvelle²⁴...

Et la farce continua. Le dimanche 8 décembre on convoqua une réunion du Conseil, afin de discuter – entre autres – du départ de Corvino, qui devait être rappelé à Rome grâce aux relations influentes de Dallanoce...

Obligés d'abandonner les locaux occupés, le président et le secrétaire emportèrent tout le matériel possible et transférèrent les bureaux au 4, rue Adolphe Fischer, poursuivant allègrement leur activité illégale.

Le ministre Corvino avait exposé le cas au Procureur d'Etat par une lettre de dénonciation rédigée comme suit:

«La Chambre de commerce italienne à Luxembourg, institution officielle dépendant du Gouvernement de Rome, avait virtuellement cessé de fonctionner en 1944. Deux individus ayant des antécédents peut favorables, les Sieurs Delli Zotti, maçon devenu entrepreneur à Bettembourg, et Dalla Noce, coiffeur de Dudelange, presque illettré, titulaire de plusieurs condamnations pour voies de fait et faux, ont alors abusivement pris possession des locaux de la Chambre de commerce situés au n° 5 de la rue Adélaïde et se sont nommés respectivement président et secrétaire de celle-ci. Ils ont constitué une nouvelle Chambre de commerce, composée de petits entrepreneurs et artisans sans aucune compétence en matière de commerce international, et se sont servis de cette qualité entièrement fictive pour des agissements peu corrects, qui ont donné lieu à de nombreuses plaintes.

En conséquence, la Chambre de commerce italienne a été déclarée dissoute par le Ministère de commerce extérieur de Rome. Cette mesure a été portée par moi à la connaissance du Ministère des Affaires Etrangères du Grand-Duché, qui en a pris note par sa lettre du 13 août dernier n° 17.2.28 et l'a notifiée aux différents départements ministériels.

Nonobstant, M. Delli Zotti, auquel je n'avais pas manqué de communiquer la décision portant dissolution de la Chambre de commerce en l'invitant à me remettre le matériel de celle-ci, a refusé d'y obtempérer et a continué à tenir ouverts les locaux de la Chambre, désormais illégale, en narguant ouvertement tant le Gouvernement italien que le Gouvernement du Grand-Duché. Comme la soi-disant Chambre de commerce ne compte plus guère de membres et manque de ressources, son secrétaire vit d'expédients qui rentrent dans le domaine du droit pénal, au préjudice tant de ressortissants italiens que luxembourgeois.

Cela étant, il paraît indispensable et urgent dans l'intérêt public de mettre fin aux agissements des Sieurs Delli Zotti et Dalla Noce. Partant, je me permets de vous prier, Monsieur le Procureur d'Etat, de bien vouloir faire imposer par qui de droit aux Sieurs Delli Zotti et Dalla Noce – qui doivent déguerpir ces jours-ci le local occupé par eux, ce dernier ayant été requis par l'Office du logement local – de cesser l'usage abusif du nom de la Chambre de commerce italienne à Luxembourg²⁵.»

Les directives de Rome

L'œuvre de réconciliation menée par le ministre Corvino au sein de la communauté italienne pouvait être considérée comme réussie. Elle était en outre conforme aux directives que le ministère des Affaires étrangères, dirigé par Nenni, envoya aux représentations diplomatiques à l'étranger en vue du «retour à la normalité au sein des communautés émigrées».

Nous extrayons quelques directives d'une circulaire du 7 décembre 1946²⁶, portant le titre de «Démocratisation de la Colonie italienne à l'étranger». On y définit en premier lieu le rôle du consul: «Le Consul italien, tout en restant, comme prescrit, le chef de la collectivité, n'est plus, et ne pourrait d'ailleurs plus être, l'administrateur direct de l'organisation des communautés étrangères.» C'est pourquoi: «Les Représentations, plutôt que de gouverner de façon autoritaire, doivent par contre essayer d'aider, d'orienter et encourager par tous les moyens possibles la rééducation démocratique des masses des émigrés.»

En ce qui concerne «la dissidence et l'épuration» on note: «A la date du 31 mars 1946 l'épuration est officiellement close en Italie: à pareille date les bureaux à l'étranger intéressés par la question

de dissidence devront déjà avoir fait parvenir au Ministère, conformément aux instructions reçues, les listes des compatriotes les plus compromis. Une fois les coupables éliminés, on pourra favoriser la réinsertion et la réhabilitation de tous ceux qui ont été fautifs, mais ont agi de bonne foi. Il faudra éviter des persécutions et des vengeances personnelles, pour pouvoir rétablir au sein de notre collectivité un climat de sérénité et de patriotisme.»

En ce qui concernait les Secours Mutuels: «Il est notoire que dans le cadre de la politique totalitaire du précédent régime, les associations d'assistance et de bienfaisance à l'étranger avaient été absorbées par les fasci et soumises à leur contrôle (...). Il est nécessaire que maintenant on encourage la reprise de ces institutions bienfaisantes et qu'on les rapproche des voies de l'autodétermination.»

Enfin il faudra louer et encourager tous les comités qui ont été créés à l'étranger «pour envoyer du secours à l'Italie, sous forme de vivres, de vêtements, de médicaments, etc.».

Une deuxième circulaire abordait, quelques jours plus tard, le problème des «Ex-Case d'Italia et du Dopolavoro»²⁷. Après avoir déclaré abrogées toutes les institutions créées par le gouvernement fasciste, la circulaire ordonnait que la première tâche devrait être celle de «soustraire les immeubles de propriété domaniale ou d'associations à la séquestration».

A ce moment «on pourra accueillir dans les établissements domaniaux: les Bureaux Consulaires (si nécessaire); les Ecoles; les Associations culturelles, tout comme des Orphelinats, Sociétés de bienfaisance, Dispensaires médicaux, etc., les Associations sportives».

A la place du «Dopolavoro», «organe regroupant toute activité culturelle et récréative», devront surgir «des Associations libres auxquelles, après un accord préalable du Ministère, on pourra céder la matériel appartenant au Dopolavoro».



Esch-sur-Alzette, 1945. Un groupe d'amis.
On reconnaît: Petrarolo, sa femme et sa fille
Raffaella, les dames Sorci, Fiume-Perillo
Maria, Tonetti Nella, Bregoli.

2. LE MINISTRE CORVINO FACE AUX «INJUSTICES» COMMISES PAR LE GOUVERNEMENT LUXEMBOURGEOIS ENVERS LA COMMUNAUTE ITALIENNE

Les autorités luxembourgeoises posaient au ministre Corvino des problèmes bien plus graves que ceux soulevés par la collectivité italienne, étant donné qu'elles donnaient l'impression d'avoir pris les Italiens comme boucs émissaires de tous les maux de la guerre.

Les autorités locales faisaient peser sur nos compatriotes les conséquences des difficultés économiques du pays: refus de travail et de pensions, séquestrations, expulsions...

Le ministre Corvino ne pouvait tolérer une telle situation et il la dénonçait avec une extrême violence.

Les problèmes des pensions et du travail

Les deux problèmes les plus aigus pour la collectivité italienne étaient d'une part celui des pensions, qui depuis des années n'étaient plus versées à nos compatriotes, et ensuite celui des permis de travail, qui leur étaient souvent refusés.

Incontestablement, au sein du gouvernement élu lors des élections du mois d'octobre 1945²⁸, deux ministres socialistes se montraient férocelement anti-italiens. De plus, ils détenaient des ministères clefs, dont dépendait la solution des problèmes susnommés: Pierre Krier, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, et Victor Bodson, ministre de la Justice.

Le ministre Corvino passa sans tarder à l'attaque. Lors d'une réponse évasive du ministre du Travail, il réagit en ces termes:

«J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre lettre du 14 courant n° 6194-46 par laquelle Vous m'informez que Vous croyez inutile pour le moment l'entrevue que je Vous avais demandé de m'accorder par ma lettre du 6 avril dernier n° 392 au sujet des pensions d'invalidité et de vieillesse et des permis de travail.

Je me permets d'observer à ce propos que, en ce qui concerne lesdites pensions, il ne s'agit point de discuter des questions «de lege ferenda», aussi intéressantes qu'elles puissent être, mais de droits acquis sous le régime des lois existantes, en l'espèce de nombreux cas de gens qui, après avoir travaillé au Grand-Duché pendant de longues années, se trouvent, depuis près de trois ans, sans ressources, tout paiement de la pension qui leur était due ayant été suspendu.

En ce qui concerne les permis de travail, je tenais à Vous signaler le refus systématique de ces permis aux travailleurs italiens de la part des bureaux de placement et de nombreux cas où des entreprises locales ont été obligées, par imposition des autorités, à renvoyer des ouvriers italiens spécialisés qui leur donnaient pleine satisfaction, sans pouvoir les remplacer par les éléments locaux ayant la même compétence, ainsi que l'attitude de MM. Langers et Kieffer, préposés au bureau de placement d'Esch-sur-Alzette, qui non seulement refusent a priori tout permis de travail à mes compatriotes, mais s'amusent à les menacer et insulter sans aucune provocation, en petits despotes locaux.

Vous voudrez bien admettre, Monsieur le Ministre, que de tels procédés ne sont guère admissibles à l'égard des ressortissants d'un Etat avec lequel le Grand-Duché entretient des rapports

diplomatiques normaux, et d'honnêtes travailleurs dont la conduite n'a donné aucun sujet de plainte. D'ailleurs, dans le cas soit de refus de permis de travail que du défaut de paiement, depuis plusieurs années, des pensions d'invalidité et de vieillesse, les personnes qui en sont frappées et qui sont presque toujours sans autres ressources, se trouvent, sans aucune faute de leur part, dans la misère la plus noire. Le sort des vieux travailleurs, des invalides et des veuves et enfants des victimes d'accidents de travail est particulièrement poignant.

Permettez-moi donc, Monsieur le Ministre, de Vous dire que j'espérerai trouver, chez un ministre socialiste, plus de compréhension pour une question sociale à laquelle il serait pourtant de toute évidence urgent de porter remède²⁹. »

Dans un rapport envoyé au ministre des Affaires étrangères à Rome, Corvino expliquait clairement sa version des faits:

« A la base de telles mesures vexatoires se trouvent les deux chefs de bureau de l'emploi d'Esch-sur-Alzette, centre du district minier et industriel du pays et de notre colonie, c'est-à-dire Langers et Kieffer, qui traitent nos compatriotes qui s'adressent à eux de façon grossière et insultante. Ils refusent du travail à toute personne ayant appartenu au parti fasciste, ou même au *Dopolavoro* ou à la *GIL*, pourtant ils savent bien que cette appartenance avait été imposée ouvertement à tous les Italiens par des moyens de pression y compris le refus de toute assistance et l'impossibilité d'obtenir un passeport. De cette façon bien peu d'Italiens avaient pu s'abstenir d'adhérer à ces institutions sans risquer la faim et les persécutions dont ils auraient été victimes avec toute leur famille. Les autorités continuent à s'acharner contre nos compatriotes alors même que le ministre des Affaires étrangères, M. Bech, m'a, à plusieurs reprises, spontanément déclaré que le gouvernement luxembourgeois ne pouvait reprocher à aucun Italien d'avoir été inscrit au parti fasciste, étant donné les contraintes qui pesaient sur la communauté italienne et le fait que lui-même avait, pendant de nombreuses années, eu des rapports diplomatiques avec le gouvernement fasciste. Néanmoins on refuse systématiquement aux Italiens des permis de travail et les entreprises locales sont contraintes, par l'Etat, à licencier les ouvriers italiens spécialisés, même si ces derniers occupent cet emploi depuis de nombreuses années et s'ils ont, au cours de ces années, donné entière satisfaction à leurs employeurs. Le prétexte avancé par le gouvernement est celui de donner une chance aux jeunes Luxembourgeois, en dépit du fait que ces derniers sont complètement inaptes à ce travail et ne font que causer des dommages à l'industrie en question. Il faut noter aussi que ce prétexte est complètement infondé car, dans ce pays, bien loin d'y avoir des chômeurs, il est prouvé par des statistiques que les demandes de main-d'œuvre sont largement supérieures, même deux fois supérieures au nombre des travailleurs et telle proportion atteint dans certaines branches un pourcentage de 10: 1. Dans le secteur de l'agriculture, par exemple, on trouve un manque total de main-d'œuvre, personne n'étant enclin à travailler dans ce secteur, malgré les nombreuses offres de travail. Après mon refus de proposer au Gouvernement de la République d'envoyer de la main-d'œuvre agricole italienne, qui se serait retrouvée dans des conditions de véritable esclavage, le secteur agricole ne peut désormais compter que sur le travail forcé des prisonniers de guerre allemands que le gouvernement a essayé de garder dans le pays par tous les moyens, malgré la haine qu'on éprouve envers ces gens de la même race. Tout cela prouve que l'attitude du Ministère du travail face aux Italiens, qui ont tant contribué par leur travail à la prospérité de ce petit pays, est dictée par une simple malveillance³⁰. »

Le problème des expulsions et des séquestrations de biens

Le ministre, qui se montrait le plus hostile envers les Italiens – écrit le ministre Corvino – était le ministre de la Justice Bodson qui, craignant de se voir reprocher

«sa conduite en Angleterre pendant l'occupation allemande du pays (...), essaye de se rendre populaire en se défoulant – par manque d'Allemands, disparus ou internés – sur les ex-ennemis italiens. Il se croit en outre menacé par quelques mauvais éléments de la colonie italienne, et non seulement il n'ose pas agir ouvertement contre eux, mais redoutant qu'ils le tuent (...), il subit leurs menaces et donne suite à leurs délations trop souvent sans fondement, touchant la plupart du temps des innocents (...). Il est prouvé que, dès sa nomination au poste de ministre de la Justice, en novembre dernier, M. Bodson a procédé à de nombreuses mesures contre les Italiens établis au Grand-Duché (...).

A l'occasion de ma visite officielle auprès de M. Bodson, (...) son ton fut tel que je dus le prier de réfléchir aussi au fait qu'il y a des Luxembourgeois en Italie. Mon observation eut pour effet immédiat que le ministre se calma³¹».

Esch-sur-Alzette, 1946. Mme Breckler-Castagna avec ses enfants Roger et Lexi.



En ce qui concerne les expulsions, le sort d'Alfredo Poggi fut vraiment curieux. En effet il était resté en Italie pendant toute la durée de la guerre, on ne pouvait donc l'accuser d'avoir collaboré avec les Allemands du Luxembourg.

En février 1946 il revint au Grand-Duché avec une autorisation légale obtenue par le ministre Bodson. Or, il se vit refuser, peu de temps après, par le même ministre, l'autorisation de séjour. Corvino avait immédiatement recours au ministre des Affaires étrangères, qui lui assura que les mesures prises contre Poggi seraient révoquées...; quelques jours plus tard, deux policiers ordonnèrent à Poggi de partir; nouvelle intervention du ministre Corvino et nouvelle retraite stratégique de Bodson³².

Le sort réservé à Achille Giorgetti provoqua encore plus d'indignation. Il avait obtenu du ministre de la Justice une prolongation du terme d'expulsion, afin de pouvoir liquider toutes les affaires en

cours. Mais le 9 septembre 1946, Giorgetti ainsi que sa femme furent arrêtés et emprisonnés; ils ne furent libérés qu'après avoir signé une déclaration mentionnant qu'ils auraient quitté le Grand-Duché dans les 24 heures³³.

Le même sort fut réservé à l'ingénieur Franco Baldini, obligé de quitter le Luxembourg «à cause des fausses accusations portées contre lui par les tristement célèbres Dalla Noce, Cannas et Trigatti»³⁴.

Selon Corvino, dès que le ministre Bodson voyait chanceler sa position, il croyait pouvoir la renforcer

«en appliquant à tort et à travers et de façon assez brutale des mesures d'expulsions au détriment des Italiens»; il fallait que le gouvernement italien réagisse: «Un tel état de choses étant désormais devenu insoutenable, il est devenu nécessaire d'avoir maintenant recours de notre part, à des mesures de rétorsion»³⁵.»

Mais le ministre Bodson ne se laissait pas intimider, par contre il procédait

«à de nouvelles expulsions arbitraires, qui ont été exécutées de manière tout à fait inadmissible, étant donné que tous ceux qui étaient frappés par un décret d'expulsion n'avaient pas reçu de préavis, et se trouvaient sans possibilité aucune de se pourvoir du strict nécessaire (...). Ils étaient arrêtés, chargés sur des camions et renvoyés en Italie. Dans de nombreux cas ils étaient tout simplement chassés au-delà de la frontière, sans moyens, ni visa français, et donc exposés à être de nouveau renvoyés au Luxembourg par la gendarmerie française». Pourquoi ne procédait-on pas à des mesures de rétorsion contre les Luxembourgeois en Italie? Elles auraient servi à faire réfléchir les autorités locales «trop longtemps habituées à considérer (les Italiens) comme res nullius dont on peut disposer à son aise»³⁶.

Le ministre des Affaires étrangères italien approuvait la proposition de rétorsion avancée par le ministre Corvino, mais il suggérait de passer d'abord à de simples menaces³⁷.

En outre la colonie italienne était encore sujette à la séquestration des biens et on exigeait des sommes exorbitantes pour lever la séquestration³⁸.

Après une première intervention de Corvino, le ministre d'Etat Dupong assura que

«dès qu'on aurait éliminé les principaux représentants du fascisme, il ordonnerait une levée générale du séquestre sur les biens des Italiens»³⁹.

Toutefois rien de tel ne se réalisa. Pourquoi le gouvernement luxembourgeois s'obstinait-il à s'en tenir à cette attitude hostile? Selon le ministre Corvino, il y avait trois motifs principaux⁴⁰:

1. Les mauvaises conditions des finances publiques, qui poussaient les autorités à commettre «des abus scandaleux en matière de séquestrations; ils confessent avec candeur qu'ils ont besoin d'argent et ils le prennent là où ils peuvent en trouver».
2. L'anarchie et la corruption bureaucratique, qui permettent à «de jeunes employés subalternes, sans compétence aucune et ignorant toute notion de droit international, mais très orgueilleux» de prendre des décisions à la place de leurs supérieurs.
3. L'hostilité préconçue des ministres socialistes, qui désirent toucher leurs adversaires politiques, car «les syndicats communistes défendent les intérêts de nos compatriotes, tandis que les syndicats socialistes ne s'en occupent guère».

Quant à la loi concernant les séquestrations, introduite en 1946, après la libération, elle dénotait ouvertement une initiative

«manifestement sans aucune base morale ou légale, étant donné que l'Italie n'avait causé aucun préjudice au Luxembourg, ni à ses citoyens. Il ne pouvait donc exister aucun prétexte à des réparations; d'ailleurs il était absolument absurde et contraire à tout sens d'équité de nous traiter sur un pied d'égalité avec les Allemands, qui avaient envahi et annexé le pays et qui y avaient instauré un régime de violente oppression. L'administration du séquestre a en outre donné lieu à d'innombrables abus scandaleux, qu'on a signalés en son temps. J'avais d'ailleurs insisté, dès mon arrivée au Grand-Duché, sur la nécessité d'une levée générale du séquestre sur les biens des Italiens, elle m'avait été promise formellement par le Président du Gouvernement et le Ministre des Finances, M. Dupong, mais la mesure en question n'a pas encore été prise à cause de l'opposition des fonctionnaires du cadastre, des finances et du bureau du séquestre: en effet, les premiers s'opposent à la suppression de cette source de revenus, d'autant plus appréciée en ce moment où la situation financière est catastrophique pour le pays, — un fonctionnaire de ce ministère n'a pas hésité à déclarer candidement au chancelier de notre Légation, M. Rossi, que, ayant besoin d'argent, on le prenait là où on en trouvait —. Quant aux employés du bureau du séquestre, ils portent à la chose un intérêt bien plus personnel, en effet ils se font payer de bonnes commissions en revendant, à des prix dérisoires et intéressés (par ceux-là mêmes qui ont joué le rôle de délateurs) le mobilier ou d'autres objets appartenant aux Italiens frappés par le séquestre. Or, M. Dupong, avec lequel j'ai de bons rapports personnels et qui est personnellement disposé à mettre un terme à ces activités, est un homme faible qui se laisse malheureusement dominer par ses dépendants et signe souvent des décisions contraires aux engagements qu'il a pris. Face à cette situation, les fonctionnaires du Ministère des Finances s'octroient le droit de séquestrer les biens de nos compatriotes ainsi que les marchandises arrivant d'Italie. Je me trouve donc dans l'obligation de conseiller à nos exportateurs d'envoyer les produits destinés au Grand-Duché en Belgique, même si ce procédé implique une augmentation des frais de transport, une double commission, et provoque une hausse des prix de nos marchandises»⁴¹.

Avec la même avidité on se jetait sur les biens appartenant à l'ancien régime fasciste. Vu que le fascisme avait fait partie intégrante de la structure administrative de l'Etat, l'Etat italien s'était approprié tous ses biens. Mais le gouvernement luxembourgeois n'admettait pas cette prérogative.

Par ailleurs, le «Fascio républicain de combat» avait déposé à la Caisse d'Epargne d'Esch une somme de 41 322,45 francs. Le ministre Corvino essaya de récupérer cette somme au nom de l'Etat italien, mais on lui opposa un net refus provenant du ministre d'Etat et des Finances M. Dupong.

«Le motif en était que le parti fasciste s'identifiait bien au gouvernement, mais pas à l'Etat italien» et les biens du parti fasciste étaient donc considérés comme «propriété d'une organisation indépendante de l'Etat italien»⁴².

Pour conclure, on peut affirmer que l'année 1946 se clôturait pour le ministre Corvino par un indiscutable succès en ce qui concerne la réconciliation de la collectivité italienne; mais par un grave échec dans ses rapports avec le gouvernement luxembourgeois, qui laissait sans solution tous les problèmes de la collectivité italienne: séquestrations, expulsions, permis de travail, retraites⁴³.

En définitive, le seul moyen pour résoudre cette situation inextricable était le recours à la rétorsion: licencier et expulser les Luxembourgeois employés en Italie et

«déclarer ouvertement qu'il est absurde de vouloir maintenir des relations diplomatiques régulières avec le Luxembourg étant donné que ce pays traite les citoyens italiens en ennemis, ne leur concède aucun droit et les expose à toutes sortes de misères. De sorte que, si l'attitude hostile du pays hôte devait encore durer, le Gouvernement de la République ne verrait aucune utilité dans le fait de maintenir une représentation diplomatique au Luxembourg»⁴⁴.

Même les premiers mois de l'année 1947 n'apportèrent point d'amélioration. Dans les rapports entre la collectivité italienne et le gouvernement luxembourgeois toutes les plaies étaient encore grandes ouvertes. Nous le constatons à travers les rapports rédigés par le ministre Corvino⁴⁵.

Malgré la nécessité de main-d'œuvre pour l'industrie et la reconstruction, les ouvriers italiens étaient encore frappés par des licenciements arbitraires. Le vice-président de l'Arbed Müller-Tesch déplorait lui-même «de devoir se soumettre aux ordres du gouvernement et procéder à des licenciements d'ouvriers italiens sûrs et compétents, qui étaient remplacés par des jeunes Luxembourgeois, dépourvus de toute expérience, ce qui ne pouvait qu'être néfaste à l'industrie».

De même, le ministre Bodson continuait à ordonner des expulsions arbitraires. Il

«donnait suite à des délations anonymes de concurrents ou à des médisances de femmes, frappant ainsi des hommes qui ne s'étaient jamais occupés de politique et qui avaient simplement été con-



Differdange, 1947. La rue du Wangert était toujours un fief des familles italiennes. On reconnaît: Gatti Giuseppe, Luigi, Gasterino, Pierino, Nello et Gabriella, Specchio Nello, Alberto et Italo, Fiorese Liberto, Celli Aldo, Ciccio Nicola, Orlando Jules, Pozzacchio Remo, Romeo Nicodemo, Mattioli Dante, Moriconi Flavio, Pozzacchio Riccio, D'Agostino Michele, les dames Omarini et Romeo.

traints, subissant des pressions, à s'inscrire au parti fasciste ou à faire partie du Dopolavoro ou même à faire partie dès leur enfance de la GIL, et qui le plus souvent avaient participé aux mouvements de résistance contre les Allemands pendant l'Occupation».

Les paiements des retraites avaient été bloqués.

En ce qui concerne les séquestrations des biens italiens, on notifiât qu'il fallait attendre le traité de paix, le procès Giorgetti et... contrôler si les biens des Luxembourgeois vivant en Italie n'avaient pas subi de dommages⁴⁶...

Entre-temps on infligeait à Achille Giorgetti, par «une condamnation juridiquement indéfendable», une amende de trois millions de francs belges, sous prétexte qu'il avait fait preuve d'une attitude favorable face aux Allemands pendant l'Occupation. «Presque toutes les accusations portées contre lui – notait Corvino – s'étaient révélées dépourvues de tout fondement.» Mais le seul souci du fisc était d'encaisser de l'argent. Et Giorgetti, rentré en Italie, fatigué et malade «après un demi-siècle d'activité bénéfique pour ce pays», ne reçut qu'un subside dérisoire, fruit de son considérable patrimoine mis sous séquestre.

Finalement aucune solution n'avait été apportée au problème le plus urgent de la collectivité italienne. Au contraire, selon le ministre Corvino, le décret concernant les séquestrations, publié le 10 janvier 1947⁴⁷, confirmait le statu quo ou pire encore l'empirait «légalisant a posteriori les abus commis dans le passé, et il fallait s'attendre qu'en de nombreux cas la prétendue levée du séquestre aboutisse dans une confiscation totale des biens mis actuellement sous séquestre».

En plus, un projet de loi sur les étrangers, présenté par Bodson, visait à imposer la muselière aux travailleurs non luxembourgeois, limitant leur droit d'association et de réunion.

Le projet visait bien sûr les syndicats, aux mains des communistes, auxquels étaient inscrits de nombreux Italiens.

Le journal communiste «D'Zeitung» publia en janvier 1947 neuf articles contre le projet muselière. Déjà en 1945, le ministre socialiste Krier avait refusé aux étrangers le droit de vote actif et passif lors des élections des commissions internes; maintenant un autre ministre socialiste, Bodson, exigeait la suppression des droits des travailleurs immigrés, qui avaient cependant contribué à la création de l'industrie du Grand-Duché et qui étaient encore et toujours indispensables à l'économie luxembourgeoise.

Toute cette animosité était alimentée – selon le ministre Corvino⁴⁸ –

«dans l'intérêt de quelques Luxembourgeois déjà compromis avec les Allemands, qui essayent maintenant de faire oublier leur récent passé, s'affichant en tant qu'ultra-nationalistes, ou bien par des concurrents jaloux du succès, dans leur même branche, de certains Italiens, plus intelligents, plus rapides, plus laborieux et plus honnêtes qu'eux-mêmes. De tels concurrents savent organiser, si nécessaire, des manifestations opportunes, dûment récompensées par le dédain populaire contre les «fascistes» italiens, afin d'obtenir des autorités complices l'interdiction pour ces étrangers d'exercer leur métier. D'autre part, la presque faillite des finances publiques de ce petit pays (...) explique non seulement l'imposition, dépourvue de tout fondement juridique et moral, mais aussi le séquestre général des biens des Italiens et son maintien virtuel par un récent décret, ainsi que les amendes infligées à certains de nos compatriotes»⁴⁹.

Malgré cette situation insoutenable, le gouvernement luxembourgeois avait demandé — encore au cours de l'été 1946 — au gouvernement italien d'envoyer de la main-d'œuvre agricole afin de substituer les prisonniers de guerre allemands, qui travaillaient dans les campagnes du Grand-Duché. Le ministre Corvino, approuvé par le ministère de Rome, avait repoussé fermement cette requête. Comment aurait-on pu l'accepter, étant donné le traitement réservé aux compatriotes au Luxembourg et la triste expérience des quelques mains-d'œuvre placés auprès de paysans luxembourgeois et qui se plaignaient d'être «très mal traités et à peine payés»?⁵⁰.

C'est pourquoi un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, le docteur Mombelli, convoqua le consul du Luxembourg auprès du gouvernement italien, Brück, et lui transmit les dénonciations du ministre Corvino: le nombre et la manière des expulsions d'Italiens étaient inadmissibles, l'émigration vers le Luxembourg ne serait pas autorisée, au contraire, on pensait plutôt — comme moyen de rétorsion — expulser quelques citoyens luxembourgeois résidant en Italie.

Après cette entrevue, le consul du Luxembourg se vit obligé d'écrire, en avril 1947, à Paul Wilwertz, conseiller d'Etat, que l'accord pour l'émigration italienne était, au moins pour le moment,

«irréalisable à la suite d'un rapport du ministre Corvino (...), qui relevait l'inopportunité pour les ouvriers italiens de venir au Grand-Duché, à cause d'une part des conditions de vie pour eux peu avantageuses et d'autre part à la suite de la scission d'idées parmi les membres de la colonie italienne à Luxembourg».

3. LA SITUATION DE LA COLLECTIVITE ITALIENNE VUE PAR LES AUTORITES LUXEMBOURGEOISES

Les interventions continuelles et dures du ministre Corvino en défense des intérêts de la collectivité italienne suscitaient la stupeur du ministre de la Justice Bodson, qui affirmait que les expulsions n'avaient même pas touché... 10% de la colonie italienne, et il se disait disposé à discuter chaque cas d'expulsion avec un délégué du ministère des Affaires étrangères italien. Mais l'attitude du ministre Corvino contraignait le gouvernement luxembourgeois à préciser son point de vue. Il le fit au mois de juin 1947, répondant à tous les chefs d'accusation avancés par le ministre italien⁵¹. En voici le texte:

«I. Mouvement de la population italienne depuis la guerre.

Est-ce vrai que, depuis la fin de la guerre, des Italiens quittent le Luxembourg volontairement et en masse (le Gouvernement italien a estimé leur nombre à 5 000) pour chercher ailleurs des conditions de vie plus supportables?

Les chiffres disent exactement le contraire. En effet, le nombre des Italiens établis au Luxembourg (...) a augmenté de presque 500. Ces personnes seraient-elles venues au pays, si les conditions de vie y étaient insupportables? (...)

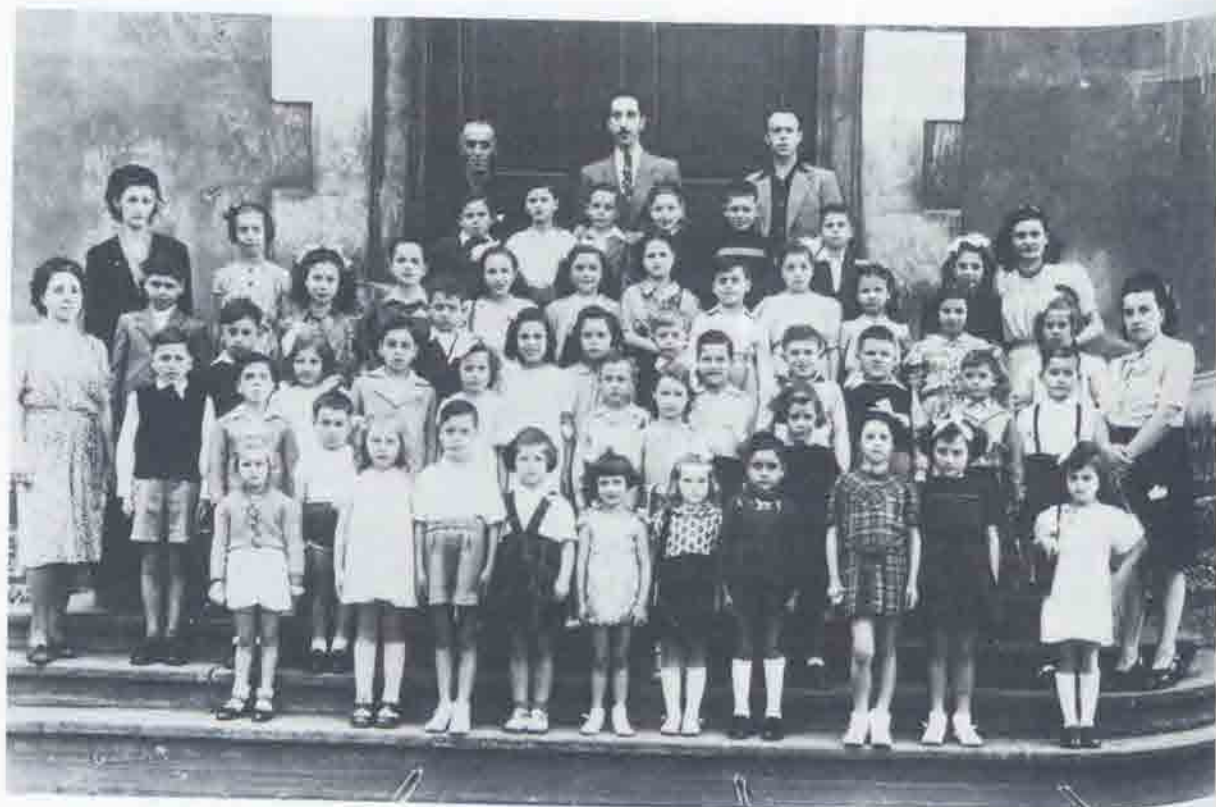
La conclusion se dégage nettement: Le nombre des départs volontaires d'Italiens depuis la fin des hostilités est insignifiant. S'il y en a eu, il faudrait en rechercher les causes dans les conditions économiques de l'heure: le manque de charbon avait ralenti

considérablement la marche des entreprises industrielles et celles-ci avaient été forcées de licencier une partie de leur personnel. Nombre d'Italiens avaient été frappés de ces mesures. Nous sommes donc aux antipodes d'un exode en masse de nationaux italiens. Au contraire, il y a eu une tendance à l'immigration - preuve des conditions de vie et de travail équitables dont jouissent les Italiens au Luxembourg.

II. Expulsions

Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il procédé à des expulsions en masse?

Il n'en est pas question, comme démontre la statistique suivante, couvrant la période depuis la libération (sept. 1944) jusqu'à ce jour:



Esch-sur-Alzette, 1947. Un groupe d'enfants venus des Abruzzes et accueillis au Grand-Duché par l'«Italia Libera».

Parmi les organisateurs on reconnaît: Sabatini Ribelle, Piticco Licio, Briscolini, Romanutti Cesira, Galassi Ida, Sagramola-Piccioni Olga.

1. Expulsions: 77 (c.-à-d. 1% des Italiens résidant au Luxembourg). Sept de ces expulsions étaient basées sur des motifs non politiques (condamnations de droit commun etc.), les autres expulsions, au nombre de 70 étaient motivées par des raisons d'ordre politique. Quatre de ces expulsés ont été condamnés pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat. Contre les autres 66 il existait des charges si graves qu'ils auraient certainement été condamnés; les autorités judiciaires ont préféré leur épargner un procès pénal et les expulser purement et simplement. Parmi ces 66, onze s'étaient rendus coupables de dénonciations, les autres

55 avaient collaboré ouvertement avec l'ennemi, 15 s'étaient enfuis en Allemagne lors de l'entrée des armées alliées au Luxembourg. Comme ces expulsés étaient en partie chefs de famille, il faut ajouter à ce nombre encore celui des personnes dépendantes, qui les ont suivis volontairement lors de leur départ. Toutefois, il faut remarquer que dans de nombreux cas les membres de la famille d'un expulsé ont préféré continuer à résider au Grand-Duché.

2. Il ne faut pas confondre avec les expulsions une autre mesure, le refoulement, en application de l'Arrêté grand-ducal du 30 novembre 1929. Le refoulement ne peut pas frapper un Italien établi sur le territoire du Grand-Duché, mais il est dirigé exclusivement contre une immigration illicite qui se développe d'ailleurs en ce moment, étant donné que le Gouvernement italien n'a pas encore pu ouvrir les canaux d'une immigration officielle. Plus précisément, cette mesure ne frappe que des étrangers qui sont entrés au pays sans être munis de papiers en règle, trompant la vigilance des organes de surveillance, ou qui y prolongent leur séjour après l'expiration de leur visa.

Peut-on parler d'expulsions en masse, en présence de ces chiffres? Il s'agit bien, comme le Gouvernement luxembourgeois avait déjà l'honneur de le souligner, de cas isolés, individuels. Un dossier a été minutieusement établi dans chaque cas et les magistrats responsables de la police des étrangers sont exactement au courant de chaque affaire qui a été examinée et réexaminée avec bienveillance.

Le Gouvernement luxembourgeois est même disposé à aller encore plus loin: Il est d'accord pour reconsidérer, à titre individuel, toutes les expulsions que le Gouvernement italien lui signalerait pour un nouvel examen. Il est encore d'accord pour discuter avec le Gouvernement italien tels autres détails que celui-ci voudrait signaler.

III. Question du séquestre des biens italiens

1. L'institution du séquestre a-t-elle été un acte inamical?

Le séquestre trouve sa justification dans les circonstances qui ont entouré son institution, en 1944. Bien que l'Italie ait cessé les hostilités, on ignorait encore quel serait le règlement de paix. Le langage tenu par les Grandes Puissances au cours de la guerre faisait prévoir que l'Italie pourrait être rendue responsable des pertes de la guerre, solidairement avec l'Allemagne. C'est pourquoi l'Etat luxembourgeois a pris ses précautions et il a institué le séquestre comme mesure conservatoire et provisoire. Acte de précaution, non acte inamical.

2. Le Gouvernement italien se fait peut-être une représentation erronée de ce que signifie en réalité la séquestration. Il n'est pas question d'une confiscation des biens italiens.

D'autre part, ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels que l'Office des Séquestres a substitué son administration à celle du propriétaire, par exemple quand celui-ci était expulsé ou emprisonné. Mais dans la presque totalité des cas, les nationaux italiens ont été laissés dans la jouissance et dans l'administration de leurs biens. Ainsi, par exemple, l'ouvrier italien continue d'exploiter son fonds de commerce. La séquestration n'a dans tous ces cas donc que l'effet d'une indisponibilité.

3. Entre-temps, la situation a évolué et le Gouvernement luxembourgeois est d'accord pour lever immédiatement le séquestre des biens italiens. Pour les Italiens loyaux (et c'est la grande majorité!), la libération sera totale et consentie sans taxe, sauf une somme très modique pour couvrir les frais d'administration. Le ministre des Finances n'usera des pouvoirs que lui confère l'Ar-

rêté grand-ducal du 10 janvier 1947, qu'à l'égard des seuls collaborateurs. La procédure est engagée pour effectuer les mainlevées par séries et le séquestre des biens privés italiens sera aboli d'ici très peu de temps.

4. En ce qui concerne le ressortissants italiens qui ont ouvertement collaboré avec l'ennemi allemand, le Gouvernement tire la conséquence de leur attitude en les déclarant solidaires et co-responsables avec les Allemands, et il les met à contribution pour couvrir une part des pertes immenses infligées par la guerre au Grand-Duché. Il va sans dire que cette mesure ne pourra se baser que sur des faits graves de collaboration, sanctionnés soit par une condamnation judiciaire soit par une expulsion. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la restriction faite par l'art. 1, al. 2 de l'Arrêté grand-ducal du 10 janvier 1947: ...à l'exception de ceux qui se sont rendus indignes de cette faveur par leur attitude durant l'occupation. Cette disposition n'a donc, dans les intentions du Gouvernement luxembourgeois, nullement la portée élastique et arbitraire que semble lui prêter le Gouvernement italien.

5. D'autre part, le Gouvernement luxembourgeois se réserve de sanctionner des cas de collaboration bien prouvés mais moins graves par le prélèvement d'une taxe de mainlevée. Ici encore, les Italiens ne sont pas plus mal placés que les ressortissants luxembourgeois eux-mêmes qui ont passé, eux aussi, par le crible d'une procédure administrative dite de l'épuration.

IV. Condition générale des Italiens au Luxembourg

L'attitude du Luxembourg serait-elle généralement hostile à l'égard des Italiens résidant sur le territoire?

1. Pour juger du traitement réservé aux nationaux italiens à la fin de la guerre, il faut tenir compte de la situation trouble régnant dans le pays au moment de la Libération et pendant l'offensive von Rundstedt. Il était inévitable qu'à la faveur de l'absence du Gouvernement, les abus inspirés par des jalousies et des inimitiés personnelles aient eu lieu. La plupart des cas signalés par M. le Ministre d'Italie rentrent dans cette catégorie. Si regrettables que soient les faits, les autorités publiques luxembourgeoises n'en sont pas plus responsables que du traitement infligé par des Luxembourgeois à certains de leurs propres compatriotes. En ce moment encore, il est quelquefois difficile à l'autorité centrale de prendre le contrepied contre des réactions d'une localité entière à l'égard d'Italiens – et de Luxembourgeois – dont tout le monde avait pu juger l'attitude douteuse ou coupable au cours des années de guerre.

2. Il importe de relever que les mesures critiquées par les autorités italiennes s'appliquent uniquement à des nationaux italiens ayant résidé dans le pays pendant la guerre. Quant aux nouveaux venus, leur condition a été automatiquement et sera à l'avenir celle d'étrangers amis.»

Mais le ministre de la Légation d'Italie, Stanislao Corvino, ne partageait point cette attitude d'«autodéfense» du gouvernement luxembourgeois. Cependant des changements plus avantageux étaient sur le point de survenir.

4. VERS LA SOLUTION DES PROBLEMES

Au cours de l'année 1947, la situation allait s'améliorer sensiblement. Au fur et à mesure qu'on s'éloignait de l'immédiat après-guerre, l'état de «quarantaine», dans laquelle on tenait la collectivité italienne, n'avait plus de sens.

Indéniablement, ce fut le facteur de l'immigration, qui réussit à entraîner un changement favorable. D'une part le Luxembourg avait un besoin impérieux en main-d'œuvre, de l'autre le gouvernement italien considérait l'émigration de ses citoyens comme la meilleure solution pour atténuer la montée du chômage sur la Péninsule.

Le ministre Corvino comprit l'importance de ce problème et il sut en tirer profit dans le sens d'une amélioration des rapports entre les deux pays.

Face à un premier refus ferme du gouvernement italien, le Luxembourg fut obligé d'engager des négociations avec l'Italie: d'abord par l'intermédiaire du conseiller d'Etat, Paul Wilwertz, qui s'adressa au député Vanoni; puis en envoyant en Italie le fonctionnaire Pescatore, qui prit la défense de son gouvernement, affirmant que les présentes difficultés étaient dues au «tempérament plutôt violent du ministre Corvino»⁵². Et l'insistance luxembourgeoise commença à avoir gain de cause auprès du gouvernement italien: le Directeur général de l'Emigration était favorable à l'envoi de main-d'œuvre italienne au Grand-Duché⁵³.

Entre-temps on notait aussi une légère détente au niveau des rapports politiques. L'Italie avait progressivement réouvert ses différents sièges diplomatiques et consulaires à l'étranger. Et au Luxembourg, pour la première fois après la guerre – notait le ministre Corvino – le drapeau italien avait pu être arboré lors d'une réunion officielle tenue à l'occasion du 50^e anniversaire de l'«Association des ingénieurs et des industriels luxembourgeois»⁵⁴. Désormais le ministre Corvino pouvait partir et laisser sa place à un successeur moins «violent», qui cueillerait les fruits de sa fermeté diplomatique.

5. LES MINISTRES OMERO FORMENTINI ET ANDREA RAINALDI (1947-1949)

Le nouveau ministre, Omero Formentini, présenta ses lettres de créances le 6 octobre 1947. Mais sa charge fut de brève durée, étant donné que, dès le 30 juin 1949, il était remplacé par le ministre Rainaldi⁵⁵.

La première préoccupation de Formentini avait été de reprendre en main la sempiternelle question des séquestres des biens italiens. Le problème était sur le point d'être résolu. En novembre 1947 il put télégraphier à Rome:

«Sur environ 2 000 séquestrations, 168 avaient été levées entre 1945 et 1946 et au cours de la période du 1^{er} janvier au 20 août 1947 seulement 112 (...). Rien que deux mois plus tard j'ai pu constater que 788 Italiens ont obtenu encore la levée du séquestre et qu'on a accordé à nos dossiers la priorité et sur ceux d'autres étrangers, et sur ceux des Luxembourgeois. J'ai vraiment l'impression que, si on continue à ce rythme, le pénible problème qui nous tient tant à cœur pourra être complètement résolu dans les quelques mois qui suivront»⁵⁶.

Et il en fut ainsi. Seuls restèrent sous séquestration les biens des Italiens, qui en 1944, avec environ 12 000 collaborateurs luxembourgeois, avaient suivi les Allemands lors de la libération du pays et qui étaient revenus ultérieurement. Mais, au fond, plus d'un se demandait de quelle faute on les accusait.

«Les Italiens méritent eux aussi la compréhension et le pardon de la part des autorités luxembourgeoises compétentes.

D'abord aucun fait punissable ne peut être reproché à ces Italiens contre les citoyens luxembourgeois.

Vers 1948, Championnat du monde de
cyclo-cross à Luxembourg: Dall'Agnol
Abramo y participe pour l'équipe italienne.



En second lieu, le reproche formulé contre eux, de s'être comportés indignement envers l'hospitalité luxembourgeoise pendant la guerre, ne peut être maintenu si l'on considère la ligne de conduite irréprochable de ces Italiens respectant toutes les lois du pays hôte et ses institutions hiérarchiques, conduite unanimement reconnue par toutes les autorités. Si même pendant l'occupation cette même ligne de conduite a été suivie de bonne foi par ces Italiens, ils ne pouvaient point douter que cette attitude leur vaudrait après la Libération ce grave reproche.

Quant au fait que ces Italiens ont quitté fin 1944 le pays avec l'occupant, il est démontré qu'ils se voyaient exposés aux plus graves dangers de la part de leurs compatriotes, surtout pendant le laps de temps entre la fuite des Allemands et la reprise du pouvoir par les autorités luxembourgeoises, eu égard surtout aux nombreux attentats commis entre 1924 et 1940 en pleine période de paix. De plus ces Italiens n'ont point eu l'intention de se soustraire aux autorités luxembourgeoises, puisqu'ils sont retournés au pays dès qu'ils en avaient la possibilité.

Ces Italiens n'ont-ils pas expié et payé leur dette éventuelle envers le Grand-Duché de Luxembourg par leur emprisonnement et la perte de salaires et de revenu pendant de longues années?⁵⁷

Par jugement rendu par le tribunal spécial de Luxembourg, en date du 9 juillet 1947, l'auteur de ces lignes, *Giuseppe Ribeca*⁵⁸, fut condamné à six ans de réclusion et 250 000 francs d'amende, pour avoir «intensément pris part à l'activité politique et assisté en uniforme fasciste à de nombreuses manifestations de l'oppresseur»⁵⁹.

Mario Brizzi, un fasciste qui avait géré un café-épicerie au Quartier Italia de Dudelange, avait passé une longue période en prison, puis – sans avoir subi aucune condamnation – il avait été expulsé du Grand-Duché avec sa famille. Ses biens étaient sous séquestre et ses deux maisons furent vendues au cours d'une vente publique⁶⁰.

Le cas d'Ezio Rossi était encore plus grave. Il résidait à Esch et n'avait subi aucune condamnation, mais ses biens – dont le grand café-restaurant situé dans la rue de l'Alzette – restaient sous séquestre; sa famille était obligée d'habiter dans une mansarde.

L'accord pour l'immigration de travailleurs agricoles

Entre-temps se poursuivaient des négociations pour arriver à un accord sur l'immigration de nouveaux travailleurs italiens pour le secteur de l'agriculture. Le Luxembourg considérait ce problème comme «extrêmement urgent» et, au mois de mars 1948, il faisait pression sur le gouvernement italien «en raison de l'approche de la saison des cultures». Le ministre Omero Formentini signa le 6 avril 1948⁶¹ un accord avec le Grand-Duché.

L'accord prévoyait qu'à partir du 15 avril 1948, l'Italie enverrait un millier de travailleurs agricoles «relativement jeunes (45 ans maximum), célibataires si possible et en bon état de santé». Leur engagement serait d'une durée d'un an. On leur assurerait «un logement convenable et une nourriture conforme autant que possible à leurs habitudes alimentaires». Ils bénéficieraient des salaires payés aux travailleurs luxembourgeois de même qualification professionnelle et de l'ensemble de la législation du travail et de la sécurité sociale applicable au Grand-Duché. Une «Commission de surveillance» luxembourgeoise, secondée par deux hommes de confiance désignés par la Légation d'Italie, veillerait «tant à la bonne tenue des travailleurs italiens qu'à leurs intérêts propres».



1948. La nouvelle loi sur l'immigration de travailleurs agricoles ouvre les frontières du Grand-Duché à une nouvelle vague d'immigrés italiens. Sur la photo: Floriani Luigi, venu de Cison de Valmarino (Trévise).

Les candidats à l'émigration devaient s'adresser au centre d'accueil de Milan, où ils étaient soumis à une visite médicale (tout spécialement pour les maladies telles la tuberculose, la syphilis et le trachome) avant de pouvoir émigrer au Luxembourg.

Leur contrat durait un an, mais il pouvait être reconduit, sauf refus de l'ouvrier ou de l'employeur. Il prévoyait en moyenne 8 heures de travail par jour (dimanche compris) pour une durée de 4 mois, 10 heures pour le restant de l'année. Les salaires mensuels minimums à cette époque étaient de 750 francs pour un petit valet, 1 000 francs pour un moyen valet et 1 300 francs pour un grand valet. Le travailleur avait droit à 8 jours de «congé payé» au cours de la première année de travail, 9 au cours de la deuxième et la troisième année et ainsi de suite.

Comme on peut le constater, le vieux modèle de l'immigration était à nouveau appliqué: l'immigration devait être jeune et ne devait point devenir un fardeau social pour le pays hôte. C'est probablement pour ce motif que l'immigration agricole ne connut qu'un médiocre succès.

La réouverture des frontières à l'émigration attira immédiatement bon nombre d'Italiens. En 1948 il y en arrivèrent 625 (372 pour l'agriculture, 244 pour le bâtiment, 5 pour les industries diverses et 4 pour les travaux domestiques); mais on assista

aussi à 544 rapatriements (361 agriculteurs et 183 ouvriers du bâtiment). En 1949, arrivèrent 1 113 immigrants (14 pour l'agriculture, 1 084 pour le bâtiment, 9 pour les diverses industries et 6 pour les travaux domestiques), il y a eu à cette même époque environ 700 rapatriements⁶².

Ils étaient de ce fait considérés comme saisonniers et n'avaient pas le droit d'amener avec eux leur famille.

La petite colonie de casseurs de pierres, qui s'était établie à Ernzen et Larochette, était presque complètement composée de Vénitiens et d'Ombriens.

La situation de la communauté italienne vers la fin 1949

Selon les rapports envoyés à Rome par le ministre Andrea Rainaldi⁶³, la situation des Italiens au Grand-Duché fin 1949 s'était presque normalisée. Les permis de travail (4 406 en 1949) et les autorisations pour les apprentis (45) étaient délivrés avec plus de facilité. Les allocations familiales (d'un montant de 250 francs) étaient accordées aux enfants de chaque travailleur résidant au Grand-Duché depuis plus d'un an. L'égalité de traitement avec les Luxembourgeois était en vigueur en ce qui concernait les pensions (mais le problème des arriérés résiduels des pensions pour la période du 1^{er} septembre 1944 au 31 janvier 1947 n'était pas encore résolu). Quant aux séquestrations des biens des Italiens: en 1948 il restait 400 cas non encore résolus; en 1949, encore une dizaine.

Le marché du travail traversait un moment de crise: des 12 hauts fourneaux⁴ avaient été fermés et on avait procédé à de nombreux licenciements. Ce fait avait créé une certaine appréhension au sein de la communauté italienne, qui n'était plus en mesure d'envoyer des paquets-cadeaux ou de l'argent en Italie pour le «secours hivernal». (En 1949 elle avait envoyé 46 000 francs.)

Les cours de la langue italienne, pour lesquels le ministère des Affaires étrangères octroyait des subsides, étaient donnés deux fois par semaine à la «Casa d'Italia» d'Esch (24 élèves) et à Differdange (14 élèves).

Les *Associations italiennes* connurent un renouveau. Elles étaient dirigées par l'«Italia Libera» et s'étaient installées à la «Casa d'Italia».

Le 8 février 1948 on avait assisté à la réapparition, avec de nouveaux statuts, approuvés par des autorités locales, de la Société de Secours Mutuel «La Fratellanza». Son but était «d'assister en général, sans faire de distinctions au niveau des opinions philosophiques ou politiques, les compatriotes qui traversaient des moments difficiles à cause des maladies, des accidents de travail, etc.» (art. 9).

Aussi fut constitué un nouveau Comité de direction, qui comptait plusieurs membres en plus. Parmi eux: Pietro Rossi, Oreste Tommasini, Licio Piticco, Carlo Morotti, Ribelle Sabatini, Leonzio Romanutti, Giuseppe Moriconi, Lino Trigatti, Angelo Mancini, Dante Pupita, Eugenio Ercolani, Rodolfo De March, Antonio Benvenuti, Adamo Antonini, Diocleziano Savoini, Vittorio Urli, Sisto Briscolini, Cesira Romanutti et Ida Galassi.

Mais le Secours Mutuel connut un début difficile: on ne réussit à fixer le montant de la cotisation annuelle d'inscription qu'au mois de mai de la même année (40 francs). Son efficacité aussi était assez réduite, car tout le monde était d'accord pour reconnaître qu'on «ne pourrait pas octroyer des subsides aux malades ou aux invalides, comme cela avait été le cas avant la guerre, des subsides ne seraient accordés qu'en cas d'extrême nécessité»⁶⁴.

Le groupe théâtral «*L'Avvenire*» comptait 36 inscrits, dont 16 acteurs et actrices. Il présenta, en 1949, à la «Casa d'Italia», «*I Disonesti*» de Gerolamo Rovetta, «*Il nostro viaggio*» de Gherardo Gherardi, «*Sabato, che passione*» et d'autres pièces.

L'Association «*Combattants Unifiés Italo-Luxembourgeois*», qui s'était reconstituée le 11 novembre 1945, atteignit en 1949 le chiffre de 155 membres, presque tous des Italiens. Cette association s'était surtout engagée pour obtenir la levée des séquestres et avait présenté des dossiers pour l'obtention de pensions et d'indemnités pour les chômeurs. Elle avait organisé de même deux soirées théâtrales.

L'«*Italia Libera*» comptait 906 inscrits, répartis sur six sections qui existaient dans différentes localités (elle comptait 995 inscrits en 1946, 914 en 1947 et 871 en 1948). Elle continuait à servir d'intermédiaire entre les collectivités italiennes du bassin minier et la Légation d'Italie moyennant des activités administratives, d'assurance et d'assistance.



Esch-sur-Alzette, 1947. Un groupe de l'UDI (Union des Femmes Italiennes). On reconnaît au 1^{er} rang: Peruzzi Irene, Venturi, Romanutti Cesira, Teresa, Sagramola Olga, Piccioni, Buffi Anita, Ubaldini Aurelia. 2^e rang: Simoncini Lucia, Colombero Ines, Chiocchi Colomba, Manenti Flora, Galassi Ida, Caporali Lina, Ottaviano Gina, Piticco-Maschio Flora.

Faisait aussi partie intégrante de cette association, l'«*Unione Donne Italiane*», qui comptait 220 inscrites (362 en 1946 et 420 en 1947).

En 1947 elle avait contribué à la venue au Luxembourg de 180 enfants des Abruzzes pendant les trois mois de vacances d'été et elle s'occupait, comme l'année précédente, de l'arbre de Noël. Elle proposait aussi son assistance aux malades, aux nécessiteux et à tous ceux qui recouraient à son aide dans les hôpitaux; elle offrit des cadeaux aux enfants de ses associées lors de leur Première Communion.

En définitive – comme l'affirme le rapport du ministre Rainaldi – les Italiens menaient une «vie salubre et aisée, tout en gardant une attitude conforme à une tradition communisante».

Vers la fin des années '40, en effet, les communistes dominaient encore la communauté italienne. Le ministre Rainaldi affirmait qu'au sein de la collectivité du Grand-Duché on comptait «quelques centaines» d'inscrits au PCI et autres «dizaines» inscrits au PCL. Il précisait:

«Une vingtaine de personnes âgées, ayant travaillé dans les mines ou dans la construction, ont été et sont les propagandistes de l'idéologie parmi nos travailleurs. Le millier de personnes inscrites à l'«Italia Libera» d'Esch coïncide avec les inscrits et les sympathisants du parti dont on a parlé⁶⁵.»

6. L'APRES-GUERRE DANS LES AUTRES CENTRES DU BASSIN MINIER

Les associations les plus stables constituées depuis des décennies dans les différents centres du Grand-Duché reprirent progressivement leurs activités.

Ainsi à *Dudelange*, la fanfare «*La Fratellanza*» fut reconstituée en 1945 sous le nom d'«*Harmonie des Mineurs*» grâce à Feltrini Augusto, Reggi Luigi et autres compatriotes.

Désormais, si elle voulait subsister, il lui fallait des uniformes, des instruments et donc des subsides, qu'elle demanda soit à l'usine, soit à la mairie. La fanfare connut rapidement un nouvel essor, les Italiens s'y inscrivirent nombreux et elle compta une quarantaine de membres. Tous ces musiciens étaient pleins d'ardeur et d'enthousiasme, comme aux premiers temps, où la fanfare avait vu le jour dans l'humble Quartier Italia. Elle fut assez vite en mesure de donner des concerts fort appréciés, tout spécialement lors des grandes fêtes et à l'occasion du premier mai. Feltrini fut jusqu'en 1973 le responsable de cette fanfare (de 1945 à 1965 il en fut le secrétaire).

L'*Alliance* aussi reprit ses activités sportives. L'ancien terrain de sport situé au «*Kolchenbiereg*» fut abandonné et on aménagea un terrain dans les alentours de la maison Rossi.

Même les petits commerces italiens rouvrirent leurs portes. Ces derniers avaient tout particulièrement souffert au cours de la guerre: d'abord à cause des séquestres des biens des Italiens, puis par le change de la monnaie allemande en francs. Il leur fallait beaucoup de volonté et de sang-froid pour repartir à zéro...

Naquit aussi une deuxième section des *Scouts* «*Jeunesse libre et patriotique*», sous la direction de Josy Mariotti, secondé par Nic Benassutti, Jeng Pariotti et autres⁶⁶.

Partout on essayait de guérir les blessures laissées par la guerre. Ainsi, l'Italien Preti fut un des entrepreneurs chargés de démolir les «*Bunker*» de *Dudelange*⁶⁷. En 1947 on enterra les restes de cinq citoyens décédés en France, parmi eux se trouvaient Italia Ricetto-Belli et Alberto Alberti⁶⁸.

A *Differdange* d'anciens cyclistes réorganisèrent en 1947 le «*Club cycliste international*»⁶⁹; Peltier, les frères Ettore et Vincent Di Pasquale, Liberatore. En moyenne, on organisait annuellement six manifestations, dont le «*grand prix*» Ettore Di



Dudelange, 1946. L'équipe de l'Alliance
(Collection J.-P. Conrardy).

Pasquale. Ce coureur fut aussi vice-président du club de 1949 à 1954 et membre du comité jusqu'en 1961. De même, furent promues des soirées de culture physique.

Au mois de septembre 1949, sous le patronage du «Letzeburger Journal», on promut le Tour du Grand-Duché. Il fut remporté par Jean Ferrari, suivi de près par Dall'Agnol⁷⁰.

Au cours de la même année on fit aussi honneur à l'équipe de football, dont faisait partie l'Italien Magnani (le National).

Bettembourg connut un nouvel essor au cours de l'après-guerre grâce à l'arrivée à la «briqueterie» de nombreux Flaibanais, auxquels se joignirent des compatriotes d'autres régions d'Italie, tels les Brunetti et les Ceripa.

La vie de la petite communauté italienne de Bettembourg s'épanouit: le travail était abondant, les repas étaient préparés par Mme Picco Erminia, on se détendait en jouant aux cartes et aux boules, la messe mensuelle était suivie d'une projection de films.

Le dimanche la fabrique de Bettembourg se transformait en un centre de rencontre: de nombreux compatriotes venaient pour y passer une journée «de fête» ensemble.

On travaillait dur, pour pouvoir s'assurer un avenir et on vivait souvent dans la peur d'une nouvelle crise économique. Mais les immigrants se sentaient heureux.

Le bien-être de cette petite communauté cessera en 1970, quand, à cause de la concurrence internationale, la briqueterie déclara faillite et les familles italiennes furent obligées de trouver du travail dans d'autres entreprises de Bettembourg et de quitter ainsi leurs quartiers habituels.

7. LA REOUVERTURE DE LA MISSION CATHOLIQUE ITALIENNE

P. Luigi Casaril confronté aux difficultés de la reprise (1946-1947)

Les cinq religieuses de Saint-Joseph de Cunéo, qui depuis 1922 étaient au service de la Mission catholique italienne d'Esch, n'avaient en aucun moment abandonné leur poste. Ainsi, dans l'immédiat après-guerre, elles continuèrent à habiter au 5, bd Prince Henri, afin d'éviter la séquestration de ce siège.

Ce furent ces religieuses qui, le 18 mars 1946, accueillirent le premier missionnaire de l'après-guerre: P. Luigi Casaril⁷¹ de la Congrégation des Pères Scalabriniens⁷², accompagné de son «supérieur provincial», le P. Mario Ginocchi.

Le missionnaire avait déjà été à Esch quelques mois auparavant, afin de nouer des contacts avec les compatriotes. Mais pour son arrivée officielle il choisit le 18 mars, veille de la fête de Saint-Joseph. Les religieuses, parmi lesquelles Mère Sofia, ainsi qu'une vingtaine de femmes fréquentant les cours de couture et de chant, l'attendaient⁷³.

Dans la salle de l'école maternelle elles avaient improvisé un autel. Les fidèles qui remplissaient la petite salle étaient nombreux. Le père Luigi profita de l'occasion pour annoncer son programme de travail: la crèche devait rester à l'entière disposition des enfants et il était donc indispensable de construire une nouvelle chapelle pour les fonctions liturgiques.

«Nous ne pouvons continuer ainsi. Il ne nous est pas permis de célébrer la messe dans l'église locale. Comment allons-nous célébrer solennellement les prochaines fêtes de Pâques, pour tous nos fidèles présents ici aujourd'hui et pour tous ceux qui ne sont pas encore parmi nous maintenant, mais qui viendront un jour pour sauver leur âme?»

L'idée de la construction d'une nouvelle chapelle lui tenait à cœur. Elle était même indispensable pour l'accomplissement du vaste travail pastoral qu'il s'était proposé. Ainsi le 19 mars, sur l'autel, il résuma sa situation de la façon suivante:

«Je ne suis pas venu pour les justes, qui n'ont pas besoin de pénitence. Je suis venu pour les pécheurs, qui ont le plus besoin de mon aide. Je serai là pour tout le monde, mais de façon particulière pour les absents. Pensons aux trois mille Italiens d'Esch, qui ne peuvent avoir le libre accès à cet autel, à cette Mission, parce que leur âme n'est pas sereine. Nombreux sont ceux qui s'excusent de ne pas être parmi nous, car il y a des compatriotes qui insultent ceux qui fréquentent la Mission. Vous devez leur pardonner. Ils changeront d'avis. Bientôt nous connaîtrons des temps meilleurs⁷⁴.»

Certains compatriotes présents furent émus jusqu'aux larmes en entendant ces mots d'espoir, car ils ne pouvaient s'empêcher de penser à tous les malheurs des années précédentes.

Pour l'instant toutefois, les temps étaient encore durs et les Italiens connaissaient des difficultés à tous les niveaux. Même l'Eglise locale était peu favorable, ou même opposée, à une reprise de la Mission italienne.

Le Père Luigi Casaril avait pratiquement été imposé par une lettre du cardinal Raffaello Carlo Rossi, secrétaire de la Congrégation Consistoriale.

Nous pouvons lire dans un rapport du Père Luigi Casaril: «Je me souviens qu'en 1946, l'Evêque de Luxembourg avait refusé ma désignation à Esch; ce n'est qu'à la suite d'une lettre «énergique» du cardinal Rossi, que l'Evêque donna son accord pour que je sois provisoirement affecté à Esch jusqu'au mois d'octobre de cette année-là, date à laquelle un autre religieux aurait été disponible pour prendre ma place et qui pour l'instant terminait ses études à Rome⁷⁵.»

Le nouveau curé du Sacré-Cœur, Jean-Pierre Grissius, qui dirigeait la paroisse de 1946 à 1971, était lui aussi hostile à la Mission italienne et ne permettait pas – comme cela avait été le cas par le passé – de célébrer la messe pour les Italiens dans son église.



Esch-sur-Alzette, 1945. L'école maternelle de la Mission catholique italienne reprend ses activités avec le Père Luigi Casaril et les religieuses italiennes.

Nous lisons dans les lettres du Père Casaril: «L'évêque ainsi que le curé furent très étonnés de me voir arriver... car le curé voudrait que la belle Casa d'Italia d'Esch devienne le local des œuvres paroissiales, et l'évêque partage ce désir. (...) Le curé ne permet pas que je tiennne mon sermon en langue italienne dans la grande église; il permettrait par contre que les dimanches, où le prêtre polonais ne célèbre pas sa messe, moi je le remplace, mais... la

messe terminée, il souhaiterait que les Italiens se retirent dans la salle de la Mission pour écouter le sermon (...). Le curé n'a pas non plus permis de faire la Via Crucis le vendredi dans l'église paroissiale en prétendant «Je ne sais pas s'il est permis de prier en langue étrangère» (sic)⁷⁶.»

La seule salle dont disposait la Mission devait ainsi servir d'école maternelle, de crèche, de théâtre et de chapelle pour les fonctions liturgiques.

Notons qu'au début certaines personnes appartenant à l'«Italia Libera» étaient elles aussi contre à l'œuvre du missionnaire. Le Père Luigi s'en plaignait auprès du ministre Corvino-Milkowski, qui lui adressa une lettre, essayant de le calmer⁷⁷:

«J'apprécie énormément votre désir de ramener la paix au sein de notre collectivité. (...) Après nous être débarrassés de certains éléments nocifs de l'Italia Libera, j'ai pris des précautions, afin que cette dernière ne présente plus de caractère politique, mais par contre qu'elle devienne un élément représentatif de notre colonie. M. Piticco tout comme les autres dirigeants de cette association ont suivi à la lettre toutes mes instructions et le résultat en a été que la colonie que j'avais trouvée à mon arrivée, déchirée par tous les malheurs qu'elle avait dû subir, apparaît aujourd'hui plus calme et surtout compacte. On ne peut évidemment pas abolir les divergences d'opinion des différents individus, il faut favoriser un esprit de tolérance réciproque et d'union face aux étrangers (...). Je répète que la paix et la concorde doivent nous guider en toute chose et j'espère qu'à l'avenir cette Mission voudra bien agir en accord avec l'Italia Libera, qui représente désormais notre collectivité au Grand-Duché⁷⁸.»

Mais certains éléments continuaient à rester soupçonneux et refusaient d'accepter l'intégration de la Mission italienne; ils menaçaient même de lancer une campagne contre le missionnaire. En effet on l'accusait de parler contre l'URSS et contre l'«Italia Libera». Le P. Luigi Casaril adressa alors une plainte au ministre Milkowski:

«En ce qui concerne mes attaques contre l'URSS..., ceux qui fréquentent la Mission ne comprennent pas comment on puisse m'adresser une telle accusation, qui ne peut susciter que l'hilarité de tous ceux qui écoutent mes paroles, en privé ou en public. (...) Quant à l'Italia Libera, dans ce cas aussi la vérité est bien différente de ce qu'on affirme (...). Ce qui m'attriste le plus est le fait de devoir constater que toutes ces rumeurs ne font que faire naître dans certains esprits une méfiance envers la Mission, qu'elles détruisent la compréhension et l'entente parmi les compatriotes et font de nous un objet de mépris aux yeux des autres (...). Les familles, qui ressentent le besoin de se rapprocher de la maison de Dieu, doivent pouvoir le faire en toute liberté, sans être qualifiées négativement à cause du passé. Le pauvre missionnaire voudrait continuer à rester le père de tous, il voudrait pouvoir se présenter devant le monde, sans être épié à tout moment avec une anxiété suspecte.

Je sais que les directeurs les plus intelligents de l'Italia Libera ont à plusieurs reprises prononcé des mots imposant le respect sincère envers tous ceux qui désirent être encore des chrétiens et fréquenter la Mission; je sais qu'il faudra attendre encore longtemps avant que ces attestations d'éducation élémentaire descendent dans la pratique de tous, même des plus humbles, qui n'ont pas eu la chance de recevoir une éducation dans cet esprit de respect et de compréhension pour la liberté spirituelle de leurs frères⁷⁹.»

Le ministre lui répondit, en l'invitant à ne pas prendre en considération les calomnies; il ajoutait:

«je voudrais encore une fois vous assurer que j'apprécie hautement votre œuvre au bénéfice de nos compatriotes et que je ne manquerai pas d'utiliser mon influence sur l'Italia Libera pour que votre action ne rencontre pas de difficultés⁸⁰.»

L'œuvre du P. Luigi était surtout *d'ordre pastoral*. Il avait affronté tout seul le vaste champ pastoral, mais il fut bientôt secondé par le P. Mario Consonni⁸¹, qui resta à Esch du mois de juillet 1946 jusqu'au mois de mars 1947. Progressivement l'activité s'organisait. Normalement le P. Luigi célébrait 2 messes chaque dimanche à la Mission (à 8 heures et à 10 heures), une à Dudelange et, une fois par mois, une à Differdange-Fousbann. Le P. Mario par contre se rendait à bicyclette tous les mois dans les différents centres du bassin minier et en France, notamment à Bettembourg, Aumetz, Villerupt, Crunes, Thil, Candbonne, Longwy. Les deux missionnaires assistaient religieusement les compatriotes résidant au Grand-Duché de Luxembourg et dans la zone frontalière, en territoire français: au département de la Moselle dans le diocèse de Metz et au département Meurthe-et-Moselle dans le diocèse de Nancy, pour un total d'environ 30 localités. Les compatriotes résidant sur ce territoire étaient environ 16 000: 7 500 au Luxembourg, 4 000 dans le diocèse de Metz et 4 500 dans celui de Nancy⁸².

Quelle était l'attitude des Italiens face à l'engagement pastoral des religieux?

Dans un rapport de 1948 (deux années après la reprise), nous pouvons lire:

«Une authentique méfiance persiste auprès de nombreux compatriotes face aux Missionnaires; une méfiance qui, considérée de plus près, apparaît plutôt comme peur et respect humain; sentiment injustifiable qui peut s'expliquer en partie par le peu de formation morale de nos compatriotes, qui à l'étranger souffrent de leur timidité, le plus souvent envers leurs propres compatriotes plutôt qu'envers les indigènes⁸³.»

L'auteur de ce rapport, le Père Luigi, notait toutefois que la situation était sur le point de changer pour le mieux et il conclut:

«Au cours de ces deux années on peut affirmer que l'opinion publique a changé en notre faveur.»

Ce changement était le fruit d'un engagement intense, constitué par des contacts personnels, des visites régulières aux familles, une assistance sociale et morale. On reprit aussi l'édition d'un *bulletin mensuel*, qui était envoyé à tous les compatriotes. Il restait des difficultés à surmonter, mais l'espoir d'un avenir meilleur était grand,

«grâce à un esprit intelligent de compréhension et de réalisme, afin que la Mission reste en contact permanent avec le milieu ouvrier, au sein duquel elle est appelée à accomplir son œuvre de bienfaisance»⁸⁴.

La ferme volonté de faire revivre les œuvres de la Mission (crèche et «patronati») subsistait. L'école maternelle et les cours de couture ne fonctionnaient plus depuis le mois de septembre 1944. Le 11 avril 1946 on avait demandé au maire d'Esch, Useldinger, la permission de pouvoir procéder à leur réouverture «afin de satisfaire les nombreuses demandes provenant des mères de famille»⁸⁵.

Cette demande suscita de vives controverses lors d'une séance du Conseil communal d'Esch. Le député socialiste Schreiner se déclara radicalement opposé à la réouverture d'une crèche et d'une école maternelle italiennes.

«Comment ces enfants peuvent-ils encore être éduqués selon le vieil esprit fasciste? – s'exclama-t-il. Même si le fascisme est réellement aboli, il ne faut pas oublier que l'esprit fasciste continue à exister...»⁸⁶

Toutefois le débat fut clos par une prise de position favorable à la Mission et, au mois de mai de cette année-là, le maire accorda l'«autorisation de réouverture de la crèche, de l'école maternelle et de l'école de couture»⁸⁷.

Afin de pouvoir accueillir les enfants, on dut procéder à la démolition d'une entière paroi au rez-de-chaussée pour aménager ainsi une salle plus ample, qui servait en semaine de crèche et le dimanche de chapelle.

Mais le P. Luigi était toujours d'avis que, pour les célébrations religieuses, il fallait un endroit plus adéquat. De ce fait il soumit aux autorités compétentes une demande d'autorisation de construction d'une église-chapelle, annexée à la Mission italienne, d'après le projet d'Aurelio Sabatini⁸⁸. L'autorisation lui fut accordée en janvier 1947.

Au cours de la même année, et plus précisément le 27 janvier 1947, l'asbl Mission catholique italienne tint sa première assemblée générale de l'après-guerre.

Étaient présents les associés de la première heure: Mgr Costantino Babini, Alfredo Poggi, Pietro Simonazzi; ainsi que les membres admis dans l'Association le 25 janvier 1946: l'abbé Alfred Hermes, président de la «Caritas» et directeur de l'asbl Mission catholique italienne; Aurelio Sabatini et Mme Augustine Sabatini-Gilniat, veuve de Pasquale Sabatini; le supérieur provincial des pères Scalabrinien et le P. Luigi Casaril, directeur de la Mission.

Du compte rendu de l'assemblée on relève que la situation économique de la Mission n'était point florissante. Le 10 janvier 1947, l'association avait encore une dette de 77 103,40 F envers la «Fortune». Le siège de la Mission nécessitait d'urgentes réparations. On ne pouvait cependant pas trop exiger de la générosité des fidèles dans un moment aussi difficile pour la collectivité italienne.

Entre-temps un autre fait de grande importance se produisit au sein de la *communauté des religieuses*. Habituees à s'occuper exclusivement des enfants, les «Giuseppine de Cuneo» ne se sentaient pas en mesure d'accepter le nouveau projet pastoral du P. Luigi, qui exigeait des contacts avec les familles italiennes. Après de longues discussions, vers la mi-novembre, les religieuses de la Congrégation des «Poverelle de Bergamo»⁸⁹ vinrent prendre leur place. Il s'agissait de Sœur Redenziana (De Pretto Elisa, née le 10 juin 1902), Mère Silvestra (Picenti Luigia, née le 20 février 1897), Sœur Sibilla et, peu de temps après, Sœur Sperandia (Biava Bernardina, née en août 1910)⁹⁰.

L'épopée de la nouvelle chapelle italienne d'Esch (1948-1949)

Dès 1948, la Mission, catholique commença à connaître des jours meilleurs. En cette année on devait célébrer le 25^e anniversaire de la fondation du siège au 5, bd Prince Henri (1923-1948).

Le premier événement heureux se produisit les 24 et 25 janvier grâce à la visite de Mgr *Ferdinando Cento*, nonce apostolique pour la Belgique et le Luxembourg. Mgr Cento était venu au Grand-Duché pour l'anniversaire de la Grande-Duchesse et avait profité de l'occasion pour contacter la communauté italienne d'Esch.

Lors de son arrivée, le soir du 24 janvier, tout le clergé de la ville, les représentants du Conseil communal et de la Légation d'Italie, des personnalités luxembourgeoises ainsi que de nombreux Italiens vinrent l'accueillir⁹¹.

En son honneur on organisa une petite fête, au cours de laquelle on put applaudir Othon Schockmel et les enfants de l'école maternelle, qui donnèrent un spectacle pour cette occasion unique. Priront aussi la parole le P. Luigi et l'abbé Weber (curé de l'église Saint-Joseph). Le discours officiel fut tenu par le docteur Emile Colling, qui évoqua l'histoire de la ville d'Esch ainsi que la vie des missionnaires et les rapports entre les Italiens et les Luxembourgeois.

Le Nonce fut extrêmement heureux de cette première rencontre avec la communauté italienne et exhorta l'assistance à la fidélité envers l'Eglise, à l'amour envers la patrie et à la concorde sociale. Le 25 janvier au matin, il célébra la messe dans la chapelle de la Mission.

Il s'agissait d'une visite non officielle, mais pour le P. Luigi cet événement constitua un encouragement dans la poursuite de la voie qu'il s'était tracée. Il avoua lui-même que cette visite ainsi qu'une visite ultérieure du nonce avaient «consacré et provoqué une amélioration de l'opinion publique en notre faveur»⁹².

Le deuxième événement d'importance eut lieu en mars de la même année avec l'arrivée à Esch d'un nouveau collaborateur du P. Luigi, le P. *Giovanni Guadagnini*⁹³, qui sera d'une grande aide lors de la construction de l'église et de la salle des fêtes.



Esch-sur-Alzette, 1948. Les débuts de la construction de la chapelle italienne. Les Pères Casaril et Guadagnini participaient aussi aux travaux.

Heureusement la Congrégation Consistoriale, propriétaire de l'immeuble de la Mission, accepta que la dette existante fût soldée par des traites successives⁹⁴. Non seulement ce geste soulagea la Mission d'un lourd poids, mais indirectement il signifiait que la Congrégation donnait son consentement pour la construction de la nouvelle chapelle.

Les travaux de construction commencèrent dès le mois de juin grâce d'une part à la collaboration de nombreux volontaires, qui vinrent travailler gratuitement, et d'autre part à la générosité de nos compatriotes, qui offrirent leur soutien matériel. Des offertes commencèrent à affluer. On obtint aussi l'entier appui de l'administration de la Mission, dont firent aussi partie Olimpio Picco de Bettembourg et Othon Schockmel, Emilio Cotterchio et Alfredo Capra d'Esch.

Alfredo Capra fut le véritable animateur des travaux. Il abandonna sa profession de chauffeur et, pendant neuf mois, il se dédia entièrement à la nouvelle construc-

tion. Les missionnaires travaillaient eux aussi. Et l'exemple attirait d'autres volontaires: environ 200 compatriotes participèrent à ces travaux, travaillant à tour de rôle jusqu'à tard dans la nuit, à la lumière d'un réflecteur, afin que les travaux avancent plus vite. On travaillait en chantant et, une fois la journée de travail achevée, on se réunissait dans la cantine de la Mission pour partager un repas frugal.

Il est impossible de citer tous les noms de ces volontaires, qui vinrent offrir leur aide et réalisèrent la construction de la chapelle.

On citera, parmi tant d'autres, les familles Petrarolo, Sabatini Aurelio, Cotterchio, De Rocco, Pascucci Ivo, Ranghino, Stoisa, Crescentini, Grimaz, Tozzi, Buri, Do Giuseppe et Silvestrini.

Dès que les murs du salon situé au-dessous de la chapelle furent terminés et qu'on arriva au sol de la chapelle, les vaillants Frioulans de Bettembourg intervinrent. Ils arrivèrent à sept avec un sol qu'ils avaient personnellement préfabriqué, d'un poids de 27 tonnes et, en une seule journée, ils en assurèrent la pose. Quelques mois plus tard, ils revinrent encore une fois pour recouvrir de carrelage les 80 mètres carrés de plancher. Il s'agissait de Giuliani Tarcisio, Cantarutti Gabriele, Del Fabbro Giovanni, Peloso Giovanni, Picco Olimpio, Bevilacqua Isidoro et Picco Onorato.

Cet imposant travail, que certains critiquaient et éreintaient, servit cependant à renforcer l'unité de la collectivité catholique. D'un côté les missionnaires partageaient pendant de longs mois le travail de centaines de compatriotes, de l'autre les Italiens ainsi que les Luxembourgeois se trouvaient avec beaucoup plus d'intérêts envers la Mission. Le P. Luigi écrit:

«A la glaciale indifférence des premiers temps s'est substituée une meilleure compréhension, qui a éveillé en de nombreux fidèles la bienveillance (...). Même ceux qui avouent ne pas ressentir la foi et ne font preuve d'aucune pratique religieuse, ont montré de l'intérêt pour nos travaux et nous ont proposé leur aide, parfois de façon purement formelle, mais le plus souvent par leur travail et des offertes notoires. Ceci nous laisse pensifs quant à la psychologie de nos immigrés; tous ont ressenti le noble orgueil de savoir que la colonie italienne était capable d'atteindre un but⁹⁵.»

La bonne volonté fut récompensée. Car, déjà la nuit de Noël 1948, on put célébrer la messe dans la nouvelle chapelle. L'autel était provisoire, les murs n'étaient pas encore blanchis. Mais il paraissait invraisemblable qu'en quelques mois seulement on eût pu obtenir ce résultat. Et plus d'un fidèle avait les larmes aux yeux.

Tout le mois de janvier 1949 fut consacré à la peinture des murs intérieurs, à la fresque de l'abside (peintures de Bruno Fioretti), au dallage des sols et à l'aménagement de la salle de théâtre au sous-sol. Vers la fin du mois (le 23 janvier), le nonce apostolique Mgr Cento vint visiter la communauté italienne et, en constatant l'avancement prodigieux des travaux, il tint à encourager tous ceux qui y avaient participé.

Les travaux se poursuivaient jusqu'au jour de l'inauguration officielle de la chapelle et du salon: le dimanche 22 mai 1949.

A cette occasion on invita le nonce Ferdinando Cento qui, à 20 heures, bénit solennellement la chapelle et adressa aux fidèles présents un vibrant discours en

Esch-sur-Alzette, 1948. Le Père Luigi Casaril (à gauche) reçoit le nonce apostolique Mgr Ferdinando Cento, en visite à la Mission italienne.



italien et en français. Après l'office religieux, la foule se rendit au sous-sol pour l'inauguration du nouveau salon.

Parmi l'assistance se trouvaient les missionnaires, qui remercièrent tous ceux qui leur avaient apporté leur aide; le Rév. Prosper Colling, qui évoqua les liens qui l'unissaient à la collectivité italienne; le docteur Emile Colling, député et membre du Conseil communal d'Esch, qui tint un discours officiel. Tout le personnel de la Légation d'Italie assistait à cette inauguration et le ministre Omero Formentini s'adressa à son tour aux présents. Le ténor Othon Schockmel s'exhiba en plusieurs morceaux d'opéras italiens. Le nonce promit, avant de partir, qu'il reviendrait à Esch pour accompagner la statue de la Vierge de Loreto⁹⁶.

Entre-temps la Mission poursuivait son *œuvre pastorale* à Esch. Pour Pâques 1949 on avait invité le capucin P. Biagio de Savignano, directeur du Collège théologique de Bologne, afin qu'il vienne prêcher la «mission» de Pâques.

Pour l'année 1949 on peut citer les données suivantes: à la Mission d'Esch on célébrait une messe les jours fériés à 7 heures et une autre cérémonie religieuse à 18 heures; le dimanche, les messes étaient célébrées à 7 et à 10 heures. A Dudelange, il y avait une messe tous les premiers dimanches du mois, à 7.30 heures, dans la salle de la paroisse. A Villerupt une messe était célébrée tous les dimanches, à 17 heures.

Pour les grandes fêtes (Pâques, Toussaint et Noël) des confessions avaient lieu dans différentes localités et on célébrait des messes dans plusieurs centres: Russange, Rédange, Ottange, Nondkeil, Bure, Kayl, Tétange, Niederkorn, Differdange, Bettembourg, Cantbonne, Aumetz, Rodange, Rumelange, Thil, Volmerange-les-Mines, Crusnes et Larochette.

Chaque année on organisait aussi une collecte de fonds en faveur des Italiens sans travail.

Les enfants italiens — peu nombreux — pouvaient fréquenter la *crèche* et l'école maternelle, dont s'occupaient les religieuses, et ils s'exhibaient souvent en de petites œuvres théâtrales, qui servaient à leur culture italienne et à l'union entre les familles.

Pour le Carnaval de l'année 1947 ils avaient préparé de petites comédies: Verdespina et Pampalona, La mascherina, I due sergenti, L'interprete. Le 5 septembre ils représentaient Bettina in città, Il pranzo della zia Marta, Ci penso io. Pour Noël de l'année 1947 ils présentaient: Bimbi Nostri à Betlemme, Giochi e lezioni d'infanzia, Mamma... dono di Dio, Il fotografo in imbarazzo.

En 1948 fut formé aussi le *groupe théâtral des adultes*. Pour le 8 février les jeunes filles représentèrent la comédie «La cameriera dell'artista» et la farce «Senza scarpe». En 1949 on aborda des textes plus engagés: le 13 février les jeunes montèrent

sur scène avec «Le furberie di Scapino», comédie de Molière, qui fut représentée encore le 13 mars dans la salle des fêtes d'Audun-le-Tiche et le dimanche 24 avril à Dudelange. De leur côté les jeunes filles s'exhibèrent le dimanche 27 novembre dans la comédie «Cercando una madre» et la farce «Ciabattini fortunati», le lundi 26 décembre dans «Cercando la luce» et «Avventure della fame».

Parmi les jeunes acteurs on trouvait: Ivo Pascucci, Alfredo Capra, Elio Capra, Bruno Buri, Bruno Grimaz, Mario Silvestrini, Livio Tozzi, etc...

En 1949 on organisa aussi *un cours de langue italienne* pour les Luxembourgeois; le bulletin «*La Missione*» était diffusé en 4 000 exemplaires et expédié à toutes les familles italiennes⁹⁷. En été 1949, la Mission reçut la visite du célèbre représentant de la Démocratie italienne Aldo Moro.

- ¹ Asmae, 2 (1949-1950) f.7: rapport périodique du 31 décembre 1949, signé par l'ambassadeur Rainaldi, et Annuaire statistique rétrospectif, op. cit., p. 50.
- ² Annuaire statistique rétrospectif, op. cit., p. 60.
- ³ Vers la fin du mois de février 1946, il réouvrit sans aucune cérémonie les bureaux de chancellerie, pour pouvoir s'occuper de suite des affaires courantes et, le 4 mars, il présenta à S.A.R. la Grande-Duchesse ses lettres de créances (Mémorial, n° 12 de 1946, p. 163).
- ⁴ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: le ministre Corvino au Président du Conseil italien, 8.3.1946.
- ⁵ Résumé du Congrès du CILN, tenu à Esch le 13 janvier 1946.
- ⁶ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: lettre de l'«Italia Libera» au ministre Corvino 18.2.1946.
- ⁷ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: lettre du ministre Corvino à l'association «Italia Libera», 28.2.1946.
- ⁸ Compte rendu du Comité central de l'«Italia Libera», qui avait siégé le 17 mars 1946 à Esch-sur-Alzette dans la salle du café Weyrisch.
- ⁹ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: le ministre Corvino au Président du Conseil italien, 8.3.1946.
- ¹⁰ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: le ministre Corvino au Président du Conseil de Gasperi, 9.4.1946.
- ¹¹ Compte rendu de la réunion du 24 mars 1946.
- ¹² Lettre à la Section de Luxembourg, 28 mars 1946.
- ¹³ Lettre à la Section de Luxembourg, 28 mars 1946. On y trouve aussi une note reportant les noms de 19 compatriotes, qui avaient été désignés pour l'expulsion par le ministre de la Justice.
- ¹⁴ Compte rendu du Comité central du 7 avril 1946.
- ¹⁵ Circulaire du 1^{er} avril 1946.
- ¹⁶ Circulaire du 9 avril 1946.
- ¹⁷ Procès-verbal de la réunion du Comité central de l'«Italia Libera» du 4 août 1946 à la «Casa d'Italia».
- ¹⁸ ibidem.
- ¹⁹ Procès-verbal de la réunion du Comité central du 22 décembre 1946 à la «Casa d'Italia».
- ²⁰ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: le ministre au président du Conseil, 29.7.1946.
- ²¹ Delli Zotti avait aussi fondé au Luxembourg, apparemment sans aucune autorisation, une section de la Démocratie chrétienne. Sur du papier à l'en-tête de ce parti, il diffusait des circulaires diffamatoires contre l'«Italia Libera» et en particulier contre son secrétaire Licio Piticco.
- ²² Dallanoe Giovanni était indiqué par la préfecture de Piacenza comme anarchiste et «élément dangereux pour l'ordre public». Il avait déjà subi différentes condamnations pour attentat à la liberté de travail (1920), pour falsification de licence (1921), pour port d'armes sans licence (1922), pour lésions, faux passeport et port d'armes (Luxembourg 1926).
- ²³ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: le ministre Corvino à l'avocat Georges Margue, 10.12.1946.
- ²⁴ ibidem, Delli Zotti au ministre Corvino, 22.9.1946.
- ²⁵ Asmae, 1 (1946-1948), f. 5: le ministre Corvino au Procureur d'Etat, 5.12.1946.
- ²⁶ Circulaire n° 39 du 7 décembre 1946, signée Nenni, dans «Raccolta delle Circolari e Istruzioni Ministeriali», vol. XIII, Mae, Rome 1947, pp. 418-423.
- ²⁷ Circulaire n° 40 du 9 décembre 1946, signée Nenni, dans la «Raccolta delle Circolari, etc.», op. cit., vol. XIII, pp. 423-425.
- ²⁸ Il s'agissait d'un gouvernement de coalition entre le parti chrétien-social (Pierre Dupong, ministre d'Etat, Joseph Bech, ministre de l'Extérieur, Nicolas Margue, ministre de l'Education nationale, Guillaume Konsbruck, ministre des Affaires économiques), les socialistes (Victor Bodson, ministre de la Justice, Pierre Krier, ministre du Travail et de la Sécurité sociale), le parti communiste (Charles Marx, ministre de l'Assistance sociale) et le Mouvement patriotique et démocratique (Eugène Schaus, ministre de l'Intérieur).
- ²⁹ Asmae 1 (1946-1948); le ministre Corvino au ministre du travail et de la Prévoyance sociale, 18.5.1946.
- ³⁰ Asmae, 1 (1946-1948), f. 3: lettre du ministre Corvino au Mae, 3.12.1946.
- ³¹ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: Corvino au Président du Conseil, 25.5.1946.
- ³² ibidem.
- ³³ ibidem: le ministre Corvino au Président du Conseil, 10.9.1946.
- ³⁴ Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: le ministre Corvino au Mae, 6.3.1947.
- ³⁵ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: le ministre Corvino au Président du Conseil, 17.9.1946.
- ³⁶ Asmae, 1 (1946-1948), f. 3: Corvino au Président du Conseil, 18.9.1946.
- ³⁷ ibidem: note du Mae pour la Direction Italiens à l'Etranger.
- ³⁸ On demandait à Alfredo Poggi 200 000 F, c'est-à-dire une somme vingt fois supérieure au maximum légal; il en paya 175 000.
- ³⁹ Asmae, 1 (1946-1948), f. 1: Corvino au Président du Conseil, 17.6.1946.
- ⁴⁰ ibidem: Corvino au Président du Conseil, 17.9.1946.
- ⁴¹ Asmae, 1 (1946-1948), f. 3: lettre du ministre Corvino au Mae, 3.12.1946.
- ⁴² Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: Corvino au Mae, 27.6.1946.
- ⁴³ Le refus des permis de travail et les expulsions des Italiens étaient amèrement critiqués dans les pages du journal communiste «D'Zeitung»; en effet, la main-d'œuvre italienne était toujours indispensable à l'économie du Grand-Duché.

- 44 Asmae, 1 (1946-1948), f. 3: Corvino au Mae, 3.12.1946 et 18.12.1946.
- 45 Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: Corvino au Mae, 3.1.1947.
- 46 Comme prétexte on avançait que les biens du Prince consort à Lucca avaient subi des dommages. Afin de vérifier ces dires, au mois de mars 1947, Pietro Clemente Pescatore, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, et de vague origine italienne, se rendit en Italie.
- 47 Le décret grand-ducal permettait la levée du séquestre des biens appartenant à des Italiens «à moins qu'ils ne soient rendus indignes de cette faveur par leur attitude durant l'occupation ennemie» (Mémorial, n° 1, 11.1.1947, pp. 5-7).
- 48 Asmae, 1 (1946-1948), f. 7: Corvino au Mae, 3.3.1947.
- 49 Le gouvernement grand-ducal en exil à Londres avait déclaré la guerre aux puissances de l'Axe par la note du 8 septembre 1942, dont le gouvernement italien prit connaissance à travers une publication du Quai d'Orsay. Mais il n'y eut pas d'hostilités entre l'Italie et le Luxembourg et le gouvernement italien traita les citoyens luxembourgeois résidant en Italie comme neutres.
- 50 Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: le ministre Corvino au Mae, 6.1.1947.
- 51 Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: note verbale concernant la condition des Italiens établis au Grand-Duché de Luxembourg, 12.6.1947.
- 52 Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: Mae, note pour le ministre, 26.5.1947.
- 53 *ibidem*; la Direction générale de l'Emigration, note pour la Direction générale des Affaires politiques, 1.9.1947.
- 54 *ibidem*, f. 7: Corvino au Mae, 24.6.1947.
- 55 Il présenta ses lettres de créance le 22 septembre 1949 (Mémorial, n° 43, 14.10.1949).
- 56 Asmae, 1 (1946-1948), f. 9: télégramme de Formentini au Mae, 11.11.1947.
- 57 RIBECA Joseph, Mémoire sur la formation et le développement politique en général de la colonie italienne au Grand-Duché de Luxembourg, Archives de l'Evêché de Luxembourg.
- 58 Né le 2 juillet 1902 à Esch-sur-Alzette, cabaretier, de nationalité italienne, marié à une femme luxembourgeoise, «en possession du certificat de civisme». Il avait lui aussi été condamné, parce que reconnu impliqué dans l'affaire MIOTTO; mais le tribunal de Trévise avait reconnu son entière innocence dans cette affaire.
- 59 Suite à son recours en grâce le procès ne pouvait être revu; le 21 novembre 1949, sa peine de détention fut réduite de six à cinq ans. Le 11 mai 1950, il demanda une nouvelle réduction de la durée de détention et en particulier une réduction de l'énorme amende; on lui demanda de verser immédiatement 50 000 francs.
- 60 Seulement le 8 décembre 1950, après un paiement de 50 000 francs, fut levé le séquestre des biens appartenant à son père. En ce qui concernait ceux de Mario Brizzi, on s'attendait à devoir payer une autre forte amende.
- 61 Mémorial, n° 29 du 7 mai 1948, pp. 680-682.
- 62 Asmae, 2 (1948-1950), f. 7: rapport périodique du 31 décembre 1949. Pour l'Italie de l'après-guerre, surpeuplée de chômeurs, l'émigration était une soupape de sûreté. Différentes localités répondirent avec enthousiasme à l'offre de travail venant de l'étranger. Par exemple du seul petit centre pré-alpin de Cison Valmarino (Trévise) partirent, le 7 mai 1948, 24 agriculteurs (Floriani, Fedato, Casagrande, Moret, Possamai, Salton, Zambet, De Noni, Fiorin, Andreola, Campeol, etc.). La majorité d'entre eux trouva un accueil chaleureux auprès des paysans du Luxembourg du nord; toutefois, après quelques années dans l'agriculture, beaucoup d'entre eux s'orientaient vers le bâtiment ou d'autres secteurs.
- 63 Asmae, 2 (1949-1950), f. 7: rapport périodique du 31 décembre 1949.
- 64 Notes verbales de la réunion du Comité directeur provisoire, qui avait eu lieu le 23 mai 1948 à la «Casa d'Italia».
- 65 Asmae, 2 (1949-1950), f. 7: lettre de Rainaldi au Mae, 14.1.1950.
- 66 Düdelinger Chronik, tome 2, p. 433, renseignement du 28 septembre 1946.
- 67 *ibidem*, p. 425, renseignement du 15 février 1946.
- 68 *ibidem*, p. 436, renseignement du 26 avril 1947.
- 69 50^e Anniversaire, Club cycliste international, op. cit., pp. 25-29.
- 70 Letzeburger Journal, 14.9.1949.
- 71 Le père Luigi Casaril naquit à Sarzana (La Spezia) en 1913. Prêtre scalabrinien en 1936, il passa sa licence en théologie à Rome et pendant plusieurs années il enseignait dans des séminaires scalabrinien d'Italie. Au cours des années 1943 à 1946 il dirigeait les Missions de Hayange et d'Algrange; directeur de la Mission d'Esch-sur-Alzette de 1946 à 1955, il œuvrait successivement dans les Missions de Paris (23, rue Jean Goujon), de Marseille et fut «supérieur provincial» des Missionnaires scalabrinien en Belgique. Après un court séjour en Italie, il passa dix ans à Genève (1968-1978) et fut finalement envoyé dans la paroisse de Porto Corsini et Marina Romea (Ravenne). Le 28 juillet 1981, pendant qu'il rentrait à vélo d'une visite, qu'il avait effectuée chez une famille d'anciens émigrés du Luxembourg, il fut heurté par une voiture et tué sur le coup.
- 72 Mgr Giovanni Battista Scalabrini naquit à Fino Mornasco (Côme) le 8 juillet 1839. Prêtre professeur et directeur du Séminaire de Côme, puis curé de la même ville, il fut nommé évêque de Piacenza en 1875. Il se dédia avec un zèle admirable à sa mission pastorale et, en particulier, il vint en aide à tous les pauvres de son diocèse; il s'occupa aussi de la question ouvrière et fut précurseur de la «conciliation» entre l'Eglise et l'Etat italien. Il fut tout particulièrement frappé par le drame de l'émigration qui, vers la fin du siècle dernier, frappait durement son diocèse et l'Italie entière. Il créa alors des œuvres d'assistance aux migrants, il intéressa l'opinion publique et les pouvoirs de l'Etat; par la suite il fonda le 28 novembre 1887, la Congrégation des Missionnaires de Saint-Charles (Scalabrinien), qui se diffusa immédiatement aux Etats-Unis et au Brésil, tandis que les missionnaires de son grand ami, Mgr Geremia Bonomelli, s'occupaient des émigrés en Europe. Après la dissolution de l'Oeuvre Bonomelli, les missionnaires scalabrinien commencèrent à s'occuper aussi des Missions

- en Europe. La Congrégation Scalabrinienne avait été instituée pour assister les migrants italiens. Mais à partir des années 1970, suivant l'inspiration de son fondateur et s'ouvrant aux «signes du temps», elle étendit son œuvre aux migrants de toutes les nationalités. Mgr G. B. Scalabrini est appelé, à juste titre, le «Père des migrants».
- ⁷³ Article de Carla Signorelli dans «Vita Italiana», mensuel des Italiens au Luxembourg et en Haute-Lorraine, mai 1971.
- ⁷⁴ Article de Carla Signorelli, déjà cité.
- ⁷⁵ P. Luigi Casaril, rapport de la Mission d'Esch-sur-Alzette, août 1955, Archives de la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette.
- ⁷⁶ Lettres du P. Luigi Casaril au P. Ginocchi, 28 mars 1946, Archives de la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette.
- ⁷⁷ Lettre du ministre Corvino-Milkowski au P. Luigi Casaril, datée du 3 janvier 1946, au moment où le missionnaire n'avait pas encore officiellement assumé son poste à la mission.
- ⁷⁸ L'invitation à un accord se réfère en particulier à la fête organisée pour le Noël de la Mission que le ministre aurait préféré fêter ensemble avec celle programmée par l'Italia Libera.
- ⁷⁹ Extrait d'une lettre du P. Luigi Casaril au ministre Corvino, du 7 juillet 1946, archives de la Mission catholique d'Esch.
- ⁸⁰ Lettre de Corvino-Milkowski au P. Luigi Casaril, 9.7.1946.
- ⁸¹ Le P. Mario Consonni naquit le 3 octobre 1918 à Chiuduno (Bergame) et fut ordonné prêtre scalabrinien en 1944. Il arriva à Esch au mois de juillet 1946 et y resta jusqu'au mois de mars 1947, date à laquelle il fut invité de réouvrir la Mission de Herserange. De 1949 à 1972 il fut le missionnaire des Italiens au Brésil (à São Paulo et à Rio de Janeiro). Il revint à Esch en 1973, rappelé par l'évêque de Luxembourg, pour l'assistance religieuse aux immigrants portugais.
- ⁸² Rapport du P. Casaril, 16.9.1949, archives de la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette.
- ⁸³ Rapport de l'Assemblée annuelle de l'asbl Mission catholique italienne, qui avait eu lieu au mois de juillet 1948.
- ⁸⁴ Rapport de l'Assemblée annuelle de l'asbl Mission catholique italienne, qui se déroula le 27 janvier 1947.
- ⁸⁵ Lettre au maire d'Esch du mois d'avril 1946.
- ⁸⁶ Rapport de la séance du Conseil communal d'Esch, 1946.
- ⁸⁷ Lettre du maire Useldinger du 13 mai 1946.
- ⁸⁸ Requête du 29 août 1946.
- ⁸⁹ La Congrégation des Religieuses «delle Poverelle de Bergamo» fut fondée le 23 mai 1869 par le prêtre Luigi Palazzolo (Bergame 1827-1886) pour l'éducation de la jeunesse féminine pauvre et abandonnée. Son extension se fit tout d'abord en Italie, puis dans divers pays d'Europe et enfin en Afrique. La Congrégation créait partout des orphelinats et des crèches. En Europe elle s'occupa tout particulièrement des Italiens émigrés.
- ⁹⁰ Mère Silvestra, ayant achevé son mandat au Luxembourg, fut envoyée au Congo pour y ouvrir une léproserie; Sœur Sibilla provenait de Virton (Belgique); Sœur Redenziana venait de Paris.
- ⁹¹ L'Eco Missionario, organe des Missions catholiques italiennes en France, 6 janvier 1948, et Asmae, 1 (1946-1948), f. 14: le ministre de la Légation d'Italie au Mae.
- ⁹² Rapport de l'assemblée générale de l'asbl Mission catholique italienne, qui avait eu lieu en juillet 1948. La deuxième visite de Mgr Cento eut lieu, quand le nonce vint à Luxembourg et célébra dans la cathédrale (pour la première fois dans l'histoire) une messe pour les Italiens à l'occasion de l'Octave de la Vierge. Asmae, 1 (1946-1948), f. 14: Formentini au Mae, 10.5.1948.
- ⁹³ Né à Crespano del Grappa (Trévise), le 25 novembre 1920 et ordonné prêtre de la Congrégation Scalabrinienne en 1944, le P. Giovanni Guadagnini avait passé les premières années de son ministère sacerdotal à la Mission de Paris. Il resta à Esch de 1948 à 1950; de juillet 1950 à septembre 1951 il fut à Herserange; vers la fin de 1951 à St-Maur et à Fontenay-Trigny; de septembre 1955 à janvier 1962 à Hayange; il revint en tant que directeur de la Mission d'Esch en janvier 1962 et y demeura jusqu'en 1975.
- ⁹⁴ Pontificia Commissione Migrazioni e Turismo, dossier 1284/62, VI, 1: lettre de la Congrégation Consistoriale au P. Milini, 27.2.1948.
- ⁹⁵ Rapport de l'assemblée de l'asbl Mission catholique italienne du 23 février 1949.
- ⁹⁶ Asmae, 2 (1945-1950), f. 3: le ministre Formentini au Mae, 23.8.1949.
- ⁹⁷ Rapport de l'assemblée de l'asbl Mission catholique italienne du 29 mars 1950.

CHAPITRE 2:

LES ITALIENS AU LUXEMBOURG AU COURS DES ANNÉES '50

1. LES MINISTRES DE LA LEGATION D'ITALIE ET LEUR ACTION EN FAVEUR DES COMPATRIOTES

Au cours des années '50 les ministres suivants se succédèrent à la Légation d'Italie au Luxembourg: Andrea Rainaldi (à partir du 30 juin 1949), Carlo Bossi (à partir du 4 septembre 1951), Francesco Cavalletti de Oliveto Sabino (à partir du 7 février 1953). Cavalletti fut le premier représentant de la Légation d'Italie, auquel on conféra le titre d'*Ambassadeur d'Italie* (donné par la suite à tous ses successeurs) le 10 avril 1956. Antonio Venturini lui succéda du 5 mai 1956 jusqu'en 1961.

La Légation d'Italie continua à s'occuper des citoyens italiens, dont les arriérés de retraite étaient encore *sous séquestre*.

En 1950 il s'agissait encore de 393 cas, dont 204 furent résolus favorablement au cours de l'année. En 1951 il en subsistait encore 53 et les biens de cinq compatriotes étaient toujours sous séquestre.

La Légation d'Italie servait aussi d'intermédiaire entre le Luxembourg et le ministère des Affaires étrangères italien en ce qui concernait les *contrats de travail*: elle en stipula 566 en 1950 et, pendant les sept premiers mois de 1951, 1556 pour le bâtiment et 200 pour l'agriculture.

Particulièrement nombreux furent au cours de ces années les *accords bilatéraux* entre l'Italie et le Luxembourg. En 1951, on signa, grâce à l'intervention du ministre Rainaldi, la *Convention générale sur la Sécurité Sociale*, qui précisait les droits sociaux des travailleurs italiens¹.

Le 22 septembre 1952 un *Accord pour l'émigration des travailleurs italiens*² fut signé à Rome. Le gouvernement italien s'engageait «à satisfaire le plus rapidement possible les demandes des travailleurs italiens pour leur emploi au Grand-Duché de Luxembourg». De son côté, le gouvernement luxembourgeois s'engageait à veiller à ce que les dispositions de l'accord «soient strictement observées par les employeurs».

Les demandes d'embauche devaient être contresignées par l'ONT et présentées à la Légation d'Italie à Luxembourg (art. 1^{er}). En Italie, les Offices provinciaux du Travail compétents donnaient suite aux demandes et s'assuraient «à ce que les conditions normales sur l'aptitude sanitaire et professionnelle des candidats soient remplies» (art. 2). Durant le séjour du travailleur au Grand-Duché son contrat pouvait être reporté sur demande du travailleur sur un autre patron par l'ONT, si celui-ci jugeait les conditions de travail défavorables pour le travailleur (art. 4). Les travailleurs pouvaient librement transférer le montant de leurs économies sans toutefois dépasser les 2/3 de la rémunération globale (art. 9).

En tant que délégués italiens pour la «Commission de contrôle» furent élus le docteur Ubaldo Scalabrino de la Légation d'Italie et Bruno Fioretti. A partir du 30 octobre 1956 firent partie de cette commission Piaz Gaetano de l'ambassade d'Italie et Sorani Valentino du consulat d'Italie.

Le 3 mai 1956 on signa un *accord culturel*³.

L'article 1^{er} précisait que «le but en était de promouvoir la coopération dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture et de développer la compréhension mutuelle des institutions et de la vie sociale des deux pays».

L'accord prévoyait des échanges de bourses d'études et des manifestations culturelles réciproques. Son application fut confiée à une commission mixte.

Le 10 décembre 1956, l'Italie signa à Paris la convention concernant les *frontaliers* et les «stagiaires» pour le perfectionnement des connaissances linguistiques et professionnelles⁴.



Capellen, 1953. Des ouvriers italiens et allemands construisent la nouvelle route Capellen-Luxembourg.

Le 16 janvier 1957, Joseph Bech et l'ambassadeur Antonio Venturini signèrent un nouvel «arrangement pour l'émigration des travailleurs italiens» (avec effet rétroactif du 1^{er} janvier de la même année).

Parmi les différentes clauses de l'arrangement nous citons: «Toute demande d'embauche devra être soumise au visa de l'Office national du Travail luxembourgeois et peut être présentée par l'employeur à l'Ambassade d'Italie au Luxembourg, qui la transmettra à l'Office du Travail italien compétent» (art. 2).

Les Offices italiens du Travail devaient s'assurer que «les conditions normales d'aptitude sanitaire et professionnelle des candidats «soient remplies» (art. 3). «L'employeur et le travailleur peuvent se mettre d'accord sur le remboursement des frais de voyage aller et même retour» (art. 6). On

assurait au travailleur un «logement convenable» et «une nourriture conforme» (art. 7.) et les mêmes conditions de travail que pour les Luxembourgeois (art. 8), la sécurité sociale (art. 9) et deux personnes désignées par l'Ambassade d'Italie pour la «Commission de surveillance» (art. 10). L'arrangement était conclu pour la durée d'un an et était reconduit d'année en année sauf dénonciation trois mois avant son expiration. Il remplaçait l'arrangement du 22 septembre 1952 (art. 14).

Mais l'innovation majeure consistait dans le fait que les parties contractantes avaient accepté l'application de deux *types de contrats*:

- le *contrat du type A* concernait «les travailleurs engagés pour une durée limitée d'avance à une année au plus» (et n'avaient pas le droit d'amener leur famille);
- le *contrat du type B* concernait «les travailleurs engagés pour une durée illimitée». Ce contrat n'était autorisé que dans les limites des contingents, qui devaient être fixés d'année en année, et n'était délivré qu'au travailleur muni du permis de séjour tant pour lui-même que pour sa famille.

Pratiquement tous les travailleurs venant d'Italie à partir du 1^{er} janvier 1957 étaient munis d'un contrat du type A: pendant la validité de ce contrat, ils pouvaient obtenir un contrat du type B dans les limites du contingent fixé. Dans ce cas, s'ils disposaient d'un «logement convenable», ils avaient le droit de se faire rejoindre par leur famille, après y avoir été autorisés par le ministère de la Justice ... (on entendait par famille le conjoint et les enfants âgés de moins de 18 ans ou inaptes au travail). En plus le même contrat B était prévu pour un travail précis; pour changer le secteur de travail, il fallait présenter une demande à l'Office national du Travail.

Le 10 septembre 1957, un nouvel accord entra en vigueur, il assurait (de manière limitée aux mineurs et aux travailleurs de la sidérurgie) la libre circulation sur le territoire de la CECA.

Le premier pas vers la libre circulation européenne des travailleurs de toute catégorie venait d'être accompli.

Le 10 janvier 1959 la nouvelle «Convention économique Européenne» entra en vigueur. Elle était valable pour tous les pays de la CECA. Elle favorisait les retraites, en permettant la conglobation des différentes périodes assurées par le passé dans différents pays. Elle pénalisait cependant les «saisonniers» en ce qui concernait les allocations familiales. Antérieurement, selon la convention italo-luxembourgeoise de 1954, les saisonniers pouvaient obtenir les allocations familiales selon la législation italienne et donc en faire bénéficier leur femme, leurs enfants, leurs parents, leurs sœurs et frères à charge. Dorénavant, la nouvelle convention européenne réservait les allocations exclusivement aux enfants des saisonniers.

Ces incertitudes et les restrictions de loi, qui frappaient les immigrés, provoquèrent le rapatriement de nombreux travailleurs italiens du Luxembourg.

L'Autorité consulaire réacquiert la totalité de ses fonctions: la chancellerie à Esch (1951), la «Casa d'Italia», siège du consulat italien (1955).

Une des principales préoccupations des ministres de la Légation d'Italie était de limiter l'influence de l'«Italia Libera» sur la collectivité italienne, afin de rendre à l'autorité compétente ses pleins pouvoirs.

Dans cette optique (et sur requête du gouvernement luxembourgeois), le ministre Rainaldi demanda à Rome de ne pas octroyer le visa pour le Grand-Duché «à des éléments présentant une conduite morale et politique douteuse»⁵; lire ... d'idéologie communiste.

En outre on essayait de soustraire à l'association communiste la fonction de trait d'union entre «le millier de ses inscrits et de nombreux timides, résidant dans le bassin minier» et la Légation elle-même. A cet effet on proposa l'ouverture d'une

section de la Chancellerie de la Légation dans la «Casa d'Italia» à Esch. La proposition ne fut naturellement pas accueillie favorablement par l'«Italia Libera»; elle était cependant fortement appréciée par tous ceux qui n'adhéraient pas à l'association sociale-communiste.

L'inauguration officielle de la section de la Chancellerie à Esch se déroula le 2 janvier 1951. Selon le ministre Rainaldi, cette initiative ne pouvait être ressentie que positivement par la collectivité italienne, au point qu'on assista

«au retour à la Casa d'Italia d'éléments politiquement inactifs, qui en avaient été écartés jusqu'en 1951, étant donné qu'ils ne sympathisaient pas avec les sociaux-communistes, qui la monopolisaient».

Le premier agent consulaire italien fut Sorani Valentino.



Sorani Valentino, premier agent consulaire italien à Esch-sur-Alzette.

Mais le problème le plus aigu devait être résolu en 1955 par le ministre Cavalletti: transformer la «Casa d'Italia» d'Esch-sur-Alzette en consulat d'Italie.

Le lecteur se souvient que la «Casa d'Italia» avait été construite en 1938: les dépenses avaient été soutenues pour environ 80% de ses coûts par les dons de la collectivité italienne et pour 20% par l'intervention du gouvernement italien; toutefois on avait désigné en tant que propriétaire officiel de l'édifice l'Etat italien. Après la guerre la totalité de l'édifice avait été occupée par l'«Italia

Libera» (et par les associations qui y adhéraient), qui l'utilisait comme siège et pour les activités culturelles et récréatives en faveur de la collectivité italienne.

En 1955, sollicité de toutes parts d'ouvrir le siège du consulat d'Italie à Esch, le ministre Cavalletti pensa transformer la «Casa d'Italia» en consulat. Par une lettre datée du 29 janvier 1955, il demandait à l'«Italia Libera» de quitter l'édifice et de le restituer ainsi vers le 10 mars à son propriétaire légitime: l'Etat italien.

L'«Italia Libera» essayait de gagner du temps: elle répondit de ne pas être en état de donner une réponse définitive avant d'avoir consulté toutes les associations intéressées. Alors le ministre eut recours à un acte de force et fit intervenir les autorités luxembourgeoises⁶. Le 15 février 1955, tôt le matin, deux représentants de la Légation d'Italie, accompagnés de deux huissiers et d'un avocat, se présentèrent à la «Casa d'Italia», en forcèrent la porte, chargèrent sur un camion tout le matériel de l'«Italia Libera» (meubles, dossiers, coffre-fort, piano) et ils allèrent décharger tout dans un garage à Luxembourg.

Cette démarche souleva de vives protestations de la part de l'«Italia Libera», qui réclama le droit de gérer les locaux au nom de la collectivité italienne. D'autres approuvaient le fait que l'édifice fût enlevé au monopole des associations d'inspiration communiste et mis au service de toute la communauté. De toute façon, l'opération avait été accomplie et, à partir de ce jour, la «Casa d'Italia» devint le siège du consulat s'occupant de tous les dossiers officiels de la collectivité italienne du Luxembourg.

Parmi les autres œuvres d'assistance promues par la délégation diplomatique au cours de ces années, il faut rappeler de façon particulière l'institution de deux *cantines* — l'une à Luxembourg et l'autre à Esch — pouvant servir quotidiennement environ 400 repas au prix de 20 F, le verre de bière compris. A Luxembourg on transforma à cet effet un garage en restaurant; à Esch on utilisa le sous-sol et le salon de la «Casa d'Italia»⁷.

Le 6 janvier 1958 le gouvernement italien envoya au Grand-Duché le premier consul de l'après-guerre, D'Erman Mario, qui occupa cette fonction jusqu'au 25 mars 1961.

2. AUGMENTATION DU FLUX DE L'IMMIGRATION ITALIENNE AU GRAND-DUCHE

Au cours des années '50 l'immigration italienne s'intensifia progressivement.

Differdange, 1950. Les mineurs Raffaelli Bruno et Spada.



D'une part le Luxembourg, prostré par la guerre, nécessitait de la main-d'œuvre pour la reconstruction. D'autre part, l'expansion de son économie – et en particulier de l'industrie sidérurgique – multipliait les postes de travail.

Voici les données du STATEC⁸ concernant le mouvement migratoire de l'Italie vers le Luxembourg entre 1953 et 1959.

Année	Arrivées	Pourcentage sur le total des nouveaux immigrés	Départs	Pourcentage sur le total des départs	Solde
1953	3 989	40,1	3 579	42,5	410
1954	3 994	39,9	3 319	38,7	675
1955	5 256	47,4	4 056	44,3	1 200
1956	5 949	52,8	5 936	50,7	1 013
1957	7 198	56,1	5 433	55,4	1 765
1958	6 941	59,1	4 888	53,7	2 053
1959	5 227	53,1	4 033	49,3	1 194

«Vu l'extension démographique et territoriale limitée de ce petit pays, le flux migratoire au Luxembourg est surprenant – écrivait Umberto Cassinis⁹ en 1962 (mais ses considérations se rapportaient surtout aux années '50) – même si la plus grande partie des immigrants ne sont que des saisonniers. (...) L'émigration vers le Luxembourg se produit surtout grâce à des demandes de main-d'œuvre, qui se réalisent par l'envoi en Italie de contrats par l'intermédiaire des Offices de Travail et de l'Occupation Maximum. On offre le plus fréquemment des emplois en tant que maçons, main-d'œuvre, domestiques, charpentiers, mécaniciens et, à partir de 1959, des ouvriers pour les restaurants et les cantines.»

Il continuait:

«Au Grand-Duché nous trouvons une nette prépondérance de travailleurs septentrionaux (environ 60,60%), de l'Italie Centrale (14,25 %), de l'Italie Insulaire (0,22 %) et de l'Italie Méridionale (24,84 %). Grâce au Luxembourg, on assiste à un phénomène de demandes à la chaîne, qui touche surtout certaines régions d'Italie: le Frioul-Vénétie julienne (avec 48,48% sur le total des émigrés), la Vénétie (avec 9,83%) et, dans les dernières années, les Abruzzes et le Molise (5,91%) et les Pouilles (avec 16,88%).»

Quel était le nombre des Italiens au Luxembourg?

Le recensement de 1947 en dénombrait 7 622 (dont 90% vivaient dans le bassin minier).

Les données du rapport de Rainaldi, confirmées confidentiellement par le ministre grand-ducal de la Justice, nous rapportent pour l'année 1950 le chiffre d'environ 9 050 Italiens, sans tenir compte des jeunes de moins de 15 ans, qui n'avaient pas encore de carte d'identité¹⁰.

La composition de la collectivité italienne d'après la profession et le métier était la suivante (les naturalisés compris): 1 600 maçons, 300 mineurs, 121 ouvriers dans le secteur de la sidérurgie, 20 cimentiers, 150 manœuvres, 30 terrassiers, 70 cantonniers, 70 dans le secteur de l'habillement, 60 commerçants (et employés de commerce) dans l'alimentation, 30 transporteurs, 25 travailleurs dans les restaurants et les cantines, deux enseignants.

Au cours des six premiers mois de 1950 on avait accordé 3 175 permis de travail (5 265 en tout en 1950) à des citoyens italiens. Les saisonniers, en provenance de la Vénétie et employés dans les travaux de construction, étaient au nombre de 550 au cours de ces six premiers mois de 1950 (par rapport aux 882 de toute l'année 1949).

Au cours de la première moitié de 1951¹¹, le Légation d'Italie fit parvenir au ministère des Affaires étrangères 1 556 contrats de travail pour le bâtiment et 200 pour le secteur de l'agriculture. La collectivité italienne allait atteindre 10 000 unités, y compris les mineurs de moins de 15 ans. Les catégories professionnelles étaient les suivantes: 1 200 mineurs, 1 700 ouvriers dans la sidérurgie, 1 000 travailleurs dans le bâtiment, 60 agriculteurs et 800 Italiens exerçant différentes professions.

Esch-sur-Alzette, 1957. La nouvelle boucherie de Tozzi Salvatore au n° 11, rue des Boers.



Les données de 1955 nous donnent le chiffre de 11 502 Italiens au-dessus de 15 ans¹². Parmi ces derniers en trouvait: 1 020 métallurgistes, 5 060 maçons et peintres, 452 mineurs, 213 ébénistes et couturiers, 177 agriculteurs, 169 garçons de restaurant et domestiques, 229 Italiens exerçant d'autres professions.

Il est à remarquer que des 11 000 Italiens recensés, environ 9 000 résidaient définitivement au Luxembourg, les autres étaient des «saisonniers»: ils arrivaient au mois de février et repartaient au mois de décembre. Ils venaient en grande partie de la Vénétie et du Frioul, mais on notait aussi une augmentation de saisonniers provenant des Marches, des Abruzzes et des Pouilles¹³. Les Italiens employés à la CECA étaient environ au nombre de 500.

Conditions de vie et crise de l'immigration italienne

Les *résidents fixes* ne connaissaient pas de problèmes majeurs. Ils recevaient un bon salaire et jouissaient des différentes allocations et assistances (allocations de famille, assurance en cas de maladie et d'accidents, retraites et maisons pour ouvriers) au même titre que les travailleurs luxembourgeois.

Le sort des *saisonniers* était cependant plus précaire. Avant toute chose ils ne pouvaient venir au Grand-Duché que s'ils étaient munis d'un contrat de travail. Ce dernier venait à échéance tous les 25 décembre et devait donc être reconduit par l'Office provincial du Travail (sans permis de travail, les saisonniers ne pouvaient revendiquer aucun des bénéfices prévus par la convention italo-luxembourgeoise de 1951 concernant les allocations familiales ainsi que l'assistance sanitaire aux familiers restés en Italie)¹⁴.

Leur situation était complètement «anormale». Une circulaire ministérielle leur interdisait d'emmener leur famille au Grand-Duché. Des milliers de travailleurs étaient de ce fait contraints de vivre dans une situation inhumaine.

L'arrangement de 1957, comme nous l'avons vu, essayait d'apporter une amélioration partielle à cette situation. Mais ce n'était point suffisant et l'arrangement était trop limité, puisqu'en général seulement 500 familles pouvaient en bénéficier chaque année. Cette attitude hostile envers les travailleurs italiens poussa un grand nombre parmi eux à rentrer en Italie.

Parmi les partants, à partir de 1957, les plus nombreux furent originaires du



Esch-sur-Alzette, 1959. Le commerce de vins en gros de Cotterchio Ivo, au 33, bd Prince Henri.

Frioul; ils étaient en partie attirés par l'expansion industrielle de leur région, qui venait d'obtenir le statut de «Région autonome»¹⁵.

Le premier Commissaire à l'immigration, Marcel Barnich, résume comme suit l'erreur politique commise envers l'immigration au Grand-Duché:

«Depuis 1950 différentes commissions de recrutement, mises sur pied par le gouvernement, opéraient, sans grand succès d'ailleurs, en Italie du Nord secouée par le chômage. En 1953, on imaginait un autre système de recrutement indirect à l'aide des services de l'emploi italien, qui connut un échec plus grand encore que le premier et qui fut très vite abandonné pour laisser la place définitivement à l'immigration non organisée. De très nombreux chômeurs de l'Italie du Nord, surtout des Friouliens, affluèrent au pays, la plupart avec l'intention de s'y fixer avec leur famille. Or, les autorités luxembourgeoises estimaient à cette époque que, par suite de la pénurie de logements, l'admission de ces familles devait être limitée à 500 par an. On se rendait cependant très vite compte que cette solution n'était pas la bonne, puisque de très nombreux et excellents ouvriers du bâtiment et des différents corps de métiers, des Friouliens surtout, qui tenaient à être accompagnés de leur famille, retournaient en Italie où, depuis le début des années 60, l'industrialisation et, avec elle, la reprise économique avaient démarré.

J'estime que cette limitation de l'admission de la famille était à l'origine du tarissement de l'immigration italienne, car lorsqu'en 1963 on rétablit la libre admission de la famille, il était déjà trop tard. La reprise économique de l'Italie du Nord, comme je l'ai

déjà dit, était amorcée et provoquait le reflux de ces travailleurs, qui n'avaient pas pu se fixer dans un autre pays d'immigration, faute de pouvoir se faire rejoindre par leur famille.

Il faut ajouter aussi que le manque de structures d'accueil à cette époque était une autre cause, et non la moindre, de ce tarissement¹⁶.

Le départ des Frioulans ne provoqua pas de situation dramatique pour le patronat luxembourgeois, car leur départ – dès 1958 – fut compensé par l'arrivée des Italiens de l'Ombrie et des Pouilles, plus tard par celle des Espagnols et des Portugais. Cependant il faut dire que, par le départ des Frioulans, le Luxembourg perdait un grand nombre de travailleurs spécialisés et sérieux.

3. LES ASSOCIATIONS ITALIENNES DANS LES ANNEES '50 ET LES DEBUTS DES ACLI

Nous avons déjà évoqué l'apparition de différentes associations constituées par des antifascistes au cours des premières années de l'après-guerre. Elles poursuivaient leurs activités dans les années '50.

– *L'Unione Donne Italiane (UDI)* établit, depuis sa fondation, son siège social à Esch-sur-Alzette, mais par la suite un groupe fut aussi créé à Differdange. Son but était d'organiser des activités d'assistance et récréatives, de renforcer les liens d'amitié avec le peuple luxembourgeois et de défendre les droits de l'émigration féminine au Grand-Duché.



Bettembourg, années '50. Les caves de matériaux (au premier plan Picco Olimpio) et la célèbre «briqueterie» où travaillaient et vivaient les Italiens de Flaibano.

Le samedi 7 janvier 1950, elle organisa la fête de l'arbre de Noël dans les locaux de la «Casa d'Italia». Son programme comprenait: l'exposition de dessins d'enfants, la distribution de petits paquets-cadeaux, une représentation théâtrale par le groupe «L'Avvenire» et un bal, qui dura jusqu'à deux heures de la nuit. A peu près le même programme fut présenté lors de la fête de l'arbre de Noël du 12 janvier 1952.

- L'association anciens combattants unifiés italo-luxembourgeois s'était proposé comme but de renforcer l'amitié italo-luxembourgeoise et de développer des sentiments de solidarité entre ses membres.

- L'association théâtrale «L'Avvenire» désirait surtout organiser des manifestations culturelles et récréatives en faveur des Italiens.

Lors de la fête de l'arbre de Noël, ce groupe théâtral représenta deux pièces: «Quando cadran le foglie» et «Di mamma ce n'è una sola». Les interprètes en étaient Gino Massara, Orlando Galassi et Ida Galassi. Une farce fut aussi présentée par Gino Massara, Mario Fiume, Ribelle Sabatini et Marsilio Ruffini.

A l'occasion de l'anniversaire de la République Italienne le samedi 3 juin 1950, à la «Casa d'Italia», ce même groupe présenta «Camicia rossa» et «Occhio di Lince». Les interprètes en étaient: Lina Lombardi, Ida Galassi, Lodovico Ersella, Luigi Peruzzi, Alfredo Lispi, Gino Massara, Raimondo Ceccotto, Marion Sagramola et Ribelle Sabatini.

Lors de la fête de l'arbre de Noël de 1952 le groupe théâtral proposa: «La classe degli asini», farce d'Edoardo Ferravilla; «I tre amanti», drame de Guglielmo Zorzi et «Cercasi interprete», farce de



Ernzen, 1951. Les tailleurs de pierre bellunois. On reconnaît: Faibane Mario, De March Abramo, Dal Borgo Giovanni, Funes Fiordaligi, Zanon Ferruccio, De March Oreste, Ghiva Frit, Bruno, Zanon Giovanni, Chimel Emilio, Schmit Nic, De March Ernesto, Lavina Abramo.

Giovanni Baldelli. Outre les différents acteurs déjà cités, on trouvait encore: Ivo Sagramola, Vinciotti 1., Vinciotti 2., Renzo Lombardi, Remilio Piticco, Nino Piticco, Gastone Pupita, Cosetta Massara, Teresa Villa, Rina Grazioli et Anita Piticco.

Ce même groupe organisa une «grande soirée théâtrale» à la «Casa d'Italia», le samedi 6 mars 1954. Il récita le drame «Terra bassa» d'Angelo Guimera et la farce «Giorgio, sei grande» de

Gianni Baldelli. Les nouveaux interprètes étaient: Oddo Piccioni, Raimondo Buffi, Paolo Scasselati, Francine Tinor, Francesca Natalini et Ginetta Cottoni.

— *L'Association «Italia Libera»* avait différents sièges sociaux: Esch-sur-Alzette, Luxembourg, Differdange, Rumelange. Elle représentait l'élément moteur de toutes les autres associations nées de l'antifascisme.

— *La Société de Secours Mutuel «La Fratellanza»* avait été reconstituée le 8 février 1948 et son but était d'assister les compatriotes nécessiteux.

Les mêmes desseins étaient poursuivis par la «*Société Ouvrière de Secours Mutuel*», fondée le 1^{er} janvier 1949 à Rodange.

— *Les «Amitiés italo-luxembourgeoises»* étaient également extrêmement actives.

En 1937, lors de l'approche de la guerre, cette association avait suspendu toute activité et avait été dissoute.

On essaya de reconstituer ces Amitiés dans l'immédiat après-guerre. Le premier à s'intéresser à cette association fut le ministre de la Légation d'Italie Andrea Rainaldi, vers la fin de l'année 1949. A cet effet il avait pris des contacts avec Mme Teresita Solofrizzo-Clivio et à Esch-sur-Alzette avec le docteur Emile Colling¹⁷. Mais son projet n'avait point abouti. En 1950, Othon Schockmel créa à Esch-sur-Alzette, une petite section des AIL, assez discrète et sans statuts.

Ce ne fut que le 30 avril 1951 que Lambert Schaus, ministre plénipotentiaire du Grand-Duché à Bruxelles, avec d'autres anciens membres des AIL de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette, redonna vie aux «Amitiés Italo-Luxembourgeoises» au Grand-Duché et les dota de nouveaux statuts¹⁸.

La *Section de Luxembourg* (siège central) eut comme premier président Lambert Schaus lui-même et en tant que secrétaire l'avocat Joseph Kerschen. Les autres membres du premier conseil d'administration étaient: le professeur Jean Feltes, le directeur d'imprimerie Hubert Clement, l'avocat François Beissel, le commerçant René Wagner et le juge Ernest Wurth.

L'objectif poursuivi par l'association était celui «de développer et d'intensifier les rapports culturels et d'amitié entre l'Italie et le Luxembourg. A cet effet son but sera toujours celui d'organiser des cours de langue et de conversation italiennes, de s'intéresser à l'art et à des occupations récréatives»¹⁹.

(Les présidents successifs de la section de Luxembourg seront: Ernest Wurth, Edmond Heldenstein et Georges Schwall.)

En tant que président de la *section d'Esch-sur-Alzette* on nomma Othon Schockmel²⁰. Faisaient partie du comité: Mmes Kremer-Olivo et Ulveling, Mlle Lucie Origer, MM. Georges Welschbillig, Frisch et Fischer.

La *section de Dudelange* fut fondée en 1953 et son premier comité directeur était composé de la façon suivante: président: Dr Roger Wilwert; secrétaire et caissier: l'enseignant Emile Goetzinger; membres: Julian Comer, Dominique Koster, François Nieves et Arthur Schmit. Les premiers cours de langue italienne furent organisés à Dudelange en collaboration avec Othon Schockmel, président de la section d'Esch-sur-Alzette.

Quelques années plus tard des sections des AIL furent aussi créées à *Differdange* et à *Rumelange*.

Leur activité était intense dans tous les secteurs. Les membres de ces associations commencèrent par exemple déjà en 1951 à recueillir des fonds pour les sinistrés de la Vallée du Po et plusieurs membres des AIL reçurent par le ministre de la Légation d'Italie la médaille de l'Ordre «*Stella della Solidarietà Italiana*».

Nous citerons en tant qu'exemple le résumé du rapport des activités concernant l'année 1957, soumis à l'assemblée générale en 1958²¹: spectacle donné par le théâtre de marionnettes Pedrecca (avril); des repas sociaux à l'Hôtel de la Poste à Esch-sur-Alzette (23 mars) et au Casino de Luxembourg (15 juin), des conférences avec des projections sur les Dolomites (le 12 octobre à Esch-sur-Alzette et le 29 octobre à Luxembourg).

La section d'Esch avait organisé une excursion à Verdun pour les élèves des cours d'italien (1^{er} mai) et distribué des paquets-cadeaux aux enfants de la crèche italienne pour la Saint-Nicolas.

La section de Luxembourg avait programmé une conférence sur «La Peinture italienne de la Renaissance» (16 janvier).

Mais l'engagement principal de toutes les sections portait avant tout sur l'enseignement de la langue italienne. Au cours de l'année scolaire 1957/58, environ 300 élèves des différents degrés d'enseignement avaient fréquenté les cours qui étaient donnés par Mme Solofrizzo à Luxembourg, Mme Kerg-Vaccaroli à Esch-sur-Alzette et M. Koster à Dudelange. La section d'Esch organisait aussi des cours de langue italienne à Rodange, Belvaux, Bascharage et Bettembourg.

Mais la grande nouveauté qui marqua ces années '50, fut l'importance que prit le *Mouvement ACLI* (Associations Chrétiennes des Travailleurs Italiens), destiné à faire disparaître le monopole des groupes de gauche dans le domaine des associations.

Naquirent ainsi les *Patronats d'assistance sociale*. On trouve les premières traces de la présence du *Patronat ACLI* à Esch-sur-Alzette déjà en 1954. Le secrétaire en était Nicola Lembo.

Le 9 janvier 1955 le Patronat organisa à la Mission catholique et en collaboration avec cette dernière la «befana». A cette occasion on distribua 250 paquets-cadeaux à des enfants âgés de 1 à 14 ans. Parmi les nombreuses autorités présentes à cette manifestation on notait le ministre d'Italie Francesco Cavalletti, le consul Attilio Vignetti, Alfredo Poggi, Max Crescentini, Stoisa et son épouse. Au cours de la fête on apprécia surtout les récitations de la petite Rosetta De Bernardi.

Peu de temps après, le Patronat ACLI fut représenté aussi à *Pétange*, dans les locaux du Home St-Hubert en même temps que la section LCGB. La responsabilité de ce bureau fut confiée à un compatriote de la localité, Ferruccio Degano, qui assurait la permanence tous les mercredis et vendredis de 19 à 21 heures.



Esch-sur-Alzette, 1956. Les Amitiés italo-luxembourgeoises en excursion.

Le 2 avril on ouvrit le nouveau siège du Patronat à Esch-sur-Alzette, au 40, rue Zénon Bernard. Il était dirigé par Leone Roberto Formenti, secrétaire social du Patronat ACLI de La Louvière²².

Les permanences furent plus nombreuses à partir de cette date aussi bien à Esch-sur-Alzette qu'à Differdange, Pétange, Bettembourg, Luxembourg et Dudelange.

L'inauguration officielle du siège dans la rue Zénon Bernard eut lieu le 1^{er} mai 1957. Etaient présents l'ambassadeur Venturini, le vicaire général du diocèse Hengen, le président de la Caritas Hermes, le consul d'Italie A. Vignetti²³.

Le 19 avril 1959²⁴, en collaboration avec la Mission catholique italienne, on célébra la XIV^e Journée de l'Assistance sociale du Patronat ACLI. Pour la première fois cette manifestation se déroulait à Esch. Le programme prévoyait une célébration et une soirée théâtrale au cours de laquelle le groupe de la Mission présenta «Trenta secondi d'amore».

Differdange, 1958. L'équipe des boxeurs étrangers. Parmi les autres: Fecchi Giuseppe et Polce Vittorio.



Dudelange. Barozzi Amedeo, membre actif et, pendant plusieurs années, président du comité de l'Alliance.



Differdange, 1950. Les Néros: Ciatti Giulio, Ciatti Bernard, Di Felice Berto et sa femme.

4. LA MISSION CATHOLIQUE ITALIENNE AU COURS DES ANNEES '50

La Mission catholique continua à être dirigée par le *P. Luigi Casaril* jusqu'à son départ pour Paris, le 23 octobre 1955. La direction en fut alors confiée au *P. Ermildo Napetti*²⁵ qui était arrivé à Esch au mois d'août 1952 en tant que vicaire et qui y demeura jusqu'au mois de janvier 1962.

Entre-temps d'autres missionnaires scalabriniens se succédèrent en tant que coadjuteurs au siège d'Esch-sur-Alzette: le *P. Mario Lazzarotto* de septembre 1951 à mars 1952; le *P. Vittorio Cavaliere* à partir du 9 octobre 1952, le *P. Nazzareno Savio* de l'automne 1955 à la fin de l'année 1958 et le *P. Walter Pigato*²⁶ de la fin de l'année 1958 à la fin de 1959.



Esch-sur-Alzette, 1953. La statue de Notre-Dame de Lorette arrive à la Mission italienne.

Au cours de la décennie de 1950 à 1960, d'importantes manifestations religieuses, rendues encore plus mémorables grâce à la présence d'illustres hôtes, se déroulèrent à la Mission.

En 1950, Année Sainte, on organisa un grand pèlerinage à Rome, du 19 au 25 juillet, en collaboration avec les Missions de France.

Mais l'événement le plus grandiose eut lieu au mois de novembre de cette même année par l'installation de la *Statue de la Vierge de Loreto* dans la chapelle de la Mission.

La statue avait été offerte à la Mission par le Sanctuaire de Loreto, où elle avait été exposée pendant trois jours. Elle avait ensuite été bénie solennellement par le Pape Pie XII, le 13 septembre à Saint-Pierre, devant une imposante foule de fidèles. En dernier lieu elle était arrivée à Luxembourg-Ville et exposée jusqu'au 11 novembre dans la «Chapelle du Glacis».

L'arrivée de la statue à Esch avait été fixée au samedi 18 novembre. Le soir, à 18 heures, elle fut solennellement prise en charge à Luxembourg par le Nonce apostolique Mgr Ferdinando Cento, par l'évêque coadjuteur Mgr Lommel, par des membres du Conseil communal d'Esch et par quelques centaines de fidèles. Portée par quatre mineurs italiens, la statue fut placée sur une voiture ouverte, ornée de fleurs et illuminée par un réflecteur. Et le cortège s'achemina vers la métropole du fer.

Entre-temps à Esch, attirée par le tintement solennel des cloches, une foule de plusieurs milliers de fidèles arrivait des différentes paroisses pour accueillir la Vierge. La rencontre devait avoir lieu au carrefour de Lallange, où on avait préparé un autel provisoire, surmonté d'une grande croix, sur le terrain même où par la suite on construisit l'actuelle église dédiée à «Marie, Reine du monde».

La statue arriva à 19 heures, accueillie par 5 000 flambeaux. Le discours de bienvenue fut prononcé par le Révérend Père Weber, doyen des prêtres d'Esch. Puis, au chant du Magnificat, la statue fut placée sur un char triomphal, orné de fleurs, de lumières et d'enfants habillés en anges.

La procession se dirigea vers la rue de l'Alzette. L'Hôtel de Ville était décoré par le drapeau tricolore et le drapeau du Vatican. Les maisons le long du parcours étaient illuminées et ornées de drapeaux. Le char triomphal était suivi par une foule de fidèles, les députés Léon Kirsch et Emile Colling, les membres du Conseil communal d'Esch, les deux évêques, le chanoine Dupong de Kayl, le directeur de la Caritas Hermes, le secrétaire de l'épiscopat Jost, le secrétaire de la nonciature Palmas, le directeur des Missions catholiques d'Europe Occidentale, les prêtres de la ville. Il s'agissait d'une véritable marche de triomphe telle qu'on n'en avait jamais vue à Esch²⁷. La Vierge fut accueillie telle une souveraine.

La procession accompagna la statue jusqu'à l'Eglise du Sacré-Cœur, où le nonce et l'évêque auxiliaire s'adressèrent à la foule. Le lendemain matin, le dimanche 19 novembre, une grande messe pontificale fut célébrée à l'Eglise du Sacré-Cœur. Le soir, toujours en présence des deux évêques, la statue fut transportée au siège définitif : la chapelle de la Mission (à 17 heures, le Nonce avait célébré la messe pour les Italiens à Villerupt, dans une église bondée de fidèles).

L'année suivante, 1951, la statue de la Vierge de Loreto fut portée en procession dans les plus grands centres de la Haute Lorraine²⁸. Le «peregrinatio Mariae», accompagné par le prédicateur scalabrinien P. Giacomo Sartori, commença le vendredi 19 octobre. A la frontière franco-luxembourgeoise, les deux processions se rencontrèrent : l'une provenant d'Esch, l'autre de France. Portant des flambeaux, de nombreux fidèles accompagnèrent la Vierge dans l'église paroissiale d'Audun-le-Tiche. Le jour suivant, les fidèles transportèrent la statue dans les églises de Crusnes, Aumetz, Volmerange et Ottange. Partout une foule impressionnante, mue par une véritable ferveur religieuse, venait accueillir la Vierge.

Le 24 janvier 1952 on assista à la traditionnelle *visite* du nonce Ferdinando Cento à la Mission (il venait chaque année à Luxembourg pour l'anniversaire de la Grande-Duchesse). Il fut accueilli par de nombreuses autorités et compatriotes. Le docteur Colling tint, comme toujours, le discours officiel, au cours duquel il exalta les liens séculaires entre l'Italie et le Luxembourg²⁹.

Au cours du mois de mai de la même année, la Mission reçut la visite privée du nonce apostolique à Paris, Mgr Angelo Roncalli, le futur pape Jean XXIII.

En 1953 le «peregrinatio Mariae» se déroula dans les centres du bassin minier³⁰. L'itinéraire de la Vierge commença le soir du 9 avril à Dudelange, où 500 personnes s'étaient rassemblées devant l'église paroissiale. Puis à Rodange, à Niederkorn, le 14 avril et, en dernier lieu, à Differdange. Partout le nombre des Italiens était surprenant.

Cette année-là, au mois d'octobre, la communauté catholique se prépara à recevoir la visite du cardinal Adeodato Piazza, secrétaire de la Congrégation Consistoriale et, en tant que tel, responsable de toutes les œuvres religieuses d'assistance aux émigrants³¹.

Le cardinal arriva à Esch le dimanche 4 octobre au soir. Il était attendu par une foule de fidèles et par toutes les autorités civiles et religieuses. Comme toujours, il fut accueilli dans le salon de la Mission par un discours du docteur Emile Colling, puis par l'évêque coadjuteur Lommel et par le missionnaire P. Luigi Casaril. Les enfants représentèrent l'opérette «Pinocchio». Le cardinal remit



Esch-sur-Alzette, 4 octobre 1953. Le cardinal Adeodato Piazza visite la communauté italienne.

la décoration de l'Ordre «Pro Ecclesia et Pontifice» à l'ouvrier Alfredo Capra, qui pendant huit mois avait dirigé les travaux de construction de la chapelle italienne. La Messe solennelle fut célébrée le matin suivant et nombreux étaient les fidèles présents.

En 1954 on reçut la visite de Mgr *Efrem Forni*, nouveau nonce apostolique en Belgique et au Luxembourg (Mgr *Ferdinando Cento* avait été envoyé à Lisbonne). Mgr Forni arriva à Esch le 24 janvier³². Toutes les autorités étaient présentes à la réception, qui se déroula selon le schéma traditionnel: récitation de la part des enfants, discours du révérend Mathias Weber, d'Othon Schockmel, du ministre d'Italie Cavalletti et du nonce; représentation du drame «I due sergenti».

En 1955 on reçut également d'illustres hôtes. Trois évêques arrivèrent au Luxembourg pour commémorer le 50^e anniversaire de la mort de Mgr G.B. Scalabrini, «père des émigrants»³³. Le premier fut Mgr Jean Rupp, auxiliaire de Paris. Il arriva à Esch le lundi de la Pentecôte. Le discours officiel fut tenu par le P. Giovanni Triacca, directeur des Missions de France. Les enfants récitèrent des poèmes, tandis que les plus grands présentèrent la petite pièce «Le città d'Italia».

Le 5 juin, on accueillit Mgr Giuseppe Zaffonato, évêque de Vittorio Veneto. On célébra une messe et organisa une soirée théâtrale.

Entre le 2 et le 8 juillet, la Mission accueillit Mgr *Giuseppe Pronti*, évêque de Nocera et Gualdo Tadino, admirateur de Mgr Scalabrini, et qui vint au Luxembourg pour connaître la réalité des émigrants³⁴. Il rendit visite aux Italiens de Bettembourg (2 juillet), de Dudelange (3 juillet), puis il se rendit à la Cathédrale, à Villerupt et à Esch (3 juillet). Il bénit aussi les deux petits autels de la chapelle italienne et assista à une soirée familiale, donnée en son honneur, au cours de laquelle on présenta la pièce dramatique «La malattia del Principe». Il rencontra aussi les Italiens d'Aumetz (4 juillet), Thil (5 juillet), Differdange (6 juillet) et Cantbonne (7 juillet).

Le 11 mars 1956 on fêta solennellement le 80^e anniversaire du Pape Pie XII³⁵. Un grand nombre de fidèles assistèrent à la célébration eucharistique tenue par le vicaire général du diocèse Hengen.

à la messe des travailleurs avec offerte de dons, à la commémoration officielle tenue par Mgr Costantino Babini et à la grande soirée de théâtre animée par le groupe «Lux», qui présenta «Luce che torna».

Le 9 décembre eut lieu, en présence de nombreuses personnalités, une fête à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle entrée du siège de la Mission, ornée d'un bas-relief du sculpteur Aurelio Sabatini³⁶.

En 1957 on accueillit deux visiteurs notoires: Mgr Bosetti, évêque de Brescia, qui arriva pour la fête de l'Ascension et présida à la Première Communion des enfants italiens, puis en automne, le ministre du Travail Gui qui vint visiter la Mission³⁷.

En 1958 on reçut, le jour de l'Ascension, la visite de l'évêque Mgr Mistrorigo, qui présida à son tour à la Première Communion des enfants italiens³⁸.

Le 13 avril 1959, on reçut la visite à la Mission de l'ex-souverain d'Italie, Humbert de Savoie³⁹, et le 21 juin celle de l'évêque missionnaire Mgr Antonio Michelato, qui présida aux Premières Communions et prit part à la fête des mères⁴⁰.

Activités pastorales

A part ces événements extraordinaires, l'activité pastorale de la Mission au cours des années '50 resta toujours très intense.

Des messes étaient célébrées: à Esch, en semaine, à 7 heures, les jours de fête à 7 et 10 heures, en plus une brève le soir. A Audun-le-Tiche à 8 heures tous les dimanches; à Villerupt à 17 h tous les dimanches; à Dudelange (dans la salle paroissiale, rue des Ecoles) tous les deuxièmes dimanches, à 8 h⁴¹.

A partir de 1956, on célébra davantage de messes: dans la crypte de la Cathédrale de Luxembourg, tous les premiers dimanches du mois à 10.30 h; à Differdange-Fousbann, tous les premiers dimanches du mois à 8.30 h; à Volmerange tous les deuxièmes dimanches du mois à 9.30 h; à Aumetz le troisième dimanche à 9 h; à Bettembourg tous les derniers dimanches du mois, à la «briqueterie», à 10 h⁴².

On accorda un soin tout particulier aux pratiques religieuses lors des grandes occasions: la Toussaint, Noël et Pâques.

Déjà pour l'année 1950, on relève que pour Pâques, outre les célébrations à la Mission, on célébra des messes dans beaucoup d'autres centres: Audun-le-Tiche, Rousange, Rédange, Bure, Ottange, Nondkeil, Volmerange, Aumetz, Villerupt, Cantbonne, Crusnes-Cités, Crusnes-Village, Cantina de Crusnes, Thil, Belvaux, Soleuvre, Differdange, Niederborn, Rodange, Dudelange, Kayl, Tétange, Rumelange, Larochette, Luxembourg-Ville, Lasauvage⁴³ ... Par la suite on ajouta encore d'autres localités: Schiffange (1951), Bettembourg (1952), Pétange (1954) ...

Parfois des prêtres et des groupes arrivaient d'Italie pour venir en aide aux missionnaires pendant ces jours de fête si chargés. On se souvenait longtemps du groupe de jeunes, accompagnés par trois prêtres, qui furent envoyés par le cardinal de Bologne, Giacomo Lercaro. Ils renonçaient en effet à leurs vacances et vinrent passer un mois (du 15 juillet au 15 août 1954) au Luxembourg pour apporter leur témoignage de foi aux compatriotes d'Aumetz, de Boulange, d'Ottange et de Nondkeil⁴⁴.

Comment réagissaient les Italiens aux activités religieuses de la Mission? Dans un premier temps, le P. Casaril était pratiquement seul et n'était point satisfait des résultats de son apostolat. Dans un rapport datant des années 1950-1951, il écrivait:

«Il n'y eut aucun rapprochement significatif de la part de nouveaux éléments⁴⁵.»

Il notait en outre que 85% des hommes étaient sous le contrôle de l'«Italia Libera», tandis que les femmes faisaient partie de l'UDI et d'autres associations (dont sept d'inspiration communiste). Il relevait en outre qu'il fallait absolument introduire au Grand-Duché le mouvement ACLI, afin de pouvoir attirer des ouvriers.

En 1955 il écrivait:

«Parmi les hommes les plus exemplaires, on compte les nouveaux arrivés, en général des saisonniers; (...). Il n'y a pas de retour vers l'église de la part de vieux Italiens; mais ils acceptent la présence de l'église et à l'hôpital ils ne refusent pas la venue d'un prêtre; il faut cependant dire que le respect humain et l'effronterie des communistes empêchent une grande partie de nos compatriotes de s'approcher de la Mission. On peut dire qu'il y a des sympathisants, qui ne fréquentent pas l'église pour des motifs moraux et par habitude⁴⁶.»

Afin d'établir un rapport avec les fidèles, on utilisait aussi la presse.

Le bulletin «La Missione» était édité en 4 000 exemplaires. Et progressivement s'introduisit aussi l'hebdomadaire «L'Eco d'Italia». En 1955 ce dernier comptait 200 abonnés au Grand-Duché, mais beaucoup d'exemplaires étaient vendus hors abonnement. On comptait aussi 60 abonnés à «Alba» et 200 à «Famiglia Cristiana».



1958. Des enfants envoyés par la Mission catholique italienne en colonie de vacances à Cesenatico (Forlì). Ils sont accompagnés par Kerg Vanna et Carlo.

Par ailleurs, on organisait tous les ans les fêtes du 1^{er} mai, la fête des mères et celle des émigrants. De même on proposait fréquemment aux fidèles des pèlerinages: à Lourdes (28 mai 1954, 5 juillet 1956, 30 mai 1958) et au Sanctuaire de Notre-Dame de Sion, près de Nancy (28 juin 1959).

Vers la fin des années '50 les groupes d'apostolat laïque connurent en essor considérable.

Le groupe de l'Apostolat de la Prière, lié au mouvement «Città Nuova» (1958), déployait lui aussi une grande activité et le 22 juin 1958 on célébra la «Première journée de spiritualité». En 1959

naquit aussi la Légion de Marie, composée des différentes sections de l'Action catholique féminine et masculine (tout spécialement des enfants et des adolescents)⁴⁷. Finalement on pouvait toujours compter sur la présence de la «Chorale Sainte-Cécile», dirigée avec passion par le maître Othon Schöckmel.

Crèche, école maternelle et cours de langue italienne

Les Religieuses des Pauvres de Bergame continuaient à animer la communauté catholique en s'occupant de la crèche, de l'école maternelle, des cours de couture et de langue italienne, de l'équipe féminine de théâtre, des visites aux familles et de l'envoi du mensuel «La Missione».

La crèche et les maternelles étaient ouvertes tous les jours de 9 à 16 h et les enfants pouvaient manger à la Mission à midi. Les enfants inscrits n'étaient toutefois pas nombreux: 22 en 1951, 45 en 1955, par la suite on comptait toujours une quarantaine.

L'école de couture rassemblait beaucoup de jeunes filles. On y donnait aussi des cours de coupe pour les plus grandes. Plus importants étaient naturellement les cours de la *langue italienne*, qui à partir de 1956 se déroulaient de 15.30 à 18 h. 40 à 50 élèves fréquentaient ces cours. A la fin de l'année scolaire, on procédait à une distribution de prix. En 1957, on promut aussi un cours de langue française pour les adultes.

Les enfants constituaient les secteurs les plus animés de la Mission, tout aussi bien au cours de l'année lors des occasions particulières: fête de la «Befana» (avec distribution de 100 à 150 paquets-cadeaux), Carnaval, etc. Souvent les enfants préparaient de petites récitations, des chants et des pièces de théâtre.

Par contre, on invitait les plus grands à participer aux excursions sociales: à Paris (1956), en Belgique et à Paris (1957), à Bruxelles pour l'Exposition mondiale (1958), etc.

Les groupes de théâtre

Toutefois la plus grande activité était déployée par les «grands» au sein des deux groupes de théâtre: celui des jeunes filles et celui des hommes («Lux»), qui représentaient parfois des pièces ensemble. Leurs spectacles connaissaient à chaque représentation de très vifs succès.

Il est impossible de dresser une liste de toutes les pièces dramatiques, des comédies et farces présentées au cours de ces années-là. Nous en donnons une liste incomplète, quoique déjà bien fournie, qui témoigne de l'engagement des jeunes de cette époque.

En 1950. Le 5 février: «Le Furberie di Scapino», avec Ivo Pascucci, Alfredo Capra, Elio Capra, Bruno Buri; le 19 février: «Vendita di bugie all'ingrosso», le 26 décembre: «Marcus ossia il segno della croce» (ou «Marco e Marcella»), avec Gianni Raccogli, Anna Dal Bon, Maria Dal Bon, Anita et Liliana Rossi.

En 1951. Le 28 février «Marcus» est encore une fois présenté à Villerupt; le groupe féminin présente le 4 février «La ragazza ungherese», le 18 février «La Battaglia ad arma bianca», le 2 décembre «Evasione verso la patria» et le 30 décembre «Il ritorno dell'esule», suivi par la farce «Pantalone ha perso Papuzza».

En 1952. Le 2 mars le groupe théâtral des hommes présente «Fiammetta, ossia Gondoliero delle morte» avec Alessio Buri, Gianni Raccogli, A. Musumarra, Bruno Buri, Ivo Pascucci, Bruno Grimaz, Luigi Capelli, Gino Vitali, Luigi Sala, Alberto Capelli, Quinto Martini, Italo Chiampan, Raimondo Biagioni, Nello Vitali et Elio Capra (la pièce sera répétée le 29 juin à Villerupt, Salle Micheville). Le groupe des femmes présente le 30 mars «Genoveffa di Brabante» et la farce «Quando si parla ai sordi». Et le groupe mixte se produit le 27 avril dans les scènes de «La Traviata» de Verdi et le drame «Rudy ossia un ladro di meno».

En 1953. Le 3 janvier, les femmes montent sur scène avec «Turcaccio e Pantera», puis «Una scoperta scientifica». Le 24 janvier les hommes présentent «I due sergenti» avec Ivo Pascucci.



Esch-sur-Alzette, années '50. La fête de St-Nicolas à la Mission italienne. On reconnaît: l'ambassadeur d'Italie, Poggi, Nemens, Kramer, Ulveling, Kerg-Vaccaroli, Kerg Carlo, De Bernardi Lina, Crescentini Max, Sorani.

Bruno Buri et Giuseppe Do. Le 7 mars les deux groupes réunis donnent «Cercasi marito per Cleonice».

En 1955. Le 2 janvier les hommes jouent «Il telegramma con risposta pagata» avec Ivo Pascucci, Luigi Capelli et Aurelio Della Vecchia; le groupe mixte présente «Marcus ossia il segno della croce». Le groupe féminin présente au mois de mai «Mamma, dono di Dio» et pour Noël «La canzone del cuore». Le 18 décembre à Villerupt les hommes présentent «Dentista moderno» et «Maestro di musica» avec Ivo Pascucci et Aurelio Della Vecchia.

En 1956. Le 11 mars le groupe mixte se produit dans «Luce che torna» de R. Melani avec Gaudenzio Ranghino, Eufrosia Croisé-Foglià, Enzo Sorani, Maria Dal Bon, Bruno Buri, Fernanda Rossetti, Aurelio Della Vecchia et Anna Dal Bon (pièce représentée le 1^{er} mai à Luxembourg et au mois d'août à Pétange). Le groupe féminin joue le 2 décembre «Cuor di Schiava» d'A. Pagnoni.

En 1957. Au mois de janvier, le groupe féminin répète «Cuor di Schiava» d'A. Pagnoni avec Liliana Borgognoni, Fernanda Rossetti, Mariuccia Zarotti, Anna Dal Bon, Gasperina Fiorese, Rosetta De Bernardi, Elena Rondelli, Emilia Pacchiana et Renata Riganelli. La pièce fut aussi présentée à Villerupt. Au mois de mars, le même groupe présente «Tormento di madri» de Fabbri. Le 24 mars le groupe mixte «Lux» joue «Non tornerà più il sole» de Sebellin avec Aurelio Della Vecchia, Giorgio Pivetta et Dante Della Vecchia; et au mois de mai «Luce d'amore» de Franco Mari, en plus «Lo spettro bianco» de Mario Carusi. Au mois de décembre, le groupe «Lux» présente «Una lampada alla finestra» de Gino Capriolo, tandis que le groupe féminin joue «La croce di marmo» d'Attilio Bario et «Fabiola», à Esch et à Dudelange.

Pour l'année 1958 on dispose de moins de documentation. En 1959, le groupe théâtral féminin met en scène: «Piccola martire» de G. Fabbri (11 janvier), «Scampolo» de Dario Niccodemi (15 février) et «La cameriera dell'artista» de L. Fedeli (5 avril). Le 19 avril le groupe mixte se produit dans «Trenta secondi di amore» d'Aldo De Benedetti, pièce représentée aussi à Dudelange, Villefranch, Hayange et Luxembourg par les interprètes suivants: Liliana Vanoli, Elena Rondelli, Liliana Borgognoni, Giuseppe di Pinto, Ivo Pascucci, Teresa Giovagnoli, Aurelio Della Vecchia, Gianni De Vita, Mariuccia Zarotti, Anna Dal Bon, Bruno Buri. Le 21 juin on joua la comédie «Roméo e... Giulietta» avec Ivo Pascucci et Gianni De Vita.

- ¹ Pour la «Convention générale et le Protocole spécial entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Italienne sur la Sécurité Sociale» cf. Mémorial n° 56 du 11 septembre 1953, pp. 1137-1146. La Convention fut signée à Luxembourg le 29 mai 1951 par Pierre Dupong et Joseph Bech pour le gouvernement luxembourgeois, par le ministre Rainaldi et Amleto Angeletti pour le gouvernement italien: elle fut transformée en loi le 21 avril 1953, ratifiée le 25 octobre 1954 et entra en vigueur le 1^{er} novembre 1954 (Mémorial 1954, p. 1439). A la Convention on ajouta ultérieurement un «Arrangement administratif relatif aux modalités d'application» signé le 19 janvier 1955 par Nic Biever et par le ministre Cavalletti (Mémorial n° 12 du 24 janvier 1955, pp. 320-330).
- ² cf. Traités et Conventions, Typographie ministère des Affaires étrangères, Rome 1952. L'accord fut signé par le ministre du Travail Nic. Biever et par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Paolo Emilio Taviani. Il entra en vigueur le 1^{er} novembre 1954, en même temps que la nouvelle Convention générale sur la Sécurité Sociale.
- ³ Signé le 3 mai 1956 par Joseph Bech, Pierre Frieden et le ministre des Affaires étrangères Gaetano Martino, il fut approuvé par la loi du 22 janvier 1958 et entra en vigueur le 2 mai 1958 (Mémorial n° 8 du 13 février 1958, pp. 105-106 et 714).
- ⁴ Mémorial n° 31 du 3 juin 1958, pp. 747-748. La convention avait déjà été signée par les pays du Traité de Bruxelles le 17 avril 1951 (cf. Mémorial n° 73 du 18 décembre 1951, pp. 1467-1473).
- ⁵ Asmae, 2 (1949-1950), f. 7 : Synthèse périodique - premier semestre 1951, envoyée par le ministre Rainaldi au Mae.
- ⁶ cf. «Casa d'Italia ou Consulat?», article de L. Trigatti publié au Tageblatt au cours de ces journées.
- ⁷ Sortir INTRONA. Lavoratori italiani nel Lussemburgo e nel Belgio, dans la revue «Italiani nel Mondo», Rome, 10.9.1958, p. 7.
- ⁸ Statistique du mouvement de la population - années 1953 à 1965, STATEC, mai 1966, pp. 104-106.
- ⁹ Umberto CASSINIS, «Il movimento migratorio italiano in Belgio, Olanda e Lussemburgo», dans la revue «Il Lavoro Europeo», 1962.
- ¹⁰ Asmae, 2 (1949-1950), f. 7: rapport du ministre Rainaldi, 30.6.1950.

11. Asmae, 2 (1949-1950), f. 7: Synthèse périodique - premier semestre 1951, envoyée par le ministre Rainaldi au Mae.
12. La Missione, mars 1956.
13. Sortir INTRONA, «Lavoratori italiani nel Lussemburgo e nel Belgio», dans la revue «Italiani nel mondo», Rome, 10.9.1958.
14. cf. art. 23 de la susnommée «Convention générale» sur la Sécurité sociale (Mémorial n° 56 du 11 septembre 1953, p. 1143).
15. cf. «Problemi del Lavoro all'estero», rapports de 1973, Mae, Rome 1974, p. 109.
16. «Les débuts du Service de l'Immigration», in: «Le Luxembourg face à l'Immigration», op. cit., p. 80.
17. Lettre du ministre Rainaldi au P. Luigi Casaril, 8.12.1949.
18. Enregistrés à Luxembourg le 14 août 1951, déposés au Tribunal le 25 août, publiés au «Mémorial» (recueil spécial) n° 77 du 12 septembre 1951.
19. Statuts des AIL de Luxembourg, art. 4.
20. Othon Schockmel était né le 6 février 1896 à Kayl. Son premier amour fut la musique. Il fut l'élève de Gustave Simon au conservatoire de Luxembourg, Strasbourg et Bruxelles, où il obtint toujours de grands succès. Il fut aussi le directeur des chorales «Lyra» et «Harmonie» d'Esch-sur-Alzette. Après la guerre il fonda et dirigea la chorale «Santa Cecilia» de la Mission catholique italienne. Il épousa en 1934 Sofia Sabatini et avec elle la cause de l'amitié italo-luxembourgeoise; à laquelle il dédia une grande partie de son temps. Il obtint aussi de nombreuses décorations officielles.
21. Letzeburger Journal, 6 juin 1958.
22. La Missione, avril 1957. Formenti avait émigré en Belgique en 1946 et avait travaillé dans les mines; dans son temps libre il aidait le Patronat ACLI de Mons et de La Louvière. En 1957 il fut envoyé en tant que directeur au siège du Patronat ACLI d'Esch-sur-Alzette. Il garda ce poste jusqu'en 1979. Pendant une période de maladie (mai 1959-1961), il fut remplacé par Gianni De Vita.
23. La Missione, juin 1957.
24. La Missione, 10 mai 1959.
25. Le P. Ermildo Napetti, né à Velo d'Astico (Vicence) le 5 octobre 1926, fit ses études au séminaire de Bassano del Grappa et à Cermenate, il fréquenta par la suite l'Université Grégorienne de Rome, où il obtint une licence en philosophie et théologie. Il fut nommé prêtre à Rome le 8 octobre 1950. Il arriva à Esch au mois d'août 1952 en tant que coadjuteur, en 1955 il fut nommé directeur de la Mission d'Esch et il y resta jusqu'au mois de janvier 1962. En 1956 il modernisa les locaux de la crèche, en 1957 il transforma l'entrée et le hall de la Mission, en 1959 il restaura la cantine des enfants, en 1960 il fit effectuer des travaux dans la cour de la chapelle. Pendant qu'il était directeur à Esch, en 1961, la Mission fut reconnue en tant que Mission «cum cura animarum».
26. Le P. Walter Pigato, né le 7 janvier 1928 à Breganze (Vicence), fut ordonné prêtre scalabrinien en 1952. Il fut immédiatement envoyé à Paris en tant que missionnaire volant pour les Italiens de la banlieue parisienne, la Normandie et l'Aube. Il fut aussi par la suite, pendant trois ans, directeur de la Maison de Retraite du Château d'Ecoubly et du Pensionnat de St-Maur. Il arriva à Esch au cours de l'automne 1958 et n'y demeura que pendant une année.
27. Luxemburger Wort, 20 et 21 novembre 1950; la Missione, janvier 1951.
28. La Missione, janvier 1952.
29. La Missione, février 1952.
30. La Missione, avril 1953.
31. La Missione, septembre, octobre et novembre 1953.
32. La Missione, février 1954.
33. La Missione, juin 1955.
34. La Missione, juin et août 1955.
35. La Missione, avril 1956.
36. La Missione, décembre 1956.
37. La Missione, décembre 1957.
38. La Missione, juin 1958.
39. La Missione, mai 1959.
40. La Missione, juillet 1959.
41. La Missione, juin 1952.
42. La Missione, juin 1956.
43. La Missione, mars 1950.
44. La Missione, août et septembre 1954.
45. Rapport du P. Luigi Casaril pour les années 1950-1951.
46. Rapport du P. Luigi Casaril, août 1955.
47. Cependant, le ministre Rainaldi, dans son rapport envoyé à Rome pour le premier semestre de 1951 (Asmae, 2 - 1949-1950 -, f. 7) notait: «L'augmentation régulière avec laquelle plus de trois cents compatriotes fréquentent la Chapelle et le petit théâtre de la Mission Scalabrinienne, comparée au peu d'assiduité dont on se plaignait en 1950, est due à la disparition de la «peur» des réactions possibles de la part de l'Italia Libera; ainsi on a même assisté au baptême des enfants du président (communiste) du groupe théâtral «L'Avvenire», âgés respectivement de 6 et 4 ans, et dont le Chancelier de la Légation d'Italie a été le parrain.»
48. La Missione, décembre 1959.

CHAPITRE 3:

LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU COURS DES ANNEES '60 ET LA NAISSANCE DES ASSOCIATIONS REGIONALES

1. AMBASSADEURS, CONSULS ET INCERTITUDES DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Au cours des années '60 les *ambassadeurs d'Italie* au Grand-Duché furent Antonio Venturini jusqu'en 1961; Giorgio Bombassei Frascani de Vettor à partir du 1^{er} octobre 1961; Roberto Caracciolo de San Vito à partir du 20 septembre 1965; Corrado Orlandi Contucci à partir du 3 juillet 1967 et Orazio Antinori à partir du 10 mars 1969.

Les *consuls* de cette époque furent: Mario D'Erman jusqu'au 25 mars 1961; Antonio Leone du 25 mars 1961 au 16 janvier 1965; Guido Lenzi du 16 janvier 1965 au 17 juillet 1968; Pierfranco Valle du 12 février 1969 au 16 février 1971.

En attendant que la Communauté européenne permette la libre circulation de la main-d'œuvre, prévue par le règlement n° 15 du Traité de Rome, la bureaucratie italo-luxembourgeoise procédait de façon assez obscure.

Déjà au mois de septembre 1960, le ministère du Travail italien se proposait de dénoncer l'arrangement de 1957, qui créait de nombreuses difficultés et ne pouvait être adapté aux nouveaux accords européens. Le ministère des Affaires étrangères luxembourgeois appuyait cette proposition.

C'est pourquoi, peu de temps après, une commission ayant pour but de définir un nouvel «arrangement» fut nommée. Elle était composée du côté italien par Leopoldo De Stefani, conseiller à l'émigration auprès de l'ambassade, et par le consul Mario D'Erman; du côté luxembourgeois par Gust Van Werveke et par d'autres techniciens. On constata que l'arrangement datant de 1957 avait été mal appliqué et que par conséquent «le marché de l'emploi luxembourgeois était sursaturé en main-d'œuvre étrangère insuffisamment qualifiée...» Les représentants de l'Italie sollicitaient cependant que «les avantages acquis aux travailleurs italiens doivent être maintenus». En fin de compte, acceptant la proposition italienne, on prorogea l'arrangement de 1957 jusqu'au mois de février 1961...

En mars 1961, une nouvelle rencontre bilatérale eut lieu. On décida de prolonger l'arrangement de 1957 jusqu'à la fin de l'année «vu l'état avancé des travaux préparatoires à la promulgation d'un règlement de la CEE concernant la libre circulation des travailleurs». On continua donc à accepter comme valables les deux types de contrat A et B; en ce qui concernait le contrat B, on admettait un maximum de 300 unités devant faire preuve d'une qualification bien définie.

Le règlement de la CEE sur la libre circulation des travailleurs devait entrer en vigueur le 1^{er} septembre 1961, mais les normes pratiques n'avaient pas encore été déterminées. C'est pourquoi l'arrangement de 1957 fut prolongé une nouvelle fois jusqu'à la fin de 1962, puis jusqu'en 1963... Ce ne fut qu'au début de 1964 qu'on adopta les nouvelles dispositions de la Communauté européenne. Or, à cette date, l'Italie n'était pas prête à ouvrir les frontières selon les dispositions européennes et l'arrangement de 1957 fut prolongé jusqu'à la fin de 1964...

En réalité, la CEE vivait encore une «période transitoire», qui ne devait prendre fin que le 31 décembre 1972. Mais au mois de juillet 1968 on changea la réglementation de la «libre circulation» et ce n'est qu'à cette date que commença véritablement un processus de plus ample intégration de l'Europe des travailleurs.

Organisations consulaires et «Amitiés Italo-Luxembourgeoises»

A côté de ses charges usuelles, le consulat d'Italie prit aussi des initiatives au niveau de l'animation culturelle de la collectivité. Pour atteindre son but, il créa le 6 décembre 1962, grâce à l'engagement du consul d'Italie, Antonio Leone, le *Comité pour l'Assistance scolaire aux enfants des travailleurs italiens* (CAFLI).

Les objectifs poursuivis par le Comité étaient de promouvoir toute initiative apte à développer et perfectionner l'organisation des cours de langue italienne ainsi que de soutenir toute autre activité scolaire en faveur des enfants des compatriotes résidant au Grand-Duché.

Ainsi, progressivement, on proposait: des cours de langue italienne au niveau primaire et secondaire; l'étude de la langue allemande et de la langue française pour les adultes; les différentes formes d'assistance aux enfants qui fréquentaient l'école maternelle du bd de la Pétrusse; des manifestations à la fin des années scolaires; l'octroi de bourses d'études aux plus méritants et aux plus nécessiteux; des séjours d'été en Italie, dans les localités maritimes; des excursions et des voyages scolaires.

Chaque année, une centaine d'enfants étaient envoyés en *colonie de vacances* à Cattolica (Rimini). La CAFLI agissait en collaboration avec la Fondation des Italiens à l'Etranger. Le CRAIES – Centre régional d'assistance aux immigrés sardes – organisait également, pour le moins à partir de 1968, en collaboration avec les Missions catholiques, des colonies à la mer pour les enfants d'immigrés sardes, âgés de six à douze ans¹.



Bascharage, 1965. Les frères Rinaldis travaillant à la Brasserie Bofferding.

Rappelons encore que le consulat d'Italie promut sur une vaste échelle des *cours de langue italienne* pour les enfants de tous les compatriotes dans de nombreux centres du Grand-Duché.

Le premier cours débuta dès l'automne 1961 à l'école du Brill à Esch-sur-Alzette et réunit 130 élèves².

Pour l'année scolaire 1967/68 les cours avaient également lieu à Luxembourg, Differdange, Dudelange et Rumelange et les enfants inscrits étaient au nombre de 430³. Pour l'année scolaire 1968/69, on comptait déjà 32 cours d'italien, auxquels assistaient 657 élèves.

Chaque année, lors de la clôture des cours, une grande réception avait lieu dans les locaux du consulat d'Italie à Esch. Les élèves méritants recevaient à cette occasion des diplômes de fin d'études primaires, qui étaient valables aussi en Italie; les meilleurs élèves obtenaient en outre un prix en argent et on distribuait des gâteaux ainsi que des cadeaux à tous les participants.

Dès 1961, les autorités consulaires organisaient à Esch et à Luxembourg, pendant les mois de juillet à octobre, des cours de langue française pour les adultes de nationalité italienne. Environ une cinquantaine de travailleurs italiens y étaient inscrits⁵. En 1966 on promut aussi des cours à Pétange et à Dudelange⁶.

Vers la fin de l'année 1969, on conçut l'idée de constituer un *Comité Consulaire d'Assistance* dont le but serait de coordonner les activités des différentes associations.

En même temps les *AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES* s'employaient à la diffusion de la langue et de la culture italiennes surtout à Esch, Pétange, Schiffange et Dudelange⁷.

Nous avons déjà évoqué la naissance de plusieurs sections des Amitiés au cours des années '50. La section de *Schiffange* ne fut par contre fondée qu'en 1962.

Son comité provisoire fut constitué le 28 juillet 1962 au Café Steg-Imdahl de Schiffange au cours de l'assemblée du Syndicat d'Initiative et du Tourisme, sous la présidence de Robert Mayer et en présence d'Othon Schockmel⁸. Ses membres étaient: Roger Heuertz, président; Michel Herrmann, vice-président; Mme Blum-Weyer, secrétaire; Lily Molitor-Stein, trésorière; Michel Marschal, Norbert Feiereisen, Rosolino Crescentini et Marie-Claire Brebson, membres.

Le 21 janvier 1963 on élut en tant que président des Amitiés de Schiffange: Rosolino Crescentini; les nouveaux membres étaient Laurent Bonaria et Marcel Prommenschenkel. Le 30 mars 1963 le Conseil communal approuva les statuts des Amitiés. En 1964, à la mort de Rosolino Crescentini, Jean-Pierre Kayser devint président et on élut Raymond Spanier au poste de vice-président, les nouveaux membres étant Lino Seghetto et Vincent Ierace. A partir du 3 mars 1966 le président fut Lino Seghetto⁹, tandis que les nouveaux membres étaient: François Weber, Jeanne Bartelmy, Irène Peiffer-Kauth et François Dell.

Les amitiés organisaient surtout des concerts, des conférences culturelles et en particulier, annuellement, la fête de la Saint-Nicolas, qui réunissait à Esch tous les enfants de la crèche et de l'école maternelle de la Mission catholique.

2. STATISTIQUES CONCERNANT L'IMMIGRATION ITALIENNE

Au cours des années '60, le Luxembourg, tout comme les autres pays européens, connut des périodes de haute conjoncture (1964, 1965, 1969 et les années suivantes) ainsi que des périodes de basse conjoncture (1963, 1966 et 1968).

Ces fluctuations économiques avaient des répercussions sur l'emploi des travailleurs étrangers. Mais le Grand-Duché eut toujours besoin des immigrés pour deux raisons fondamentales:



Differdange, 1969. Ouverture du nouveau magasin Quazzotti. De gauche à droite: Quazzotti Irma, Americo, Viviana, Marie-Josée, Fulvio et Diane.



Esch-sur-Alzette, 1969. Figini Marco et sa femme Maria-Grazia: dans leur café on fête la naissance de l'Association des Bellunois.

- la diminution de la main-d'œuvre luxembourgeoise employée dans l'industrie: elle diminuait en moyenne de 300 unités chaque année¹⁰ et devait donc être remplacée par les étrangers, dont le nombre atteignit presque 40% de la totalité de la main-d'œuvre employée;
 - la crise des naissances pesant sur la population luxembourgeoise. Le Grand-Duché ne connut point le «boom» des naissances de l'après-guerre comme cela avait été le cas dans d'autres pays européens. Ainsi les jeunes de la nouvelle génération, qui arrivaient sur le marché de l'emploi en 1966, étaient peu nombreux et en plus, ayant reçu une meilleure formation professionnelle, ils s'orientaient vers les secteurs tertiaires: banques, assurances, services publics.
- L'immigration continuait donc à augmenter au cours des années de grande prospérité économique du Grand-Duché. Le STATEC¹¹ nous donne les chiffres suivants en ce qui concerne les Italiens:

Année	Arrivées	Pourc. sur tot. nouveaux immigr.	Départs	Pourc. sur tot. départs	Solde
1960	5 538	54,6	4 024	49,6	1 514
1961	6 564	58,1	4 435	53,1	2 129
1962	6 811	55,5	4 591	51,5	2 220
1963	5 549	49,9	4 314	47,1	1 235
1964	4 669	37,7	3 409	40,5	1 260
1965	5 305	44,3	3 071	40,0	2 234
1966	4 607		2 845		1 762
1967	2 242		2 708		-466
1968	1 851		2 265		-414
1969	1 828		1 849		-21

Les données fournies par le ministère des Affaires étrangères italien sont légèrement différentes. Nous en reportons le tableau concernant le mouvement migratoire entre l'Italie et le Luxembourg pour les années 1960-1969¹²:

Année	Expatriations	Rapatriements	Solde
1960	5 237	3 791	1 446
1961	5 196	3 308	1 888
1962	4 949	3 864	1 085
1963	3 505	3 161	344
1964	3 203	2 503	700
1965	3 277	2 751	526
1966	2 913	2 855	58
1967	2 075	2 193	-118
1968	1 604	1 778	-174
1969	1 368	1 244	-124

La même source (tableau 17) nous fournit la durée de séjour au Luxembourg des Italiens, qui retournaient en Italie au cours des années 1964-1969:

Année	moins de 3 mois	de 3 à 6 mois	de 6 à 9 mois	de 9 mois à un an	de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans
1964	9,5%	10,4%	30,0%	31,7%	8,6%	9,8%
1965	6,9	8,9	35,4	28,6	10,7	9,5
1966	5,0	7,7	35,2	25,5	11,1	15,5
1967	3,5	8,7	32,6	18,6	12,4	24,2
1968	3,0	6,3	30,5	18,1	9,6	32,5
1969	3,7	9,9	29,3	16,4	9,7	31,0

Les chiffres à l'appui, on constate clairement que le mouvement migratoire entre l'Italie et le Luxembourg connu au cours de ces années une certaine stabilité, mais la tendance générale était à la diminution. A partir de 1963 les arrivées d'immigrés en provenance des Pouilles diminuèrent; selon les statistiques italiennes les départs des Pouilles vers des pays européens subirent une chute de 66%. Le même phénomène se produisit aussi pour l'Ombrie.

De quelles régions provenaient nos compatriotes?

Les statistiques italiennes datant de 1973 nous fournissent les chiffres suivants: Ombrie 42,5%, Pouilles 40%, Marches 8,5%, Frioul 3% et autres régions 6%.

Les Italiens au Luxembourg étaient évalués à 20 000 en 1964¹³; tandis que pour le 31 décembre 1967 nous trouvons les données suivantes: 41 094 Italiens (dont 33 594 au-dessus de quinze ans et 7 500 au-dessous de quinze ans); les travailleurs étaient au nombre de 14 500, les familles, au nombre de 7 000¹⁴. Le Mae comptait 36 468 Italiens au Grand-Duché pour les années 1968 et 1969 et 40 345 pour 1970. Selon les données du STATEC, la communauté italienne s'élevait à 15 700 unités en 1960 et à 23 400 en 1970 (situation au 31 décembre, quand les saisonniers étaient partis).

Activités commerciales

Les différentes *activités commerciales* des Italiens étaient florissantes. Outre les entreprises en bâtiment, déjà extrêmement actives au cours des décennies précédentes, nous trouvons de nouveaux noms dans la liste des commerçants italiens.



1968. Lupo Attilio, peintre italien de Differdange, expose au Centre Rogier à Bruxelles.

A *Esch-sur-Alzette*: Nocentini (vins et huile italiens), Mme Bertinelli (meubles et cuisines au 118, rue de l'Alzette), Jupp Furlano («Grand Garage du Canal»), R. Ricci (magasin d'électricité au 39, rue du Brill), Tessaro (électro-garage au 35, rue Edison), Fr. Bernabei-Poos (agence immobilière au 35, rue du Brill), Donato Ciola (coiffeur au 19, rue du Moulin), Venanzi (rôtisseur au 44, rue Dicks), Gino Bartocci (dépositaire de bière au 15, rue J-P. Michels), Doro (magasin de chaussures au 115, rue de l'Alzette), Nino Modesto (magasin de peinture au 278, rue de Belvaux), Fumanti (couturier au 23, rue Dicks), J. Regazzoni (magasin de peinture et de tapisserie au 2, rue du Brill), Jean Panteghini (entreprise en façades au 13, rue St-Nicolas), Mancini (alimentation au 29, rue du Brill).

A *Luxembourg*: les frères Trigatti (marbre et céramiques au 3, rue Julien Vesque), Eustachio Giorgetti (entreprise de construction, 216, rue d'Esch), Alex Ricci (dépôt et fabrication de pneus, 2-4, rue des Romains), Rinaldo Straulino (vins classiques de la Vénétie au 13, rue d'Ette), Silvano Pianaro (carrossier au 217, rue de Rollingergrund).

A *Differdange*: les frères D'Antonio (magasin de meubles au 37, rue Michel Rodange), Iannizzi-Casato (meubles au 22, avenue de la Liberté).

Et puis F. Revello à Pontpierre (instruments de musique), les frères Menei Angelo à Bertrange (vins et liqueurs), Rossi à Dudelange (vins et alcools).

3. LES ASSOCIATIONS ITALIENNES AU GRAND-DUCHE

Outre les associations déjà citées au chapitre concernant les années '50, nous remarquons qu'une des associations les plus actives de cette nouvelle décennie était l'association «PATRONATO ACLI» sous la direction de Leone Formenti, qui depuis 1960 assurait de nombreuses permanences dans tout le Grand-Duché.

Ces permanences eurent lieu à Esch-sur-Alzette, Dudelange, Differdange, Luxembourg, Diekirch, Rumelange et Bettembourg. Mais, dès 1962, les permanences furent limitées à Esch-sur-Alzette, à Pétange, à la «briqueterie» de Bettembourg, à Differdange et à Luxembourg.

Chaque année, en collaboration avec la direction centrale de Rome, le «Patronato ACLI» organisait la «Journée de l'Assistance Sociale».

En 1965, le mouvement ACLI favorisa la constitution des Cercles ACLI, dont l'intention était de promouvoir la formation sociale et morale des travailleurs italiens.

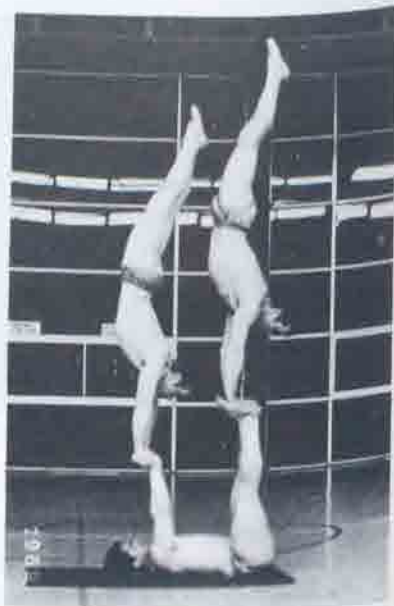
Le premier cercle fut inauguré à Pétange, le 25 février 1965, par la remise solennelle du drapeau. Les principaux promoteurs étaient: Sebastiano Presciutti, Nicola Corpina, Di Biase, Mauro Luchini, Caenaro, Colella, etc.¹⁵.



1961. Le coureur cycliste Bolzan.



Differdange. Le boxeur Lino Favoriti, champion de Luxembourg.



Differdange. Les trois Bartocci.

La première assemblée statutaire du Cercle se déroula le 3 avril au Home St-Hubert. Le conseil de direction élu à cette date était composé par Ferruccio Degano, président d'honneur; Nicola Corpina, président effectif; Benito Cancelliere, secrétaire; et les conseillers: Presciutti, Colella, Di Biase, Vieni et Luchini¹⁶. Le 21 janvier 1966, Corpina fut transféré. Sebastiano Presciutti le remplaça à la présidence du Cercle.

Le 5 décembre 1965, on créa aussi le Cercle ACLI d'Esch-sur-Alzette. La cérémonie officielle eut lieu à la Mission catholique en présence du consul d'Italie, du vicaire général du diocèse Hengen, du représentant du maire, Wengler, de Formenti, responsable des ACLI de Luxembourg, et du docteur Rotondi de la CECA. Le vicaire général célébra la messe et bénit le drapeau du Cercle. Le discours officiel fut tenu par Nestore de Meola, président des ACLI en Allemagne. Les membres de la première heure des différents «Patronati ACLI» étaient présents à cette inauguration: Andriani, Di Letizia, Corbo, Ciola, la direction du Cercle de Pétange et Gianni De Vita, responsable de la Démocratie Chrétienne au Luxembourg¹⁷.

Les Cercles de Pétange et d'Esch-sur-Alzette recrutaient rapidement un nombre important de membres¹⁸. Nombreux étaient ceux qui acceptaient la carte de membre des ACLI, car elle donnait droit — outre au fait de pouvoir participer à la vie du mouvement — à un journal d'information et à une assurance contre les accidents survenant en dehors du travail¹⁹.

Le 15 avril on élut à Esch le nouveau comité de direction: Eugenio Sannipoli, président; Angelo Trisciani, vice-président; Antonio Di Letizia, secrétaire; Ivo Giacomini, administrateur; et les

conseillers: Angelo Caenaro, Vito Spinosa, Antonio Andriani. Le 22 avril on élit un nouveau comité à Pétange: Sebastiano Presciutti, président; Filadelfio Vieni, vice-président; Benito Cancelliere, secrétaire; Nicola Savio, administrateur; et les conseillers: Giuseppe Vieni, Emilio Ughi, Calogero Scaffidi²⁰.

Le 27 mars 1967 on forma aussi le Cercle ACLI de Luxembourg.

Le 17 décembre on nomma un «comité provisoire» composé comme suit: Gianni De Vita, président, Sergio Marcucci, secrétaire, Achille Schiavone, administrateur; et les conseillers: Rocco Pacella et Mario Rossi²¹. Le drapeau de ce Cercle fut officiellement béni par le P. Enrico Morassut²². Il faut noter qu'une section de jeunes aclistes fonctionnait déjà à Luxembourg et les responsables en étaient Carlo Schiavone et Sergio Marcucci²³.

Les trois Cercles de Pétange, Esch-sur-Alzette et Luxembourg se proposaient un vaste programme d'action. Ils organisaient pour leurs membres des activités récréatives, des excursions et des bals.

Esch-sur-Alzette, années '60. Manifestation théâtrale organisée par l'Association des travailleurs chrétiens italiens (ACLI). Les acteurs: Fiume et Della Vecchia.



Mais ils s'engageaient aussi dans des activités de formation professionnelle: cours de français, cours de dessin technique et industriel, cours d'orientation professionnelle.

Ils s'occupaient tout particulièrement de la formation sociale, en organisant des conférences (sur la nouvelle loi des congés payés) et des soirées de formation.

Ils promurent même une rencontre entre les ACLI (Formenti) et l'«Italia Libera» (Piticco), afin d'étudier en commun un programme pour la défense des droits des travailleurs immigrés²⁴.

Les associations régionales

De nombreuses autres associations virent le jour au cours de ces années '60. Notons en tout premier lieu les *associations régionales*.

Le «Fogolar Furlan» était la première association de ce genre.

Les Frioulans du Grand-Duché avaient assisté à une rencontre avec les responsables italiens du «Friuli nel mondo», le samedi 25 avril 1964, au théâtre Carrefour de Luxembourg, et le dimanche 26 avril, à la «Casa d'Italia» à Esch-sur-Alzette; le président Ottavio Valeri avait tenu un discours, on avait récité des poèmes en frioulan et projeté des diapositives sur le Frioul, tandis que le groupe «Stella Alpina» de Cordenons avait présenté des villotas traditionnelles²⁵.

Très enthousiasmés par cette rencontre, une trentaine de Frioulans organisèrent le 26 septembre une réunion, afin de constituer le «Fogolar Furlan» au Luxembourg, et ils élurent un «comité provisoire» avec Valentino Bellina en tant que président et Ester Bidoli en tant que secrétaire²⁶.

La constitution officielle du «Fogolar Furlan» se déroula le 17 novembre 1964 à Luxembourg, au théâtre Carrefour, rue des Capucins, en présence de l'ambassadeur d'Italie et de nombreux Frioulans.

Une délégation composée du président de l'«Ente Friuli nel Mondo», le professeur Valeri Ottavio, et de son directeur, le docteur Pellizzari, était arrivée d'Udine. Un groupe folklorique frioulan de Bâle anima la cérémonie par des chants, des danses et récita des poèmes en dialecte. Le P. Angelico Canonici bénit le drapeau de l'association dont la marraine fut l'épouse de l'ambassadeur.

La télévision luxembourgeoise filma la cérémonie²⁷.



Luxembourg, 17 mai 1964. Au théâtre Carrefour l'ambassadeur d'Italie tient un discours lors de la fête inaugurale du Fogolar Furlan.

La nouvelle association prit immédiatement des contacts avec tous les sympathisants, organisa des «tournées» de folklore dans les centres habités par des Frioulans à Pétange, à Steinsel, à Luxembourg-Gare et à Bettembourg.

L'année 1965 était dans l'histoire du «Fogolar» une des plus fructueuses du point de vue de la structuration de l'association. Le *ballet d'enfants* connaissait de grands succès et bientôt on forma aussi une *chorale*, dirigée d'abord par le maître Quaring puis par Pierre Cao.

La *chorale*, sous la direction de maître Cao, était composée par Pasqualino Plazzotta, Enore Picco, Renato Job, Luciano Incardona, Giancarlo et Giuseppe Moro, Attilio Martinuzzi, Tarcisio Cozzi, Luca Forgiarini, Francesco Chiarandini, Fiorenzo Stella et Ernesto Alessio. Au sein du groupe de *ballet* on remarquait surtout les jeunes Mirella Fasano, Nadia et Lia Del Degan, Lina, Marisa, Luisa et Milva Picco, Bruna del Fabbro, Antonella, Alfredo et Marcello Moruzzi.

Le 2 juin 1966, un groupe de donneurs de sang se constitua au sein du «Fogolar» qui comptait bien 300 membres et organisait chaque mois des manifestations récréatives et culturelles.

En 1967 un corps de *ballet*, formé par des adultes (hommes et femmes), vit le jour. Il était dirigé par maître Lanfranco Armano. Il monta la première fois sur scène les 3 et 4 juin à l'occasion du Festival de Gasperich.

Le *comité de direction* du «Fogolar» était constitué par le docteur Zilli, président honoraire; Valentino Bellina, président effectif; Bruno Moruzzi, vice-président.

En 1969 ce comité connut des changements: président, Bruno Moruzzi, vice-président, Pasqualino Plazzotta, secrétaire, le P. Enrico Morassut, trésorier, Franco Bertoli. Ses membres étaient: Wanda Buran, Amedeo Bidoli (responsable du corps de ballet), Attilio Martinuzzi, Osvaldo Cescutti et Luciano Incardona.

L'unité au sein du groupe des Frioulans fut aussi maintenue grâce à l'initiative des frères Olivo, qui dès 1956 organisèrent des voyages réguliers en autobus d'Udine à Luxembourg, allée et retour, via Monaco.

Entre-temps d'autres associations régionales voyaient le jour. Les *Ombriens*, qui ne s'étaient pas véritablement organisés en association, célébraient cependant souvent le «Maggio eugubino». Mais les premiers à imiter l'exemple des Frioulans furent les *Vicentins*.

Le 27 décembre 1968, l'organisation «Vicentins dans le monde» convoqua les originaires de cette région à la Mission catholique à Esch-sur-Alzette, pour constituer un Cercle vicentin. La rencontre était placée sous la présidence du docteur Virgilio Marzot, adjoint de l'administration provinciale et conseiller de l'organisation²⁸.

Cet exemple fut immédiatement suivi par les immigrés originaires de *Bellune*. Les promoteurs de cette nouvelle association furent Gino Merlin et le P. Enrico Morassut.

Ils proposèrent à tous les intéressés une réunion, suivie d'un repas, le dimanche 23 février 1969, à la pension Figini (41, rue Zénon Bernard, Esch-sur-Alzette).

Au cours de cette rencontre et en présence des 120 personnes, on élut le *premier comité*: président, Gino Merlin; vice-président, Secondo Clori; caissier, Celeste Ganz; secrétaire, le P. Enrico Morassut; secrétaire adjointe, Elisa Ripalti; conseillère, Ivana Lavina.

La date officielle de naissance de l'association «Famiglia Bellunese» fut enregistrée dans les statuts le 20 avril 1969²⁹.

La première assemblée générale eut lieu le dimanche 29 juin dans la salle de la Mission d'Esch-sur-Alzette. La «Famiglia Bellunese» comptait 150 inscrits. Le comité fut reconduit et on choisit encore plusieurs conseillers: Giuseppe Dal Borgo, Donatello Mastellotto, Bruno De Toffol, Tarcisio Andrich, Ivana Lavina, Claudio Lazzaris et Fiore De Toffol.

La première fête officielle, au cours de laquelle on remit le gonfanon offert par la province de Bellune, fut célébrée le 19 octobre 1969 au Bridel: messe dans l'église paroissiale et bénédiction du gonfanon par don M. Carlin. La marraine en était Mme Pasetti; la marraine du drapeau, Anna-Lise Moia; étaient présents l'ingénieur Vincenzo Barcelloni-Corte, président de «Bellunesi nel mondo», le délégué diocésain pour l'émigration, don Martino Carlin, et le consul Pier Franco Valle.

Vers la fin de 1969, la «Famiglia Bellunese» promut plusieurs sections locales appelées «Cercles d'entente»: «Association d'entente italo-luxembourgeoise» de *Larochette*; «Association d'entente italo-luxembourgeoise» de *Dudelange*; «Cercle d'entente italo-luxembourgeois» d'*Esch-sur-Alzette*.

Ce fut le tour des *Romagnols* de créer une association. L'idée était due à Luciano Giovannini et à Antonio Capelli de Luxembourg³⁰.

D'autres associations apparurent à cette époque. Le 2 février 1963 on assista à la création d'une section à Pétange de l'*Italia Libera*. Même la *Démocratie Chré-*

tienne fit son apparition au Grand-Duché: à partir du mois de juin 1964, en collaboration avec les ACLI, elle ouvrit un service social à Luxembourg, publia un «Bulletin d'information» et organisa un groupe récréatif. Le secrétaire en était Luciano Giovannini³¹.

En dernier lieu on put assister à la fondation de différents Cercles de boulistes.

Le club le plus connu fut le *Club Italiano Bocce (CIB)* de Luxembourg, créé en 1966 par Bruno Fioretti et Giovanni Casadei.

Le premier dimanche du mois de juillet 1968 on inaugura un grand terrain pour le jeu de boules et un parc pour les enfants au «Hammerdaelchen» (Luxembourg-Hamm). Plusieurs personnalités prirent part à la cérémonie: Madeleine Frieden, secrétaire d'Etat; René Van den Bulcke, représentant du maire de Luxembourg; l'ambassadeur d'Italie Orlando Contucci; le directeur de la Caritas Mgr Hermes; le consul d'Italie Guido Lenzi. Bruno Fioretti (président du CIB), René Van den Bulcke et Orlando Contucci tinrent des discours officiels et Mgr Hermes bénit le nouveau terrain de jeu.

4. LA MISSION CATHOLIQUE AU COURS DES ANNEES '60

Les Pères missionnaires

Le P. Ermildo Napetti fut directeur de la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette, pendant dix ans, du mois d'août 1952 au mois de janvier 1962. Son collaborateur, le P. Mario Stefani, demeura à Esch du 25 octobre 1959 au mois de septembre 1963³².

Le 1^{er} janvier 1961 l'évêque de Luxembourg, Mgr Léon Lommel, conféra à la Mission catholique en signe de plus haute reconnaissance, le titre de *Paroisse italienne* (en termes techniques «Missio cum cura animarum») selon les normes de la Constitution apostolique «Exul Familia» promulguée par le pape en 1952. A partir de cette date les missionnaires pouvaient célébrer les baptêmes et les mariages sans avoir recours à l'autorisation des différentes paroisses luxembourgeoises³³.

En 1961 le P. Lino Celeghin demeura pour quelque temps à la Mission; il fut remplacé par le P. Abramo Seghetto (d'octobre 1961 à juin 1962).

Le dimanche 21 janvier 1962, le P. Ermildo Napetti fit ses adieux à la Mission d'Esch: il était envoyé à la Maison de repos «Scalabrini» dans les alentours de Paris. Le poste de directeur de la Mission fut alors assumé par le P. Giovanni Guadagnini, qui avait été vicaire à la Mission d'Esch au cours des années 1948-1949. Il arriva à Esch le 16 janvier 1962 et y demeura jusqu'à la fin du mois de janvier 1975.

Le 22 septembre 1963 on assista au départ du P. Mario Stefani, remplacé par le P. Gino Dal Fitto.

En 1966, le P. Eliseo Marchiori passa plusieurs mois à la Mission d'Esch. Puis, en octobre 1966, le P. Gino Dal Fitto fut remplacé par le P. Giovanni Bernardi (jusqu'en 1979)³⁴ et par le P. Guido Agosti (jusqu'en 1970)³⁵.

Le 1^{er} décembre 1967, le P. Enrico Morassut arriva à Esch et ainsi³⁶, pendant deux ans, la Mission fut animée par quatre missionnaires: le P. Giovanni Guadagnini, le P. Giovanni Bernardi, le P. Guido Agosti et le P. Enrico Morassut.



Esch-sur-Alzette, 1963. Les missionnaires italiens réunis lors de la visite de Mgr Marco Caliaro, évêque de Poggio Mirteto. De gauche à droite, 1^{er} rang: Père Larcher Enrico, Mgr Marco Caliaro, Père Taravella Luigi; 2^e rang: Père Sartori Giacomo, Père Zanella, Père Guadagnini Giovanni, Père Stefani Mario.

La «peregrinatio» de la Vierge de Fatima et la «Chapelle italienne» à Dudelange

L'événement qui aura marqué l'année 1961 fut la «peregrinatio Mariae» de la Vierge de Fatima.

Le programme de la manifestation religieuse avait été proposé par les Missions catholiques de France. La statue de la Vierge partit de Fatima le 13 octobre 1961, accompagnée par un cortège de voitures et d'autobus pleins de fidèles italiens. Le cortège traversa de nombreuses villes et régions habitées par des immigrés italiens: Toulouse, Marseille, Nice, Lyon, la Savoie, l'Alsace, la Lorraine, le Luxembourg, le nord de la France et aboutit à la cathédrale Notre-Dame de Paris.

En chemin vers le Grand-Duché, les pèlerins arrivèrent à Aumetz le soir du mercredi 18 octobre. Une messe solennelle y fut célébrée. Le pèlerinage partit d'Audun le soir du 21 octobre, la Vierge était portée par un groupe de mineurs en tenue de travail et une lanterne à la main.

Elle arriva à 19 heures à la place de l'Hôtel de Ville d'Esch-sur-Alzette. Des milliers de personnes étaient venues l'accueillir: elle fut placée sur un char triomphal, orné de lumières, de fleurs et entouré d'enfants habillés en anges³⁷.

La procession défila par la rue de l'Alzette, précédée par des pompiers en uniforme, des mineurs italiens, des enfants de la crèche et de l'école maternelle de la Mission, des enfants de chœur des trois paroisses d'Esch. Le char était accompagné par l'évêque de Fossombrone, Mgr Vittorio Cecchi, Mgrs Hengen et Jost, les missionnaires italiens, le vice-bourgmestre d'Esch, Jean Kinsch, plusieurs membres du conseil communal, le président de la CECA, Pietro Malvestiti, le consul d'Italie, Antonio Leone, et d'autres fonctionnaires de l'ambassade et du consulat.

Des milliers de fidèles attendaient le long de la rue et sur la place du Brill, où on avait érigé un grand autel face au Monument aux Morts. Plusieurs discours furent prononcés: le vicaire général, Mgr Hengen, prit en premier la parole et lut un télégramme du pape; lui succéda le vice-bourgmestre d'Esch, qui exalta la contribution italienne au bien-être du Grand-Duché; le consul d'Italie remercia à son tour les organisateurs de cette manifestation et l'évêque Cecchi tint un discours officiel. Tout le monde se rendit ensuite à l'église du Sacré-Cœur et la célébration se clôtura par la bénédiction de l'évêque.



Esch-sur-Alzette, 1961. Les mineurs italiens ouvrent la procession, qui accueille la Vierge de Fatima.

Le lendemain, à 17 heures, l'évêque Cecchi célébra une messe au Sacré-Cœur en présence de l'ambassadeur Bombassei. Pendant la messe la chorale «Santa Cecilia» de la Mission chanta plusieurs hymnes sacrées, puis la statue de la Vierge fut transportée en procession à la Mission catholique italienne, où elle resta pendant quatre jours.

Par la suite la «peregrination» continua dans les différents centres du bassin minier: le jeudi 26 octobre à Metzerlach, le 27 octobre à Soleuvre, du 28 au 30 octobre à Differdange-Fousbann et enfin le 31 octobre à Dudelange, où un accueil triomphal était réservé à la Vierge. Pendant ces déplacements, la statue était toujours accompagnée par une procession aux flambeaux.

Le 2 novembre, suivie par une foule impressionnante de fidèles arrivés de la frontière franco-luxembourgeoise, la statue fut ramenée en France, à *Volmerange-les-Mines*, accueillie par les pompiers, les mineurs et la fanfare. Le 4 novembre elle fut portée en procession à *Canthonne* et le soir même à *Villerupt*.

Toujours en 1961, un événement de grande importance réjouit la communauté italienne de *Dudelange*: l'ouverture de la Chapelle italienne dans la rue Gare-Usines.

On attendait ce moment depuis de longues années: même don Settin avait voulu contribuer à sa réalisation. Enfin, le rêve devenait réalité et le vicaire général du diocèse, Mgr Jean Hengen, y célébra le 31 décembre 1961 une messe solennelle³⁸.

Grâce à la ferveur et à l'aide des fidèles, la chapelle fut rapidement aménagée par l'acquisition de la statue de la Vierge de Lourdes et celle de saint Antoine ainsi que des tableaux représentant la Via Crucis³⁹.

Hôtes illustres à la Mission

À la Mission Catholique on accueillait chaque année des hôtes très illustres.

Le 11 mai 1961 on reçut la visite de l'évêque Mgr Baroncelli. Le 2 juillet de la même année toute la collectivité participa à une fête particulièrement réjouissante: le 25^e anniversaire du sacerdoce du P. Luigi Casaril. La fête se déroula dans un climat d'intimité familiale et réveilla «tant de vieux souvenirs et d'amitiés»⁴⁰.

En 1963 se déroula le pèlerinage à la cathédrale de Luxembourg, organisé pour la première fois conjointement par la Mission d'Esch et celles de la Lorraine. Il eut lieu le 5 mai et fut présidé par Mgr Marco Caliaro, évêque de Sabina et Poggio Mirteto. L'ambassadeur, le consul et différentes autres personnalités, ainsi que de nombreux fidèles, arrivés en bus de France, prirent part au pèlerinage⁴¹.

Quelques jours plus tard, le 19 mai, on reçut à la Mission catholique la visite officielle du nouveau nonce apostolique de Belgique et de Luxembourg, Mgr Silvio Oddi⁴².

En automne de la même année, Mgr Bronti, évêque de Nocera et Gualdo Tadino⁴³, arriva pour quelques jours à Esch.

Le 3 février 1964 Ferdinando Storchi, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères, vint visiter la Mission. Il était accompagné par l'ambassadeur d'Italie Bombassei, le consul Leone et d'autres personnalités. Les enfants de l'école maternelle réservèrent à ces hôtes de marque un accueil chaleureux⁴⁴.

Entre-temps, la Mission recevait d'autres visiteurs illustres: Mgr Raffaele Baratte, évêque de Pérouse et Gubbio, arrivé à Esch le 16 septembre 1967 pour participer au «Maggio eugubino» fêté à la «Casa d'Italia»⁴⁵; et Mgr Francesco Fasola, archevêque de Messine et membre de la Commission épiscopale italienne⁴⁶, qui consacra le nouvel autel sculpté par Aurelio Sabatini.

A l'intérieur de l'autel on déposa les reliques des saints martyrs Cosma et Damiano. A cette occasion on restaura toute l'abside de la chapelle: les images qui ornaient le fond mural furent enlevées, un ambon en pierre fut ajouté et le tabernacle fut placé plus en relief. A ces travaux collaborèrent le peintre Jean Regazzoni, le ferrailleur Vittorio Malano, les marbriers Spizzo, père et fils, et le maçon Celeste Ganz⁴⁷.

Le 2 juin 1968 on reçut aussi le sénateur Giorgio Oliva, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères. Accompagné par l'ambassadeur Corrado Orlandi Contucci et le consul Guido Lenzi, il assista à la messe à l'occasion de la fête de la République italienne et visita la Mission⁴⁸.

Construction de la nouvelle école maternelle et travaux de modernisation

Naturellement les missionnaires s'occupaient aussi de la manutention et de l'embellissement de la chapelle et des différents locaux de la Mission. Ainsi, en 1962, ils avaient posé dans la chapelle un nouveau baptistère, œuvre du sculpteur Aurelio Sabatini. Et, en 1964, ils confièrent au peintre Bruno Fioretti la restauration de l'intérieur de la chapelle.

Mais le travail le plus urgent était celui de la construction d'une nouvelle école maternelle, étant donné que le nombre d'enfants augmentait annuellement. Depuis des années, les missionnaires étaient confrontés à ce manque de place pour les enfants, mais ce ne fut que grâce au P. Giovanni Guadagnini qu'on put finalement envisager une solution à ce problème.

Dès son arrivée (en 1963) le P. Guadagnini avait pensé racheter la maison située au 17, rue des Boers, qui côtoyait la cour de la Mission. Elle appartenait à Jeanne Kremer-Olivo (fille de Mosé Olivo) et à Yolande Storelli (nièce de Mosé Olivo).

Par lettre du 9 octobre 1963 adressée au P. Enrico Larcher, directeur des Missions de France et du Luxembourg, le cardinal Carlo Confalonieri – secrétaire de la Congrégation Consistoriale – auto-

risait l'acquisition de la maison. L'acte d'achat fut signé par le P. Guadagnini et A. Poggi pour le compte de la Mission, le 30 avril 1964. Le prix s'élevait à 800 000 F (l'acte fut enregistré chez le notaire Tony Bernard, sous le n° 239). Aussitôt après l'achat, l'entreprise Bregoli commença les travaux de démolition de l'édifice en vue d'une construction nouvelle et fonctionnelle⁴⁹.

La première pierre fut posée le dimanche 13 décembre 1964, fête de la Vierge de Loreto, en présence de l'évêque de Luxembourg, Mgr Lommel, qui bénit l'emplacement de la construction. De nombreuses personnalités luxembourgeoises et italiennes étaient présentes. La marraine fut l'épouse de l'ambassadeur. Pour la nouvelle construction, confiée à l'entreprise Bruno Moruzzi de Steinsel, on fit appel – comme toujours – à l'œuvre bénévole de tous les compatriotes et on organisa une grande loterie pour recueillir des fonds⁵⁰.

A la première pierre s'ajoutèrent bientôt des tonnes d'autres. Fin mai, les gros œuvres étaient terminés et à nouveau on fit appel à l'aide gratuite de maçons, manœuvres, électriciens, plâtriers, spécialistes en façades, menuisiers, plombiers, peintres⁵¹.

Les compatriotes répondaient nombreux à cet appel. Et parmi tous ces ouvriers bénévoles on se souviendra de Rilli Eugenio, Giuliani Vincenzo, Seracini Renato, Lucchetti Dario, Lucchetti Gino, Lucchetti Mario, Pizzoni Felice, Pizzoni Alessandro, Spadoni Sergio, Fabbro Giovanni, Granci Bruno, Cerbini Colombo, Valeri Antonio, Felicioni Augusto, Paolini Antonio, Agostini Achille, Argenti Primo, Romanelli Giovanni, Bruscia Artemio, Santini Aldo, Santini Sesto, Ramazzotti Guglielmo, Marzani Nello, Costantini Primo, Burattini Agostino, Postiglioni Giulio, Guidoni Nello, Polo Marco, Cescutti Osvaldo, Vitali Vittorio, De Toffol Gino, De Toffol Fiore, De Toffol Luciano, De Toffol Marino, Ganz Celeste, Ganz Giorgio, Ganz Claudio.

Au mois de janvier 1966, les appartements nouvellement construits au-dessus du siège de l'école maternelle étaient déjà loués et habités.

Le samedi 14 mai 1966 eut lieu l'inauguration officielle du nouveau siège, qui fut béni par le nonce apostolique Mgr Silvio Oddi; les locaux furent officiellement ouverts par Emile Colling, ministre de la famille; le nouveau consul Guido Lenzi coupa le double ruban tricolore italien et luxembourgeois, en présence des représentants de la municipalité d'Esch-sur-Alzette.

Le lendemain eut lieu une journée «porte ouverte» et la Compagnie théâtrale de Trente présenta «Monsieur Arpagon», adaptation théâtrale de «l'Avare» de Molière⁵²; à partir du lundi suivant, les enfants purent prendre possession des nouvelles salles.

Mais l'entrepreneur père Guadagnini ne s'arrêta point à cette réalisation. Quoiqu'il fût préoccupé par les dettes de la nouvelle construction, il donna le coup d'envoi à de nouveaux travaux déjà en automne de la même année : il s'agissait cette fois-ci de repeindre la façade de la Mission, d'agrandir l'entrée (qui fut élargie jusqu'à la limite du trottoir), de transférer la cuisine au rez-de-chaussée et d'aménager un bureau, où on pouvait recevoir les compatriotes⁵³.

Les travaux, exécutés par l'entreprise Isidoro De Biasio d'Helfenterbruck, qui fournit gratuitement la main-d'œuvre ainsi que le matériel «Euroith» de sa fabrication, furent de longue durée: la façade de la Mission ne fut terminée qu'au mois de juin 1969⁵⁴.

L'activité pastorale

En 1960, la communauté italienne, confiée aux soins des missionnaires, était composée de 18 000 personnes dans tout le Grand-Duché et de 12 000 en France limitrophe; les missionnaires s'occupaient de trente à quarante centres. On comptait

en outre environ 5 000 saisonniers, sans leur famille, qui arrivaient tous les ans au Luxembourg.

La ville d'Esch comptait bien 5 000 Italiens, mais leur nombre diminuait chaque année.

Les messes étaient célébrées dans de nombreuses localités. Tous les dimanches et jours de fêtes: à Esch (7, 10.30, 19.30 h), ainsi qu'à Villerupt et à Dudelange. Une fois par mois: à Differdange-Fousbann, à Bettembourg, à Volmerange, dans la crypte de la cathédrale, dans la chapelle du pensionnat de Dudelange, dans la chapelle de la Maison des Oeuvres de Luxembourg⁵⁵. A partir de 1968 on ajouta à ces localités encore Pétange et Audun-le-Tiche.

Pour Pâques, la Toussaint et Noël, l'itinéraire des missionnaires comprenait tout le bassin minier et la France limitrophe: confessions, réunions et messes à Villerupt, Cantbonne, Dudelange, Differdange et Oberkorn; confessions (et parfois messe) à Rumelange, Aumetz, Rodange, Pétange, Niederkorn, Kayl, Tétange, Bettembourg, Larochette, Audun-le-Tiche, Thil, Crusnes-Cités, Crunes-Village, Volmerange, Ottange, Bure, Rédange, Russange, Soleuvre, Metzerlach⁵⁶. Les années suivantes on y ajoutera encore d'autres: par exemple Mondercange (avril 1962), Echternach, Ettelbruck, Mertzig, Schiffange et Errouville (pour Pâques 1963), Steinsel (octobre 1963), Diekirch (Toussaint 1964); Ernzen, Lorentzweiler et Sanem (Pâques 1966); Bettborn (Pâques 1968), Bertrange (Toussaint 1968), Strassen, Steinfort et Mondorf-les-Bains (Pâques 1969). En outre les missionnaires visitaient aussi des localités où habitaient les saisonniers.

Le résultat des «missions» était généralement satisfaisant. Souvent, tout spécialement au cours des premières années, les missionnaires avaient recours à l'aide d'autres prêtres pour remplir tout le programme pastoral.

En même temps les groupes d'*apostolat laïque* étaient très actifs. Nombreux étaient les fidèles qui fréquentaient les *Mouvements d'Apostolat de la Prière*, assistaient à une conférence une fois par mois et visitaient périodiquement les malades à l'hôpital⁵⁷. Nombreuses étaient aussi les jeunes filles inscrites à l'*Action catholique féminine*. Elles se réunissaient mensuellement, leur *chorale* animait la messe de 10.30 h, elles préparaient des spectacles et représentaient des pièces de théâtre⁵⁸.

En outre l'activité de la Mission était constamment animée par des rencontres et des fêtes annuelles. Le 1^{er} mai était réservé à la Fête des travailleurs: le matin on pouvait assister à une messe, à laquelle participaient les mineurs, les menuisiers et les ouvriers en costume de travail; le soir on donnait un spectacle théâtral⁵⁹.

Chaque année, les enfants, qui avaient célébré leur Première communion dans les différentes paroisses d'Esch-sur-Alzette, pouvaient participer à la même cérémonie dans la chapelle de la Mission.

Au mois de juin on fêtait la Fête des mères.

En décembre avait lieu la *Fête de la Vierge de Loreto*, dont l'autel se trouvait dans la Chapelle italienne; on commémorait aussi la Journée des migrants et la Journée des missions.

De nombreux pèlerinages rassemblaient d'innombrables fidèles.

L'animation et l'information de la communauté étaient garanties par l'envoi aux familles des compatriotes de l'«Eco d'Italia» (au début le titre en était «Eco-Missione»), l'hebdomadaire des Missions d'Europe, qui chaque mois dédiait deux pages à la communauté du Luxembourg et qui était envoyé à environ 4 500 familles italiennes⁶⁰.

Quelle était l'*attitude de la communauté italienne* face à l'œuvre des missionnaires? Elle était plutôt positive. Les Italiens fréquentaient l'église non seulement les jours de grandes fêtes, mais aussi les dimanches ordinaires. Au mois de janvier 1965, un petit article publié par l'«Eco d'Italia» était intitulé: «Trop de monde à l'église».

En effet la Chapelle italienne était toujours pleine et il aurait fallu l'agrandir ou multiplier les services religieux⁶¹.

On estimait qu'environ 400 personnes assistaient aux messes dominicales à Esch en 1960 et même plus de 400 en 1964 (dont 260 adultes). Toutefois, en 1968 on précisait que seulement 10% des compatriotes fréquentaient la Mission.

L'affluence aux célébrations religieuses pouvait s'expliquer surtout par le phénomène des «saisonniers» qui, arrivant en masse et sans leur famille, considéraient la Mission comme un lieu de référence et de rencontre⁶². Afin de résoudre le problème qui était créé par cette affluence trop nombreuse de fidèles, on porta, en 1966, à quatre le nombre des messes célébrées le dimanche.

D'année en année, on nota aussi une constante augmentation du nombre des administrations de *sacrements*. Ainsi on célébra 22 baptêmes en 1960, 49 en 1961, 46 en 1962, 69 en 1963, 85 en 1964, 72 en 1965, 109 en 1966, 90 en 1967, 130 en 1968, 82 en 1969.

Les mariages religieux furent au nombre de 30 en 1960, 25 en 1961, 28 en 1962, 46 en 1963, 46 en 1964, 35 en 1965, 41 en 1966, 38 en 1967, 36 en 1968 et 49 en 1969.

Entre-temps la Mission ouvrait aussi ses portes aux immigrés d'autres nationalités. Ainsi les Espagnols et les Polonais venaient célébrer leurs messes dans la chapelle d'Esch⁶³.

Ecole maternelle et «Patronats»

L'école maternelle continuait son œuvre en faveur des enfants italiens, grâce aux religieuses, aux missionnaires et aux généreuses familles amies de la Mission. Comme toujours, en même temps que l'école maternelle, on assurait aussi les *cours de langue italienne* pour les jeunes et les *cours de couture* pour les jeunes filles.

Après l'école, de nombreux enfants fréquentaient encore la Mission: 130 enfants en tout en 1962, divisés en deux groupes (fréquentant les uns les cours inférieurs les autres les cours moyens). Chaque cours comprenait deux sections (A et B)⁶⁴. Les cours de couture avaient lieu le jeudi et le samedi après-midi de 14 à 17 heures: environ une trentaine de jeunes filles y prenaient part.

L'école maternelle accueillait une cinquantaine d'enfants⁶⁵ et était ouverte de 8 à 16 heures, à la satisfaction générale des parents. A partir de 1968 on engagea aussi une dame, qui parlait luxembourgeois avec les enfants; ceci leur permettait de ne pas être désavantagés au moment où ils fréquentaient l'école primaire luxembourgeoise⁶⁶. Toujours en 1968 on organisa un *service de taxis*, qui allait chercher les enfants à Differdange, Metzerlach, Belvaux et Esch-Nord le matin et qui les ramenait l'après-midi.

On s'occupait aussi des *adolescents*: les garçons se rendaient à la Mission tous les mardis (de 14 à 17 heures) et étaient sous la surveillance d'un Père; les jeunes filles venaient le dimanche (14-17 h) et étaient surveillées par une religieuse.

La chorale «*Santa Cecilia*», sous la direction de maître Othon Schockmel, comptait une vingtaine de membres et était toujours en pleine activité.

Les missionnaires organisaient aussi des *excursions*.

Fêtes et groupes de théâtre

Les Italiens se rencontraient tous les dimanches soir, à 20.30 heures dans la «salle des fêtes» de la Mission, où on donnait des spectacles ou projetait des films, qui étaient par la suite montrés aussi à Dudelange, Bettembourg, Rumelange, Rosport, Vianden, etc.



Esch-sur-Alzette, années '60. L'équipe théâtrale qui présente la pièce «Il Cardinale». On reconnaît: Vitali Bruno, Mondaini Renato, Grimaz Bruno, Della Vecchia Aurelio, Capelli Alois, Pascucci Ivo (le cardinal), le père Stefani Mario, Buri Bruno, De Pinto Peppe, Vitali Vitorio, De Vita Gianni.

Parfois on lançait des concours musicaux. Parmi les plus mémorables: le festival de «La più bella voce», qui eut lieu pour la première fois le 6 février 1965⁶⁷.

Le spectacle remporta un vif succès, à tel point qu'il fut présenté à nouveau le 13 mars. Vu l'enthousiasme du public une nouvelle représentation fut programmée pour le 10 mai⁶⁸.

Le samedi 9 mars 1968 eut lieu aussi le «Premier festival musical», réservé aux enfants de 6 à 13 ans⁶⁹.

Mais l'animation de la «salle des fêtes» était assurée surtout par les différents groupes de théâtre de la Mission: le groupe des femmes, celui des hommes et le groupe mixte. Chaque année ils proposaient un vaste programme: des drames, des comédies et des farces.

Nous citerons brièvement tous les spectacles proposés aux Italiens au cours des années '60. Au début de 1960, le groupe théâtral des hommes interpréta le grand drame historique et romantique «Il Cardinal Giovanni de' Medici» (avec Bruno Grimaz, Aurelio Della Vecchia, Alois Capelli, Ivo Pascucci, Bruno Buri, Giuseppe de Pinto, Bruno Vitali, Gianni de Vita, Paolo Galantini, Renato Mondaini, Marcello Mantellini et Vittorio Vitali). Peu de temps après, le 21 février à Villerupt et le 24 février à Longwy, le groupe mixte présenta la comédie «Trenta secondi d'amore» avec Gianni De Vita, Ivo Pascucci, Bruno Buri, Giuseppe De Pinto, Liliana Vanoli, Liliana Borgognoni, Filomena Aluigi, Elena Rondelli et Anna Dal Bon⁷⁰.

Souvent les trois amis, Renato Mondaini, Aurelio Della Vecchia et Ottavio Zangrandi, présentaient des spectacles musicaux animés par des chansons. A l'occasion du 1^{er} mai, le groupe théâtral «Lux» donna un spectacle comique composé de variétés musicales. Le 3 avril le groupe féminin monta sur scène avec le drame «Tradita». Les hommes participèrent le 8 mai, au Théâtre Carrefour de Luxembourg, à la XV^e Journée de l'assistance sociale, tandis que les jeunes filles présentèrent le drame «Cuore di Bimba» le 19 juin à l'occasion de la Fête des mères. Le groupe masculin

termina l'année en beauté en donnant la représentation, pour les fêtes de Noël, du drame d'Ideo Righi «L'ultima mela di Ghiozzo» (cette pièce fut par la suite représentée aussi à Longwy et à Metz), le 7 mai 1961 à Dudelange; on représenta aussi la farce «*Prosdócimo innamorato*».

Des nouveautés étaient prévues en 1961 pour fêter le 25^e anniversaire de sacerdoce du P. Luigi (2 juillet): les femmes jouaient la comédie «*La contessa mia moglie*» de Luigi Frigerio et les hommes, la farce «*La scuola degli asini*».

Le 8 avril 1962, fut représentée la comédie «*Addio Palmira*» d'A. Gandino, les acteurs étaient Ivo Pascucci, Gianni De Vita, Giuseppe De Pinto, Giuseppe Brilli, Aurelio Della Vecchia, Vincenzo Mondaini, Claudio Fiume (le spectacle fut aussi présenté à Hayange et le 27 mai à Luxembourg).

L'année 1963 fut très propice pour le groupe des femmes, qui, le 17 février, interpréta «*La vendetta della Zingara*» (avec Béatrice Dolfini, Rosetta De Bernardi, Dolores et Eva, Franca Santioni, Bianca De Bianchi, Luciana Picciotti, Mirca Linoschi, Graziella De Marco, Giselda, Anna Dal Bon, Alice et Mirca Vitali) et le 1^{er} décembre «*Il ritorno dell'esule*» de Renato Canestrari, puis la farce «*Dorotea*». Aurelio, Renato, Vito et Toni Ciola assuraient les entractes musicaux.

Le 1^{er} mai 1964, le groupe des femmes présenta la farce «*Calcio, che tifo*» et le groupe mixte la farce «*I ladri*» (interprètes: Vincenzo Mondaini, son épouse Marisa et Aurelio Della Vecchia).

On représenta aussi la farce musicale «*Maestro di musica*», dont les acteurs étaient Eugenio, Aurelio, Ivo, Caidominici, Mastropasqua Renato, Vincenzo et sa femme Marisa. Le 29 novembre on monta sur scène avec le drame d'Ideo Righi «*La finestrella di Momo*» avec Aurelio Della Vecchia, Luciano Caidominici, Rodolfo Bassi, Vincenzo Mondaini, Anna De Toffol, Anna Zumerle, Nazzarena Sannipoli et Katia Tavernaro.

On ne dispose pas de documents en ce qui concerne l'activité théâtrale en 1965.

En 1966, on célébra, le 9 janvier, les festivités de fin d'année avec l'orchestre «*The Tramps*». Le 19 février les femmes présentèrent «*Sogni infantili*» et le groupe «*Lux*» la farce «*Ricominciamo*». Le 15 octobre eut lieu un concert vocal animé par le célèbre accordéoniste Gandolfi.

L'année 1967 fut assez calme. Les groupes de théâtre commençaient à montrer des signes de fatigue et les représentations se faisaient de plus en plus rares.

En 1968, pour la Journée de l'émigration (30 novembre), le groupe masculin présenta «*Il telegramma con risposta pagata, ossia lo zio d'America*» de Mattacchioni; les comédiens étaient: Ivo Pascucci, Aurelio Della Vecchia, Luigi Capelli, Vincenzo Mondaini, Bruno Grimaz; mais aussi quelques nouveaux amateurs: Flavio Ganz, Claudio Ganz et Claudio Lazzaris.

Le 9 mars 1969, à l'occasion de la Journée des missions le groupe théâtral masculin présenta une brillante comédie: «*La statua di Paolo Incioda*».

Naissance de la «Paroisse européenne»

Le 1^{er} janvier 1960, un nouveau centre missionnaire naquit à Luxembourg-ville: la Paroisse européenne. Elle avait été officiellement inaugurée le 26 novembre 1959. L'idée de cette institution revenait au P. Remigio Oligier des Frères mineurs de Metz. Elu premier curé de la Paroisse européenne, il s'était engagé de suite à chercher d'autres prêtres, pour collaborer à cette initiative, chacun utilisant sa langue maternelle.

Pour la communauté italienne, au mois de janvier 1961, arriva le P. *Angelico Canonici*⁷¹. Dès son arrivée, le nouveau Père prit contact avec les familles italiennes et organisa des cours d'instruction religieuse et de préparation à la Communion. Il proposa de célébrer la messe pour les Italiens dans la crypte de la cathédrale tous les premiers dimanches du mois à 10.30 h, tandis que les autres dimanches il célébrait la Messe dans l'église paroissiale de la CECA⁷².

Le nombre de familles employées à la CECA était en constante augmentation. Au cours de l'année scolaire 1961-1962, les élèves italiens inscrits à l'Ecole européenne étaient au nombre de 96 (sans compter les Italiens qui fréquentaient des cours de langue française ou luxembourgeoise).

La même année, l'évêque de Luxembourg, Mgr Léon Lommel, nomma le P. Angelico Canonici «aumônier» des Italiens de Luxembourg-ville.

Le travail pastoral du P. Canonici augmentait continuellement⁷³. Chaque jour de fête il célébrait deux messes, une à la crypte de la cathédrale à 10 h pour les enfants et une à 11 h pour les adultes. Il préparait aussi les baptêmes, les mariages, les groupes de jeunes pour la Confirmation; il visitait les malades dans les cliniques de la ville et assurait des permanences dans les bureaux de la Caritas.

Une grande partie de son temps était cependant consacrée à l'enseignement de la religion: 23 heures par semaine à l'Ecole européenne (pour les cinq classes de l'enseignement primaire, les trois classes de l'enseignement secondaire, les quatre classes de l'enseignement complémentaire et pour une classe de lycée) et 6 heures par semaine dans deux écoles luxembourgeoises.

À partir du mois de septembre 1965 on inaugura à Luxembourg (19, bd de la Pétrusse) l'*Ecole maternelle* pour les enfants des travailleurs italiens. L'école était dirigée par les Religieuses franciscaines missionnaires du Sacré-Cœur de Gemona du Frioul.

Or, en janvier 1967, le P. Canonici dut quitter le Luxembourg. Mais en octobre de la même année – appelé à la Paroisse européenne (29, av. Gaston Diderich) – arriva le P. *Luigi Mella*. Il assuma le poste du P. Canonici et obtint l'aide du P. Enrico Morassut de la Mission italienne d'Esch-sur-Alzette.

C'est ainsi que, à partir du mois de décembre 1967, tandis que le P. Mella s'occupait surtout de la Paroisse européenne, la Mission italienne d'Esch-sur-Alzette – grâce à l'engagement du P. Enrico Morassut – se chargea toujours plus de l'œuvre pastorale de la communauté italienne de Luxembourg-banlieue⁷⁴ et permit ainsi la création de la future Mission de Bonnevoie.

¹ L'Eco d'Italia, 16 mai 1968.

² L'Eco d'Italia, 23 novembre 1961.

³ L'Eco d'Italia, 22 juin 1968.

⁴ L'Eco d'Italia, 28 juin 1968.

⁵ L'Eco d'Italia, 23 novembre 1961.

⁶ L'Eco d'Italia, 2 avril 1966.

⁷ L'Eco d'Italia, 28 juin 1962.

⁸ cf. «Amitiés Italo-Luxembourgeoises - Schiffflange, 10^e Anniversaire», 1972.

⁹ Lino Seghetto était né le 29 janvier 1925 à Villa d'Adige (Rovigo). Il arriva au Luxembourg déjà en 1932, fréquenta l'école luxembourgeoise, puis étudia le chant classique au Conservatoire de musique de Luxembourg, où il reçut le «diplôme d'aptitude» en 1956. Il fut aussi engagé au Conservatoire de musique de Luxembourg et «préposé technique» à la CEGEDEL (Compagnie d'électricité de Luxembourg). En 1958 il épousa Berthe Hinterscheid et eut un fils, Lionel, né en 1959.

¹⁰ cf. «Annuaire statistique rétrospectif 1973», STATEC, p. 59, tab. 2.2.

¹¹ «Statistique du Mouvement de la population - années 1953 à 1965», STATEC, mai 1966, pp. 104-106.

¹² «Problemi del Lavoro Italiano all'Estero-Relazione per il 1970», deuxième partie, Mae, Rome 1971, tableau 1, p. 7 et p. 35.

¹³ L'Eco d'Italia, 25 janvier 1962.

¹⁴ L'Eco d'Italia, 6 juin 1964.

¹⁵ L'Eco d'Italia, 3 avril 1965.

¹⁶ L'Eco d'Italia, 22 mai 1965.

¹⁷ L'Eco d'Italia, 18 décembre 1965.

¹⁸ L'Eco d'Italia, 3 février 1966.

¹⁹ L'Eco d'Italia, 18 février 1967.

²⁰ L'Eco d'Italia, 20 mai 1967.

²¹ L'Eco d'Italia, 25 novembre 1967.

²² L'Eco d'Italia, 28 janvier 1968.

²³ L'Eco d'Italia, 16 mai 1968.

²⁴ L'Eco d'Italia, 22 novembre 1969.

²⁵ L'Eco d'Italia, 25 avril 1964.

²⁶ L'Eco d'Italia, 6 juin 1964.

²⁷ L'Eco d'Italia, 19 décembre 1964.

²⁸ L'Eco d'Italia, 23 novembre 1968.

²⁹ Statuts approuvés par le Bourgmestre de Luxembourg: Archives de la Mairie de Luxembourg, n° 6 a/14/69.

- ³⁰ L'Eco d'Italia, 22 mars 1969.
- ³¹ L'Eco d'Italia, 6 juin 1964.
- ³² Le Père Mario Stefani est né à Schio (Vicence) le 15 août 1934, il fut ordonné prêtre scalabrinien en 1959. Il remplit la tâche de coadjuteur à Esch-sur-Alzette du 25 octobre 1959 à septembre 1963, puis à la Mission de Hayange du 30 août 1963, puis de 1965 à 1974 à Grenoble, en 1976 à Paris et à partir du 9 juillet 1976 il fut directeur d'Avignon, puis de nouveau à Paris (46, rue de Montreuil).
- ³³ Mais le décret officiel de l'érection en Mission «cum cura animarum» date seulement du 28 décembre 1962.
- ³⁴ Le P. Giovanni Bernardi, naquit le 21 janvier 1921 à Pagnano di Asolo (Trévise). Il devint prêtre scalabrinien en 1945, à partir de 1946 il fut successivement à Bâle, en Belgique, à Paris, à Grenoble et à Hayange; au mois d'octobre 1966 il arriva à Esch. Très gravement malade, il rentra en Italie en 1978 et décéda au mois de mai 1979.
- ³⁵ Le P. Guido Agosti naquit à Cadeo (Piacenza) le 10 avril 1911 et devint prêtre scalabrinien en 1934. Après avoir travaillé dans différents séminaires en Italie, il arriva à Esch le 1^{er} octobre 1966.
- ³⁶ Le P. Enrico Morassut est né à Vicence le 22 octobre 1929 et a été ordonné prêtre scalabrinien en 1956. Il a travaillé dans différents sièges missionnaires: à Hayange de 1956 à 1959, à Paris (rue de Montreuil) de 1960 à 1961, à Rome et à Bassano en tant que recruteur de vocations religieuses de 1962 à 1963, à Paris et à St-Maur (à l'imprimerie de l'Eco d'Italia) de 1964 à 1966, à Esch en 1967. Vers la fin de l'année 1977 il fut destiné aux Missions du Canada.
- ³⁷ L'Eco d'Italia, 23 novembre 1961.
- ³⁸ L'Eco d'Italia, 25 janvier 1962.
- ³⁹ L'Eco d'Italia, 15 mars 1962.
- ⁴⁰ L'Eco d'Italia, 31 août 1961.
- ⁴¹ L'Eco d'Italia, 4 mai 1963.
- ⁴² Né à Morfasso (Piacenza) en 1910, Mgr Oddi avait été adjudant à la nonciature de Paris, puis nonce en Yougoslavie, délégué apostolique en Palestine et en dernier lieu inter-nonce auprès de la République arabe unie, au Caire.
- ⁴³ L'Eco d'Italia, 19 octobre 1963.
- ⁴⁴ L'Eco d'Italia, 22 février 1964.
- ⁴⁵ L'Eco d'Italia, 9 septembre 1967.
- ⁴⁶ L'Eco d'Italia, 26 avril 1968.
- ⁴⁷ L'Eco d'Italia, 16 mai 1968.
- ⁴⁸ L'Eco d'Italia, 22 juin 1968.
- ⁴⁹ L'Eco d'Italia, 24 octobre 1964.
- ⁵⁰ L'Eco d'Italia, 21 novembre 1964 et 30 janvier 1965.
- ⁵¹ L'Eco d'Italia, 22 mai 1965.
- ⁵² L'Eco d'Italia, 7 mai 1966 et 11 juin 1966.
- ⁵³ L'Eco d'Italia, 17 décembre 1966.
- ⁵⁴ L'Eco d'Italia, 20 septembre 1969.
- ⁵⁵ L'Eco d'Italia, 29 janvier 1960.
- ⁵⁶ L'Eco d'Italia, 1 avril 1960, 21 octobre 1960 et 15 décembre 1960.
- ⁵⁷ Le groupe comptait 50 femmes à Esch-sur-Alzette, 30 à Dudelange et Differdange en 1960, 40 en 1962, 40 en 1963 et 30 en 1966.
- ⁵⁸ En 1960 il s'agissait de 40 jeunes filles, 33 en 1961, 25 en 1962, auxquelles on doit ajouter les «beniamine» et les «aspiranti». Mais le 23 février 1963 environ 120 jeunes filles et fillettes reçurent la carte de membre d'Action catholique. On répéta cette cérémonie au cours des années suivantes.
- ⁵⁹ L'Eco-Missione, 17 juin 1960.
- ⁶⁰ L'Eco d'Italia, janvier 1963.
- ⁶¹ L'Eco d'Italia, 30 janvier 1965.
- ⁶² L'Eco d'Italia, 5 mars 1966.
- ⁶³ L'Eco d'Italia, juin 1965.
- ⁶⁴ L'Eco d'Italia, 22 février 1962.
- ⁶⁵ Exactement 50 enfants en 1960, 70 en 1962, 50 en 1963 et 1964. Mais après l'ouverture des nouveaux locaux le chiffre augmente: 60 en 1966 et 70 en 1968.
- ⁶⁶ L'Eco d'Italia, 28 septembre 1968.
- ⁶⁷ L'Eco d'Italia, 6 mars 1965.
- ⁶⁸ L'Eco d'Italia, 22 mai 1965.
- ⁶⁹ L'Eco d'Italia, 28 janvier 1968.
- ⁷⁰ L'Eco d'Italia, 26 février 1960.
- ⁷¹ Le P. Angelico Canonici était originaire de la Spezia, il avait obtenu son doctorat en droit civil et pénal à l'université de Gênes et avait de même reçu le titre de procureur légal. Ordonné prêtre en 1938, il avait passé les premières années de son ministère en Suisse (1957-1960) avant d'être affecté à la Paroisse européenne de Luxembourg.
- ⁷² L'Eco d'Italia, 1^{er} avril 1960.
- ⁷³ Rapport du P. Canonici, janvier 1967.
- ⁷⁴ L'Eco d'Italia, 28 janvier 1968, et lettre de Mgr Alfred Hermes au P. Guadagnini, 6.12.1967.

CHAPITRE 4:

LES IMMIGRES ITALIENS AU COURS DES ANNEES '70: LA CREATION DES COMMISSIONS CONSULTATIVES ET DES PARTIS POLITIQUES

1. LE LUXEMBOURG ET LES IMMIGRES

Au cours des années '70, le Grand-Duché connut une période de *haute conjoncture* (1969-1974) et une période de crise (de 1975 à nos jours).

La première période fut caractérisée par une économie florissante, qui requérait une main-d'œuvre abondante, s'élevant à environ 5 000 unités annuellement, employée surtout dans les secteurs de la construction, de l'artisanat, de l'agriculture et des services domestiques¹.

Tandis que dans tous les autres pays de la Communauté européenne, la crise de l'énergie entraînait l'inflation et le chômage (dès 1974 la CE comptait 4 millions de chômeurs), seul le Luxembourg réussissait à assurer le plein emploi.

Esch-sur-Alzette, 1976. Le bureau de l'auto-école Tozzi.



Mais à *partir de 1975*, la crise s'abattait aussi sur la petite «oasis» du Grand-Duché. Seulement l'agriculture continuait à rester stable et le secteur bancaire connut même une forte expansion (+ 38% par rapport à 1972). L'industrie du fer ainsi que toutes les autres industries subirent par contre les conséquences de la récession mondiale. Toutefois le marché du travail ne fut pas excessivement touché (deux cents chômeurs, dont une vingtaine d'Italiens).

Progressivement les Italiens quittaient le Luxembourg, mais d'autres travailleurs vinrent les remplacer: les Espagnols et surtout les Portugais; la main-d'œuvre étrangère employée au Grand-Duché passa de 20% en 1950 à 47% en 1973 et 52% en 1978.

L'apparition de la récession économique (à partir de 1974) imposa la révision complète des règles du jeu. On assista alors aux incertitudes d'une politique complète de l'immigration, qui hésitait entre la nécessité de s'assurer l'apport des étrangers (pour des motifs économiques et démocratiques) et la volonté de contrôler le marché du travail (afin de pouvoir assurer un emploi aux Luxembourgeois et éviter qu'ils développent une attitude de rejet face à un taux trop élevé d'immigrés)².

Ces problèmes furent discutés sérieusement, pour la première fois, lors de la *Conférence nationale de l'immigration*, qui se déroula à Luxembourg en 1975 et 1976.

Organisée par Maurice Thoss, Secrétaire d'Etat à l'Immigration³, la première séance de la Conférence eut lieu le samedi 22 mars au Centre européen du Kirchberg. Participèrent à cette séance les délégations des immigrés italiens, espagnols, portugais et yougoslaves, les représentants du patronat, des syndicats et des partis politiques. Dès les premiers mots – c'est-à-dire dès le discours d'introduction du premier ministre Gaston Thorn – on releva la nécessité d'une immigration «contrôlée». Les représentants des immigrés par contre insistaient surtout sur les différents problèmes, qui concernaient directement les étrangers: l'école, l'abolition de la loi Schaus du 28 mars 1972 (qui prévoyait l'expulsion des immigrés dès qu'ils ne disposaient plus des moyens nécessaires à leur subsistance), la création de commissions consultatives dans les communes, les allocations familiales, les logements, l'occupation, le sport.

La première séance de la Conférence fut clôturée par la création de trois commissions ayant chacune des tâches spéciales: la 1^{re} s'occuperait des conditions de travail; la 2^e des logements; la 3^e des problèmes scolaires et culturels. Ces commissions, sous la direction d'un comité de coordination, furent chargées d'approfondir les problèmes pendant plusieurs mois et de préparer ainsi la deuxième phase de la Conférence.

La deuxième séance se déroula le 17 janvier 1976 par la présentation d'une motion unitaire de la part des délégués des immigrés. Les propositions de la Conférence furent débattues au Parlement luxembourgeois les 12 et 13 mai suivants.

Conséquence? Malgré les meilleures intentions, ce fut la crise économique qui dicta ses lois et poussa le gouvernement luxembourgeois à décider un profond changement politique face à l'immigration, qui fut assujettie à toutes sortes de contradictions. D'un côté – afin d'assurer l'apport des immigrés – on essaya de les stabiliser; de l'autre – afin de ne pas aggraver la crise de l'emploi – on interdit l'immigration des travailleurs, qui n'appartenaient pas à la Communauté européenne.

A quelques mois d'intervalle, plusieurs lois furent promulguées. Elles essayaient toutes d'adapter la politique de l'immigration aux conditions du marché du travail. Dans un premier temps, la loi du 29 juillet 1977 et un règlement grand-ducal de la même date allégèrent les conditions légales concernant l'attribution des permis de travail aux citoyens qui n'appartenaient pas à la Communauté, on modifia en outre les articles 5 et 6 de la loi du 24 juillet 1972 et le «Comité directeur» attaché au «Service de l'immigration» fut transformé en «Conseil national de l'immigration» auquel pouvaient participer, outre les représentants des départements et services intéressés, les représentants des travailleurs immigrés (le premier représentant élu pour les étrangers fut Sergio Guccione).

Dans un deuxième temps, l'aggravation de la crise économique obligea le «Conseil du groupement» à adopter, le 13 janvier 1978, des directives destinées à guider l'Administration de l'emploi vers une politique restrictive sur le plan des demandes de nouvelles arrivées de travailleurs étrangers.

Les points essentiels de ces directives peuvent être résumés de la façon suivante:

1. Suspension de l'immigration étrangère, sauf pour les secteurs déficitaires en main-d'œuvre nationale, tels l'agriculture et l'industrie hôtelière. Des exceptions pouvaient être faites pour des travailleurs hautement qualifiés ou spécialisés.

2. Limitation des permis de travail remis à l'industrie hôtelière saisonnière à partir du 31 octobre 1978.

3. Suppression de la «régularisation» sur place pour les travailleurs qui se trouvaient au Grand-Duché en situation irrégulière.

4. Défense de changer de travail et de profession si la nature du permis de travail ne conférait pas ce droit, sauf exceptions justifiées par la situation du marché du travail.

Naturellement toutes ces mesures ne pouvaient être appliquées qu'aux travailleurs provenant de *pays tiers* et ne concernaient pas les travailleurs des pays membres de la CE. Ainsi, les employeurs se servaient largement de ces derniers selon les nécessités du moment: 2 695 unités en 1977 (contre 2 073 en 1976) et 1 348 au cours des six premiers mois de 1978 (en majorité des Français).

Les problèmes de la collectivité italienne et les Comités consultatifs

Malgré les difficultés permanentes et l'aggravation de la crise, la situation de la communauté italienne au Luxembourg au cours des années '70 resta assez satisfaisante au niveau du travail.



Pétange, 1977. Ouverture du bureau de la Commission consultative des immigrés. On reconnaît: Bertozzi Cesare, Presciutti Sebastiano, Marinelli Sandro, le maire Kayser Armand, le maire-adjoint Knauf Marcel

Mais d'autres problèmes, toujours irrésolus et sans espoir d'une solution prochaine, restaient préoccupants.

Ainsi le problème de l'enseignement de la *langue maternelle*.

Il fallut attendre l'année scolaire 1976/77 afin que – après une réunion de la commission italo-luxembourgeoise à Rome (30 mars 1976) – on adopte un projet pilote d'insertion de la langue italienne dans le programme scolaire local.

La nouvelle expérience fut tentée à Luxembourg (à l'école de la rue de Strasbourg), à Esch-sur-Alzette (à l'école de la rue du Brill pour les 3^e et 4^e années de l'enseignement primaire), à Ettelbruck (à l'école primaire de la place Ste-Thérèse pour les 3^e et 6^e années primaires). Les cours duraient deux heures par semaine. Ce projet, soutenu aussi par les accords bilatéraux italo-luxembourgeois du 10 au 11 mai 1979, ne connut cependant pas les résultats espérés.

Un problème encore plus important et qui avait suscité de vives polémiques, était celui de la participation des immigrés à la *vie civique locale* par le vote actif et passif lors des élections administratives.

Dans ce secteur le cheminement fut très lent et aboutit à une simple consultation des immigrés. Le premier pas fut accompli par la Mairie d'*Esch-sur-Alzette* où, à partir de 1970, deux représentants (des ACLI et de l'«Italia Libera») firent partie de la Commission consultative des Affaires sociales et de la Santé publique.

Plus tard seulement, en imitant l'exemple de la Belgique, quelques mairies du Grand-Duché commencèrent à constituer des *Comités consultatifs des immigrés*. Le premier Comité fut élu à *Schifflange* le 11 avril 1973, grâce au maire Astrid Lulling et au président du Comité consulaire, l'avocat Francesco Pasetti-Bombardella.

Le nouvel organisme porta le nom de Comité consultatif des Italiens, car à cette date aucun autre étranger n'était appelé à en faire partie. Il était composé de Silvio Barbarino, Pasquale Cassina, Norma De Marco, Domenica Garofolo, Vincenzo Ierace, Ezio Rigutto, Oliviero Simoncini et Attilio Sorbelli⁴.

Le président en était Oliviero Simoncini.

Le Comité de Schifflange promut en 1974 une rencontre entre le maire et la population italienne de la ville (le samedi 30 mars) dans la salle Omnisports. Dans son discours, Astrid Lulling affirma que le Comité représentait «une étape du processus dont le but devrait être le droit de vote et le droit d'être élu aux élections communales»⁵. Mais entre le dire et le faire...

Le deuxième Comité consultatif italien fut constitué le 30 juillet 1973 à *Ettelbruck*.

Il se réunit le 26 septembre suivant pour la répartition des charges en présence du vice-maire Lutgen et de plusieurs membres du Comité consulaire (le président Pasetti-Bombardella, le vice-président Formenti et le caissier Peruzzi). Furent élus Rodolfo Bassi (président) et Giovanni Maraglino (secrétaire)⁶.

Le troisième Comité consultatif pour les Italiens fut constitué le 17 mai 1974 à Diekirch.

Étaient présents à la cérémonie le maire Poos, l'échevin-député Herr, l'ambassadeur d'Italie Riccardi, l'avocat Pasetti-Bombardella et le président des ACLI Formenti. Le comité élu fut le suivant: Di Roma, Micucci, Del Fabbro, Annese, D'Alimonte, Barbangelo, Di Moia ainsi que De Cecco (vice-président) et Alberto Logarà (secrétaire)⁷.

En 1977 fut formé le Comité consultatif de *Pétange* composé de Cesare Bertozzi, Sandro Marinelli, Sebastiano Presciutti.

Le 19 octobre 1978, la *Ville de Luxembourg* donna vie à une Commission consultative paritaire pour les immigrés.

Elle fut nommée «paritaire», car composée de 6 délégués immigrés (deux Italiens, deux Portugais, un Espagnol et un Yougoslave) et de 6 membres du Conseil communal. La communauté italienne était représentée par Gianmaria Fassone et Angelo Magrini (membres suppléants; Maria Hansen et Della Chiesa).

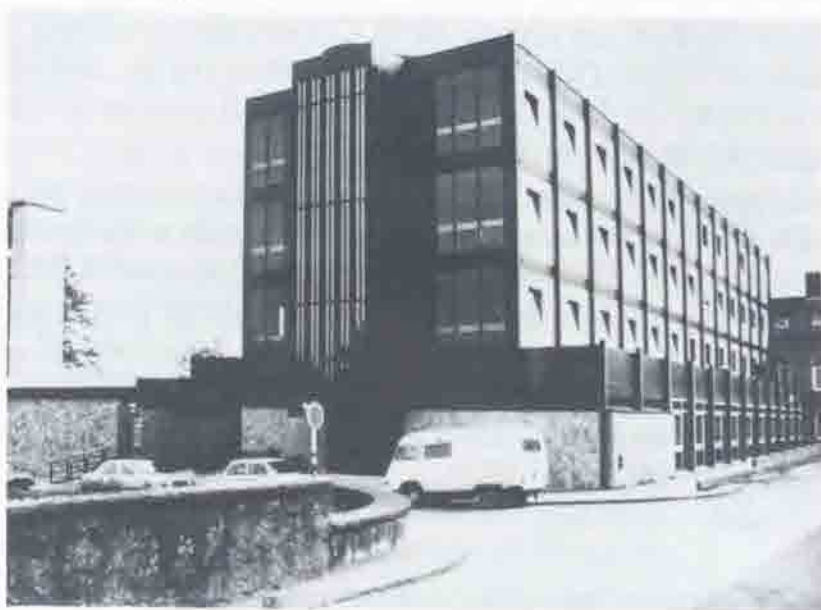
Il fallut attendre l'année 1979 pour que le Conseil communal d'*Esch-sur-Alzette*, lors de la séance du 16 juillet, approuvât les statuts pour la Commission consultative des immigrés (ouverte à tous les étrangers de la métropole du fer).

2. LES INSTITUTIONS EUROPEENNES, LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LES IMMIGRES

Une fois révolue la «période transitoire» de la réglementation sur la libre circulation de la main-d'œuvre, on passa à la phase de la réalisation pratique et on s'achemina vers le complètement du règlement grâce à l'amélioration de l'entente sur la Sécurité sociale.

Ce pas en avant fut accompli le 29 juin 1970, date à laquelle la Commission européenne approuva un règlement qui sanctionnait le «droit de rester», c'est-à-dire le droit du travailleur de la Communauté de conserver sa résidence sur le territoire d'un des Etats membres après y avoir travaillé et avoir atteint l'âge de la retraite ou être devenu inapte permanent au travail.

Remich, 1979. Le Foyer Ste-Elisabeth, œuvre de l'entreprise Castellani Frères.



Entre-temps diverses organisations intervenaient en faveur des émigrés. Ces organisations internationales étaient, entre autres: le Conseil de l'Europe, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), l'OIT (Organisation internationale du travail) et le CIME (Comité inter-gouvernemental pour l'immigration européenne).

De son côté, le gouvernement italien avait nommé, le 5 janvier 1967, le *Comité consultatif des Italiens à l'étranger* (CCIE), qui fut restructuré par la loi du 15 décembre 1971 et se réunissait périodiquement, afin d'apporter des solutions aux problèmes des compatriotes à l'étranger (le représentant des Italiens au Grand-Duché était le P. Enrico Morassut).

Ainsi, en 1975, se déroula à Rome, du 24 février au 1er mars, la *Conférence nationale de l'émigration*. Environ 300 personnes, représentant plus de 5 millions de compatriotes à l'étranger, prirent part à cette conférence; en outre environ 250 représentants de partis politiques ou d'organismes sociaux étaient présents.

Les représentants des Italiens du Grand-Duché à cette conférence étaient Olivieri de l'«Ital» de Dudelange; Miserini de l'«Italia Libera» de Luxembourg; Formenti des ACLI d'Esch-sur-Alzette; Guccione du Cercle De Gasperi de Luxembourg; Stella pour l'UNAIE; en outre le P. Enrico

Morassut en tant que conseiller du CCIE; Ducci, Vinci et Comini en tant qu'observateurs du Parlement européen; Agostino invité en tant qu'assistant social du consulat d'Italie et, à différents titres, Ascani des ACLI, Peruzzi, De Poi. Participèrent aussi Maurice Thoss, secrétaire d'Etat à l'Immigration du Grand-Duché, son collaborateur Marcel Barnich et un envoyé des syndicats luxembourgeois⁸.

En 1976, le Gouvernement italien créa aussi le CIEM (Comité inter-ministériel pour l'émigration) et progressivement on aborda les problèmes de l'assistance et on s'achemina vers la promotion d'une politique plus humaine, civile et syndicale.

Une rencontre fort intéressante eut lieu du 3 au 5 novembre 1978 à Luxembourg; elle fut nommée «*Congrès sur les problèmes et les perspectives de l'émigration en Europe*» et était en quelque sorte le résumé d'autres rencontres, conférences et débats ayant eu lieu dans les différents pays européens.

A ce Congrès prirent part Foschi, sous-secrétaire pour l'émigration au ministère des Affaires étrangères italien; les représentants des partis, des associations, des patronats, des syndicats et des organismes œuvrant en émigration; on affronta les problèmes les plus urgents: le chômage, la formation professionnelle, l'école, l'information, la presse et la «participation». Mais tous ces sujets ne firent que s'ajouter à ceux déjà relevés antérieurement.

Entre-temps, au niveau de la Communauté, l'Italie faisait preuve d'une intense activité visant l'obtention pour ses émigrés de «droits spéciaux», dont le premier était celui du droit de vote actif et passif lors des élections administratives dans les pays de résidence.

Un premier résultat positif obtenu dans ce secteur fut celui de la possibilité offerte aux émigrés italiens de voter in loco (mais pour les listes italiennes) lors des *élections pour le Parlement européen du 10 juin 1979*. Le fait en soi était assez limité, mais resta toutefois un acte sans précédents historiques et juridiques, qui promettait d'ouvrir des perspectives nouvelles pour l'avenir.

Au Grand-Duché votèrent 5 203 Italiens, sur environ 8 000 ayant droit de vote, les résultats les plus favorables furent obtenus par les partis politiques les plus engagés: Parti communiste 1 974 votes, Démocratie chrétienne 1 236, Parti socialiste 750, sociaux-démocrates 299, PDUP 242, libéraux 236, radicaux 135, républicains 131, Démocratie prolétarienne 103, MSI 77, autres 20.

3. LE MOUVEMENT MIGRATOIRE ITALIE-LUXEMBOURG ET LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU GRAND-DUCHE

Au cours des années '70, l'émigration italienne vers le Luxembourg diminua considérablement, atteignant des chiffres inférieurs à un millier de travailleurs

Mondercange. Vue aérienne du garage
Jupp Furlano.



par an. Les Italiens furent remplacés dans l'économie locale dans un premier temps par les Espagnols, ultérieurement par les Portugais.

Les données, qui nous sont fournies par le STATEC, permettent de reconstituer le tableau suivant concernant les travailleurs italiens⁹:

ANNEE	ARRIVEES AU LUXEMBOURG	RAPATRIEMENTS	SOLDE
1970	716	1 523	-807
1971	1 258	1 027	231
1972	1 165	1 260	- 95
1973	1 051	1 040	11
1974	931	983	- 52
1975	685	951	-266
1976	631	793	-162
1977	797	1 209	-412
1978	539	778	-239
1979	576	1 041	-465

Nous constatons qu'après 1971 le mouvement migratoire italien vers le Luxembourg baisse sensiblement. En plus, un changement de tendance intéressant se profile: les expatriations diminuent et les rapatriements augmentent. Le solde entre les arrivées et les départs devient négatif pour le Luxembourg.

Il faut aussi relever que, comparée à la décennie précédente, l'attitude des immigrants changea considérablement au cours des années '70. Ils étaient de loin mieux informés et faisaient partie de syndicats, ils étaient conscients de leurs droits et de leurs exigences. Parmi la population immigrée se trouvaient désormais beaucoup de jeunes, qui avaient fait des études moyennes ou supérieures et qui n'acceptaient plus les discriminations, recherchaient les «racines» de leur pays d'origine, refusaient l'assimilation pure et simple et visaient une vraie intégration.

Sous l'influence de ces nouvelles forces et de cette conscience culturelle renouvelée, la communauté italienne commença à s'intéresser plus en profondeur à ses problèmes sociaux: écoles, logements, sécurité sociale, activité syndicale, développement du phénomène d'association, vie politique du pays d'accueil.

En ce qui concerne le lieu de résidence, environ la moitié de nos compatriotes habitaient au centre du Grand-Duché (Luxembourg-Ville et ses alentours), 35% au sud (Esch-sur-Alzette et bassin minier) et 15% au nord (Ettelbruck et Diekirch). Selon les données du STATEC, la collectivité italienne se chiffrait à environ 23 400 unités au cours des années '70.

4. AMBASSADE D'ITALIE, CONSULAT ET EVENEMENTS OFFICIELS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU LUXEMBOURG

Plusieurs *ambassadeurs d'Italie* se succèdent au Luxembourg au cours de cette décennie: Orazio Antinori (à partir du 10 mars 1969), Roberto Riccardi (à partir du 21 janvier 1971) et enfin Marcello Cavalletti et Paolo Valfre' Di Bonzo.

Pour la même période, les *consuls d'Italie* seront Pier Franco Valle (jusqu'au 16 février 1971), Antonio Venturella (du 16 juin 1971 au 14 avril 1975), Giulio Cesare Piccirilli (du 12 mai au 31 août 1979).

L'année 1970 débuta par la visite officielle au Grand-Duché du ministre des Affaires étrangères, *Aldo Moro*.

Arrivé à Luxembourg le 21 janvier, il s'entretint avec le ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, Gaston Thorn, sur les principaux problèmes concernant les deux pays et la communauté européenne. Il visita la crèche italienne et reçut plusieurs représentants de la communauté italienne¹⁰.

Suite à cette première prise de contact, une commission luxembourgeoise se rendit à Rome, le 3 mars, et rencontra les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du ministère du Travail, afin de discuter des problèmes touchant au flux de la main-d'œuvre italienne vers le Grand-Duché. On examina tout particulièrement la possibilité de faciliter les procédures de recrutement des candidats à l'émigration.

Par la suite, les 27 et 28 avril, *Alberto Bemporad*, sous-secrétaire aux Affaires étrangères, arriva à son tour à Luxembourg.

Il devait en effet participer aux travaux de la Conférence tripartite sur les problèmes de l'occupation dans la Communauté européenne. Il rencontra à cette même occasion la collectivité italienne, des organismes et des associations italiens. Le 28 avril, il présida, dans les locaux de l'ambassade d'Italie, une réunion concernant les problèmes scolaires, et le soir il se rendit à Esch, où il fut accueilli par toute la collectivité du bassin minier et par le Comité consulaire.

Mais l'événement le plus solennel pour la communauté italienne fut, sans aucun doute, la visite officielle du Président de la République italienne, *Giovanni Leone*, qui vint au Grand-Duché du 26 au 27 octobre 1973¹¹.

Le président italien arriva à l'aéroport du Findel au cours de l'après-midi du 26 octobre. Il était accompagné par le ministre des Affaires étrangères, Moro. Il fut accueilli par le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que par le ministre Thorn. On avait prévu une réception au palais grand-ducal et un hommage aux morts luxembourgeois devant le Monument de la Solidarité nationale.

Pendant ce temps, Vittoria Leone visita les deux crèches de la ville: au bd de la Pétrusse et à Bonnevoie. Cette dernière crèche fut inaugurée à cette occasion: Mme Leone coupa les rubans tricolores italien et luxembourgeois et Mgr Hengen bénit l'école maternelle.

La matinée du samedi 27 octobre fut réservée à la rencontre avec la communauté d'Esch-sur-Alzette. Le rendez-vous avait été fixé sur la place de l'Hôtel de Ville. La fanfare ainsi qu'une foule impressionnante de compatriotes accueillirent le couple présidentiel. Par la suite il y eut une réception dans le salon de la mairie et une visite officielle des hauts fourneaux d'Esch-Schifflange, où travaillaient de nombreux ouvriers italiens. Mme Leone visita aussi les locaux de la crèche de la Mission d'Esch, tandis que les deux ministres des Affaires étrangères discutaient des problèmes européens et en particulier de tout ce qui se rapportait à l'enseignement.

Au cours de l'après-midi, Leone visita la mairie de la capitale et le soir il rencontra les représentants de la collectivité italienne. Une vingtaine d'associations présentèrent au Président un «mé-morandum», par lequel on attirait surtout l'attention sur les problèmes scolaires, de logement, de discrimination (en ce qui concernait les indemnités de naissance et certains travaux artisanaux) et de participation à la vie politique in loco et en Italie.

Le dimanche 28 octobre, le Président assista à la messe italienne dans la crypte de la cathédrale et le jour suivant il partait par un train spécial pour Bruxelles, où on l'attendait pour une visite officielle.

L'année 1974 connut aussi un événement important: l'érection du *Monument à l'émigré et au travail italien*¹².

L'œuvre avait été promue par le Comité consulaire. Le terrain fut offert et aménagé par la municipalité d'Esch, dans la rue d'Audun¹³, à proximité de la frontière française. La masse de granit provenait de Domodossola et avait été transportée par l'entreprise Lino Trigatti.

Le 30 juin, le maire d'Esch coupait le ruban tricolore et Mgr Jean Hengen bénissait la stèle, tandis que de nombreuses associations italiennes déposaient des fleurs devant le monument.

Le consul ainsi que l'ambassadeur d'Italie étaient présents à cette cérémonie.

Le député-maire d'Esch-sur-Alzette prit en premier la parole. Il inaugura le monument et exprima le désir qu'il fût «le lieu de rencontre non seulement de nos amis italiens, mais aussi de tous les Luxembourgeois qui sont débiteurs des travailleurs italiens, qui ont lutté à leurs côtés pour la liberté et l'indépendance du Luxembourg». Par la suite le ministre Thoss s'adressa aux présents et affirma que «pour le Luxembourg — bien plus que pour tout autre pays européen — la présence des travailleurs étrangers a constitué un facteur important pour son progrès économique et dans ce secteur on doit vivement remercier l'Italie».

L'avocat Pasetti-Bombardella, président du Comité consulaire, le député européen Noë ainsi que Luigi Peruzzi parlèrent au nom des Italiens.

5. COMITE CONSULAIRE, CAFLI, AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES, CERCLE ITALO-LUXEMBOURGEOIS ET LES AMIS DE L'UNIVERSITE DE PEROUSE

Le 15 février 1970, le consulat d'Esch-sur-Alzette avait créé un nouveau *Comité consulaire d'assistance*. Contrairement au précédent comité formé par les «notables», les représentants du nouveau comité appartenaient à tous les organismes et associations œuvrant au Grand-Duché. Le but poursuivi était de coordonner les activités d'assistance en faveur de la collectivité italienne et de contrôler la gestion des deux «centres de restauration» de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette.

Nous résumons rapidement les activités du Comité consulaire, qui, pendant plusieurs années, fut placé sous la présidence de Pasetti-Bombardella. Le samedi 26 décembre 1970, il organisa pour la



Rodange, années '70. La Société de Secours Mutuel de Rodange et Lasauvage. On reconnaît: Bertozzi Cesare et sa femme, le consul d'Italie, Presciutti Sebastiano et son fils, Capponi Nunzio, Marinelli Sandro.

première fois le *repas pour les personnes âgées* dans les locaux de la «Casa d'Italia» à Esch. Environ 200 personnes furent invitées à cette fête.

Le Comité prit aussi des *contacts avec les différentes communautés italiennes* lors de rencontres, pendant lesquelles on montrait des films et discutait des problèmes locaux. En 1971 ces rencontres eurent lieu à Differdange, à Rumelange, à Ettelbruck, à Pétange et à Diekirch.

En 1971, le Comité entra en contact avec les différentes administrations communales (Luxembourg, Esch-sur-Alzette, Dudelange et Pétange) en vue d'une participation plus active des Italiens à la vie locale grâce à des *Comités consultatifs*. Il organisa aussi des *colonies d'été*.

En ce qui concerne les initiatives dans le secteur scolaire ou de la formation professionnelle, un autre comité, reconstitué en 1970¹⁴ en assumant la charge. Il s'agissait du *Comité pour l'assistance aux enfants des travailleurs italiens (CAFLI)*. Ce comité, qui porte le nom de CoAscIt dans d'autres pays, est un organe élu démocratiquement et formé par les représentants de la communauté immigrée. Il travaille en collaboration avec la direction didactique, programme les lignes d'assistance scolaire, propose la répartition des fonds et organise différents genres d'activités culturelles.

Ce Comité institua des cours de *langue allemande et française*: à Luxembourg depuis 1969, à Esch depuis 1970. Il organisa aussi en 1970, à Luxembourg, un cours de *formation professionnelle accéléré* pour le bâtiment; le même cours fut tenu à Walferdange.

Il organisa surtout des cours de *langue italienne* pour les enfants: en novembre 1970 à Esch, Rumelange, Belvaux, Dudelange, Pétange, Steinfort, Bettembourg, Ettelbruck et Luxembourg.

Dans un rapport datant de 1970, nous relevons qu'à Luxembourg on organisait 60 cours de langue italienne, dont 18 étaient tenus par des enseignants de l'école primaire, et on comptait environ 600 élèves (sur 4 000 enfants italiens d'âge scolaire vivant au Grand-Duché); il existait en outre deux cours d'enseignement supérieur fréquentés par une vingtaine d'adultes, qui préparaient le diplôme final; en outre des cours de langue allemande (peu fréquentés) étaient donnés à l'Athénée; et on prévoyait tous les ans des colonies à la mer pour 75 enfants âgés de 6 à 12 ans.

Les *Amitiés Italo-Luxembourgeoises* promurent au cours des années '70 des cours de langue italienne, des conférences et des voyages d'études.

La *section de Luxembourg* était la plus apte à organiser des rencontres culturelles.

Les Amitiés firent ainsi arriver le Quartetto de Rome, le Quartetto Boccherini, les Solistes de la Vénétie et le Piccolo Teatro de Milan. Mais elles étaient aussi à l'origine d'œuvres philanthropiques. En effet elles recueillaient des fonds lors de l'inondation de Florence et des tremblements de terre en Sicile et au Frioul. Sous le patronat du Grand-Duc, le Comité d'action pour la sauvegarde de Venise rassemblait des fonds pour la restauration d'un monument de la capitale de la Vénétie.

En 1972 le comité de la *section d'Esch-sur-Alzette* était composé comme suit: Othon Schockmel, président, Georges Welschbillig, vice-président, Romain Zilli, secrétaire, Mme Marcel Stroesser-Kieffer, secrétaire; les membres: Joseph Eyschen, Lucie Origer, Mme Berthe Ulveling, Bruno Bertinelli, Mario Vaccaroli, Jean Jeitz, Bruno Reorda, Humbert Rota et Lucien Huss.

Les cours de langue italienne étaient tenus à Esch selon la méthode audio-visuelle (méthode Dider) par Mme Kerg-Vaccaroli et Mme Moebus-Sottocasa.

En 1976 on accueillit à Esch la *fanfare de Pederobba*, qui donna un concert à Ettelbruck et à Esch. Le comité organisa aussi des *voyages en Italie*. En 1977 il accueillit le «Maggio eugubino». En janvier 1979 il promut un cours de cuisine italienne à l'école Wobrecken.

La section d'Esch organisa aussi des cours de langue italienne à *Bettembourg*, dans une salle de l'Hôtel de Ville et ceci pendant plusieurs années de suite.

Un changement s'opéra au sein de la section d'Esch-sur-Alzette, lors de l'assemblée générale, au mois d'avril 1979. A cette date on comptait 182 membres. Othon Schockmel, président de la section depuis 1975, donna sa démission. Un nouveau comité fut élu: Othon Schockmel, président honoraire, Josy Eyschen, président effectif, Georges Welschbillig, vice-président, Raymond Ber-

nardini, secrétaire, Adèle Bausch, trésorière; et les adjoints: Berthe Ulveling, Lucie Origer, Mario Vaccaroli, Prosper Wecker, Victor Crescentini et Paul Schuster.

Tout aussi active était la *section de Differdange*, présidée par Vanna Colling-Kerg. Elle donnait des cours de langue italienne dans cette localité et réussissait chaque année à réunir une cinquantaine d'élèves. Elle organisait aussi des voyages, des conférences et des dîners aux chandelles.



Differdange, 1977. Les «retrouvailles du Wingo» réunissent chaque année les anciens habitants du quartier du Wangert. On reconnaît les familles Orlando, Gatti, Pozzacchio, Mattioli, Del Boccio, D'Orazio, Bruzzese, Giampellegrini, Rampini, Piscitelli, Grilli, Rotoloni, Ciccia, Mannelli, Nascimbeni, Omarini, Bartocetti, Foresi, Mancinelli, Bompadre.

En 1971 le comité de la *section de Schiffange* se composait comme suit: Lino Seghetto, président, J. P. Kayser et Raymond Spanier, vice-présidents, Francis Dell, secrétaire, Lily Molitor-Stein, trésorière; membres: Jeanne Barthelmy, Hedy Weyer, François Weyer, Vincent Ierace et Fernand Baldato (par la suite il y eut quelques changements, mais le président fut toujours Lino Seghetto).

Les activités de cette section comprenaient les cours de langue italienne, mais aussi des concerts et des conférences. Au mois de mars 1973 elle célébra le 10^e anniversaire de sa fondation en organisant différentes manifestations.

Un autre moment mémorable fut constitué par le «Grand Gala de musique italienne», le 5 juin 1975, promu en collaboration avec les Amitiés d'Esch-sur-Alzette (président: Schockmel) et de Dudelange (président: Nicolas Hoffmann).

Le 25 mai 1978 fut constitué, au café Vanoli, le *Cercle Italo-Luxembourgeois*, qui poursuivait les mêmes buts que les Amitiés. Il était dû à une scission des Amitiés d'Esch-sur-Alzette et son dessein était de garder des liens d'amitié avec l'Italie sur une base «populaire» et non plus «élitaire».

Le Cercle organisa des cours de langue luxembourgeoise pour les immigrés et des cours de langue et culture italiennes pour les Luxembourgeois. Il promut des voyages en Italie et à travers le Luxembourg, des manifestations culturelles et folkloriques. Il se proposa ainsi de soutenir des œuvres humanitaires et de venir en aide aux personnes sinistrées ou en difficultés.

Les fondateurs du CIL et membres du comité étaient le professeur Robert Hoegener (président), Bruno Bertinelli et Nico Weber (vice-présidents), Marcel Hummer (trésorier), Antonietta D'Amelio (secrétaire), Rita Gaspari (vice-secrétaire) et Jean Seil et Loretta Contardi (membres). Le cercle comptait 200 membres inscrits.

Mais, parmi toutes ces organisations, la mieux organisée était celle qui portait le nom de «*Les Amis de l'Université de Pérouse*». Elle avait été créée en mars 1972 par Lea Kremer-Vezzani et par un groupe de Luxembourgeois, qui s'étaient rencontrés à l'Université pour étrangers de Pérouse, où ils fréquentaient des cours d'italien. Ils avaient décidé de constituer une association, pour pouvoir diffuser le charme que l'Italie avait exercé sur leur esprit¹⁵. Il s'agissait bien de la 12^e association de ce genre, qui apparaissait à l'étranger.

Dès la première année, l'association promut à Luxembourg des cours de langue italienne. Elle prit toujours plus d'importance et le nombre de ses membres augmentait annuellement (plus de 500).

La plupart des 300 élèves étaient des Luxembourgeois. Chaque semaine ils fréquentaient les dix cours, présentés en quatre niveaux (on appréciait tout particulièrement le cours de littérature moderne, ainsi que le cours d'histoire de l'art et de littérature générale italienne).

Les enseignants étaient soit d'anciens élèves de l'Université de Pérouse, soit de jeunes professeurs de l'enseignement secondaire ou des professeurs d'origine italienne. A la fin des quatre années d'études eut lieu un examen supervisé par deux professeurs envoyés de l'Université de Pérouse. Le certificat remis à cette occasion était reconnu par l'Université et permettait aux élèves, qui le désiraient, de s'inscrire à Pérouse en deuxième année des cours pour étrangers.

A la fin de chaque année scolaire, l'association organisait la «Journée de Pérouse» au cours de laquelle on distribuait des prix et les diplômes, en présence des autorités italiennes.

6. LES ASSOCIATIONS ITALIENNES AU GRAND-DUCHE

Les ACLI assuraient de nombreuses permanences des «*Patronati*».

A partir de 1970 ces permanences avaient lieu à Esch-sur-Alzette, à Bettembourg, à Differdange, à Pétange et à Luxembourg.

En 1971 une permanence était tenue aussi à Ettelbruck par Rodolfo Bassi. L'année suivante, une permanence était assurée à Diekirch.

Le mouvement ACLI organisait de fréquentes assemblées et congrès d'études.

En général, outre les activités de formation, les cercles ACLI organisaient aussi chaque année des activités récréatives: des excursions, des bals, des fêtes pour la «Befana», etc.

Aux Cercles déjà existants s'ajouta en 1973 celui d'*Ettelbruck-Diekirch* avec Rodolfo Bassi (président), Mario Spinelli (vice-président), Antonio Di Roma (secrétaire) et Nicola Annese (caissier).

Le cercle de *Differdange* connut à partir du mois de juin 1972 le comité suivant: Alfredo Trasanna (président), Vincenzo Zavaglia (vice-président), Cosimo Raschella (secrétaire), Francesco Sonzalone (trésorier) et Franco Le Rose (conseiller).

Le Cercle d'*Esch-sur-Alzette* renouvela son comité de direction le 3 avril 1971. Il se composait comme suit: Paolo Balbiani (président), Eugenio Sannipoli (vice-président), Antonio Di Letizia (secrétaire), Ivo Giacomini (trésorier) et Osvaldo Cescutti, Claudio Ganz, Angelo Trisciani, Sergio Marcucci et Ermanno Chito (conseillers).

Particulièrement dynamique fut le Cercle de *Pétange*. Lors de l'assemblée du 27 mars '71 furent élus: Luciano Rotondi (président), Sebastiano Presciutti (vice-président), Benito Cancelliere (se-

crétaire), Giuseppe Cancelliere (trésorier) et les conseillers: Cosimo Raschella, Filadelfio Vieni et Giuseppe Vieni.

Par la suite le comité fut modifié ainsi: Sebastiano Presciutti (président), Filadelfio Vieni (vice-président), Benito Cancelliere (secrétaire), Giuseppe Cancelliere (trésorier) et les conseillers: Giuseppe Vieni, Corrado Carnevali et Giuseppe Bordonaro.

Au sein des *associazioni regionali* on procéda au cours des années '70 à un jumelage des «Associazioni Trivenete»: ils commencèrent à organiser ensemble leurs manifestations et en particulier la fête de la «Befana».

Le 15 mai 1973 on constitua le *Conseil des Associations Trivenete du Luxembourg* (Co. As. tri. lux.), avec Rodolfo Zilli en tant que président, Oreste Zanardo et Claudio Ganz comme vice-présidents et Reghellin comme secrétaire.

Le 9 avril 1975, fut fondée l'*UNAIE* (Union nationale des associations italiennes à l'étranger), qui regroupa tous les originaires du Frioul, de Bellune, de Vicence, de Padoue, de Trente, des Marches, de la Sicile, de la Lombardie et de l'Ombrie. Le comité de l'UNAIE se composait de la façon suivante: Pasetti-Bombardella (président), Ivano Stella (vice-président), Enrico Boaretto (secrétaire) et Ottavio Zanardo (trésorier).

Les membres de l'association *Fogolar Furlan* augmentaient constamment (450) et les activités étaient toujours plus nombreuses.

Le comité de direction était composé en 1974 par Rodolfo Zilli (président honoraire), Bruno Moruzzi (président effectif), le P. Enrico Morassut (vice-président), Amedeo Bidoli (secrétaire), Franco Bertoli (caissier); Vittorio Baldan, Valentino Bellina, Attilio Martinuzzi et Eligio Picco (conseillers), Osvaldo Cescutti et Renato De Cecco (réviseurs de comptes).

Ce comité prépara aussi le 20 octobre la célébration du *10^e anniversaire du Fogolar*.

En 1976 le Frioul fut secoué par un terrible tremblement de terre. Le Fogolar lança l'opération S.O.S. et recueillit 23 millions de liras destinées à la construction à Tramonti di Sopra d'une maison de retraite pour les personnes âgées, victimes du tremblement de terre.

Le 10 novembre 1979, le Fogolar célébra le *15^e anniversaire* de sa fondation au Nouveau Théâtre de Luxembourg.

L'association proposait annuellement de nombreuses activités: la fête de la «Befana» (en janvier), une excursion annuelle (en juin), la Fête du Frioul dans le bois de Bridel-Strassen (en juillet), le Bazar de la Croix-Rouge (en novembre); en outre le Fogolar organisait des colonies de vacances pour les enfants de ses membres et diffusait les informations sur toutes les activités locales et régionales.

Une autre association tout aussi active était fondée en 1969, la «Famiglia Bellunese».

Vers la fin de 1971, le *comité de direction* était composé comme suit: Gino Merlin (président), Secondo Clori (vice-président), Celeste Ganz (caissier), le P. Enrico Morassut (secrétaire), Elisa Merlin (secrétaire adjointe); Giuseppe Dal Borgo, Bruno De Toffol, Tarcisio Andrich, Ivana Lavina, Claudio Lazzaris et Fiore De Toffol (conseillers).

En 1972, la «Famiglia Bellunese» comptait 113 inscrits. L'événement le plus notoire de cette année-là fut la visite de *l'évêque de Bellune, Mgr Gioacchino Muccin*, au Luxembourg.

Il venait de visiter Stuttgart, Liège et Mons; il était accompagné par l'ingénieur Barcelloni-Corte, président de l'Organisation «Emigrati Bellunesi», par le directeur De Martin et d'autres personnalités. Le 23 avril l'évêque célébra la messe à la Mission d'Esch, pendant laquelle furent confirmés des enfants italiens. Les invités furent accueillis pour le déjeuner au Restaurant Walsheim à Luxembourg. Au cours de l'après-midi, pendant la messe à la cathédrale, l'évêque de Luxembourg remit à Mgr Muccin une copie en bois de la *Vierge des Affligés*, sculptée par Aurelio Sabatini. La statue portait la dédicace: les originaires de Bellune de Luxembourg à leur patrie, 23.4.1972.

La statue fut solennellement intronisée dans la cathédrale de Bellune à l'occasion de la fête patronale de St-Martin (11 novembre) en présence de Mgr Hengen, du sculpteur Sabatini, de J. P. Kraus, Secondo Clori, Giuseppe Dal Borgo et du P. Enrico Morassut.

L'assemblée générale du 14 novembre 1976 élit à un nouveau *comité de direction*: président: Pier Celeste Marchetti, vice-présidents: Claudio Ganz et Ioris Lazzaris (qui en 1978 fut remplacé par Alfredo De Remo), secrétaires: Lucia et Annalinda De Toffol, trésoriers: Domenico De Remo et Celeste Ganz, conseillers: Bruno De Toffol, Carlo Andrich, Lorenzo Zandanel, Amedeo Dall'Acqua, Daniele Ganz, Gino De Demo, Abramo De March, Terenziano Bau'.

Principales manifestations: concerts du «Coro Minimo» (1976), du groupe Folk Nevegal (1977) et du «Coro Monti del Sole» (1978).

La «Famiglia Bellunese» du Luxembourg organisait aussi des fêtes *annuelles* avec, parfois, la participation des Triveneti: la «Befana» et le carnaval, l'olivier pour Pâques, les colonies à la mer à Cavallino, la Fête des roses à Walferdange, la fête du Printemps (à partir de 1977) dans le bois aux alentours du Bridel et les rencontres des «Famiglie Bellunesi» de la CEE au Parlement européen.



Esch-sur-Alzette, 17 avril 1970. Les fondateurs de l'association des Vicentins. On reconnaît: le Père Morassut Enrico, Stella Ivano, Bilancioni Gina, Rizzo Michele, Mme Rizzo Maria, Mme Stella, Rizzo Giovanni, Ambrosi Gisella, Ambrosi Giuseppe, Pasetti-Bombardella Francesco.

Le «*Cercle des Vicentins*» naquit officiellement le 17 avril 1970. Il compta de suite environ une centaine de membres et on élut le comité suivant: Ivano Stella (président), Giovanni Rizzo (vice-président), le P. Enrico Morassut (secrétaire), Mme Ambrosi (caissière), Consoli-Oliboni, E. Bottegal, F. Bordignon et A. Bardina (conseillers).

Parmi les fêtes organisées annuellement par les Vicentins nous notons: les compétitions de quilles (à Steinsel) et les compétitions de pêche à la Moselle (Mertert).

A partir de 1978, nous trouvons au sein du comité les noms suivants: Giovanni Rizzo (président), Michele Rizzo (vice-président), Silvana Miotto (trésorière), Pierluigi Reghellin (secrétaire) et les conseillers Pietro Dall'Armellina, Gisella Toniolo, etc.

Au cours de l'été 1972, Antonio Marcato de Luxembourg promut une nouvelle association, celle des «*Padovani nel Mondo*». En effet cette association vit le jour le 19 septembre 1972 et sa première assemblée eut lieu à Dudelange. Après l'approbation de ses statuts, on élut le *comité de direction*: Mario Rampin (président), Giuseppe Meneguzzi (vice-président), Enrico Boaretto (secrétaire), Tullio Zago (caissier) et Oreste Nanardo (conseiller).

La *constitution officielle* de l'association des Padouans se déroula le 5 octobre 1975, en présence d'autorités arrivées de Padoue. L'évêque Mgr Hengen célébra la messe dans la crypte de Bonnevoie et bénit le drapeau de l'association, dont l'avocat Toffanin de Padoue était le parrain et Mme Tenconi-Giroto la marraine.

La dernière association à être formée parmi des Triveneti fut celle des *Trentins*. Le promoteur en était Giacomo Andreolli qui, le 23 janvier 1973, organisa une

1974. Le cycliste Jos Liberatore lors de l'arrivée de la course Paris-Le Galibier.



réunion à la Mission de Bonnevoie. Mais l'association fut seulement reconnue officiellement le 23 janvier 1975: le président en était Giacomo Andreolli et la secrétaire, Maria Paoli.

Les *associations des originaires de l'Ombrie et des Marches* furent créées plus ou moins en même temps et elles agissaient le plus souvent ensemble sous le nom de «*I Regionali*».

Les *Ombriens* avaient été invités, dès 1970, à former leur association. Mais officiellement, la section d'Esch «*Umbri nel Mondo*» fut seulement créée le 18 mars 1978 lors d'une grande fête et d'un spectacle folklorique dans la salle Ariston à Esch-sur-Alzette. Les originaires des Marches s'unirent à leurs compatriotes.



Differdange, 1972. Flenghi René, capitaine de l'équipe «Red Boys», reçoit la Coupe de Luxembourg.

Parmi leurs activités les plus importantes, on peut relever celle du «*Microfono d'Oro*»: un concours de chant réservé aux enfants et organisé annuellement. Cette initiative vit le jour dans le salon de la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette en 1973 et, au cours des années, elle prit une importance toujours accrue. Les spectateurs devinrent de plus en plus nombreux et les organisateurs se virent obligés de produire le spectacle dans la salle Ariston en 1978; puis, vu le succès de leur soirée, ils l'organisèrent au Théâtre municipal d'Esch.

Un autre groupe régional, le dernier en date, mais qui n'est point de moindre importance, fut le cercle des «*Sardi d'Europa*». Il fut formé le 20 février 1977 à Esch. Son but était de promouvoir parmi les Sardes du Grand-Duché la solidarité, l'assistance morale, des initiatives culturelles et récréatives et surtout de sauvegarder les traditions folkloriques de leur région d'origine.

Les membres fondateurs étaient: Boi Giulio, Cadoni Efisio, Curelli Ivo, Dessi Antonio, Dettori Giovanni, Ghiani Gianpaolo, Grecu Efisio, Grecu Luigi, Lai Angelo, Obinu Giovanni, Salis Giulio, Seda Benito, Vargiolu Giuseppe.

Dès le début, le Cercle regroupa environ 120 familles. En 1978 il obtint comme siège le grand salon de l'Ariston à Esch-sur-Alzette. Sa fondation fut officiellement célébrée le samedi 4 novembre.

Nous citerons encore brièvement d'autres associations qui surgirent au cours des années '70.

L'*ALEF* (Association des travailleurs émigrés du Frioul, de Venise et de la Vénétie Julienne) fut fondée à Luxembourg le 17 avril 1970. Elle comptait plus de 200 membres. Tout en présentant un caractère social et récréatif, elle visait surtout à une plus grande participation de ses membres à la vie civique et syndicale locale.

Le premier comité était composé comme suit: Gianfranco Copetti (président), Renato Miserini (secrétaire-trésorier); membres: Licio Piticco, Beppino Englaro, Francesco Isola, Giovanni Morandini, Italo Monutti, Ermidio Bertolini et Pio Della Pietra.

Par la suite on trouve Luciano Zampa comme président et Renato Miserini comme secrétaire.

L'association «*Emigrati Lucani*» naquit à Luxembourg le 18 juin 1972. Le président en était Giuseppe D'Elicio, le vice-président, Mario Tocco, la secrétaire, Simone Canio et le trésorier, Luigi D'Elicio.

L'association «*Gran Sasso degli Abruzzesi*» fut fondée le 6 mai 1978. Le président en était Valerio De Matteis. Elle développa des sections dans les différents centres du Grand-Duché, mais se trouva en contradiction avec une autre association d'immigrés des Abruzzes, «*La Maiella*».

Nous citerons aussi l'*ANFE* (Association nationale des familles émigrées) qui, à partir de 1975, eut une propre section au Grand-Duché et proposa différentes initiatives. Le responsable en était Antonio Di Letizia.

A cette même époque on constitua également plusieurs associations *d'inspiration politique*.

La section *UDI de Luxembourg* fut fondée en 1976. Le comité de direction était composé de 14 femmes. Elles organisaient des soirées culturelles, des fêtes, des rencontres avec des spécialistes traitant différents sujets et elles participaient à la Journée de la femme.

Les «*Amici dell'Unità*» formaient une association créée à Esch en 1972. Elle comptait 300 inscrits et organisait annuellement – en collaboration avec d'autres associations – la Fête de l'Unité au parc Galgenberg à Esch.

Le *Cercle «E. Curiel»* surgit à Luxembourg en 1970. Son but était d'étudier les problèmes de l'immigration et de défendre les intérêts des travailleurs.

Le *Cercle «Ferdinando Santi»* fut créé à Luxembourg le 18 juillet 1972. Son objectif était aussi d'étudier les problèmes de l'immigration, mais il assura surtout l'assistance culturelle et récréative aux immigrés.

Le *Cercle «Alcide de Gasperi»* fut formé à Luxembourg en juin 1974 et se donnait pour but la promotion d'une politique sociale adaptée aux émigrés. Le secrétaire en était Sergio Guccione.

En vue de favoriser la concertation entre les forces des différentes associations et de coordonner l'action en faveur des immigrés, on constitua en février 1976 le *Comité d'Entente*. Il fut créé par les associations d'Italiens telles l'ACLI, «*Italia Libera*», Filef, Institut Santi, Patronats ACLI et Inca, et les forces politiques DC, PCI, PSI; par la suite s'y ajoutèrent le Cercle Turati, l'UNAIE, la Mission catholique, le Comité scolaire, le CoCoAs, le Cercle Fratelli Rosselli – Energie nuove et l'UDI.

Existaient aussi au cours de cette décennie des *associations sportives*. En ce qui concerne le jeu de boules, l'association la plus active était le «*Club Italiano Bocce*» (*CIB*) fondé en 1968 à Luxembourg. Le club s'imposa rapidement en gagnant plusieurs championnats luxembourgeois.

Vers la fin de 1973, le CIB inaugura un boulodrome couvert et chauffé: le premier du Grand-Duché. Il construisit aussi une grande plate-forme en ciment, qui était utilisée alternativement par les amateurs de volley-ball, de basket-ball et de patins à roulettes. Ses activités étaient florissantes.

Il y avait encore d'autres clubs de boules:

– à Esch le «*Club Bocce Riganelli*»;

— à Dudelange la «Société Sportive de Bocce», créée le 12 avril 1969 en présence du consul Valle, du maire de Dudelange, du président des Amitiés et de diverses personnalités. Le 8 septembre de la même année, elle remportait la Coupe de pétanque à Luxembourg. Le président en était Romolo Pucci.

Dans une autre discipline, notamment le football, nous trouvons l'Association *Udinesina* très connue au cours de ces années '70. Vers la fin de 1975 elle avait formé une équipe de football en vue de participer au championnat. Son siège était au Café Morocutti au 152, route d'Esch à Luxembourg.

Son activité devint véritablement intéressante en avril 1976 quand la fédération luxembourgeoise accepta la nouvelle société sous le nom de EDBR (Entrepreneurs du bâtiment réunis). Tous les travailleurs du bâtiment pouvaient en faire partie. Après avoir joué avec des équipes formées d'Italiens, l'*Udinesina* s'associa en 1977 à l'équipe du FC Beyren pour former ainsi le FC Beyren-Udinesina, un club jouant en quatrième division, sous les couleurs blanc et noir.

7. LES MISSIONS CATHOLIQUES ITALIENNES AU COURS DES ANNEES '70

Les religieux de la Mission d'Esch-sur-Alzette

Au début des années '70 différents Pères œuvraient à la Mission: le Père Giovanni Guadagnini (directeur jusqu'en 1975) et le Père Giovanni Bernardi (qui demeura à Esch jusqu'en 1978, date à laquelle il dut rentrer en Italie pour cause de maladie). Leurs collaborateurs, qui s'occupaient de la communauté portugaise, étaient à cette époque le Père Mario Consonni (depuis 1973), le Père Ugo Fent (depuis le 1^{er} février 1975) et le Père Pedro Granzotto (à partir de 1976).

En janvier 1975 un changement eut lieu au sein de la direction de la Mission: le P. Guadagnini fut remplacé par le Père Luigi Tacconi¹⁶. Et au mois de septembre 1978, au départ du P. Bernardi¹⁷, le Père Benito Gallo arriva à Esch¹⁸.

Principaux événements survenus à la Mission d'Esch

En 1970, les citoyens de Gualdo Tadino fêtaient le 7^e Centenaire de la naissance de leur Patron, le *bienheureux Angelo*. A cette occasion ils organisèrent de grandes festivités auxquelles ils firent participer tous leurs concitoyens d'Esch.

C'est ainsi que, précédé par une délégation de Gualdo, le dimanche 20 septembre 1970, Mgr Vittore Ugo Righi, du Secrétariat d'Etat au Vatican et originaire de Gualdo, arriva à la Mission d'Esch. Il était accompagné par Mgr Franco Carocci, délégué diocésain pour l'immigration et par le Salésien don Ennio Borgogna. L'évêque célébra la messe et bénit une statue en céramique du bienheureux Angelo, œuvre du professeur Angelo Pascucci. La statue fut offerte à la Mission d'Esch. Cette rencontre fut animée par le groupe vocal et instrumental «I funamboli».

L'année suivante, le 22 août 1971, les citoyens de la Carnia organisèrent une fête. L'évêque de Luxembourg, Mgr Jean Hengen, se rendit à Treppo Carnico pour participer à la Fête de Notre-Dame des Sept Douleurs et il rencontra les émigrés qui étaient rentrés en Italie pour les vacances.

La visite se déroula dans l'allégresse, avec de la musique et des fleurs. Les émigrés des localités voisines et les autorités régionales accueillirent chaleureusement l'évêque de Luxembourg, qui visita aussi Venzone et, au cours de son voyage de retour, Bellune.

Le dimanche 23 avril 1972, on reçut à la Mission Mgr Gioacchino Muccin, évêque de Bellune. Il présida au pèlerinage des étrangers à la Cathédrale de Luxembourg pour l'ouverture de l'Octave.



Esch-sur-Alzette, mai 1972. Fête de la
Première Communion à la Mission
italienne.

Le 19 janvier 1975 la communauté italienne vit partir avec grand regret le Père Giovanni Guadagnini, remplacé par le Père Luigi Tacconi.

Une crèche prestigieuse fut exposée pour Noël 1976; elle était dédiée au Frioul, qui quelques mois auparavant avait été dévasté par un tremblement de terre.

Les fonds recueillis à cette occasion, c.-à-d. les dons de fidèles qui venaient voir la crèche, furent destinés à la construction d'une crèche pour les enfants de Tolmezzo et une partie fut envoyée à la petite Angela de Maiano (Udine), orpheline de mère. On put noter à cette occasion que la solidarité entre les compatriotes, confrontés à la catastrophe du Frioul, était extrêmement forte.

L'année 1976 fut une année importante pour la communauté portugaise. On assista en effet à la création d'une Mission portugaise autonome, née grâce à la Mission italienne.

Jusqu'à cette date, les Portugais avaient partagé les locaux du 5, bd Prince Henri; en 1978 la Mission italienne leur donna le grand salon et deux bureaux situés au 17, rue des Boers. Ainsi naquit le «Centre social et culturel portugais». Après quelques changements, le Centre fut inauguré le 5 mai 1978 en présence de nombreux immigrants et de plusieurs personnalités: Mgr Dos Reis Rodrigues, évêque auxiliaire de Lisbonne, Mgr Jean Hengen, le vicaire général Mathias Schiltz, le vice-consul portugais Victorino Peneira, le conseiller d'Esch André Hoffmann et Lucien Huss.

Activités pastorales

Dans la chapelle d'Esch on célébrait quatre messes les dimanches et jours de fêtes: à 8, 10, 11 et 19.30 h. Des messes étaient aussi célébrées dans d'autres localités: à Dudelange tous les dimanches dans la chapelle italienne et tous les premiers vendredis du mois dans l'église paroissiale; au Fousbann tous les premiers dimanches et troisièmes jeudis du mois; à Pétange le dernier dimanche du mois; à Volmerange le deuxième dimanche du mois; à Villerupt tous les dimanches.

L'activité était plus intense à l'approche des fêtes de Pâques.

En 1970 les religieux d'Esch et de Luxembourg se rendaient dans les centres suivants du Grand-Duché: Bettembourg, Bertrange, Diekirch, Differdange, Dudelange, Ernzen, Ettelbruck, Fousbann, Gasperich, Kayl, Larochette, Mamer, Mondercange, Mondorf, Niederkorn, Pétange,

Rodange, Rumelange, Sandweiler, Steinfort, Steinsel, Strassen, Tétange et Luxembourg-Ville; et en France limitrophe: Audun-le-Tiche, Aumetz, Bure, Cantbonne, Crusnes-Cité, Crusnes-Village, Errouville-Village, Ottange, Rédange, Thil, Volmerange et Villerupt.

Les *groupes d'apostolats laïcs*, qui collaboraient avec la Mission, étaient toujours mieux organisés. Suivant les indications du Concile du Vatican II et du diocèse de Luxembourg, la Mission créa également, le 20 juin 1972, un *Conseil paroissial* qui comptait une vingtaine de membres.

Cependant, à partir de 1975, le Conseil paroissial fut pratiquement remplacé par le groupe des *Collaborateurs de la Mission*. Ces derniers se réunirent pour la première fois le 8 février 1976: environ 50 collaborateurs étaient présents à cette séance, au cours de laquelle on fit le bilan des activités organisées par le passé et on programma l'avenir. Leur nombre augmentait progressivement (80 en 1977).

Le groupe le plus original, qui vit le jour au début de 1977, fut celui des jeunes *«Nuovi Orizzonti»*.



1979. Les jeunes «Nuovi Orizzonti» d'Esch-sur-Alzette rencontrent leurs camarades de Valenciennes (France).



Les jeunes «Nuovi Orizzonti» animaient les assemblées liturgiques à Esch et dans les centres proches de la ville, ils préparaient des liturgies spéciales pour leur groupe, ils écrivaient des articles pour le mensuel italien du même nom, ils s'occupaient des activités récréatives et culturelles, des rencontres musicales et du ciné-forum.

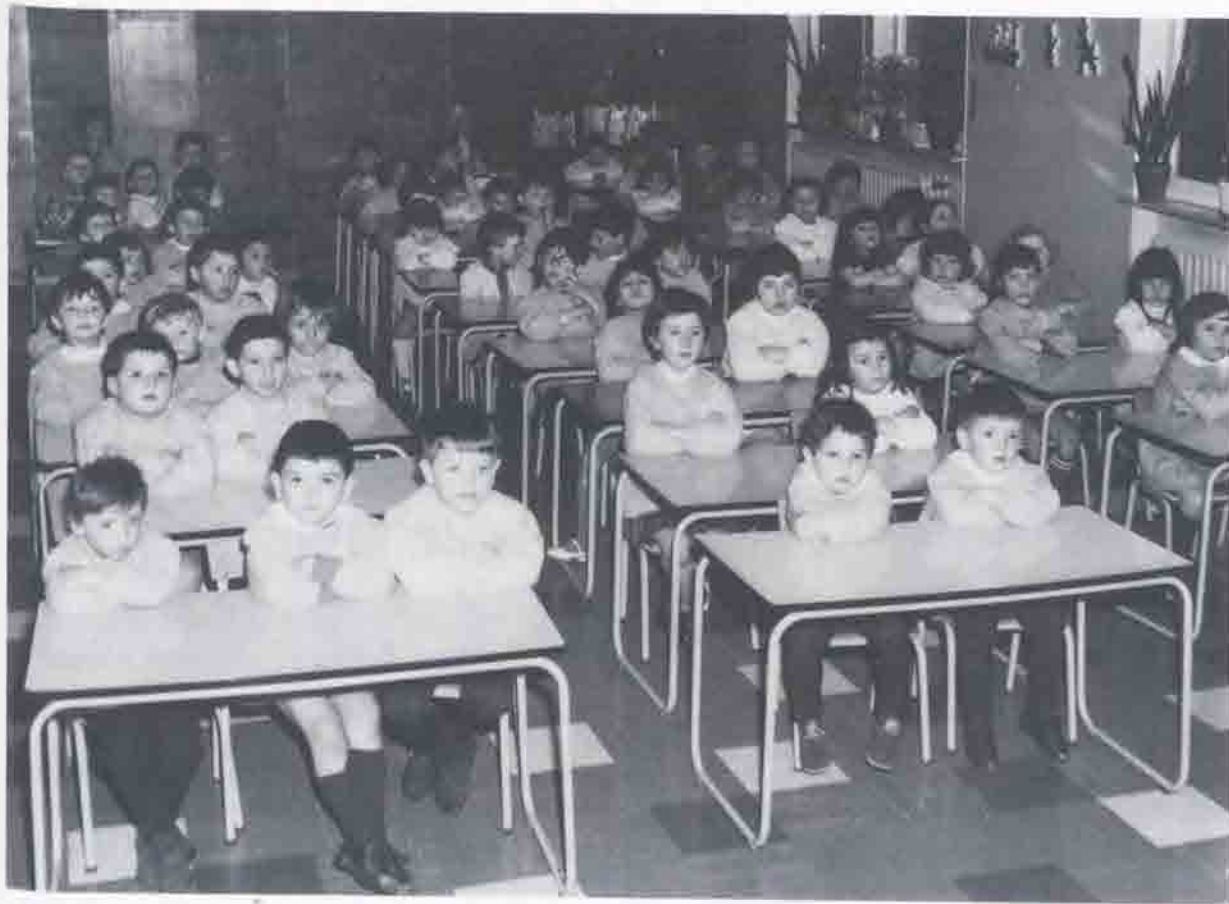
Le groupe participa du 29 avril au 1^{er} mai 1978 à une rencontre internationale de jeunes «Nuovi Orizzonti» au Château d'Ecoubly (en banlieue parisienne), qui traitait le thème «Dialogue de générations».

L'année suivante, du 28 avril au 1^{er} mai, le groupe anima une nouvelle rencontre internationale, à Clervaux, suivie d'une visite des institutions européennes de Luxembourg. Vu l'approche des élections européennes, le thème de la rencontre était: «Les jeunes immigrés interrogent l'Europe.»

Crèches et «Patronati»

Au début des années '70, la crèche et l'école maternelle fonctionnaient régulièrement, dirigées par les religieuses «Poverelle» de Bergame. Grâce aux enfants la Mission restait en contact avec bon nombre de familles italiennes.

Comme toujours, à l'approche des grandes fêtes (Noël, fête des mères, etc...), les enfants présentaient de petites pièces de théâtre, ils récitaient des poèmes et chantaient. Mais au cours de l'année 1975 l'école maternelle entra dans une période de crise, qui eut pour conséquence le départ définitif des religieuses. Plusieurs personnes bénévoles continuaient leur œuvre; parmi elles, la nouvelle maîtresse de l'école maternelle, Loretta Botter. Puis, en 1977, l'école maternelle de la Mission fut cédée au Foyer de jour international, à condition qu'il y ait toujours des places disponibles pour les enfants des familles immigrées.



Esch-sur-Alzette, années '70. La crèche de la Mission italienne.

Fêtes et théâtre

Un grand spectacle fut organisé le dimanche 9 avril 1972. Il s'agissait d'une nouvelle édition du concours «Voci Nuove», auquel pouvaient participer les enfants et les adultes accompagnés de l'orchestre «The Tramps». Une vingtaine de candidats prirent part au concours et le succès obtenu poussa les responsables à organiser un deuxième concours le 28 mai suivant.

Le 11 février 1973 on organisa un autre spectacle musical, qui avait toujours connu un grand succès: le «Zecchino d'Oro», réservé aux enfants de 5 à 8 ans.

La Mission catholique de Luxembourg-Ville

Les religieux qui s'occupaient des Italiens de Luxembourg-Ville au cours des années '70 étaient le Père Enrico Morassut, le Père Luigi Mella, le père Pompilio De Maria et, à partir de septembre 1972, le Père Livio Bordin.

Les messes pour les Italiens étaient célébrées tous les dimanches et jours de fêtes dans la crypte de l'église de Bonnevoie, dans la crypte de la Cathédrale, à la Paroisse européenne – 33, rue des Capucins – et dans la chapelle de la Clinique Sainte-Thérèse.

Dans un premier temps, le Père Morassut résidait à la Mission d'Esch et il utilisait, en tant que siège pour la Mission de Luxembourg, les locaux mis à sa disposition par la Caritas, au 29, rue Michel Welter.

Mais fin 1970, on eut finalement la possibilité d'acquérir un immeuble au 25, *rue de l'Hippodrome*. Il s'agissait d'une ancienne maison-menuiserie, propriété des époux Firmin Bonifas-Weiwers.

Le 20 octobre 1970 on constitua l'asbl «Oeuvre philanthropique scalabrinienne italo-luxembourgeoise» (les statuts furent publiés au Mémorial le 26 octobre 1970). Cette société acquit le 30 octobre suivant l'immeuble pour la somme de trois millions et demi de francs (en plus un demi-million pour les frais de notariat). L'édifice était très vaste (700 m²) et on le transforma en école maternelle ainsi qu'en résidence séparée pour les Pères et les religieuses.

Selon la tradition on fit de suite appel à des personnes bénévoles: des maçons, des plombiers, des électriciens, des menuisiers et des peintres. Les travaux duraient plusieurs mois. Finalement, le lundi 27 septembre 1971, on put ouvrir les nouveaux locaux de l'école maternelle. Ils étaient spacieux, pleins de lumière et surtout bien équipés; ils pouvaient accueillir une centaine d'enfants de 3 à 5 ans. C'est à cette époque que le P. Enrico Morassut se transféra définitivement d'Esch à Luxembourg-Bonnevoie.

Quatre religieuses destinées à l'école maternelle étaient arrivées d'Italie le dimanche 19 septembre. Elles appartenaient à la Congrégation de Ste-Françoise Cabrini¹⁹.

La Mission de Luxembourg-Bonnevoie ressembla dès son début à celle d'Esch: à côté de l'école maternelle, elle s'occupait aussi des cours de couture, elle avait formé une chorale, un corps de ballet, elle fêtait la Fête des mères, la Fête des pères, la «Befana», elle collaborait avec les associations régionales...

L'école maternelle connut un grand succès et vit augmenter de façon spectaculaire le nombre des enfants d'année en année. Ils étaient 90 en septembre 1975. Il s'agissait en définitive d'une école internationale fréquentée bien sûr par les enfants italiens, mais aussi par les enfants portugais, espagnols, luxembourgeois, allemands, français, belges; en tout huit nationalités étaient représentées.

En 1977 un profond changement survint à la Mission de Bonnevoie causé par le départ du Père Enrico Morassut. Il était détaché aux Missions italiennes du Canada. On fit les adieux au missionnaire le 26 juin par une messe solennelle célébrée dans l'église de Bonnevoie, en présence de l'évêque de Luxembourg. Puis le dimanche 10 juillet la même cérémonie fut répétée à Esch, où on fêta en même temps le 25^e anniversaire de sacerdoce du Père Luigi Tacconi. On célébra une messe et l'après-midi un spectacle musical et théâtral fut représenté par les jeunes de l'orchestre «Galaxy».

A la Mission de Bonnevoie restait maintenant le *Père Livio Bordin*, qui de temps à autre recevait l'aide des Pères scalabrinien: le P. Giuseppe Giacobbo, le P. Mario Zonta et le P. Gianpaolo Frazzani.

¹ Pour cette période on peut lire les volumes «Problemi del Lavoro italiano all'Estero», publiés tous les ans à Rome par le ministère des Affaires étrangères (à partir de 1974 ces volumes seront publiés sous le titre de «Aspetti e problemi dell'emigrazione italiana all'estero»).

² cf. HIRSCH Mario, Les tergiversations d'une politique d'immigration: Le Luxembourg face à l'immigration, op. cit., pp. 153-163.

³ La fonction du Secrétaire d'Etat à l'Immigration fut une expérience unique, jamais renouvelée par la suite.

⁴ Vita Italiana, mai 1973.

⁵ Vita Italiana, mai 1974.

⁶ Vita Italiana, octobre 1973.

⁷ Vita Italiana, juin 1974.

⁸ Vita Italiana, mars 1975.

⁹ Annuaire statistique 1984-1985, éd. STATEC, Luxembourg 1985.

¹⁰ Vita Italiana, février 1970.

¹¹ Vita Italiana, novembre 1973.

¹² Vita Italiana, septembre 1974.

¹³ En 1982, la stèle fut transférée à la place des Terres Rouges.

¹⁴ Toute l'activité d'assistance est placée sous la direction du ministère des Affaires étrangères, qui agit à travers l'ambassade et le consulat. Le consulat s'occupe de l'assistance sociale grâce au comité consulaire d'assistance. En ce qui concerne l'assistance scolaire et professionnelle, on agit à travers la Direction didactique (créée par la loi 153 du 3 mars 1971), qui à son tour est en étroite collaboration avec le CAFLI.

¹⁵ cf. L'association «Les amis de Pérouse» a dix ans, article signé M. TH., in Luxemburger Wort, 17 mars 1982.

¹⁶ Le Père Luigi Tacconi est né le 1^{er} décembre 1923 à Comunanza (Ascoli Piceno). Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, il presta service dans le Corps militaire chargé de faire respecter les dispositions financières de l'Etat (Guardia di Finanza). Il fut envoyé ensuite au front en Grèce et déporté par les Allemands dans un camp de concentration de Nuremberg. Après la guerre il entra aux séminaires scalabrinien et fut ordonné prêtre en 1952. Il passa les premières années de son ministère à la Mission de Chambéry, puis il demeura pendant quinze ans en Italie, où il fut recruteur de vocations religieuses et directeur spirituel. A partir de 1970 il dirigea la Maison de retraite de Fontenay-Trésigny, en banlieue parisienne. Et en janvier 1975, il assuma la charge de directeur de la Mission d'Esch-sur-Alzette. Il resta à Esch jusqu'en 1981, date à laquelle il fut envoyé à nouveau à Fontenay-Trésigny, puis quelque temps plus tard à la Mission de Marseille.

¹⁷ Le Père Giovanni Bernardi décéda à Arco (Trente) au mois de mai 1979.

¹⁸ Le Père Benito Gallo est né le 10 janvier 1928 à Stigliano di Santa Maria di Sala (Venise). Entré aux séminaires scalabrinien, il devint prêtre en 1951. Licencié en Lettres de l'Université Catholique du Sacré-Cœur de Milan, il enseigna pendant 14 ans dans les séminaires en Italie. Puis il fut envoyé à la Mission de Paris (23, rue Jean Goujon) en septembre 1965. Il arriva à Esch au mois de septembre 1978.

¹⁹ La Congrégation avait vu le jour au cours du siècle dernier grâce à une enseignante de Codogno, Francesca Cabrini. La fondatrice de cet ordre avait initialement voulu envoyer les religieuses en Orient; suivant le conseil de Mgr Scalabrini et du Pape Léon XIII, elle les envoya par contre aux Etats-Unis pour l'assistance aux émigrés italiens. Les religieuses de l'Ordre Cabrinien se dispersèrent en Amérique de Nord, en Amérique du Sud et en Europe, créant partout des écoles, des hôpitaux, des maisons de retraites et des orphelinats.

CHAPITRE 5:

LES ITALIENS AU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG AUJOURD'HUI

1. DONNEES STATISTIQUES RELEVANT DU RECENSEMENT EN 1981

Au courant des années '70, la communauté italienne résidant au Grand-Duché comptait encore plus de 23 000 personnes. Au recensement du 31 mars 1981, dernier recensement en date, ce chiffre est descendu à 22 257 unités. (Les Italiens n'occupent donc plus que la deuxième place parmi les communautés immigrées: ils sont précédés par les Portugais: 29 300 immigrés, et suivis par les Français: 11 900; les Allemands: 8 900; les Espagnols: 2 100, etc.)

Cette baisse lente mais constante de ces dernières années est due en partie aux naturalisations et aux décès, mais surtout au *solde négatif* entre les arrivées d'Italiens dans le pays et leurs départs.



Schiffange, 1982. La fête des retraités italiens organisée par le Comité consulaire.

Nous reproduisons un tableau, reflétant ce mouvement migratoire entre l'Italie et le Luxembourg, établi selon les données officielles du «Service central de la statistique et des études économiques» (STATEC)¹.

Année	Arrivées au Luxembourg	Rapatriements en Italie	Solde
1980	494	790	-296
1981	451	783	-332
1982	429	833	-404
1983	387	600	-213

Lors du recensement de 1981, les 22 257 unités de la collectivité italienne (11 468 hommes et 10 789 femmes) se divisaient *territorialement* dans les douze cantons du Grand-Duché, de la façon suivante²:

Capellen 1 361 (hommes 714, femmes 647), Esch-sur-Alzette 9 926 (4 886, 5 040), Luxembourg-Ville 6 491 (3 464, 3 027), Luxembourg-Campagne 1 951 (1 046, 905), Mersch 436 (243, 193), Clervaux 26 (9, 17), Diekirch 916 (483, 433), Redange 167 (87, 80) Vianden 65 (37, 28), Wiltz 96 (46, 50) Echternach 101 (50, 51), Grevenmacher 437 (240, 197), Remich 284 (163, 121).

Il est tout aussi intéressant d'observer la collectivité italienne du Luxembourg dans sa subdivision en *tranches d'âge*, étant donné que cette subdivision nous permet de mieux évaluer les problèmes de l'enseignement, des jeunes, du travail et de la retraite. Recensement de 1981³:

0 à 4 ans:	1 500 (dont 765 femmes)
5 à 9 ans:	1 910 (dont 919 femmes)
10 à 14 ans:	2 276 (dont 1 096 femmes)
15 à 19 ans:	2 140 (dont 1 039 femmes)
20 à 24 ans:	1 715 (dont 862 femmes)
25 à 29 ans:	1 590 (dont 792 femmes)
30 à 34 ans:	1 737 (dont 862 femmes)
35 à 39 ans:	1 742 (dont 801 femmes)
40 à 44 ans:	1 945 (dont 867 femmes)
45 à 49 ans:	1 709 (dont 758 femmes)
50 à 54 ans:	1 432 (dont 671 femmes)
55 à 59 ans:	1 061 (dont 522 femmes)
60 à 64 ans:	470 (dont 243 femmes)
65 à 69 ans:	382 (dont 194 femmes)
70 à 74 ans:	266 (dont 146 femmes)
75 à 79 ans:	195 (dont 122 femmes)
80 à 84 ans:	120 (dont 83 femmes)
85 et plus :	67 (dont 47 femmes)

En ce qui concerne la composition professionnelle de notre communauté, le recensement de 1981 nous révèle les chiffres suivants pour les 9 716 postes occupés par des Italiens (dont 6 834 hommes et 2 882 femmes; 9 062 salariés et 559 indépendants)⁴:

	TOTAL TRAVAILLEURS	% des étrangers	hommes	femmes
Agriculture	9	(1,5)	9	—
Energie et eaux	13	(22,4)	10	3
Extraction et transformation de minéraux, industrie chimique	1 520	(41,1)	1 451	69
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	503	(23,9)	442	61
Autres industries manufacturières	567	(18,3)	399	168
Bâtiment et génie civil	2 168	(22,4)	2 087	81
Commerce, restaurant, hôtels	2 191	(23,1)	1 270	921
Transports et communications	199	(13,0)	153	46
Instituts de crédit, assurances, locations	442	(14,7)	178	264
Autres services	1 968	(17,7)	735	1 233
Sans indications	136	(17,1)	100	36

Nous pouvons ajouter un autre tableau concernant la *population scolaire italienne* au Grand-Duché.

1. Elèves italiens dans les écoles du Luxembourg au cours des années 1980-1983⁵

Années	ECOLES PUBLIQUES		ECOLE EUROPEENNE		
	éducation préscolaire	enseignement primaire et complémentaire	cycle matern.	cycle primaire	cycle secondaire
1979-1980	641	2 906	61	247	268
1980-1981	599	2 692	62	246	249
1981-1982	599	2 476	58	232	268
1982-1983	448	2 334	51	254	258



Esch-sur-Alzette, 1983. La rencontre annuelle des anciens habitants d'Esch-Frontière. Y participent depuis vingt ans: Tornambé François, Ruggeri Ernesto, Polidori Antonio et Aldo, Martini Angelo, Caporali Lino, Santinelli Alfredo, Fumanti Alfredo, Anastasi René, Bernardini Willi, Mencucci Enrico et Egidio, Bosoni Franco, Pasqualoni Enzo, Pezzotta Marino, Simonelli René, Piccini Adolfo, Pigat Giovanni, Marani Jos et Mario, Silvestrini Gioacchino et Mario, Rossetti Adelmo, Rossi Amadeo, Faber Henri, Orsi Antonio, Manenti Bruno, Benvenuti Italo, Piazza Jean, Weber, Bompadre Franco, Fumanti Luciano, Piazza Jos, Pigat Antonio, Fiorelli Franco, Siek Ceslav.

2. Elèves italiens dans l'enseignement post-primaire pour l'année 1983-1984⁶

Total 1 700 dont:

a) 1 505 dans l'enseignement public:	
technique, professionnel, agricole	1 193
moyen	38
niveau secondaire	13
secondaire	261
b) 24 dans l'enseignement communal:	
technique, professionnel, agricole	
secondaire technique	24
c) 171 dans l'enseignement privé:	
technique, professionnel, agricole	
secondaire technique	150
moyen	1
secondaire	20

Le nombre élevé d'élèves italiens dans les écoles primaires et complémentaires pourrait justifier l'exigence de «cours de langue et culture italiennes». Mais ce besoin évident ne peut être satisfait pour différentes raisons: tout d'abord ces cours se déroulent normalement en dehors des horaires scolaires et de ce fait deviennent pour les jeunes, dont le programme scolaire normal est déjà très chargé, un poids excessif (il faudrait que ces cours soient «intégrés» dans l'horaire scolaire normal); d'autre part, afin d'obtempérer aux exigences numériques imposées par le ministère des Affaires étrangères, de nombreux enfants devraient parcourir de longs trajets et accepter des horaires impossibles afin de pouvoir assister à ces cours; et en dernier lieu une grande partie des familles italiennes pensent que le peu d'italien parlé en famille suffit à leurs enfants, comme connaissance de leur langue maternelle.

Pour toutes ces raisons les «cours de langue et culture italiennes» subissent une diminution progressive et importante du nombre d'élèves inscrits. Nous pouvons le vérifier sur le tableau suivant:

Statistique des cours de langue et culture italiennes pour la période de 1980-1986⁷.

Année scolaire	Cours de niveau primaire		Cours de niveau moyen	
	nombre de cours	nombre d'élèves	nombre de cours	nombre d'élèves
1979-1980	63	610	1	24
1980-1981	54	584	1	25
1981-1982	53	566	1	21
1982-1983	52	547	1	13
1983-1984	54	500	1	23
1984-1985	57	534	—	—
1985-1986	34	299	—	—

En ce qui concerne le *problème de l'emploi*, il faut noter que le marché du travail est assez stable au Grand-Duché de Luxembourg et le chômage (qui ne dépasse pas les 2 %) n'est pas à l'origine de préoccupations majeures de la communauté italienne.

Le 25 janvier 1986 on comptait 2 804 chômeurs, dont 1 508 Luxembourgeois (53,8%) et 1 296 étrangers (46,2%); parmi ces derniers on relevait 445 Portugais (15,9%), 258 Italiens (9,2%), 237 Français (8,4%), etc.

Parmi les 2 804 chômeurs, les jeunes de moins de 25 ans étaient au nombre de 1 275, dont 779 Luxembourgeois (61,1%) et 496 étrangers (38,9%): c'est-à-dire 178 Portugais (14%), 137 Italiens (10,7%), 79 Français (6,2%) etc. Comme on peut le constater, le taux des jeunes étrangers au chômage (38,9%) est inférieur à celui des étrangers adultes (46,2%): ce qui porte à croire qu'il n'existe pas un problème spécifique pour les jeunes étrangers⁸.

2. SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL ET LINGUISTIQUE ET PARTICIPATION DES ITALIENS A LA VIE SOCIO-POLITIQUE DU GRAND-DUCHE

Face aux actuelles difficultés d'intégration du flux migratoire imposant des Portugais, le «mythe» d'une assimilation relativement facile des Italiens s'est largement répandu. Mais il ne s'agit que d'un mythe.

«On peut se demander» – écrit N. von Kunitzki⁹ – «si les villages de Dudelange ou d'Esch-sur-Alzette (2 000 habitants au début du siècle) ont vraiment assimilé les ouvriers italiens ou si ce ne sont pas ces derniers qui ont recréé Perugia dans le canton d'Esch.»



Esch-sur-Alzette, 1983. La chorale «Les Hirondelles» spécialisée dans les chants des différentes régions italiennes. De gauche à droite, 1^{er} rang: Paletti Ursula, Pifarotti Delia, Stefanutti Luciana, Moro Luigia, Schartz Mirella, Di Lena Angela, Flora Pina, Gaspari Renata, Puntel Antonietta, Maieron Annina; 2^e rang: Spagnolo Armando, Gallo Benito, Moro Fiore, Michelini Luigino, Di Lena Lino, Carnir David, Puntel Primo.

Quelle est donc la véritable situation de la communauté italienne? Notons qu'elle présente différentes caractéristiques, qui expliquent son intégration: les plus anciennes familles italiennes demeurent au Grand-Duché depuis presque un siècle et même la majorité de l'actuelle population italienne y réside depuis de longues années. En effet si on analyse le dernier recensement de 1981, on remarque que sur 22 257 Italiens 8 380 (c'est-à-dire 37,7%) sont nés au Luxembourg¹⁰.

En outre, les Italiens nés en Italie et dont on dispose d'indications précises, se trouvent pour la plupart au Grand-Duché depuis plus de vingt ans; leur date d'arrivée dans le pays peut en effet être établie de la façon suivante¹¹:

de 1960 et avant	: 4 882
de 1961-1965	: 3 375
de 1966-1970	: 2 122
de 1971-1975	: 1 686
de 1976-1980	: 1 462
de 1981	: 93

Néanmoins il faut relever que la communauté italienne ne se laisse pas facilement assimiler: en effet il résulte que de 1956 à 1979 seulement 1 501 Italiens ont adopté la nationalité luxembourgeoise par naturalisation et 1 570 sont devenus Luxembourgeois par option¹². On peut ajouter qu'actuellement seulement 4 260 Luxembourgeois (c'est-à-dire 1,6% du total) sont des Italiens naturalisés¹³.

L'avenir des jeunes Italiens: mariés avec des Luxembourgeois et travaillant dans le tertiaire. (Photo: Rickal-Puntel Morena, à gauche, avec sa soeur Maria-Teresa, devant son magasin à Differdange).



Ceci permet de déduire que les Italiens du Luxembourg aiment leurs traditions et restent fidèles à leur culture. Ces caractéristiques ont pu être sauvegardées d'une part grâce aux différences accentuées ethniques et linguistiques par rapport à la population locale; et d'autre part parce qu'ils habitent le plus souvent dans des «quartiers italiens» et fréquentent les nombreux locaux italiens des lieux (cafés, restaurants, pizzerias, commerces différents).

Les Italiens parlent de préférence, entre eux ou en famille, la langue italienne (même si elle présente des fois un accent) et ils sont très attachés à leurs traditions

(cuisine, fêtes populaires, mode, décoration de leurs intérieurs, rapport entre fils et parents, jeunes et personnes âgées)¹⁴.

N'empêche que les Italiens s'intègrent facilement à la vie et aux coutumes des lieux où ils vivent (par exemple, ils se rendent fréquemment dans les cafés, boivent de préférence de la bière, du vin blanc de la Moselle luxembourgeoise et pratiquent les jeux typiques du pays d'accueil). Ainsi les noms italiens se retrouvent toujours plus nombreux non seulement sur les enseignes des entreprises de construction et des commerces, mais aussi parmi les médecins et les enseignants.

Esch-sur-Alzette, 5 février 1983. Rencontre pour la fondation de l'association des ressortissants de Trévise («Trevisani nel Mondo»). De gauche à droite: l'abbé Toso Canuto, Maccari Adriano, Lovadina Giovanni, Schievenin Luciana et Favretto Leonello.



Au niveau des Luxembourgeois, on constate un sérieux effort de rapprochement à la communauté italienne. Ils apprennent la langue italienne en fréquentant avec assiduité différents cours du soir pour adultes, organisés par les communes ou par des associations privées (tout spécialement les Amitiés ou Cercles Italo-Luxembourgeois). On peut citer comme exemple l'année 1984-1985: en tout 803 Luxembourgeois ont fréquenté des cours d'italien (on comptait notamment 212 hommes et 591 femmes). De façon plus détaillée, nous pouvons avancer les chiffres suivants: 33 Luxembourgeois étaient inscrits à Differdange, 154 à Esch-sur-Alzette, 48 à Leudelange, 9 à Rumelange, 16 à Bettembourg, 33 à Dudelange, 22 à Diekirch, 59 à Ettelbruck, 102 à Luxembourg, 28 à Schifflange et 301 dans les écoles de l'Association «Amici dell' Università di Perugia»¹⁵.

Si toutefois on parle d'une excellente intégration sociale de la communauté italienne au sein de la société luxembourgeoise, *l'intégration politique* ne peut pas encore être considérée sous cet aspect. Bien au contraire, ce secteur reste encore hermétiquement fermé à nos compatriotes, tout comme d'ailleurs aux autres résidents étrangers du Grand-Duché.

Ce fait est surprenant après tant de projets pour arriver à constituer une communauté européenne et surtout après un apport séculaire de l'immigration italienne au développement industriel et social du Luxembourg. Mais toute proposition dans ce sens a été réfutée, sans exception; ce refus trouve certes partiellement

justification dans les normes de la Constitution (qui pourrait tout de même être modifiée comme cela a été le cas aux Pays-Bas).

Dans l'état actuel des choses, il nous paraît donc assez difficile qu'on puisse arriver à une entente entre la politique locale et les grandes revendications des communautés immigrées en ce qui concerne les problèmes de la participation au niveau politique, du travail, de l'école et de l'habitation.

3. PARTICIPATION DES ITALIENS A LA VIE CIVIQUE, CULTURELLE ET SOCIALE

Au cours de cette dernière décennie, la politique luxembourgeoise de l'immigration a franchi certaines étapes, qui devaient se révéler significatives. Mais les résultats qu'on put en tirer ne furent malheureusement pas conformes aux buts qu'on s'était fixés.

La première étape fut constituée par la *Conférence nationale de l'immigration*, qui se déroula en 1975-1976 et qui fut immédiatement suivie par l'institution du *Conseil national de l'immigration* (loi grand-ducale du 29 juillet 1977).

Cet organisme connut un début plutôt prometteur, mais aujourd'hui, dix ans après sa constitution, on a l'impression qu'il a perdu tout son mordant. Ses analyses tout comme ses recommandations restent infructueuses. Pire encore, au cours de ces dernières années, le Gouvernement ne sollicite même plus son avis au moment du débat de questions de toute première importance pour les immigrés.

Une autre forme de participation proposée aux immigrés du Grand-Duché fut celle de la constitution de *Commissions consultatives communales*. Aujourd'hui treize communes ont une «commission consultative», constituée par les immigrés de différentes nationalités et par des conseillers communaux luxembourgeois.

Mais ces commissions aussi, après des débuts pleins de promesses, se révélèrent n'être que des structures formelles, ne possédant aucun pouvoir de décision en tout ce qui concernait les problèmes majeurs des immigrés. Des treize «commissions» existantes, le nombre de celles qui aujourd'hui mènent une activité quelconque est très réduit.

Cependant l'action de «l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés» (ASTI) reste de toute première importance. Cette association fut créée en 1980 par des Luxembourgeois de toutes les tendances politiques, afin de soutenir les immigrés sur le plan social, culturel, politique et sportif. L'accent fut mis dès sa création sur certains points essentiels, tels la campagne annuelle pour le droit de vote aux élections communales ainsi que pour l'adaptation des institutions scolaires luxembourgeoises aux exigences d'une très forte présence d'élèves immigrés.

De nombreuses associations, même italiennes, participent aux actions promues par l'ASTI ainsi qu'au «Festival de l'immigration» organisé chaque année. Un des moments les plus importants de son engagement se révéla être en 1985 le «Congrès des associations immigrées» (69 associations y prirent part, dont 27 associations italiennes), qui releva les problèmes actuels de l'immigration et donna lieu à la création du «Comité de Liaison et d'Action des Immigrés» (CLAI), auquel participent activement aussi les Italiens.



Luxembourg, 1985. Le Congrès des associations immigrées organisé par l'ASTI: 27 associations italiennes y participèrent.

Une régression des présences ainsi qu'un manque croissant d'intérêt se remarque aussi au sein des deux organismes officiels italiens. Le premier est le «*Comité consulaire d'assistance*» (Co.Co.As.) qui intervient en faveur des compatriotes nécessiteux, finance le «*Centro di ristoro*» de Luxembourg et organise la fête annuelle pour le troisième âge (qui réunit un millier de compatriotes).

Etant donné ses modestes ressources financières, il ne peut cependant se lancer dans des actions de grande envergure, que ce soit dans le domaine de l'assistance comme dans le domaine de la culture et du sport. On attend beaucoup plus du COEMIT qui en occupera l'espace opérationnel¹⁶.

Le deuxième organisme italien de participation est le «*Comité d'assistance pour les familles des travailleurs italiens*» (CAFLI), dont le rôle consiste à assurer l'assistance scolaire ainsi que la promotion culturelle et professionnelle des émigrés. Jusqu'à présent il s'est surtout occupé des cours de langue et de culture italiennes pour les enfants des compatriotes, des écoles maternelles et des crèches italiennes; il a aussi organisé des cours du soir de niveau secondaire pour les adultes et offert des bourses d'études à des étudiants méritants.

Mais l'action du Cafli, suffoquée par le peu de moyens financiers à sa disposition, a perdu progressivement de l'importance. En particulier en ce qui concerne les adultes, nos compatriotes désireux de parfaire leur formation sont obligés de s'inscrire à des cours organisés par l'Etat luxembourgeois ou des institutions privées¹⁷.

L'avenir des associations privées au sein de la communauté italienne du Grand-Duché se présente sous de favorables auspices vu son continuel développement.

Le lecteur intéressé pourra trouver dans l'indice de ce volume la liste complète et mise à jour des associations italiennes existant actuellement au Luxembourg. Nous ne citerons dans ce chapitre que celles qui ont été créées dans les années '80.

En 1980 naquit à Esch, l'*Associazione dei Marchigiani*. Au cours des premiers mois de 1981, fut créée l'association des «*Veronesi nel Mondo*», dont le drapeau fut béni par l'évêque de Luxembourg, Mgr Hengen, le 28 novembre de la même année.

Le 5 février 1983 on fonda à Esch l'association «*Trevisani nel Mondo*». Une des dernières associations créées au Grand-Duché est la «*Lega dei Lombardi*» (1986).

Parmi celles regroupant plusieurs nationalités, nous citerons avant tout l'*Associazione Italo-Luxembourgeoise de Bettembourg*. Fondée en janvier 1981, elle organise des cours de cuisine et de langue italiennes, des excursions en Italie et des rencontres culturelles ou récréatives, afin de favoriser l'amitié entre les Luxembourgeois et nos compatriotes.

Le 30 janvier 1981, fut fondée la chorale «*Le rondini*», qui connut un vif succès, même s'il ne fut que de courte durée. Elle s'était spécialisée dans les chants des différentes régions italiennes.

La collectivité italienne du Grand-Duché a toujours eu pour point de référence l'*ambassade d'Italie*, où au cours des années '80 se succédèrent les ambassadeurs suivants: Paolo Valfré Di Bonzo de juin 1980 à juin 1983, Battaglini Maurizio du 20 juin 1983 au 19 juillet 1986 et Guglielmo Guerrini Maraldi à partir du 27 août 1986.

Le siège du *consulat d'Italie* se trouve depuis toujours à Esch-sur-Alzette et, pendant ces dernières années, les consuls suivants se sont succédé à Esch: Porcarelli Lorenzo du 1^{er} mai 1980 au 9 octobre 1985 et Gianoglio Maurizio à partir du 10 mai 1985.

4. LES MISSIONS CATHOLIQUES ITALIENNES AU GRAND-DUCHE

Au cours de ces années '80, la Mission catholique italienne d'Esch-sur-Alzette est dirigée par deux pères: le P. Luigi Tacconi et le P. Benito Gallo. Le dimanche 18 octobre 1981, le P. Luigi Tacconi quitta définitivement Esch, envoyé au Château d'Ecoubly, en région parisienne. Au cours du même mois, le P. Attilio Barichello¹⁸ arriva à la Mission pour remplacer le P. Luigi.

La vie de la Mission est animée par la présence de différents groupes ecclésiaux et culturels. Le coordinateur de toutes ces activités est le *Conseil pastoral*, constitué par les représentants des différentes communautés italiennes du Bassin minier et des divers «secteurs» d'activité.

Il nous paraît intéressant de relever aussi la liste des principaux groupes, qui se retrouvent à la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette:

1. REFLEXION SUR L'EVANGILE

(une fois par mois, le dimanche après-midi, sous la direction de l'abbé Jos. Cadé). Il s'agit de la rencontre avec la Parole de Dieu, qui illumine et guide les choix des chrétiens.

2. LES ADOLESCENTS

se rencontrent tous les dimanches pour des activités diverses (jeux, chants, réflexion, théâtre, sport).

3. COURS D'APPUI EN LANGUE ALLEMANDE

tous les samedis; ces cours sont réservés aux enfants fréquentant l'école primaire.



Esch-sur-Alzette, 3 juin 1984.
L'inauguration du «Centre Interculturel»
de la Mission italienne, présidée par
l'évêque de Luxembourg, Mgr Jean
Hengen, et le consul d'Italie, M. Porcarelli
Lorenzo.

4. LES JEUNES «NUOVI ORIZZONTI»

se retrouvent tous les samedis. Ils organisent des débats et des fêtes, ils lient des contacts avec d'autres groupes de jeunes du Grand-Duché et des pays limitrophes en vue de rencontres «internationales», où ils débattent leurs problèmes.

5. LE GROUPE DE LA PASTORALE FAMILIALE

organise des cours de préparation au mariage, des conférences sur les problèmes de la famille d'aujourd'hui, des rencontres d'éducation à la communication et des stages pour la formation des animateurs.

6. LE GROUPE «VOLONTARIAT»

s'occupe tout particulièrement des personnes âgées et rend visite aux malades à domicile et dans les hôpitaux.

7. LE GROUPE DE PRIERE

se rencontre tous les jeudis: il prépare la liturgie du dimanche, médite sur la Parole de Dieu et prie pour toutes les nécessités de la communauté italienne.

8. LES COURS DE COUTURE

réunissent toutes les femmes italiennes, qui désirent se rencontrer et passer un peu de temps ensemble en faisant de la couture ou de la broderie.

9. LES COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES DE LA MISSION

se prêtent à différents services, tout spécialement à l'occasion des fêtes; bar, buffet, organisation...

10. LE GROUPE THEATRAL «IVEA»

s'occupe de l'animation des fêtes organisées pour la communauté italienne et présente des comédies et des farces.

11. LES REDACTEURS «NUOVI ORIZZONTI»

programment chaque mois le mensuel «Nuovi Orizzonti» et en rédigent les articles.

12. LES PROPAGANDISTES «NUOVI ORIZZONTI»

gardent le contact entre les lecteurs et la rédaction du mensuel et s'occupent des abonnements.

13. «*POUR UNE COMMUNAUTE INTERCULTURELLE*»

il s'agit d'un groupe qui réfléchit et propose des actions concrètes, afin de favoriser une plus profonde entente entre les différentes nationalités qui composent l'Eglise du Luxembourg.

14. *L'ECOLE DE DESSIN ET DE PEINTURE*

travaille chaque samedi.

15. *LA CHORALE LITURGIQUE «VAL BIOIS»*

anime les célébrations dominicales.

Le groupe théâtral «IVEA» (*Ivo e amici*) mérite qu'on en parle un peu plus longuement. En effet, en 1985-86, il a fait preuve de beaucoup de talent en représentant la pièce «*Facciamo la Pace*»: une comédie qui a le mérite d'avoir été écrite en émigration et de représenter la vie typique d'une famille italienne du Luxembourg face à la crise économique et à l'intolérable situation créée par deux enfants difficiles.



Esch-sur-Alzette, 1986. L'équipe théâtrale «*Ivo e Amici*» (IVEA).

La comédie est de Raffaele Viglione¹⁹, fonctionnaire auprès du consulat d'Italie, qui vit depuis 20 ans à l'étranger et qui est tout particulièrement actif au sein de la Mission catholique d'Esch. Le groupe s'est produit d'abord à la Mission le 9 mars 1986, au Théâtre municipal d'Esch le 20 avril suivant et plus tard dans d'autres villes. Les interprètes étaient Pascucci Ivo, Della Vecchia Aurelio, Figini Josette, Merolli Antonella, Poveromo Raffaele, Bianco Giovanni, Di Dedda Renato, Sciamanna Giovanni, Spizzo Luigino, Beschi Romain; régisseur: Raffaele Viglione; souffleur: Pierrette Do; son et chorégraphie: Virginio Paganotti, Enrico Di Berardino.

D'autres fêtes ont été organisées et ont connu un grand succès: la Journée des Immigrés et la Fête de la Mission, ainsi que les manifestations «interculturelles» telle le Noël International et le Festival international de la chanson.

En effet, au cours des années '80, la Mission catholique a formé un Centre interculturel ouvert à toutes les nationalités. Grâce à l'aide financière d'institutions publiques et de plusieurs privés, on transforma d'abord la salle des fêtes avec ses dépendances (inauguration le 29 mai 1983); puis on installa dans la cour de la Mission un «centre sportif» (inauguration le 3 juin 1984). Et pratiquement tout le siège de la Mission catholique italienne d'Esch fut réaménagé et modernisé entre 1980 et 1986.

La Mission catholique italienne de *Luxembourg-Bonnevoie* commença l'année 1980 avec le père Livio Bordin; mais ce dernier fut transféré en Belgique au cours de l'été de la même année et, à partir du mois de septembre, sa charge fut reprise par deux pères scalabrinien, les pères Vittorio et Severo Cavaliere.

Le fait le plus relevant de ces dernières années à Luxembourg-Bonnevoie est la grande «Mission de Pâques» qui a lieu tous les trois ans et reçoit des pères prédicateurs d'Italie. Elle se termine par une messe solennelle célébrée par l'évêque de Luxembourg dans la paroisse de Bonnevoie.

Les religieuses cabriniennes de la Mission catholique de Luxembourg y dirigent toujours une crèche; la Mission anime aussi plusieurs associations ecclésiales et s'occupe tout particulièrement de diverses associations régionales, qui sont invitées à une rencontre annuelle avec l'évêque de Luxembourg.

5. PROBLEMES ET EXPECTATIVES DE LA COMMUNAUTE ITALIENNE AU GRAND-DUCHE

Malgré son intégration presque parfaite au sein de la société locale, la communauté italienne du Grand-Duché attend, désormais depuis de longues années, la solution de plusieurs problèmes fondamentaux.

Le but de chaque travailleur immigré, tout spécialement s'il réside dans un pays de la Communauté européenne, est celui d'être reconnu en tant que «citoyen à part entière» dans le pays étranger où il vit et travaille. Il se pose donc en ce moment le problème de la «participation».

Mais à ce niveau, après l'important succès politique et diplomatique remporté par le droit de vote in loco lors des élections du Parlement européen, aucun autre pas décisif n'a été accompli. Depuis des années on combat sous l'égide de l'ASTI pour la suppression de toutes les discriminations politiques et légales. Or les résultats obtenus sont minimes. On demande avant toute chose la mise en œuvre de formes plus progressistes de participation à la vie locale: droit de vote lors des élections communales luxembourgeoises, éligibilité dans les Chambres professionnelles, dans les organismes de la Sécurité sociale, dans ceux de la juridiction du travail; prise en compte concrète des propositions formulées par le Conseil national de l'immigration et les Commissions consultatives communales; liberté d'association et de soutien à la presse locale italienne.

Au niveau de *l'école et de la formation professionnelle*, il faut relever la maladie chronique de l'enseignement luxembourgeois, qui est resté fermement attaché aux normes du passé. Il est urgent que l'enseignement s'adapte aux nouvelles nécessités, étant donné que les institutions scolaires sont fréquentées par 38% d'élèves étrangers. Cette adaptation à la réalité doit comporter un relâchement de ce rigide caractère trilingue de l'école luxembourgeoise et en même temps un véritable engagement, afin de respecter les directives européennes, qui proposent l'enseignement intégré de la langue maternelle pour tous les enfants des travailleurs étrangers.

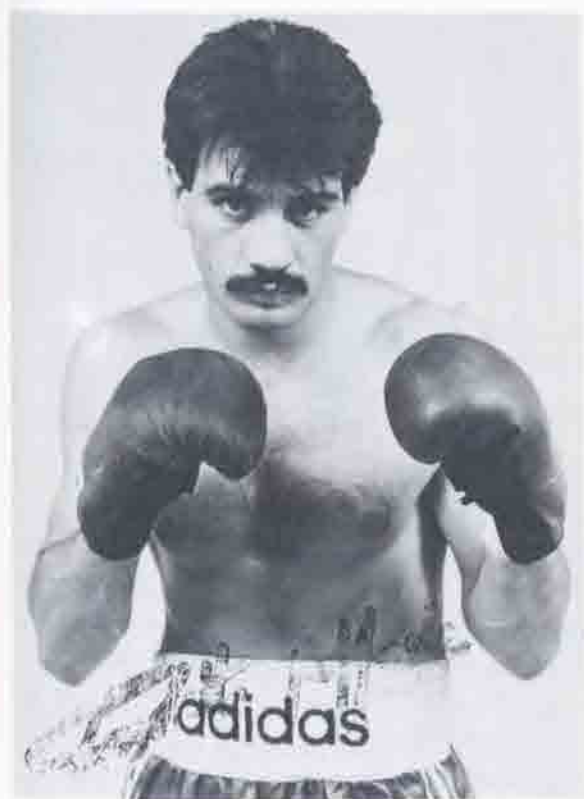
On espère enfin qu'une plus forte impulsion sera donnée à la vie *culturelle, sportive et récréative* de la communauté italienne du Luxembourg. Jusqu'à ce jour, l'horizon de la culture italienne au Grand-Duché s'est présenté plutôt morne. Un pas en avant a été fait par la transmission du programme italien «Buona Domenica» sur RTL, une fois par semaine pendant une heure, et, depuis 1986, la possibilité est offerte à tout Italien de capter la première chaîne de la RAI. Mais il reste encore un long chemin à parcourir: il faut soutenir les associations qui «créent de

la culture» dans le pays même; instituer un centre de langue et de culture italiennes; favoriser les échanges plus importants entre la culture locale et la culture italienne.

6. LA COMMUNAUTE ITALIENNE: UN SIECLE DE VIE AU GRAND-DUCHE

Un siècle se sera bientôt écoulé depuis les premières arrivées d'Italiens sur le sol luxembourgeois.

Combien de nos compatriotes ont franchi la frontière de ce pays d'accueil? Certainement plusieurs dizaines de milliers: un chiffre bien plus élevé que celui de ceux qui y sont restés. En effet, la plus grande partie des Italiens, pour des raisons diverses, ne sont demeurés que temporairement au Grand-Duché; puis ils sont rentrés en Italie ou ont émigré vers d'autres pays.



Esch-sur-Alzette, 1986. Le boxeur italien Paoletti Raffaele.



Differdange, 1980. Le footballeur Di Domenico Marcel.

Mais tous ces hommes, aussi bien ceux qui sont restés que ceux qui sont repartis, ont contribué à tracer certains traits socio-culturels du pays qui les a accueillis: sans cette contribution, le Luxembourg serait sûrement bien différent aujourd'hui.

On ne peut évaluer le nombre des liens de parenté, qui ont été établis pendant ce siècle entre les Italiens et la population locale. Or, il suffit de parcourir la liste officielle des familles luxembourgeoises et on est frappé de constater le haut pourcentage de noms italiens²⁰.

Nationalité	1875	1880	1890	1900	1910	1922	1930	1935	1947	1960	1966	1970	1981
	NOMBRES ABSOLUS												
Population totale	205 158	209 570	211 068	235 954	259 891	260 767	299 993	296 913	290 992	314 889	334 790	339 841	364 602
Population luxembourgeoise	199 263	197 027	193 098	206 956	220 168	227 331	244 162	258 544	261 850	273 373	278 057	277 337	268 813
Population étrangère	5 895	12 543	17 990	28 998	39 723	33 436	56 831	38 369	29 142	41 516	56 733	62 504	95 789
Europe	5 889	12 535	17 926	28 945	39 608	31 577	53 089	36 212	25 114	37 671			92 400
Italie	71	219	439	7 432	10 138	6 170	14 050	9 268	7 622	15 706	24 902	23 490	22 257
Allemagne	3 497	8 412	12 296	14 931	21 762	15 501	23 576	16 815	7 525	7 941	7 950	7 800	8 851
France	853	1 085	1 425	1 895	2 103	4 335	4 669	3 478	3 660	5 003	7 168	8 473	11 940
Belgique	1 353	2 548	3 234	3 877	3 964	3 695	4 080	3 273	3 645	5 232	5 968	6 455	7 854
Pays-Bas	42	39	50	106	141	164	200	157	140	1 763	2 446	2 477	2 941
Portugal	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 147	5 783	29 309
Grande-Bretagne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	115	...	394	2 027
Espagne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1 665	2 155	2 073
Yougoslavie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	185	...	476
Danemark	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	802
Pologne	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Suisse	13	33	76	134	161	181	299	151	185	333	...	498	344
Autres pays d'Europe	60	199	406	570	1 339	1 531	6 215	3 070	2 337	614	...	336	463
Etats-Unis d'Amérique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2 038
Autres pays d'Amérique	5	8	33	18	72	116	149	97	105	441	...	...	694
Afrique	...	...	...	8	...	10	19	13	14	38	...	...	337
Asie	1	...	...	24	...	3	9	2	4	4	3 100	1 889	624
Australie et Océanie	...	...	...	...	7	...	23	15	12	31	...	...	579
Nation indéterm. et inconnue	...	...	...	...	...	2	...	...	...	11	...	...	33
Sans nationalité	...	...	31	3	36	10	...	30	247	787	3	905	98
	...	...	...	...	...	1 718	2 542	2 000	3 646	2 533	2 384	1 373	1 024

Grand-Duché de Luxembourg.

Population totale et nombre des immigrants par nationalité. A remarquer l'importance des immigrations italienne et allemande et comment elles varient selon les périodes de crise ou d'expansion économiques.

On ne peut pas non plus évaluer l'apport de nos compatriotes au développement économique et social du pays, dans lequel ils travaillent depuis près de cent ans. Mais rien qu'en feuilletant les pages de ce livre on est obligé d'admettre que leur contribution a été énorme et déterminante pour la vie du Grand-Duché. Des milliers ont creusé les poussiéreuses mines de fer ou transpiré dans les assourdissantes usines sidérurgiques; le monument en l'honneur des mineurs, érigé à Kayl, témoigne que de nombreux Italiens ont donné leur vie pour le progrès industriel du pays.

Innombrables furent aussi les entreprises en bâtiment, créées par d'entrepreneurs Italiens et employant en majorité des ouvriers italiens (il serait impossible d'en dresser une liste complète!); ils ont construit ou modernisé des villages entiers, des quartiers, des villes.

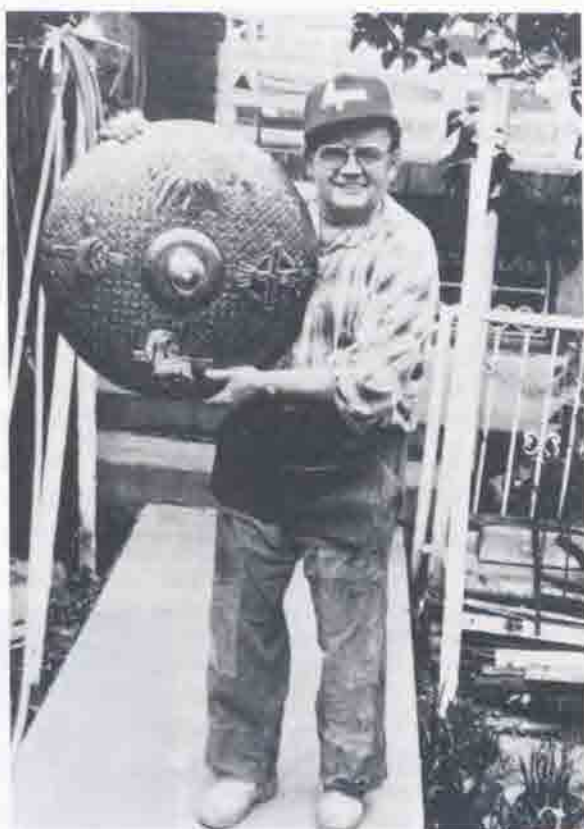
Il n'existe pratiquement aucun secteur de l'industrie, de l'artisanat ou du commerce, où les Italiens n'aient laissé leurs traces. Il est impossible de les citer tous. Et on ne peut oublier le nombre important d'Italiens qui, grâce à leurs cafés-restaurants, firent connaître et apprécier la cuisine italienne jusqu'alors méconnue au Grand-Duché.

Il ne serait pas difficile de parler de l'enrichissement réciproque au niveau culturel, grâce à l'engagement des Amitiés ou Cercles Italo-Luxembourgeois. En ce qui concerne les Italiens, il suffit de se rappeler que leurs enfants, de la deuxième ou troisième génération, ont désormais envahi tous les secteurs de la culture et exercent les professions les plus diverses. On retrouve des Italiens parmi les professeurs, les enseignants, les médecins ou les responsables de syndicats²¹, les présidents et animateurs de nombreuses sociétés de toutes sortes. Differdange est une ville à haut pourcentage d'originaires italiens, elle a eu dernièrement l'honneur d'avoir, en la personne de Louis Rech²², le premier maire «italien» du Grand-Duché.

Les enfants d'autres Italiens se sont distingués au niveau des arts. On ne cite que Sabatini Aurelio et Mannelli Nello en sculpture; Lupo Attilio et Giuseppe Stammera en peinture; Asca Rampini, Marco Battistella, Claudio Giampellegrini et Pietro Cao en musique.



Differdange. L'équilibriste Quaino Roger, d'origine italienne, et sa femme Gisèle.



Differdange, 1986. Le sculpteur Nello Mannelli.

Les performances des Italiens au niveau du sport ont été à diverses reprises prestigieuses. Nous ne pouvons certes pas les citer tous. En cyclisme restent inoubliables les noms de Ferrari Jean, Liberatore Jos, Pellin Mario, Dall'Agnol, Graglia Lorenzo et Giovanni, mais on se souviendra aussi de Giroto Adriano, Bolzan Aldo, Martinato Bruno.

Des noms célèbres sont également liés à la boxe: qui ne se souvient d'un Ted Veneziano? Mais d'autres ont aussi été brillants: les Gatti, Ciatti Fiore, Cardarelli Roberto, Fecchi Giuseppe, Favoriti Lino, Paoletti Raffaele...

La participation des Italiens parmi les acrobates-équilibristes-gymnastes a été aussi de haut niveau; on ne cite que Quaino Roger et Piaia Alberto, puis les différents groupes créés successivement par Ciatti Bernard et Jules, Bartocci Venanzo, Badia Giacomo, D'Antonio Umberto, Di Felice, Stefanetti Adino.

En dernier lieu nous relevons les succès remportés par des compatriotes dans d'autres disciplines sportives: les cent mètres de Martinelli Roger, Carlo Poggi dans le domaine du tir au pigeon d'argile et Di Domenico Marcel, qui joua à plusieurs reprises dans l'équipe nationale luxembourgeoise de football. Il est sûr que les noms de sportifs éminents que nous n'avons pas évoqués sont plus nombreux que ceux que nous venons d'énumérer!

Cette participation importante du point de vue de la démographie, du travail, de la culture et du sport du Grand-Duché dénote que la communauté italienne s'est bien enracinée au Luxembourg.

On pourrait même prétendre que cette communauté a désormais acquis la certitude que son avenir réside au Grand-Duché. Elle s'est fixée ici depuis si longtemps déjà, ses enfants ont grandi dans ce pays et ont formé leurs propres familles, c'est ici que s'est créé son nouveau noyau culturel.

Mais elle ne désire toutefois nullement se détacher complètement de sa patrie, ni renoncer à ses racines d'origine.

Elle voit plutôt son avenir dans une nouvelle société, qui respecte ses origines et reconnaît ses valeurs, une société dans laquelle elle sera soutenue par son pays d'origine et appréciée par son pays d'accueil.

Cette nouvelle société pourra être un jour – et nous le souhaitons – la Communauté européenne. En attendant que cet espoir devienne réalité, la collectivité italienne du Grand-Duché demande un appui moral et culturel concret, tout aussi bien de la part du gouvernement luxembourgeois que de la part du gouvernement italien. Elle en a sans aucun doute le droit. Du reste, c'est sa seule chance de pouvoir donner le meilleur d'elle-même, pour le bien de tous.

Luxembourg-Ville: la famille De Toffol Bruno, originaire de Vallada Agordina (Bellune). De gauche à droite: Rosina, Fabrizio, Bruno, Walter et Tiziana. De Toffol Walter est actuellement président de la «Famiglia Bellunese» au Grand-Duché, membre du «Comité de liaison et d'action des immigrés» (CLAI) de l'ASTI, membre du Comité de l'émigration italienne (Coemit) et représente tous les Vénitiens du Grand-Duché au sein de la Consulte pour les émigrés de la Région «Vénétie».



- ¹ Annuaire statistique 1985-1986, éd. STATEC, Luxembourg, février 1986, pp. 71-72.
- ² Recensement de la Population 1981, tableau 6.12, vol. 6, p. 54. Le canton d'Esch-sur-Alzette, avec ses 9 926 habitants italiens, constitue presque la moitié de toute la population italienne du Grand-Duché.
- ³ Recensement général de la population du 31 mars 1981, éd. STATEC, vol. 1, Luxembourg, octobre 1983, tableau 1.41, p. 40.
- ⁴ Recensement général de la population 1981, éd. STATEC, vol. 2, tableau 2.34, p. 96 et suivantes.
- ⁵ Ministère de l'Education nationale, informations statistiques n° 157, (4/84), Luxembourg, janvier 1984.
- ⁶ Courrier de l'Education nationale, statistique n° B-4-84, décembre 1984. Au cours de l'année scolaire 1984-1985 on note un léger fléchissement dans l'enseignement post-primaire: le total des élèves italiens dans l'enseignement post-primaire s'élève à 1 670 unités: 1 473 dans l'enseignement public, 13 dans l'enseignement communal, 184 dans l'enseignement privé (cf. Courrier de l'Education nationale, statistique n° B-1-1986, janvier 1986).
- ⁷ Données du consulat d'Italie d'Esch-sur-Alzette. Proportionnellement à la diminution des cours et des élèves, l'effectif des enseignants a lui aussi diminué de 18 enseignants dans les années 1976-1981 à cinq actuellement.
- ⁸ Données de l'Administration de l'Emploi du Grand-Duché, 25.1.1986.
- ⁹ Norbert VON KUNITZKI, Les étrangers et leur intégration au corps social luxembourgeois. Aspects économiques, in «Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxembourgeoise», Imprimerie St-Paul Luxembourg 1981, p. 25.
- ¹⁰ Recensement général de la population 1981, éd. STATEC, vol. 1, tableau 1.61, p. 45; dont 3 806 hommes et 4 574 femmes.
- ¹¹ Ibidem, vol. 1, tableau 71, p. 46.
- ¹² Forum, n° 47 (11.4.1981), p. 16. De 1980 à 1983, 203 Italiens sont devenus Luxembourgeois par naturalisation et 298 par option.
- ¹³ Recensement de la Population 1981, vol. 1, tableau 1.51, p. 44. Parmi ces derniers 2 444 sont des hommes et 1 816 des femmes. Ont acquis la nationalité luxembourgeoise par mariage ou par option: 1946 (777 hommes et 1169 femmes); par naturalisation: 2 314 (1 167 hommes et 647 femmes).
- ¹⁴ cf. Pifarotti Delia, dans revue «Nuovi Orizzonti Emigrazione», septembre 1986.
- ¹⁵ Courrier de l'Education nationale, statistiques n° B-3-85, Luxembourg, juillet 1985, pp. 22-24.
- ¹⁶ Un engagement particulièrement intense fut demandé au Co.Co.As. ainsi qu'aux autres institutions italiennes, lors du terrible séisme, qui en novembre 1980 dévasta l'Irpinia et les territoires limitrophes. Plusieurs millions de francs luxembourgeois ainsi que des tonnes de vêtements furent rassemblés et envoyés aux victimes du tremblement de terre.
- ¹⁷ 127 Italiens fréquentaient en 1984-85 les cours organisés par l'Etat: 2 poursuivaient des études secondaires, 8 des études secondaires techniques, 2 des études supérieures, 55 des cours de langue (dont 16 l'allemand, 22 l'anglais, 16 l'espagnol et 1 le luxembourgeois), 24 des cours de sténo-dactylographie et 36 différents cours de formation professionnelle. 300 Italiens fréquentaient, la même année, des cours organisés par des associations privées: 190 des cours de langues (36 l'anglais, 38 le français, 4 l'allemand, 41 l'italien, 1 l'espagnol, 10 le russe, 60 le luxembourgeois), 4 des cours de dactylographie, 9 des cours divers, 7 des cours de l'Ecole supérieure du travail, 85 des cours pour «employés privés», 5 des cours de comptabilité. (Courrier de l'Education nationale, statistiques n° B-3-85, Luxembourg, juillet 1985, pp. 32-36).
- ¹⁸ P. Attilio Barichello est né à Piazzola sul Brenta (Padoue) le 19 septembre 1919. Prêtre scalabrinien depuis le 13 juin 1943, il œuvre dans les Missions italiennes du Brésil de 1946 à 1975. Puis il fut rappelé en Europe, pour s'occuper des émigrés portugais de la région parisienne. Il arriva à Esch où il resta pendant un mois, puis il fut envoyé à Lyon, à Paris et dans une paroisse scalabrinienne à Lisbonne. De retour à Esch, il y resta jusqu'au 11 mai 1986.
- ¹⁹ Arrivé au Luxembourg en 1961, il fut employé auprès du Patronato ACLI à Esch-sur-Alzette (1962-1966), à Paris (1966) et à Metz (1967). En 1967 il est employé par l'OTAN à Paris, puis à Bruxelles (1968). Employé du ministère des Affaires étrangères il travailla à Rome (1969-1970) et à Esch-sur-Alzette (1970-1986).
- ²⁰ cf. STATEC, Die Luxemburger und ihre Familiennamen, éd. RTL, Luxembourg 1984.
- ²¹ John Castegnaro, secrétaire du plus important syndicat luxembourgeois, l'OGB-L, est de père italien et de mère luxembourgeoise. Il garda la nationalité italienne jusqu'à l'âge de 21 ans. Il fit dès son plus jeune âge partie du LAV, dont il fut d'abord aide-secrétaire, puis pendant trois ans secrétaire; le LAV, qui en 1979 devint l'OGB-L, fit de Castegnaro son premier secrétaire.
- ²² Louis Rech naquit en 1926 à Faller di Sovramonte (Bellune). Il n'était âgé que d'un an, lorsque ses parents l'emmenèrent à Dudelange, dans le Quartier Italia. En 1956 il se fit naturaliser luxembourgeois. Il fit ses premières expériences dans le LAV et au sein du parti socialiste. Après avoir été élu à plusieurs reprises échevin de Dudelange, il exerce depuis 1985 la fonction de maire en alternance avec un autre élu de la ville.

TABLEAUX RETROSPECTIFS

1. DIPLOMATES ITALIENS AU GRAND-DUCHE

1. Ministres de la Légation d'Italie à La Haye représentant leur pays également auprès de la cour grand-ducale de Luxembourg

Bertinatti Giuseppe envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	13 février 1870
Della Croce Di Dojola comte Enrico envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	18 juillet 1882
Spinola marquis Federico Costanzo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	11 janvier 1887
Gerbaix de Sonnaz comte Carlo Alberto envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	29 juin 1893
Zannini comte Alessandro envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	22 novembre 1896
Galvagna baron Francesco envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	3 mai 1900
Tugini Salvatore envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	16 février 1901
Sallier De La Tour, noble des comtes envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	21 octobre 1906

2. Ministres résidant auprès de la Légation d'Italie à Luxembourg-Ville

Della Torre di Lavagna comte Giulio ministre résidant avec lettre de créance	2 septembre 1912
Della Torre di Lavagna comte Giulio envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	8 mai 1913
Pignatti Moratti Custoza comte Bonifacio envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	22 janvier 1923
Compans de Brichanteau Challant marquis Alessandro envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	6 décembre 1923
Preziosi Gabriele envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	7 août 1925
Varè Daniele envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	1 ^{er} juillet 1926
Monzani Riccardo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	6 février 1927
Meriano Francesco par lettres du chargé d'affaires	24 juin 1929

De Silvestri Ugo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	26 septembre 1930
De Rossi noble Girolamo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	25 mai 1931
Chiaramonte Bordonaro Gabriele envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	25 août 1932
Diana Pasquale noble des marquis envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	8 juin 1936
Tamburini Antonio envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	12 décembre 1938
Le baron Scamacca, chargé d'affaires à l'ambassade italienne de Bruxelles, s'occupa aussi des affaires italiennes du Luxembourg en 1945.	
Le professeur Stanislao Corvino-Milkowski, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles, réouvrit le siège de Luxembourg, où il se chargea des intérêts italiens de février 1946 à l'automne 1947.	
Formentini Omero envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	12 décembre 1946
Rainaldi Andrea envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	30 juin 1949
Bossi Carlo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire	4 septembre 1951
Cavalletti di Oliveto Sabino Francesco envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ambassadeur à partir du 10 avril 1956	7 février 1953
Venturini Antonio ambassadeur	5 mai 1956
Bombassei Frascani Del Vettor Giorgio ambassadeur	1 ^{er} octobre 1961
Caracciolo di San Vito Roberto ambassadeur	20 septembre 1965
Orlandi Contucci Corrado ambassadeur	3 juillet 1967
Antinori di Castel San Pietro Aquae Ortus Orazio ambassadeur	10 mars 1969
Riccardi Roberto ambassadeur	15 janvier 1971
Cavalletti Marcello	1 ^{er} janvier 1977
Valfre' Di Bonzo Paolo ambassadeur	juin 1980
Battaglini Maurizio ambassadeur	20 juin 1983
Guerrini Maraldi Guglielmo ambassadeur	27 août 1986

2. CONSULS D'ITALIE A LUXEMBOURG

1. Avant la Deuxième Guerre mondiale

Fehlen Antoine (banquier luxembourgeois – à partir du 5 décembre 1880).

M. J. Van Damme (consul général de Belgique à Luxembourg et «régent du consulat d'Italie» de Luxembourg à partir de mai 1886).

Weber Joseph du 5 janvier 1893 au 3 octobre 1908. A partir de 1894 il choisit en tant que chancelier J.-Pierre Claude).

Steichen Eugène (pendant quelques mois «régent» du consulat d'Italie).

Le marquis Guido dei Principi Meli Lupi di Soragna: à partir du 11 août 1909.

Carlo Magenta: à partir d'avril 1911.

A partir de septembre 1912 le titre de «consul d'Italie» fut assumé par le ministre responsable de la Légation d'Italie à Luxembourg. Le premier fut le comte Della Torre, qui garda en son service J.-Pierre Claude en lui attribuant le titre de vice-consul.

Lors du départ du ministre Tamburini (15.6.1943), plusieurs «consuls généraux» se succédèrent à Luxembourg pendant de courtes périodes: le comte Cantoni-Marca jusqu'au mois de décembre 1943, Giovanni Barone en 1944.

2. Après la Deuxième Guerre mondiale

D'Erman Mario: du 6 janvier 1958 au 25 mars 1961.

Leone Antonio: du 25 mars 1961 au 16 janvier 1965.

Lenzi Guido: du 16 janvier 1965 au 17 juillet 1968.

Valle Pier Franco: du 6 février 1969 au 16 février 1971.

Venturella Antonio: du 16 juin 1971 au 14 avril 1975.

Piccirilli G. Cesare: du 12 mai 1975 au 31 août 1979.

Porcarelli Lorenzo: du 1^{er} mai 1980 au 9 octobre 1985.

Gianoglio Maurizio: depuis le 10 mai 1985.

3. MISSIONNAIRES ITALIENS AU GRAND-DUCHE

(Les noms de tous ceux qui remplirent la charge de «directeur» de la Mission sont précédés du signe +).

1. Siège d'Esch-sur-Alzette

+ Mgr Zavattaro Petronio Luigi

1902-1907

Abbé Antonione Oreste

septembre 1904-1906

Abbé Lupi Antonio

juillet 1906...

+ Abbé Luera Arnolfo

septembre 1907-mars 1914

Abbé Tagliaferri

+ Abbé Costa Giacomo

année 1914

Abbé Luera Arnolfo

de 1919 à 1921

Abbé Costa Giacomo

de 1919 à 1921

Abbé Mozzicarelli Domenico

de 1919 à 1921

Abbé Vignolo Alberto Fortunato

de 1919 à 1921

+ Abbé Chiodelli Mario

24.3.1921 - 23.12.1928

Abbé Martinoli Luigi

1922 - 1928

+ Abbé Settin Flavio

17.11.1928 - 4.2.1946

+ P. Casaril Luigi

18.3.1946 - 23.10.1955

P. Consonni Mario

juillet 1946 - mars 1947

P. Guadagnini Giovanni
P. Trevisi Ettore
P. Lazzarotto Mario
P. Cavaliere Vittorio
+ P. Napetti Ermildo

mars 1948 - juin 1950
juillet 1950
septembre 1951
9 octobre 1952
août 1952 - 21.1.1962
(directeur à partir d'octobre 1955)
automne 1955-1958
fin 1958 - fin 1959
septembre 1959-septembre 1963
octobre 1961 - juin 1962
janvier 1962 - janvier 1975
septembre 1963 - octobre 1966
1966
octobre 1966 - 1970
octobre 1966 - 1979
1967 - 1971
janvier 1975 - 18 octobre 1981
depuis le 20 septembre 1978
novembre 1981 - 11 mai 1986
depuis décembre 1986

P. Savio Nazzareno
P. Pigato Walter
P. Stefani Mario
P. Seghetto Abramo
+ P. Guadagnini Giovanni
P. Dal Fitto Gino
P. Marchiori Eliseo
P. Agosti Guido
P. Bernardi Giovanni
P. Morassut Enrico
+ P. Tacconi Luigi
+ P. Gallo Benito
P. Barichello Attilio
P. Zanella Raffaello

2. Siège de Luxembourg-Bonnevoie

+ P. Morassut Enrico
+ P. Bordin Livio
P. Giacobbo Giuseppe
P. Frazzani Giampaolo
+ P. Cavaliere Vittorio
P. Cavaliere Severo

septembre 1971 - juin 1977
1972 - 1980

depuis septembre 1980
depuis septembre 1980

4. LES ASSOCIATIONS ITALIENNES

1. Les associations politiques et syndicales:

Comitato d'Intesa 56, rue Adolphe Fischer Luxembourg

Il regroupe des représentants des partis politiques italiens et d'associations italiennes de type syndical constitués au Luxembourg. Sa composition actuelle est la suivante:

Représentants du PCI, du PSI, de la DC, du Parti Républicain Italien, du Patronato ACLI, du Patronato INCA.

Il règle les problèmes d'ordre politique qui se posent aux immigrés italiens au Luxembourg (ex: élections européennes).

Les partis politiques

Democrazia Cristiana - DC	4, rue Wurth-Paquet	Luxembourg
Parti Communiste Italien - PCI	15, rue des Boers	Esch-sur-Alzette
Parti Socialiste Italien - PSI	c/o Giallombardo Mauro 220, rue de Neudorf	Luxembourg
Parti Républicain Italien	c/o Santo Picciolo 54, rue de la Corniche	Itzig
Parti Libéral Italien	c/o Sabbatucci Marco 51, rue Conrad I ^{er}	Luxembourg

Les associations à buts socio-politiques

Circolo Amici dell'Unità	15, rue des Boers	Esch-sur-Alzette
Circolo Amici dell'Unità	8, rue Kennedy	Differdange
Circolo Eugenio Curiel	107, route d'Esch	Luxembourg
Circolo Unione delle Donne Italiane	56, rue A. Fischer	Luxembourg
Associazione Unione delle Donne Italiane	106, bd J.F. Kennedy	Esch-sur-Alzette
Circolo Italia Libera	c/o Tarsi	
	79, rue du Cimetière	Rumelange
Circolo Italia Libera	106, bd J.F. Kennedy	Esch-sur-Alzette
Circolo Filippo Turati	10, rue Adames	Luxembourg
Circolo Fratelli Rosselli	c/o Santo Picciolo	
	54, rue de la Corniche	Itzig
Circolo A. De Gasperi	c/o Sibilio Geremia	
	68, Grand-rue	Ettelbruck
Istituto F. Santi	10, rue Adames	Luxembourg

Les associations syndicales et/ou sociales

Comitato Consolare Coordinamento Attività Assistenziali (Co.Co.Ass.)	56, rue Adolphe Fischer	Luxembourg
---	-------------------------	------------

Il est composé de représentants élus au sein des forces politiques italiennes et des fédérations d'associations italiennes constituées au Luxembourg.

Le Co.Co.Ass. discute des aides financières à accorder aux ressortissants italiens dans l'indigence. A cet effet, il dispose d'un budget d'aide sociale de la part du gouvernement italien. Il sera remplacé par le COEMIT (Comité de l'Emigration Italienne).

Patronato ACLI ACLI = Associazione Cattolica Lavoratori Italiani	40, rue Z. Bernard	Esch-sur-Alzette
--	--------------------	------------------

autres permanences:

Circolo ACLI	c/o Cosimo Sgura	
	46, rue Philippart	Rodange
Circolo ACLI	c/o Giorgio Pilot	
	28, rue de Rotterdam	Esch-sur-Alzette
Circolo ACLI	c/o Presciutti Seb.	
	1, rue de l'Hôtel de Ville	Pétange
Circolo ACLI	12, Grand-Rue	Ettelbruck
Circolo ACLI	21, rue Philippe II	Luxembourg

Les Circoli ACLI organisent également différentes activités socio-culturelles (voyages etc.)

Patronato INCA-CGIL INCA = Istituto Nazionale Confederale d'Assistenza	106, bd J. F. Kennedy	Esch-sur-Alzette
--	-----------------------	------------------

Cette association a été créée par le syndicat CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro) et est d'inspiration socialo-communiste. Elle offre une assistance juridique et sociale gratuite aux travailleurs qui en font la demande.

autres permanences:

Patronato ITAL-UIL	107, route d'Esch 80, rue de Bastogne 8, rue Kennedy c/o OGB-L 60, bd J. F. Kennedy	Luxembourg Ettelbruck Differdange Esch-sur-Alzette
--------------------	---	---

ITAL = Istituto Tutela
Assistenza Lavoratori

Cette association a été créée par le syndicat UIL (Unione Italiana del Lavoro) et est d'inspiration socialiste.

Elle offre une assistance gratuite aux travailleurs sur les questions sociales. Elle travaille en étroite collaboration avec le syndicat luxembourgeois OGB-L et elle organise dans les différentes sections syndicales de l'OGB-L des permanences pour les travailleurs italiens.

autres permanences:

Maison Syndicale de Differdange	Differdange
Maison Syndicale de Dudelange	Dudelange
4, rue P. Hentges	Luxembourg
72, av. Dr Gaasch	Rodange

2. Les associations de parents d'élèves:

Comitato Assistenza Scolastica d'Istruzione Emigrati Italiani CAFLI	21, rue de Stalingrad Esch-sur-Alzette
---	---

Il est composé de représentants d'associations italiennes élus démocratiquement par les parents d'élèves italiens. Font également partie du CAFLI des délégués du département scolaire de l'ambassade d'Italie.

Il définit la politique à suivre en matière d'enseignement de la langue italienne, d'assistance scolaire aux enfants italiens, de distribution de bourses d'études... Dans ses attributions figurent également les contacts à prendre avec les autorités scolaires luxembourgeoises sur les problèmes scolaires des enfants italiens.

Il gère les fonds alloués par le gouvernement italien et le Fonds Social Européen.

3. Les associations socio-culturelles:

Associazione Nazionale delle Famiglie Emigrate - ANFE	c/o Antonio di Letizia 16, Cité Allende	Esch-sur-Alzette
Union Européenne des Fédéraliste - UEF section	c/o Cidone Vittorio 21, rue Neil Armstrong	Howald
Centre Interculturel	c/o Mission catholique italienne 5, bd Prince Henri	Esch-sur-Alzette
Association des Jeunes «Nuovi Orizzonti»	c/o Mission catholique italienne 5, bd Prince Henri	Esch-sur-Alzette
Cercle Italo-Luxembourgeois	c/o Robert Hoegener 4, rue des Charbons	Esch-sur-Alzette

4. Les associations régionales:

Associazione Regionale Emigrati del Lazio - AREL	c/o Antonio Ceccacci 1, rue des Artisans	Luxembourg
Associazione «Famiglia Bellunese»	c/o Walter De Toffol 28, rue de l'Egalité	Luxembourg
Associazione Gran Sasso Abruzzesi in Lussemburgo - AGSAL	c/o Leonzi Silvana 1, rue Charlemagne	Luxembourg
Associazione Gran Sasso Abruzzesi in Lussemburgo - AGSAL	c/o Giuseppe Filauo 93, rue F. Mertens	Bettembourg
Associazione ALAMEL La Maiella (Abruzzesi)	c/o Antonio Mariani 41, rue Gansen	Differdange

Associazione «Calabresi Emigrati»	10, rue Nicolas Adames	Luxembourg
Associazione Calabresi e loro Famiglie - ACEF	c/o Taverna de Gasperich 73, rue de Gasperich	Luxembourg
Associazione «Fogolar Furlan»	B. P. 2435	Luxembourg-Gare
Associazione «Lucani-Emigrati»	c/o D'Elicio 8, rue des Merisiers	Mamer
Associazione «Lucani» in Lussemburgo - ALIL	69, rue des Charbons	Esch-sur-Alzette
Associazione «Circolo Sardi d'Europa»	B. P. 298	Esch-sur-Alzette
Associazione «Circolo Trentino» del Lussemburgo	67, rue des Trévires	Luxembourg
Associazione Regionale Umbri Lavoratori Emigrati - ARULEF	56, rue Ad. Fischer	Luxembourg
Associazione «Umbri nel Mondo»	17, bd Prince Henri	Esch-sur-Alzette
Associazione «Vicentini nel Mondo»	c/o Rizzo Michele 7, Cité Cerabati	Mertert
Associazione Regionale Emigrati Marchigiani e Famiglie - AREMF	c/o Fiorani Luigi 48, rue de Mamer	Bertrange
Associazione «Padovani nel Mondo»	c/o Marcato Ruggero	Luxembourg
Associazione «Veronesi nel Mondo»	c/o Aldo Galetto 115, av. G.-D. Charlotte	Differdange
Associazione Udinese Club	c/o Paolo Cortolezzis 14, rue Batty Weber	Sandweiler
Associazione «Trevisani nel Mondo»	c/o Mission catholique ital. 5, bd Prince Henri	Esch-sur-Alzette
Unione Pugliesi Emigrati e Famiglie - UPEF	22, rue des Trévires	Luxembourg
Unione Pugliesi Emigrati	c/o De Tommaso Giuseppe 328A, rte de Thionville	Hesperange
Associazione «Emilia Romagna» nel Granducato di Lussemburgo	2, rue Jean Engling	Dommeldange
Associazione Regionale dei Campani - ARC	c/o Notaroberto Mario	Mamer

5. Les associations sportives:

Club des Amis du Sport - CASB	107, route d'Esch	Luxembourg
Club Italiano Bocce	B. P. 2162	Luxembourg
FC Beyren-Udinesina	c/o Café Morocutti 152, route d'Esch	Luxembourg

Cette association est la seule a avoir été admise à participer au championnat de football par la FLF (Fédération Luxembourgeoise de Football), alors que toutes les autres associations sportives d'immigrés sont exclues du championnat luxembourgeois.

Association Sportive Italienne «Gli Azzurri»	7, Grand-Rue	Ettelbruck
Club de Pétanque	c/o Café Riganelli rue des Boers	Esch-sur-Alzette

Il existe d'innombrables clubs de Pétanque italiens à travers tout le pays, mais il est très difficile de les répertorier.

6. Les fédérations d'associations:

Unione Nazionale Associazioni Italiani Emigrati - UNAIE	c/o Mission catholique italienne de Bonnevoie 25, rue de l'Hippodrome	Luxembourg
Federazione Italiana Lavoratori Emigrati e Famiglie - FILEF	106, bd J. F. Kennedy	Esch-sur-Alzette

7. Les Missions catholiques:

Mission catholique italienne de Bonnevoie	25, rue de l'Hippodrome	Luxembourg
Mission catholique italienne d'Esch-sur-Alzette	5, bd Prince Henri	Esch-sur-Alzette

8. Les associations d'anciens combattants:

Associazione Nazionale Alpini	c/o Pasqualino Plazzotta 11, rue A. Neyen	Luxembourg
-------------------------------	--	------------

1. SOURCES

1. Archives

Archivio centrale dello stato (Acs) - Rome

- Pubblica Sicurezza (Ps)
- Polizia politica (Pp)
- Casellario politico centrale (Cpc)
- Associazioni in Italia e all'estero (G¹)

Archivio storico diplomatico del ministero Affari Esteri (Asmae)
Série Affari Politici - Rome

Luxembourg:

- | | |
|---------------|--------------------|
| - Liasse 97 | (années 1880-1891) |
| - Liasse 284 | (années 1891-1916) |
| - Liasse 154 | (années 1915-1918) |
| - Liasse 1422 | (années 1918-1930) |
| - Liasse n° 1 | (années 1931-1945) |
| - Liasse n° 1 | (années 1946-1948) |
| - Liasse n° 2 | (années 1949-1950) |

Archives de l'Etat Luxembourg (Ael) - Luxembourg

- Justice, section J 76,1 - 207 (Police générale: mouvements ouvriers, grèves, incidents de frontière et divers);
- Affaires étrangères (La Légation d'Italie à Luxembourg, Le consulat d'Italie à Luxembourg, Les étrangers au Luxembourg, La Première Guerre mondiale, La guerre d'Abyssinie, Les expulsions, La crise économique, La Deuxième Guerre mondiale, etc.)

Archives ministère des Affaires étrangères - Luxembourg

- Arrangements et contrats pour l'immigration des Italiens après la Deuxième Guerre mondiale.

Ville d'Esch-sur-Alzette

- *Bureau de la Population*: Liste des habitants de la commune d'Esch-sur-Alzette dressée pendant les mois de novembre et de décembre 1887 et modifiée ultérieurement selon les mouvements de la population; fichier des étrangers.
- *Archives*: dossiers concernant les sociétés italiennes établies à Esch-sur-Alzette avant 1940.

Ville de Dudelange

- Bureau de la Population: fichier des étrangers.

Ville de Differdange

- Bureau de la Population: fichier des étrangers.

Archives de la «Società Umanitaria» - Milan

- Activités de la Società Umanitaria au Grand-Duché de Luxembourg: voyages de Rondani, rapport avec la Fédération métallurgique allemande, quelques exemplaires de «Notizie concernenti l'emigrazione» du responsable royal pour l'émigration italienne en Allemagne et au Luxembourg.

Archives départementales de Nancy

- Dossier 4 m 230.

Archives «Italia Libera» - Esch-sur-Alzette

- Années 1944-1948: comptes-rendus des réunions de l'«Unione Antifascisti Italiani nel Lussemburgo», du «Comitato Italiano di Liberazione Nazionale» et de l'association «Italia Libera».

Archives Centro studi emigrazione - Rome (Acser)

- *Archives Babini*: correspondance de l'abbé Babini avec l'abbé Chiodelli (1928) et avec l'abbé Settin (1928-1947).
- Périodique mensuel «Il buon Pastore», bulletin paroissial de la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette (série incomplète 1929-1932).
- *Archives «Prelato per l'emigrazione*: dossier 1096, Don Settin» (correspondance de l'abbé Settin avec les Prélats Cerrati, Beltrami et Viganò).

Archives Pontificia commissione migrazioni e turismo - Rome

- Dossier sur la Mission catholique d'Esch-sur-Alzette.

Archives Opera Bonomelli - Rome

- 1923-1934: correspondance entre l'abbé Chiodelli et l'abbé Babini, Mario Grandi, la direction de l'Oeuvre Bonomelli, le ministre Parini, etc.

Archives «Mission catholique italienne» - Esch-sur-Alzette (1946-1986)

- *correspondance*, rapports des assemblées générales, actes officiels;
- *revues*: La Missione, Eco d'Italia, Vita Italiana, Nuovi Orizzonti Emigrazione
- *brochures*: Solenne celebrazione del XXX^e Anniversario di Fondazione della Società Italiana di Mutuo Soccorso, Esch-sur-Alzette 23.7.1922; Statuto della Società operaia di Mutuo Soccorso «La Fratellanza», Esch-sur-Alzette 1923; Statuts du «Secours Rouge International», Bruxelles; Programme des concerts donnés les 24 et 28 avril 1927 à l'occasion du XV^e anniversaire du corps musical «G. Verdi», Esch-sur-Alzette; Statuts de la «Società Italiana di Mutuo Soccorso», Esch-sur-Alzette, 1927; Libricino dei canti italiani, Esch-sur-Alzette 1928; XXV^e Anniversario della Fondazione della Società Italiana di Mutuo Soccorso e di Beneficenza di Lussemburgo, 1907-1932; Grande Solennità musicale d'œuvres italiennes, Esch-sur-Alzette 1934; Statuts de la «Società Operaia di Mutuo Soccorso e Cassa di previdenza Vittorio Emanuele III di Differdange», Differdange 1938; etc.

Archives du diocèse de Vicence

- Dossier «Unione Emigranti Vicentini» avec correspondance de l'abbé Costa Giacomo d'Esch-sur-Alzette.

Archives de la Caritas de Fribourg-en-Brisgau

- Dossiers sur l'assistance aux migrants italiens en Europe.

Archives de l'évêché de Luxembourg

- Dossier sur la Mission catholique italienne du Grand-Duché et sur la communauté italienne.

2. Sources imprimées

A. Publications officielles

Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, journal officiel, 1870-1986.

Publications de la commission permanente de statistique

- Etat de la population du Grand-Duché d'après les résultats des recensements de 1900, 1905 et 1910,
- Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907, 1^{re} série, t.4, p. 87.
- Recensement de la population étrangère de 1933, Luxembourg 1934.
- Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935, Luxembourg 1938.
- Statistique du mouvement de la population - années 1953 à 1965, Luxembourg 1966.
- Annuaire statistique rétrospectif 1973, Luxembourg 1973.
- Annuaire statistique 1984-1985, Luxembourg 1985.
- Annuaire statistique 1985-1986, Luxembourg 1986.
- Recensement général de la population du 31 mars 1981, Luxembourg 1983-1985.

Comptes-rendus des séances de la Chambre des députés, Luxembourg.

Emigrazione e colonia, publications du ministère des Affaires étrangères, Rome, 1^{er} vol.: «Europe 1904», article du consul Joseph Weber «Il Granducato di Lussemburgo e l'immigrazione italiana».

Bollettino del ministero Affari Esteri - Rome 1900, 1901, 1902...

Annuario delle scuole italiane all'estero, publié par l'Ispettorato Generale delle Scuole all'Esteri, éd. Mae, Rome, 1900-1910.

Annuario diplomatico del regno d'Italia, éd. Mae, Rome.

Trattati e convenzioni fra il regno d'Italia e gli altri stati, vol. XIV, éd. Mae, Rome 1899.

Neutralité du Grand-Duché pendant la guerre de 1914-1918, éd. Direction générale des Affaires étrangères, Impr. V. Buck, Luxembourg 1919.

Raccolta delle circolari e istruzioni ministeriali, éd. Mae, Rome, volumes de 1933 à 1947.

Bollettino della Camera di commercio italiana nel Lussemburgo (Les numéros suivants se trouvent à la Bibliothèque nationale de Luxembourg: 1926 - vol. II, 1927, 1928, 1929 et 1931).

Problemi del lavoro italiano all'estero, éd. Mae, Rome 1970-1973.

Aspetti e problemi dell'emigrazione italiana all'estero, éd. Mae, Rome 1974-1981.

B. Journaux et revues

NB. Les principales bibliothèques qui possèdent les périodiques de l'émigration italienne: *Biblioteca nazionale* - Rome (collection complète de l'hebdomadaire «Il Legionario»); *Istituto G. Feltrinelli* - Milan (collection complète du bimensuel «Prometeo»; collection de l'hebdomadaire «Il Riscatto» du 30 octobre 1926 au 18 février 1928; ensuite les numéros isolés: 3.3.1928, 2.9.1928, 17.3.1929, 23.6.1929; 20 numéros de l'année 1930, toute l'année 1931 et 9 numéros de l'année 1932); *Bibliothèque nationale suisse* - Berne (collection complète du mensuel «La Patria», de 1904

à 1914); *Bibliothèque nationale* – Paris (collections incomplètes de plusieurs périodiques: L'Adunata dei refrattari, La Nuova Italia, L'Avanti, Il Nuovo Avanti, Il grido del popolo, Tribuna d'Italia, etc.); *Centre d'information et d'études sur les migrations internationales* – Paris (collection complète de l'hebdomadaire «Il Corriere», 1926-1941, organe des Missions catholiques italiennes en Europe); *Bibliothèque de documentation internationale contemporaine* – Nanterre (collections incomplètes de plusieurs périodiques: Il Dovero, L'Asino, Il Risveglio anarchico, Il Risveglio socialista anarchico, Italia, La défense des victimes du fascisme, Bollettino del Partito Socialista dei Lavoratori, La Lega, L'Iniziativa, La voce delle donne, Dovero-agence, Germinal, La Difesa, L'Ordine nuovo, Battaglie sindacali, Quaderni Giustizia e Libertà, Lo Stato operaio, La Libertà, L'Italia del popolo, L'Esilio, Guerra di classe, L'Adunata dei refrattari, etc.); *Bibliothèque de la Ville de Strasbourg* (collection complète de l'hebdomadaire «La Voce d'Italia», 1925-1927), *Archives de la Ville de Bruxelles* (série de l'hebdomadaire «Il Riscatto» du n° du 7 janvier 1928 au n° du 29 décembre 1930); *Bibliothèque de la Ville d'Esch-sur-Alzette* (Guide officiel illustré de la Ville d'Esch-sur-Alzette, publié par la Société d'Initiative et d'Embellissement à l'occasion de son 25^e anniversaire, 1926). *Bibliothèque nationale* – Luxembourg (hebdomadaire Der Arme Teufel, mensuel Bollettino della Camera di Commercio Italiana in Lussemburgo).

De 1900 à 1919

La Patria, organe de l'Oeuvre Bonomelli. Imprimé à Fribourg de 1904 à 1908 et à Bâle de 1909 à 1914.

Der Arme Teufel, journal du Parti socialiste ouvrier (au cours des mois février-mars 1904 il publia aussi une «Pagina dei fratelli italiani»).

La Scintilla, périodique de Pérouse – année 1913.

L'Eugubino, périodique de Gubbio, année 1913.

Il Roccaccio, bimensuel de Fossato di Vico, année 1912.

Il Socialista, organe de la Federazione Collegiale di Perugia, année 1904.

La Battaglia, périodique de Pérouse, 1909-1910 (il publiait une page «La parola degli emigranti»).

Kohrspronk, Bulletin des Amis de l'Histoire, Differdange, n° 7/1982: Faits divers dans la commune de Differdange en 1907.

Risorgimento, tome IV, n° 1-2, 1983, pp. 77-82: article de Ben Fayot «Le rôle politique de l'immigration italienne au Luxembourg de 1871 à 1914.»

De 1919 à 1944

– Périodiques fascistes:

La Nuova Italia (Paris, à partir de 1923)

La Voce d'Italia (Strasbourg, à partir de 1925)

Il Legionario (Rome, à partir de 1925)

– Périodiques communistes:

Il Riscatto (Bruxelles, 1926-1932)

Prometeo (Molenbeek, 1928-1938)

– Périodiques socialistes:

Der Proletarier (Luxembourg, 1919-1940)

L'Esilio (Paris, à partir de 1929)

– Divers périodiques antifascistes:

Il Corriere degli Italiani (1926-1927)

La Libertà (1927-1934)

L'Adunata dei refrattari (New York, 1930-1940)

La Voce degli Italiani (Paris, 1937-1938)

– Périodiques catholiques:

Il Corriere (Agen, Lot-et-Garonne, 1926-1941)

Il buon Pastore (Luxembourg, 1929-1940)

De 1945 à 1986

La Missione, Luxembourg (1949-1960)

L'Eco d'Italia, Paris (1961-1969)

Vita Italiana, Luxembourg (1970-1976)
 Nuovi Orizzonti Emigrazione, Paris-Luxembourg (1976-1986)
 Il Giornale Popolare, Luxembourg (1978-1982)
 La Voce degli Italiani, Luxembourg (1980-1985).

2. BIBLIOGRAPHIE

- Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs, 1921-1981, Centre Jean Kill, Luxembourg 1981.
- Serge BONNET – Ch. SANTINI – H. BARTHELEMY, Les Italiens dans l'arrondissement de Briey avant 1914, in: Les Annales de l'Est, 1962.
- Serge BONNET – R. HUMBERT, La ligne rouge des hauts fourneaux, Paris 1982.
- Serge BONNET, L'homme de fer, éd. SMEI, Metz 1975.
- Geremia BONOMELLI, Peregrinazioni estive, éd. Cogliati, Milan 1913 (Cf. le chapitre IV: Lussemburgo – Lorena, pp. 159-220. Traduction par Serge Bonnet etc. in: Les Annales de l'Est 1962, pp. 17-82).
- Gino CANDIDI, La résistance du peuple luxembourgeois, éd. du Rappel, Luxembourg 1977.
- CANNISTRARO-ROSOLI, Emigrazione, Chiesa e fascismo, éd. Studium, Rome 1979.
- Umberto CASSINIS, Il movimento migratorio italiano in Belgio, Olanda e Lussemburgo, dans: Il lavoro europeo (revue), 1962.
- Paul CERF, De l'épuration au Grand-Duché de Luxembourg après la Seconde Guerre mondiale, Impr. St-Paul, Luxembourg 1980.
- Cinquantième Anniversaire de la Chorale St-Joseph, Differdange-Fousbann, 1934-1984. Impr. La Frontière, Esch-sur-Alzette 1984.
- Cinquantième Anniversaire, Club Cycliste International Differdange, Impr. Coopérative Luxembourgeoise, Esch-sur-Alzette 1961.
- Jean-Pierre CLAUDE, Le mariage des Italiens dans le Grand-Duché de Luxembourg, Imprimerie St-Paul, Luxembourg 1904.
- Albano CORDEIRO, Immigration-Luxembourg 1975, Secrétariat d'Etat à l'Immigration, Luxembourg 1976.
- Paul DIDLINGER, Die Entwicklung der ausländischen Bevölkerung der Stadt Esch 1900-1925, Luxembourg 1978 (mémoire inédit).
- Differdange, dans: Les Cahiers Luxembourgeois, éd. R. Mehlen, Luxembourg.
- Dudelange, L'usine centenaire, éd. Arbed, Luxembourg 1982.
- Enciclopedia dell'antifascismo e della resistenza, éd. La Pietra, Milan. (vol. I: A – C, Milan 1968; vol. II: D – G, Milan 1971; vol. III: H – M, Milan 1976).
- Ben FAYOT, Sozialismus in Luxemburg von den Anfängen bis 1940, éd. Centre de recherches et d'études socialistes, Luxembourg 1979.
- Joseph FLIES, Das andere Esch, Impr. St-Paul, Luxembourg 1979.
- Kathleen GRIFFIN, Population movements in Luxembourg between 1861-1964, USA 1966 (mémoire inédit).
- Marcel Hengel – André Hohengarten, Hinzert, Impr. St-Paul, Luxembourg 1983.
- Sortir INTRONA, Lavoratori italiani nel Lussemburgo e nel Belgio, dans: Italiani nel mondo (revue), Rome 10.9.1958.
- Gli Italiani fuori d'Italia, éd. Franco Angeli, Milan 1983.
- KOERPERICH-KRANTZ, Italia Cisalpina, Revue n° 51, 1968.
- L. KOERPERICH – R. KRANTZ – J.P. CONRARDY, Düdeler Chronik, vol. II, Luxembourg 1982.

Lëtzebuerg de Lëtzebuerger? Le Luxembourg face à l'immigration (ASTI), éd. G. Binsfeld, Luxembourg 1985.

Le livre du cinquantenaire de la Ville d'Esch-sur-Alzette, Impr. Coopérative, Esch-sur-Alzette 1956.

Luxemburger Handels-Adressbuch, Luxembourg, éd. 1904, 1907-1908.

Jean-Claude et Yves MAGRINELLI, Antifascisme et parti communiste en Meurthe-et-Moselle, 1920-1945, Impr. SNIC, Jarville 1985.

J.-P. MANTERNACH, Die Industriestadt Esch an der Alzette, éd. Touring Club Luxembourgeois, Luxembourg 1907.

Anna MORELLI, Les tentatives d'implantation fasciste dans l'immigration italienne de Belgique, in: *Risorgimento* 1980, pp. 47-57.

Anna MORELLI, Fascisme et antifascisme dans l'immigration italienne en Belgique 1922-1940, Université Libre de Bruxelles 1985 (mémoire inédit).

Anna MORELLI, La presse italienne en Belgique 1919-1945, éd. Nauwelaerts, Louvain 1981.

L'opera di assistenza agli operai italiani in Europa. Omaggio a S.E.R. ma Mr. Geremia Bonomelli nel suo 80° Compleanno, Imprimerie Oliva e Somaschi, Milan 1911.

Corrado PERNA, Breve storia del sindacato, éd. De Donato, Bari 1981.

«45 morti - 238 feriti», éd. Fasci Italiani all'Estero, Rome 1933.

Jean REITZ, L'immigration étrangère à Differdange au début du XX^e siècle (1898-1914), Luxembourg 1984 (mémoire inédit).

Pierre RUPPERT, Le Grand-Duché de Luxembourg dans ses relations internationales, Luxembourg 1892.

Fedele SANTI, Storia della Concentrazione antifascista 1927-1934, éd. Feltrinelli, Milan 1976.

J.-Pierre SCHUSTER, Die ersten Italiener in Esch an der Alzette und ihre missionarische Betreuung, in: *Luxemburger Marienkalender* 1968, Impr. St-Paul, Luxembourg 1968, pp. 63-65. (Version italienne de G. Bernardi dans l'hebdomadaire «L'Eco d'Italia», année 1968).

Un secolo di emigrazione italiana: 1876-1976, éd. CSER, Rome 1978.

Fr. THINK, Livre du Cinquantenaire de la Ville de Dudelange, 1957.

Gilbert TRAUSCH, L'immigration italienne au Luxembourg des origines à la grande crise de 1929, in: *Risorgimento*, 1980-1, pp. 7 - 31.

Gilbert TRAUSCH, Joseph Bech. Un homme dans son siècle, Luxembourg 1972.

Gilbert TRAUSCH, Le Luxembourg à l'époque contemporaine, éd. Bourg-Bourger, Luxembourg 1975.

Daniele VARE', Il diplomatico sorridente, éd. Longanesi, Milan 1953.

Mariapia VECCHI, Ambasciate d'Italia nel mondo, vol. II, éd. Unedi, Milan 1975.

Robert WEBER, Die Ausländer in Düdelingen um die Jahrhundertwende von 1898-1919, Luxembourg 1982 (mémoire inédit).

Janine WEHENKEL-FRISCH, Der Arme Teufel. Monographie d'un journal socialiste luxembourgeois, 1903-1929. Luxembourg 1978.

LISTE ALPHABETIQUE DES FAMILLES ITALIENNES ET DES PRINCIPAUX NOMS CITES DANS LE TEXTE

– version française de Pier Celeste Marchetti –
(Les numéros se réfèrent aux pages du texte)*

* = sociétés et associations

A

- * ABRUZZESI «Gran Sasso»: 593, 624.
- * ACLI (Associations Chrétiennes des Travailleurs Italiens): 545-546, 550, 561-563, 566, 580, 588, 589, 593, 622, 623.
- ADAMI Giuseppe: 91, 243, 347.
- AGOSTI Guido (père): 566, 576, 621; Achille: 570.
- AGOSTINI: 249, 494.
- AGOSTINI Carlo (Mgr): 442-444.
- AGOSTINO Vincenzo (Mammola, Reggio de Calabre, 1934). Arrivé au Luxembourg en 1951. Marié à Belcastro en 1958. Enfants: Bruno (Mammola, 1959), soudeur; Nunziato (Differdange, 1962), assistant médical; Roland (Differdange, 1965), cuisinier; Gérard (Differdange, 1967), étudiant. Nunziato et Gérard sont membres d'une société de musique: Tous sont des sportifs actifs. Michele: 400.
- AIASSA Johann (Turin, 1871 - Esch-sur-Alzette, 1914). Marié en 1900 à Broggia Virginie. Profession: aubergiste; Domenico: 348.
- AIMONE Lorenzo: 300, 341.
- * ALAMEL (Abruzzesi): 624.
- * ALBA (groupe cycliste): 352, 398.
- ALBONETTI: 294, 298.
- ALCADRE Ignazio (Turin, 1852 - Esch, 1938). Arrivé à Esch en 1874, en provenance de Gelsenkirchen (Allemagne): 78, 87, 88, 89, 91, 95, 243, 278; Eugenio: 347.
- * ALEF: 593.
- ALESSIO: 308, 564.
- ALLAMANO Ignazio (Viù, Turin, 1877 - Esch, 1944). Arrivé à Esch-sur-Alzette en 1898: 90, 91, 95.
- * ALLEGRIA (société d'épargne): 354.
- * ALLIANCE (équipe de football): 118, 127, 294, 393, 520.
- * ALPINI (Association Nationale): 625.
- ALUIGI Filomena: 573.
- AMBROSI: 590, 591.
- AMBROSINI Luigi: 434, 457.
- * AMICI (société d'épargne): 354, 410.
- * AMICI DELL'UNITA': 593, 622.
- * AMICIZIA (groupe théâtral): 195, 214, 222, 231, 250, 252, 265, 267-268, 274, 276, 281, 282, 353, 382, 387.
- * AMIS DE L'UNIVERSITE DE PEROUSE: 588.
- * AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES de Luxembourg: 343-344, 422, 427, 544, 545, 586.
- * AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES d'Esch-sur-Alzette: 81, 354-355, 422, 427, 436, 544, 545, 586, 587.
- * AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES de Dudelange: 544.
- * AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES de Differdange: 544, 587.
- * AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES de Schifflange: 558, 587.
- * AMITIES ITALO-LUXEMBOURGEOISES de Rumelange: 544.
- ANADOTTI (Cingia de' Botti, 1900 - Luxembourg, 1953). Arrivé à Dudelange en 1902. Profession: ouvrier d'usine et musicien: 115, 128, 132, 290.
- * ANASTASI René: 602.
- * ANCIENS COMBATTANTS (fascistes): 168, 195, 196, 232, 250, 251, 316, 319, 342, 343, 348, 352, 421, 424, 445, 452.
- * ANCIENS COMBATTANTS (antifascistes): 430-431, 436, 455, 495, 543.
- ANDREATTA: 466.
- ANDREOLI Giacomo: 591.
- ANDREOSI (café): 181.
- ANDRIANI Antonio: 562, 563.
- ANDRICH Tarcisio: 565, 589; Carlo: 590.
- * ANFE (Association nationale des familles émigrées): 593, 623.
- ANGELETTI: 292.
- ANGELINI Eugenio: 394, 395, 433.
- ANNESE Nicola: 580, 588.
- ANSELMi (café): 126, 292.
- ANTINORI Federico (San Severino, Macerata, 1886). Arrivé vers 1909. Profession: cordonnier. Il fut co-fondateur de la fanfare Verdi. Il jouait de la basse. Enfants: Amilcare (1914), Alfredo (1921-1979), Mario (1923-1938), Albina (1925). Les trois frères jouaient tous dans la fanfare fondée par leur père: Amilcare, trombone, Alfredo, trompette, et Mario, saxophone. Amilcare a joué aussi dans l'orchestre du Conservatoire d'Esch: 91, 95, 211, 246, 247, 249, 254, 255, 259, 400; Amilcare: 247, 249, 424; Mario: 424; Fredo: 424.
- ANTINORI Orazio (ambassadeur): 556, 583, 619.

★ Pour des raisons techniques, certains reports sont inexacts. Il suffira en général de chercher quelque peu plus loin pour trouver le nom indiqué. Que le lecteur veuille bien nous en excuser.

ANTONINI Adamo: 354, 434, 518.

ANTONIONE Oreste (abbé): 42, 99, 110, 620.

APRATO Antonio: 72, 78, 79.

ARENA Anselmo: 210, 221, 223, 231, 232-235, 239, 251, 304.

ARMANO Lanfranco: 565.

ARMENI Alberico (Leonessa, Rieti, 1886 - Esch, 1938). Arrivé à Esch en 1910, appelé par les frères Giovanni (cordonnier) et Domenico Senofonte (couturier), ses beaux-frères, qui étaient arrivés à Esch en 1907. Rentré en Italie pour épouser Maria Senofonte, il revint aussitôt à Esch en 1912 et y ouvrit un atelier de couture. Rentré en Italie avec sa famille pendant la Première Guerre mondiale, il revint de nouveau à Esch en 1919. Enfants: Calimmo dit Mimmo (1912); Marino (1920-1922); Egeo dit Géo (voir plus loin); Sesto (1925); Marina (1928). Après la mort d'Alberico, sa veuve continua l'activité de l'atelier de couture, avec l'aide de son fils Mimmo et de son frère Domenico Senofonte, qu'elle avait rappelé de Paris, où il était allé travailler. Evacués en France en 1940, ils revinrent à Esch un an plus tard et trouvèrent l'atelier saccagé. Ils durent cesser leur activité en raison des difficultés économiques: 50, 81, 241, 243, 347, 355.

ARMENI Géo (Esch-sur-Alzette, 1921). Pendant les premières années de la Deuxième Guerre mondiale, il travailla pour les assurances «La Luxembourgeoise». En 1942, il fut envoyé en Italie pour servir sous les armes. Comme enrôlé de force, il vécut une période très difficile. Néanmoins, envoyé à Rome par le colonel Chimenti, qui l'avait en sympathie, et avec la permission de son capitaine, Cantalamessa, il fréquenta l'Académie «Santa Cecilia», où il fit de grands progrès en chant. Il créa alors un chœur militaire, qui obtint un certain succès. Il fut aussi envoyé en Tunisie, comme interprète et secrétaire du commandant. Mais dès qu'il put, il passa dans les rangs des forces alliées, où il devint aussitôt officier de liaison dans la 8^e armée de Montgomery, en Sicile, à Tarente, à Bari, à Manfredonia, à Rome et en Toscane. En 1945, il revint à Esch. Il travailla aux Assurances et, en même temps, il entreprit sa carrière d'artiste. Il chanta des opérettes et donna des concerts à Radio-Luxembourg. Mais le chant ne lui assurait pas un avenir. Il ouvrit alors un atelier de couture, qui marcha très bien. Il ouvrit aussi des blanchisseries et, en 1972, deux boutiques d'habillement pour dames et pour hommes. Enfants: Roland, Myriam: 285, 384, 386; Sesto: 246.

ARNÓDO Bernardo (café) (Valchiusella-Turin, 1874 - Esch-sur-Alzette, 1943). Marié avec Urbany Catherine: 37, 38, 40, 42, 44, 45, 46, 47, 48, 78, 79, 80, 90, 181, 244, 253, 431, 480.

ARNOLDO Giacomo: 180, 360, 458; Pietro: 348.

* ARTE E DILETTO (groupe théâtral): 293-294, 393, 465, 466.

* ASSOCIATION ITALO-LUXEMBOURGEOISE de Bettembourg: 609.

* ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés): 607-608, 612.

* AURORA (groupe théâtral): 358, 424, 452.

* AVVENIRE (groupe théâtral): 431, 432, 436, 480, 495, 519, 542, 543.

AZZOLIN Guerrino: 458, 466.

B

BABINI Costantino (abbé): 263, 277, 279, 281, 287, 370, 371, 374, 377, 381, 382, 387, 418, 438, 443, 446, 485, 526, 550.

BACIOTTI Giulio: 434, 458.

BADIA Giacomo (Differdange, 1925). Fils de Giuseppe, il fut d'abord gymnaste à Differdange. Sous l'occupation allemande il fonda avec les frères Giulio et Bernardo Ciatti le groupe de gymnastes «Les Jackson», auquel vint se joindre, en 1942, le champion d'haltérophilie Nic Scheitler. Le groupe se produisit dans différents pays d'Europe, sous les chapiteaux des cirques Amar et Pinder. En 1951, Badia Giacomo commença à travailler dans les mines de Differdange, où un accident le priva d'une jambe. Marié avec Biagioni Rina, il eut deux enfants: Fernando (Differdange, 1950) et Daniela (Differdange, 1962). Sa femme continua à travailler avec les frères Ciatti qui, une fois par mois, étaient au service de la Loterie Nationale de Luxembourg jusqu'en 1960: 467, 616.

BADIALI: 478.

BADINI Adele (Tredozio, Forlì, 1895). Arrivée à Dudelange en 1924. Elle joua, avec son mari Iseppi Giuseppe, dans une compagnie théâtrale d'amateurs.

BAGLIONI Mariano: 458.

BAGNOLI Guido: 431, 458.

BAI Angelo: 226, 228, 229, 339, 340.

BALBIANI Paolo: 588.

BALDAN Vittorio: 589.

BALDASSI: 298, 412.

BALDELLI Franz (café): 31, 129, 292, 393, 395; Rémo: 294; Ildo: 394.

BALDINI Franco: 340, 476, 482, 483, 496, 506.

BALDISSERA: 115, 120, 132, 292, 395.

BANDIERA: 292.

BARAZZUTTI Silvio: 218, 237, 238.

BARBADORI: 93, 249, 260, 270, 285.

BARBATO: 37, 56.

BARBERI Achille: 347, 412; Mario: 642; Carlo: 246, 447, 449.

BARBIERI Angelo: 410.

BARDASSI: 31.

BARDELLA: 236, 254, 255.

BARDELLI Angelo: 339, 340, 342; Giuseppe: 216.

BARICHELLO Attilio (père): 609, 617, 621.

BAROFFIO Gerolamo (Romentino, Novare, 1886). Emigré d'abord en France, il arriva à Differdange en 1911. Profession: commerçant. Enfants: Rino (1913), ingénieur; Tina (1915), veuve d'Henri Tenconi, commerçante: 277, 300, 340, 398, 400, 482.

BARONE: 298.

BARONE Giovanni (consul): 464, 620.
 BAROZZI Amedeo (Levico, Trente, 1894 - Dudelange, 1955). Arrivé à Dudelange en 1898. Ouvrier d'usine. Membre et puis président du comité de l'équipe de football «Alliance» 88, 115, 118, 119, 127, 128, 131, 181; **Giuseppe**: 129, 181, 205, 296, 298, 546; **Ettore**: 181, 205, 296, 298; **Pietro**: 127, 458, 466; **Nerino**: 292.
 BARTOCCI Venanzo (né en 1939). Fils de Giuseppe (1907) et Corradini Teresina (1916). Acrobate au service de la Loterie Nationale pendant 23 ans, il se produisit aussi à RTL et dans des spectacles à la télévision allemande. En 1960, il fut champion d'Italie d'haltérophilie, discipline sportive dans laquelle il fut champion huit fois au Grand-Duché, une fois en Sarre et trois fois au Benelux: 562, 616; **Ruggero**: 91, 92, 93; **Alfredo**: 244, 285; **Enrico**: 182, 253, 254; **Alfonso**: 211, 254; **Gino**: 561; **Feltre**: 259.
 BARTOLOZZI Ettore: 47, 59, 93, 95, 300; **Ernesto**: 415; **Fazio**: 394; **Filippo**: 415.
 BASSANI Giuseppe (Dudelange, 1919). Profession: tailleur. A quitté Differdange en 1954: 128, 132; **Jos**: 466; **Beltrame**: 292.
 BASSI Rodolfo: 574, 580, 588.
 BATTAGLINI Maurizio (ambassadeur): 609, 619.
 BATTIBUGLI: 354, 434.
 BATTISTELLA Marco (Luxembourg, 1959). Fils de Tommaso, originaire de Lanciano (Rieti) et arrivé au Grand-Duché en 1956, et d'Iseppi. A sept ans déjà, il joue de la clarinette dans l'Harmonie «Sainte-Cécile» de Kayl, dont il prendra la direction en 1975. En 1969, il s'inscrit au Conservatoire d'Esch-sur-Alzette, aux cours de Cao Pierre pour la direction d'orchestre et de Michaux pour la clarinette. En même temps, il fréquente le lycée d'Esch. En 1975, il suit des cours de perfectionnement de clarinette, à Lanciano, sous la direction d'Iannelli, premier clarinettiste de la Scala de Milan. En 1976, on lui offre le poste de directeur de l'Harmonie des Mineurs d'Esch-sur-Alzette (fondée en 1920), avec laquelle il remporte le premier prix au Grand Festival International de Sommedieu, près de Verdun, en 1979. Dès 1979, il dirige aussi la Fanfare Royale Grand-Ducale de Luxembourg-Grund. En 1980, il succède à Asca Rampini à la direction de l'Harmonie Municipale de Differdange, avec laquelle il donne plusieurs concerts. Quatrième au concours international des directeurs d'orchestre aux Pays-Bas, en 1982, et premier dans la division moyenne à Esch-sur-Alzette. La même année, il quitte l'Harmonie de Differdange. Depuis 1981, il fréquente le Conservatoire Supérieur Royal de Musique à Bruxelles, avec les professeurs Barbier, Ducène et Van Rossum: 615.
 BAU Terenziano: 590.
 BEI Italo (Gubbio, Pérouse, 1936). Emigré d'abord en France, il est arrivé à Differdange en 1959. Profession: ouvrier, de 1959 à 1963; de 1963 à 1973, il gère une pension de famille à Differdange; de 1970 à 1980, il fut importateur de vins d'Ita-

lie; de 1978 à 1979, il gère le café «Terminus» à Rodange; depuis 1980, il dirige le Petit Casino de Differdange. Deux enfants: Remo (1972), Maurizio (1963).
 BELLINA Francesco: 340; **Valentino**: 563, 565, 589.
 BELLOTTO Pompilio: 466.
 BELTRAME Vincenzo: 119, 128, 132; **Amélie** (Dudelange, 1888). Profession: cabaretière. A épousé M. Schneider: 132; **Osvaldo**: 226, 340.
 BENEDETTI Luigi: 494.
 BENEDETTO Vittorio: 226, 243, 347.
 BENTIVOGLIO Francesco (Tirolo, 1837). Arrivé en 1879 avec Pretti Carolina. Profession: cordonnier.
 BENVENUTI Antonio (Costacciaro, Pérouse, 1899). Arrivé au Grand-Duché en 1927. Profession: mineur. Membre du groupe théâtral l'Avenir. Marié à Mannoni Virginia (Costacciaro, 1899) en 1920. Enfants: Benvenuti Italo (1922) et Lina (1930), couturière, mariée avec Pifarotti Enzo en 1959; une fille, Delia (1960), institutrice: 432, 433, 518; **Italo**: 602.
 BENZONI Albino: 255, 354.
 BERGAMELLI Luigi (Nembro, Bergame, 1878). Arrivé à Esch en 1904: 91, 95.
 BERNABEI Antonio (café) (Gualdo Tadino, Pérouse, 1870 - Esch, 1930). Arrivé à Esch en 1898. Profession: manœuvre, mineur, contre-maître dans l'entreprise Lazzeri (voir plus loin). Marié à Micheletti Maddalena (Fossato di Vico) en 1889. Avec sa femme, il ouvrit le Café Bernabei. Enfants: Vve Castagna-Bernabei (1900); François (1907), entrepreneur et agent immobilier, marié à Maria Poos, deux enfants: Dante, ingénieur en chimie, physique et mathématiques, président des académiciens luxembourgeois de Wiesbaden; Renzo, rédacteur à l'enregistrement du casier judiciaire: 79, 89, 92, 181, 257; **Poos**: 561.
 BERNABEI Ettore (Gagliole, Macerata, 1890 - Esch, 1946). Emigré en 1912 en France, il travailla comme coiffeur. Il retourna en Italie en 1914 pour participer à la guerre et revint en France en 1921. Arrivé à Esch en 1928, il ouvrit un salon de coiffure. Aujourd'hui le salon est dirigé par son fils Armando (Gagliole, 1918): 348.
 BERNARDI Giovanni (père): 566, 576, 594, 621.
 BERNARDINI Raymond: 411, 586; **Willy**: 602; **Giuseppe et Enrico**: 412, 413.
 * BERSAGLIERI (groupe cycliste): 23, 69, 87, 89.
 BERTA Lorenzo: 340.
 BERTINELLI Sebastiano (Scheggia, Pérouse, 1878 - Esch, 1942). Arrivé à Esch en 1911. Profession: maître-tailleur. Il eut sa propre maison de couture, dirigée par ses fils après sa mort. Marié à Cantarelli Maria, il eut six enfants: Ines (décédée), Cesare (1910-1979), Cesario (1911), Bruno (1914), Pino (1922) et Pina (1922-1940): 81, 87, 228, 243, 347, 354, 355, 361, 425; **Cesare**: 247, 249; **Bruno**: 249, 561, 586, 587; **Cesario**: 247, 249; **Pina**: 379.

- BERTOLI Franco: 565, 589.
 BERTOLINI: 465, 466.
 BERTOLLO Pietro (Fonte, Trévis, 1902). Profession: manoeuvre, mineur, maçon; cafetier à Schiffange et à Rumelange. Marié à Alessio Luigina en 1931. Enfants: Rosi (1932), infirmière; Romano (1936), interprète; Bruna (1946).
 BERTONI Luigi: 34.
 BERTOZZI: 494, 579, 580, 585.
 BERVINI Vittorio: 210, 249.
 BESCHI Romain: 611.
 BETTINELLI: 115, 294.
 BEVILACQUA Isidoro: 308, 467, 528; Giovanni: 306; Maggiorino: 467; Maria: 285; Ugo et Angelo: 306; Anselmo: 446.
 BIAGIONI Raimondo: 552.
 BIANCARDI Gioacchino: 175, 194, 204, 207, 210, 211, 234.
 BIANCHI Rodolfo (Fabriano, Ancône, 1878). Arrivé à Esch en 1907. Parti pour Demonchamps (Belgique) en 1930: 37, 39, 48, 57.
 BIANCO Giovanni: 611.
 BIAVA Pietro (1875-1942): 203, 300, 301, 398, 401, 402; Alfonsina: 402.
 BIDOLI Ester: 563; Amedeo: 565, 589.
 BIELLA: 361.
 BILANCIONI Gina: 590.
 BIOCCHI Giovanni: 140, 141.
 BIRASCHI Mariano. Arrivé au Grand-Duché en 1926, il travailla à Rodange; d'abord en qualité de déchargeur de coke, ensuite comme peseur. Rentré en Italie en 1927 pour faire son service militaire, il revint en 1958 au Luxembourg, où il travailla avec Lazzara jusqu'en 1967.
 BIZZARO Alberto: 308, 446; Giovanni: 446.
 BOARETTO Enrico: 589, 591.
 BOGGIANI Romano: 293, 393.
 BOI Giulio: 592.
 BOLLINI Alberto: 305, 398; Giovanni: 228, 340; Olindo: 412.
 BOLOGNESI Gino: 458.
 BOLZAN Aldo: 352, 562, 615.
 BOMBASSEI (ambassadeur): 556, 569, 619.
 BOMPADRE Franco: 400, 587, 602.
 BONARIA Aurelio (Orino, Varèse, 1887 - Esch-sur-Alzette, 1978). Arrivé à Esch en 1904, il fonda son entreprise de construction en 1913 et participa à la transformation de différentes rues: rue Edison, rue Dicks, rue C.-M. Spoo. Il était un membre actif de la société musicale «Verdi» et jouait de la musique de danse au café Bernardo. De 1921 à 1924 il travailla à Verdun, pour revenir ensuite à Esch. En 1954, il retourna en Italie et laissa son entreprise à ses enfants. Famille: Ines (décédée); Lorenzo (1914) et Egidio (1925), qui dirigent la «Bonaria Frères», entreprise spécialisée dans le béton frais; Irma (1915); Lea (1924); Mario (1928); Arturo (1929); Lucia (1934): 81, 89, 91, 95, 228, 229, 243, 340, 347; Irma: 285; Ines: 285; Laurent: 558.
 BONFIGLIOLI Giuseppe: 244, 340, 347, 361, 425.
 BONOMELLI Geremia (Mgr): 21, 57, 103-107, 110, 533.
 * BONOMELLI (Oeuvre): 28, 29, 36, 41, 42, 54, 66, 69, 81, 96-111, 110, 168, 169, 175, 176, 177, 179, 180, 183, 186, 194, 198, 199, 201, 209, 214, 215, 217, 220, 222, 231, 242, 249, 250, 251, 255, 257, 261-288, 303, 306, 364, 370, 371, 372, 375, 380, 382.
 BONVINI Primo: 129, 293, 395, 412.
 BORDICCHIA Domenico (Nocera Umbra, 1909 - Esch-sur-Alzette, 1964). Arrivé au Luxembourg en 1927, il travailla comme mineur. Militant communiste, il fut déporté en Allemagne en 1942 et, ensuite, renvoyé en Italie où il fut emprisonné d'abord à Pérouse et ensuite à Ventotene (Latina). En 1943, après l'armistice, il fut partisan en Ombrie. Revenu à Esch en 1948, il ouvrit le café «Conti» (Conti était son nom de guerre). Marié à Mme Solazzi (décédée), il eut une fille, mariée depuis 1955 à Barboni Augusto (Gualdo Tadino, 1927), arrivé au Luxembourg en 1951: 354, 458; Gino: 458.
 BORDIN Livio (père): 598, 599, 611, 621.
 BORDONARO (ministre): 335, 339, 340, 352, 415, 417, 420, 427, 439, 619; Giuseppe: 589.
 BORGOGNONI Pietro: 413; Liliana: 553, 554, 573.
 BORRINELLI: 181, 296.
 BORSARO Mario: 434.
 BOSA Giuseppe: 415.
 BOSCHIERI: 285; Luigi: 243, 347, 412, 415, 424.
 BOSSI Carlo (ministre): 534, 619.
 BOTTELLI Dante: 231, 339.
 BRANCHINI Alfredo. Né à Rumelange. Antifasciste, au cours de la guerre d'Espagne il aida les familles des combattants au sein des Brigades Internationales. Membre de la Résistance, il contribua à l'évasion de plusieurs prisonniers russes du camp de travail d'Oettingen. Arrêté, il fut interné aux camps Natzweiler et Hinzert. Il décéda le 29 mars 1945 au camp de Dachau: 458.
 BRAZZOROTTO Luigi: 434, 458.
 BRECHLER-CASTAGNA: 506.
 BREGOLI Benvenuto (San Felice sul Panaro, Modène, 1873 - Esch-sur-Alzette, 1952). Il arriva au Luxembourg au début du siècle avec sa femme Luigina. Deux enfants: Lucia (4.11.1903-23.1.1986) et Jean (4.11.1907-septembre 1985). Il travailla pour l'entreprise Lefèvre, puis pour son propre compte. Son entreprise fut reprise par son fils Jean en 1940 et forma par la suite, avec l'entreprise Vaccaroli, la BREVACO. En 1924 Lucia épousa Funck Ernest, ingénieur: 81, 87, 91, 243, 244, 347, 411, 412, 503, 570; Luigi: 412.
 BRESSANUTI Ferruccio (Codroipo, Udine, 1910). En 1923, il rejoint son père en Belgique, où il travailla dans une petite entreprise de construction. En 1927, il arriva au Grand-Duché, pour travailler à l'aciérie de Dudelange. Ensuite il travailla dans les mines de Volmerange-les-Mines (France). En 1939, la France ferma ses frontières. Pour chercher du travail, il émigra en Allemagne avec

sa femme (originaire de Bellune), où il travailla comme maçon et comme mineur, mais vécut des moments très difficiles, surtout après le 8 septembre 1943. Libéré par les Français en 1945, il rentra au Grand-Duché pour travailler à la reconstruction dans le nord du pays, jusqu'en 1952, puis à l'Arbed, jusqu'en 1972. Il eut deux enfants: 298; **Lucrezia**: 466; **Tullio**: 412; **Dany**: 412.

BRICHANTEAU (ministre): 177, 209, 210, 212, 228, 244, 274, 301, 618.

BRISCOLINI Umberto: 219, 237, 238; **Sisto**: 255, 259, 433, 434, 436, 480, 512, 518; **Rinaldo**: 435, 458.

BRIZZI: 482; **Giulio**: 355; **Pompilio**: 393; **Mario**: 517.

BRONZETTI Nazzareno: 400, 494.

BRUCIATELLI Renata: 329, 381; **Dino**: 384, 386, 461.

BRUFFATI Primo: 458.

BRUNELLI Mario: 454, 462.

BRUNETTI: 521.

BRUNO Demetrio: 299, 398, 400; **Fernando**: 398; **Serafino**: 299.

BRUSCHI Angelo: 174, 204, 216.

BUCARI Giovanni: 434, 466; **Joseph**: 466.

BUFFI Anita: 519; **Raimondo**: 544.

BUFFONI Francesco: 30, 38, 44, 45, 56.

BULETTI Davide: 91.

BURALI Pietro: 37, 39.

BURAN Vanda: 565.

BURI Bruno: 528, 530, 552, 553, 554, 573; **Alessio**: 552.

C

CABRINI Angelo: 35, 36, 37, 52, 54, 56, 58.

CADONI Efsio: 582.

CAENARO Angelo: 562, 563.

CAFFARO Antonio (Maxéville, Moselle, 1875 - Esch, 1959). Arrivé à Esch en 1901. Profession: entrepreneur: 72, 79, 80, 81, 87, 183, 203, 204, 228, 229, 243, 244, 250, 251, 340, 343, 347, 354.

* **CALABRESI** (Association): 624.

CALDERONI: 144, 145.

CALVETTI Giovanni Battista (Loven, Brescia, 1896 - Differdange, 1937). Arrivé au Luxembourg en 1923, il fut forgeron à Differdange jusqu'à sa mort. Marié en 1920 à Salvetti Felicita, il eut quatre enfants: **Aurelia Martina** (1921), ménagère, **Pietro Basilio** (1922), ouvrier, **Agnese** (1924) commerçante, **Raymond** (1934), ouvrier; **Pietro**: 458.

CALVI Francesco (Poscante, Bergame, 1870 - Esch-sur-Alzette, 1947). Emigré d'abord en Suisse et en France, il arriva au Grand-Duché vers 1885. Il travailla comme maçon et ensuite comme ouvrier aux Terres Rouges. En 1919, il perdit un bras. Marié à Ruggieri Maria, il eut sept enfants, parmi lesquels: **Jean**: (1909); **Gaudina-Calvi Adélaïde** (décédée). Son fils jouait des pièces de théâtre et chantait à la Mission Catholique; **Calvi Pietro**, surnommé Toni, qui en 1927 prit en main la gestion du «Café Marianna», appartenant à la famille Serughetti. Après son décès (1940), le café

fut géré jusqu'en 1947 par sa femme, mariée à Saibene Giovanni en 1945. Elle eut deux enfants: **Rino**, du 1^{er} mariage, et **Paul**, du 2^e mariage: 425.

CALVINO Valerio: 38, 43.

CALZI Ernesto: 410; **Pietro**: 413.

CAMARDA Giuseppe: 246, 247, 248, 249.

CAMILLONI Sante: (Gubbio, Pérouse, 1916). Arrivé au Grand-Duché en 1957, il fut charpentier, spécialisé dans le fer, de 1957 à 1978. Marié en 1940 à Bianchi Maria, il eut trois enfants: **Enzo** (1948), boucher; **Vincenzo** (1953), installateur sanitaire; **Patrizia** (1965), étudiante en formation médicale.

CAMPANI (A.R.C.): 624.

CAMPI Paolo: 38, 39, 41, 42.

CAMPORESI Adolfo: 425.

CANNAS Paolo: 185, 206, 478, 482, 506.

CANCELLIERE Benito: 562, 563, 588, 589; **Giuseppe**: 588, 589.

CANNOVI Umberto: 494.

CANONICI Angelico (père): 564, 574, 575, 576.

CANOVI: 401.

CANTARUTTI Gabriele: 308, 467, 528.

CANTONI Augusto: 243, 248, 413, 427; **Giuseppe**: 347.

CANTONI-MARCA (Consul): 463, 464, 620.

CAO Vittorio: 294, 395, 434, 458, 466; **Pierre**: 564, 615.

CAPELLI Luigi: 552, 553, 573; **Fiorino**: 400; **Alberto**: 552; **Antonio**: 565.

CAPITANI Remo: 434.

CAPPELARI Salvatore. Père de Cappelari Umberto, originaire de Pedavena (Bellune): 115, 118, 119, 131, 132; **Abele**: 89; **Amalia**: 129.

CAPPELARI Umberto (Kloesterle, 1882 - Esch-sur-Alzette, 1969). Arrivé à Dudelange en 1895. Profession: photographie et cafetier: 120, 132, 292.

CAPPELARI Giuseppina (Pedavena, Bellune, 1877 - Dudelange, 1956). Arrivée à Dudelange en 1895. Mariée à Baldissera Domenico. Profession: cabaretière.

CAPPELLO Natalino (Santo Padre, Frosinone, 1947). Arrivé à Differdange en 1966. Marié à Marchione, en 1968. Deux enfants.

CAPRA Alfredo. Magasinier-chauffeur de 1937 à 1955; commerçant en alimentation de 1955 à 1960, représentant d'une entreprise de peinture de 1960 à 1961, il s'établit dans la principauté de Monaco de 1961 à 1963 et ensuite dans les Alpes-Maritimes, en France, où il travailla comme commerçant et jardinier. Marié en 1949, il eut deux enfants, **Jean-Claude** (1950) et **Delia** (1951): 527, 530, 549, 552; **Elio**: 530, 552.

CAPRACCI Enrico: 348.

CARACCILO Roberto (ambassadeur): 556, 619.

CARDARELLI Roberto (Differdange, 1925). Fils de Giuseppe (L'Aquila, 1899), qui était arrivé à Differdange en 1922 pour travailler aux hauts fourneaux, et de Veneziano Lina (Constantinople, 1901), il fut boxeur de 1944 à 1946 au Luxembourg, en France et en Allemagne. Il travaille

- comme lamineur, Marié à Mme Müller, il a quatre enfants: 498, 615.
- CAREGARI Luigi** (San Martino Buon Albergo, Vérone, 1892). Arrivé au Grand-Duché en 1914. Profession: ouvrier, de 1915 à 1955. Marié à Castagna Emilia en 1919. Enfants: Denis (1920), employé; Rita (1922); Raymond (1927), menuisier; Camille (1930), menuisier: 210.
- CARISTO Michele**: 223, 304, 308.
- CARNERA A.**: 68, 69, 88, 208, 225, 226, 340.
- CARNEVALI Domenico** (Nocera Umbra, 1893 - Esch-sur-Alzette, 1962). Arrivé à Esch en 1910, il travailla à la construction des hauts fourneaux d'Esch. Il émigra ensuite aux Etats-Unis, puis il rentra en Italie pour épouser Bon-tempi Giuseppina (née en 1896). Il rentra au Grand-Duché vers 1920 et travailla comme mineur pendant quelques années. De 1929 à 1935, il loua le café «Cava», puis, de 1936 à 1949, un autre café (actuellement café Gattone); enfin il devint propriétaire d'un café, qu'il géra jusqu'en 1961. Deux enfants: Luigi (1921-1943); Elisa (décédée): 348, 410; Guglielmo: 236, 255; Corrado: 589; Francesco: 326.
- CARNIEL Silvio**: 300, 398.
- CAROCCI Giovanni**: 91, 249.
- CAROTTI Francesco**: 410; Angelo: 432.
- CASADEI Giovanni**: 566.
- CASALI** (entreprise): 81, 183, 204, 243, 246, 248, 250, 347, 354.
- CASARIL Luigi** (père): 486, 522-530, 532, 547, 549, 550, 569, 574, 621.
- CASSINA Pasquale**: 580.
- CASTAGNA Augusto** (1888-....). Arrivé au Grand-Duché une première fois en 1915, puis en 1922. Profession: ouvrier d'usine. Marié à Malenza Edwige en 1917. Enfants: Vittoria (Lonigo, 1918); Carla (Lonigo, 1920); Sandro (Esch, 1923), ouvrier d'usine. Edwige, qui avait géré la pension Bernard-Poveromo de 1930 à 1933, ouvrit en 1946 la «Pension Castagna». Depuis 1962, elle géra un café: 204, 210.
- CASTAGNA Francesco** (Lonigo, 1867 - Esch-sur-Alzette, 1938). Arrivé en 1913 venant d'Allemagne. Il était le cousin de Castagna Augusto et de 1915 à 1927 il géra une pension au 116, rue Emile Adolphe (aujourd'hui rue du Viaduc). Profession: ouvrier dans une entreprise de construction. Enfants: Camillo, époux de Bernabei Emma, un enfant (Adriano); Francesco, deux enfants: Roberto, entrepreneur, et Lea Stella; Emilia Castagna-Caregari, quatre enfants, Denis, Rita, Remo. Camille: 204, 249.
- CASTEGNARO John**: 617.
- CASTELLANA Vincenzo**: 446.
- CASTELLANI Ubaldo** (Gubbio, Pérouse, 1885 - Dudelange, 1955). Arrivé au Grand-Duché en 1906, il travailla pendant trois ans aux aciéries. En 1909, il rentra en Italie pour épouser Spogli Gertrude et revint aussitôt au Grand-Duché, où sa fille naquit en 1911. Il rentra à nouveau en Italie, où il travailla chez SIGMA à Bologne de 1914 à 1921. Pendant cette période, il eut encore trois enfants: Mario, Luigi et Libero. Il revint définitivement au Luxembourg en 1921, pour reprendre son activité aux aciéries. Ses enfants Libero, Mario et Luigi fondèrent une entreprise de constructions métalliques: 312, 412; Angelo: 415; Frères: 581.
- CASTELLANO Antonio** (Flaibano, Udine, 1901 - Differdange, 1973). Arrivé au Grand-Duché en 1929. Profession: ouvrier à l'HADIR de 1929 à 1964. Marié à Del Degan Anna (Flaibano, 1904 - Differdange, 1976). Il eut deux enfants, Alma (Flaibano, 1927) et Hilde (Differdange, 1932): 308; Vincenzo: 467.
- CATANI Nazzareno** (Serra S. Abbondio, Pesaro, 1896). Emigré d'abord en Belgique et en France, il arriva au Grand-Duché en 1925. Profession: mineur et ouvrier. Marié à Brunori Palma en 1921, il a deux enfants: Aldo (1922), rentier, et Domenico, dit Nello, rentier. Trois petits-enfants et quatre arrière-petits-enfants. Nazzareno participa à la Première Guerre mondiale et fut décoré de plusieurs médailles: Aldo et Nello: 467.
- CATTANEO Alfredo**: 229, 401.
- CAURLA Mario** (Caprino Veronese, Vérone, 1895 - Esch-sur-Alzette, 1966). Emigré d'abord en France. Arrivé à Esch vers 1919, il ouvrit le «Café Caurula». Enfants: Primo (1928), gérant du «Café Caurula»; Armando (1930): 80, 244, 285, 348.
- CAVALIERE Vittorio** (père): 547, 611, 621; Severo: 611, 621.
- CAVALLAZZI Tullio**: 37, 38, 39, 41, 42, 43, 56, 148.
- CAVALLETTI Francesco** (ministre): 534, 545, 619.
- CAVALLETTI Marcello** (ambassadeur): 537, 538, 549, 583, 619.
- CAVALLINI René** (Differdange, 1954). Profession: ouvrier. Marié à Macri Julienne en 1976. Deux enfants: Raymond (1979), Lina (1977): 389; Dionisio: 289, 398.
- CAVICCHI**: 398, 401, 494.
- CAVIGGIOLI**: 267, 269, 347, 354.
- CECCACCI Antonio**: 624.
- CELEGHIN Lino** (père): 566.
- CELLERANI Salvatore**: 394, 395.
- CELLINA Giuseppe**: 244, 347, 413.
- CENTO Ferdinando** (Mgr): 526-527, 528, 529, 548, 549.
- CEOLIN Narciso**: 412, 413.
- * **CERCLE CURIEL**: 593, 622.
- * **CERCLE DE GASPERI**: 593, 622.
- * **CERCLE FRATELLI ROSSELLI**: 593, 622.
- * **CERCLE F. SANTI**: 593, 622.
- * **CERCLE TURATI**: 593, 622.
- * **CERCLE ITALO-LUXEMBOURGEOIS**: 587, 623.
- CERIPA**: 521.
- CERMATORI Romeo**: 355, 357.
- CEROI**: 308, 446.
- CESARETTI**: 298.
- CESARINI Marcello**: 434, 458; Marsiglio: 458, 466; Marc: 466.
- CESCUTTI Osvaldo**: 565, 570, 588, 589.

- CETTIGA Ruggero: 181, 466.
- * CHAMBRE ITALIENNE DE COMMERCE: 168, 170, 178, 195, 209, 225, 227-230, 232, 246, 250, 251, 271, 336, 340-341, 342, 343, 352, 363, 393, 398, 464, 473-480, 493, 501-502.
 - * CHAPELLE ITALIENNE: 76-77, 97, 98-99, 101, 103, 105, 107-108, 110, 261, 263, 284, 372, 387-388.
 - * CHASSEURS des ALPES. (Associations des): 87, 89.
 - CHIAMPAN Italo: 552.
 - CHIARANDINI: 293, 298; Francesco: 564; Mirella: 604.
 - CHIERICI Policarpo (Reggiolo, Reggio Emilia ...-1906). Arrivé au Grand-Duché vers 1890. Marié à la veuve Simonazzi (voir Simonazzi Pietro). Profession: entrepreneur: 66, 67.
 - CHIMEL Emilio: 543.
 - CHIODELLI Mario (abbé): 109, 228, 242, 250, 253, 262-283, 284, 303, 370, 371, 382, 621.
 - CHIUCCHI Rina: 411, 495; Giuseppe: 436; Colomba: 495, 519; Elda: 495.
 - CICCIA Nicola: 509, 587.
 - CIATTI Fiore (Fernand). (Differdange, 1912). Profession: ouvrier à l'usine Belval jusqu'à 60 ans. Autres activités: boxeur amateur, médaille d'or aux Jeux de Paris (1935), médaille d'argent aux Jeux Olympiques de Berlin (1936) et aux championnats du monde, plusieurs fois champion du Grand-Duché. A partir de 1943, il fut juge-arbitre, toujours dans le domaine de la boxe: 397, 615.
 - CIATTI Bernard (Differdange, 1924). Profession: acrobate professionnel de 1945 à 1951, dans les groupes «Les Chatelis» (avec Scheitler), «Les Néros» (avec Di Felice) et «Les Jackson» (avec Badia). De 1951 à 1962, acrobate amateur. Une fille (1978): 546, 616.
 - CIATTI Jules: 546, 616; Luigi: 299.
 - CIAVOLINI Varisto: 433.
 - CIDONE Vittorio: 623.
 - CIGLIA Agostino: 305, 341.
 - CIOIA Donato: 561, 562; Vito et Toni: 574.
 - CIOU Giosuè: 267.
 - CIRELLI Enrico (Bozzolo, Mantoue, 1879 - Dudelange, 1947). Arrivé à Dudelange en 1903. Profession: mineur et cafetier. Président de l'association «Fratellanza»: 115, 129, 131, 132.
 - CLAUDE Jean-Pierre: 26, 51, 61, 62, 84-85, 87, 88, 98, 101, 208, 244, 273, 340, 348, 620.
 - CLIVIO Cesare (Cocqui Trevisago, Varèse, 1886 - Luxembourg, 1939). Arrivé au Grand-Duché vers 1900. Entrepreneur: restauration du château de Dommeldange, construction de la centrale des eaux à Koerich, restauration du château de Fischbach, construction de la «Villa Pauly», de la première salle de cinéma du Grand-Duché (Cinéma Medinger, dit Ciné de la Cour), du viaduc d'Oetrange, restauration de l'église de Remich, construction d'un foyer privé, avec cantine, pour ses ouvriers. En 1926, il céda son entreprise à ses frères. Une fille, Teresa (voir Solofrizzo Renato): 67, 68, 69, 208, 225, 226, 340; Mario: 90, 91; Nicolo: 340.
 - CLORI Secondo: 565, 589, 590.
 - * CLUB CYCLISTE INTERNATIONAL de Differdange: 398, 520.
 - * CLUB ITALIANO BOCCE: 566, 593, 624.
 - COLANGELO Antonio (Introdacqua, Aquila, 1873 - Differdange, 1953). Il arriva une première fois à Differdange en 1899, après être passé par la Belgique et l'Allemagne. Il s'installa définitivement à Differdange en 1902 et travailla pendant toute sa vie chez Hadir. En 1903 il fit suivre d'Introdacqua son épouse Maria-Luigia Marchionda (Introdacqua, 1875 - Differdange, 1955). Une fille: Marguerite (1908), mariée en 1931 à DI CATO Giambattista (Celano, Aquila, 1908 - voir DI CATO); de cette union est né en 1942 DI CATO Mario, docteur en médecine cardiologique et directeur du Centre Hospitalier de Luxembourg. Mme DI CATO-COLANGELO Marguerite était aussi commerçante: elle avait repris le magasin de confection et de tissus «Maison Charlot» à Differdange.
 - COLELLA: 562.
 - COLLARINI Amedeo: 458; Nazzareno: 412.
 - COLLING Prosper (abbé): 108, 111, 276, 370, 371, 387, 529.
 - COLLING Emile (médecin): 111, 499, 527, 529, 544, 548, 570.
 - COLLING-KERG Vanna: 551, 553, 587.
 - COLLINI Antonio: 306, 401.
 - * COLOMBA (Société d'épargne): 413.
 - COLOMBERA Giuseppe: 425; Ines: 519.
 - COLOMBO Attilio: 179, 201, 210, 216, 217, 218, 222, 223, 233, 251, 252, 297, 335, 341, 344, 353, 375, 415, 456, 473, 496, 500.
 - COLOMBO Davide (Castelletto Ticino, Novare, 1887 - Esch-sur-Alzette, 1938). Fils de Giuseppe. Arrivé au Grand-Duché en 1908. Profession: monteur au funiculaire d'Ottange/Esch/Differdange (pour le transport de minerai de fer), puis forgeron aux hauts fourneaux des Terres Rouges, ensuite contremaître. Marié à Fossati Chiarina Maria en 1912. Enfants: Mathilde (Esch, 1913 - Castelletto Ticino, 1915); Roberto Angelo; Carlo Santo (Esch, 1924), électricien; Luciano Marcello (Esch ...-1926); Augusta Carmen (Esch, 1927), serveuse: 411, 412.
 - COLOMBO Giuseppe (Castelletto Ticino, Novare, 1861 - Differdange 1922). Arrivé au Grand-Duché en 1900. Profession: poseur de rails, puis chef d'équipe. Marié à Lorenzini Marianna en 1886. Enfants: Davide Giovanni (voir plus haut); Maria (1888), femme de chambre chez le compositeur Leoncavallo; Giovanni (1891), ouvrier; Luigi (1892), mineur; Cesare (1895), mineur; Giuseppe (1897), ouvrier; Pietro (1902), forgeron; Giuseppina (1907), femme de chambre.
 - COLOMBO Roberto (Esch, 1921). Profession: électricien. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il fit son service militaire en Italie. Après le 8 septembre 1943, il passa dans les forces alliées, d'abord dans le Corps italien de Libération,

ensuite dans le groupe de combat «Legnano», participant activement à la lutte pour la libération du pays. Marié à De Zorzi Agnese en 1951. Enfants: Daniela Maria (Differdange, 1953), employée communale; Alain-David-Charles (Differdange, 1956), traducteur: 473.

* COMBATTANTS UNIFIES: 436, 480, 519.

* COMINI Luigi: 581.

* COMITE ITALIEN DE LIBERATION NATIONALE (CILN): 480 et suiv.: 492, 493, 494.

* COMITE POUR L'ASSISTANCE SCOLAIRE (CAFLI): 557, 586, 593, 608, 623.

* COMITE CONSULAIRE D'ASSISTANCE (CoCoAs): 558, 584, 585-586, 593, 600, 608, 622.

* COMITE D'ENTENTE: 593, 621.

* COMITE DE PATRONAGE POUR LES VICTIMES DU FASCISME: 191-192, 201, 329.

* COMITES PROLETAIRES ANTIFASCISTES: 193-194, 320, 327, 358, 430.

* COMMISSIONS CONSULTATIVES DES IMMIGRES: 580-581, 607, 612.

* CONCENTRATION ANTIFASCISTE: 162, 163, 174, 176, 185, 193, 194, 198, 234, 320, 321, 322-323, 324, 327.

* CONSONNI Mario (père): 525, 533, 594, 621.

* CONTARDI BOTTER Loretta: 588, 597.

* COPETTI Gianfranco: 593.

* CORBELLI Giovanni (Mattiolo, Pesaro, 1884-....). Arrivé au Grand-Duché en 1903, après quelques mois de travail en Suisse. Marié en 1905. Profession: ouvrier. A la suite d'un accident de travail il quitta son emploi et ouvrit un magasin d'alimentation, géré par son fils Vittorio à partir de 1936. Vittorio eut deux enfants: Savino (décédé); Maria: 244, 347.

* CORNARO Giuseppe: 285.

* CORPINA Nicola: 562.

* CORTOLEZZIS Paolo: 624.

* CORVINO-MILKOWSKI Stanislaw (ministre): 473, 492-515, 524, 619.

* CORZA Celindo: 494.

* COSTA Giacomo (abbé): 50, 106, 108-109, 261, 262, 620.

* COSTA Giovanni: 326, 394.

* COSTANTINI Paolo: 254, 348, 357; Jos: 412; Primo: 570.

* COTTERCHIO Emilio (Meana di Susa, Turin, 1891). Arrivé à Esch en 1923. Profession: commerçant en vins. Marié à Gobetti Orsola en 1913. Un enfant, Ivo (1921-1964). Trois petits-enfants: Alessio, Edmondo, Rita: 527, 528; Ivo: 285, 541.

* CREMONA: 292.

* CRESCENTINI Gioacchino. Originaire de Purello (Fossato di Vico, Pérouse), il arriva au Grand-Duché à la fin du siècle dernier. En 1922, il acheta la fabrique de pâtes alimentaires fondée par Gatti (Fabriano). Après sa mort, ses deux fils ont continué l'activité de leur père. Depuis 1947, ils gèrent chacun sa propre fabrique de pâtes (voir Crescentini Max et Crescentini Victor): 80, 87, 94, 243, 347.

* CRESCENTINI Max (Massimiliano). Fabricant

de pâtes alimentaires. Marié en 1923 à Toni Emma (Fossato di Vico), décédée accidentellement (brûlée) en 1951. Une fille, Irma, mariée à Stois (voir plus loin). Max s'est remarié avec la Vve Viola Giacomini Elena en 1965: 94, 228, 340, 354, 426, 528, 545, 553.

* CRESCENTINI Victor: Fabricant de pâtes alimentaires. Marié à Mme Schmit: 87, 94, 267, 354, 371, 425, 454, 455, 469, 482, 496, 528, 586; Cesare: 231, 267, 410; Rosolino: 267, 558.

* CRESTO Giovanni: 53, 72, 75, 78, 79, 80, 87, 88, 91, 93, 95, 185, 208, 228, 243, 244, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 267, 268, 340, 347, 375, 425; John: 354; Stefano: 80, 89, 91, 95, 248, 347, 425; CRESTO-LACAFF: 80, 247.

* CROIX ROUGE ITALIENNE: 227, 480.

* CROLLA Luigi (de Oleggio, Novare) arriva à Esch-sur-Alzette en 1896 avec son épouse Maria Bertacini. Profession: maçon. Trois enfants: Jean (Esch-sur-Alzette, 1896 - Esch-sur-Alzette, 1953), maçon et entrepreneur: il se maria à Marguerite Berg et eut deux enfants: Guy Crolla, architecte et entrepreneur et Jeanny mariée à Mersch; Toni (1897 - 1976), entrepreneur à Esch-sur-Alzette; Anna-Maria (1899 - 1976), mariée à Nicolas Heinen, deux enfants: Netty Heinen mariée au Dr Eichorn d'Esch-sur-Alzette, et André Heinen, ingénieur technique: 81, 88, 243, 244, 347, 425.

* CURELLI Ivo: 592.

D

* D'AGOSTINO Michele: 509.

* DAL BON Anna: 552, 553, 554, 573, 574; Maria: 552, 553.

* DAL BORGO (famille): Dal Borgo Domenico (Palughetto d'Alpago, Bellune), après avoir travaillé à Verdun, arriva au Grand-Duché en 1889, avec ses enfants Giuseppe, Angela, Ernesto, Emma, Susanna, Celeste, Gigetta, Maria. Dal Borgo Giuseppe (1901-1986) a travaillé pendant toute sa vie dans les carrières et comme maçon, excepté durant la Première Guerre mondiale, quand, très jeune encore, il fut employé à la construction des routes militaires dans sa province d'origine. En même temps il cultivait ses champs, n'oubliant pas ses origines, tout en s'intégrant fort bien dans la communauté luxembourgeoise qui l'estimait beaucoup. Il faisait partie du conseil de la paroisse et de la fanfare. Marié à Dal Maso Fiorina en 1923. Deux enfants: Anna et Primo. Il fut co-fondateur et membre du premier conseil de l'association «Famiglia Bellunese di Lussemburgo». Sa fille Anna se maria avec De March Abramo (Tambre, Bellune, 1931), qui était arrivé au Grand-Duché en 1949, pour travailler dans les carrières. Une fille: Josée (1957). Anna et Abramo sont des membres très actifs de l'Association «Famiglia Bellunese»: 73, 565, 589, 590; Giovanni: 543.

* DAL COL Giovanni: 216, 257, 258, 260.

* DAL FITTO Gino (père): 566, 621.

* D'ALFONSO Vincenzo (Fossa, L'Aquila, 1886

- Differdange, 1959). Marié à Bonanni Donata (Fossa, 1884 - Differdange, 1950), il arriva au Grand-Duché en 1910, il travailla à Hadir-Differdange. Huit enfants: Lauretta (1912), Mario (1914-1951), Triesta (1916), Melina (1917), Pierina et Stella (1920), Giuseppe (1921), Anna (1923): 399.

DALFUOCO: 141, 248.

DALL'AGNOL Abramo (Mols, Suisse, 1912 - Dudelange 1978). Son père, Damiano, était originaire de Cismon del Grappa (Vicence) et sa mère, De Bertoli Antonia, d'Arsié (Bellune). Ils avaient émigré en Suisse, dans le canton de Saint-Gall, où Abramo naquit, puis ils s'étaient établis à Fastro (Bellune) à partir de 1914. En 1928 ils arrivèrent à Dudelange, dans le Quartier Italie. Damiano travailla à l'usine. Abramo se consacra bientôt aux compétitions cyclistes: comme amateur vers 1933, indépendant vers 1935 et professionnel de 1937 à 1940. Après la Deuxième Guerre mondiale il reprit son sport préféré, mais s'adonna surtout au cyclo-cross jusqu'en 1955: 413, 516, 521, 615.

DALL'AGNOL Giovanni: 434.

DALLANOCE Giovanni: 216, 478, 480, 492, 493, 494, 500, 501, 502, 506, 531; Lino: 479.

DELLA SIEGA: 307.

D'AMBROS Pietro: 79, 87, 88, 91, 228, 243, 340, 347, 425; Angelo: 293, 393.

D'ANTONIO Armando: 300, 398, 400, 561; Umberto: 616.

DAOLIO Mario (Guastalla, Reggio d'Emilie, 1885 - Dudelange, 1959). Arrivé à Dudelange en 1904: 115, 128.

D'ASCANIO Gino: 221, 223, 233-235, 239, 322, 329, 336.

DAVELLI Raymond (Vendhuile, France, 1925 - Dudelange, 1967). Arrivé à Dudelange en 1957. Profession: chauffeur de taxi et cafetier.

DE ANGELIS Vittorio (Castel di Ieri, Chieti, 1914 - Differdange, 1983). Arrivé à Niederkorn en 1963, venant de Belgique. Profession: manoeuvre. Marié à Serafini Maria en 1953. Deux enfants: Liliana (1954), institutrice en Italie; Marilena (1966), étudiante.

DE BERNARDI Luigi (Olginasio, Varèse, 1901). Arrivé au Luxembourg en 1924, il travailla comme maçon pour les entreprises Marco Moia, Crolla Frères, Chiesa Frères et pour l'entreprise Soludec. Marié en 1927 à Furiga Lina (Olginasio, 1902), il a un enfant, Liano (1929), qui travaillait à Arbed-Belval comme ajusteur jusqu'en 1982.

DE BERNARDI Rosetta: 545, 553, 574; Lina: 553.

DE CECCO Renato: 589.

DE DEMO Gino: 590.

DEGANO Frères: Les trois frères sont originaires de Treppo Grande (Udine). Ettore s'établit à Pétange en 1922, Luigi et Ferruccio en 1923. Ils travaillèrent d'abord dans l'entreprise de construction Podesta, puis Luigi fonda sa propre entreprise, dans laquelle travaillaient aussi ses frères. Ils employaient environ 25 ouvriers. Ils s'oc-

cupaient surtout des façades. On peut reconnaître leur empreinte sur presque toutes les maisons de Pétange, le kiosque et le siège de la gendarmerie. Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, ils travaillèrent surtout dans les chemins de fer. Après la guerre, ils furent employés à la reconstruction, notamment dans les Ardennes, sous la direction de Ferruccio. La famille: - veuve Degano Ettore, deux enfants: Luciano, boulanger, et Delfino. Enfants de Degano Luigi: Franco, qui dirige depuis 1972 l'entreprise de son père, Gustavo et Annetta; enfants de Degano Ferruccio: Giovanni, directeur chez Persil, et Renato, employé de la Namsa: 305, 398; Ferruccio: 545, 562.

DE GIRARDI Giovanni (Feltre, Bellune, 1874 - Niederkorn, 1953). Arrivé à Differdange en 1927. Profession: ouvrier: 142, 143, 144, 146, 150.

DEL BOCCIO: 587.

DEL DEGAN Giovanni: 306, 308, 446; Nadia et Lia: 564; Graziano: 466.

DEL FABBRO: 308, 446, 467, 528; Bruna: 564.

D'ELICIO Giuseppe: 593, 624; Luigi: 593.

DELLA TORRE Giulio (ministre): 50, 51, 52, 59, 61, 62, 68, 69, 88, 175, 182, 208, 209, 249, 271, 618, 620.

DELLA VECCHIA Aurelio: 553, 554, 563, 573, 574, 611; Dante: 553.

DELLI ZOTTI: 480, 501, 502.

DE LORENZI Mario: 424.

DE LUCA Adriano (Cison di Valmarino, Trévise, 1951). Arrivé à Esch en 1957. Profession: professeur. Marié avec Karrenbauer Sonja en 1977.

DEL ZOTTO Raimondo: 446.

DE MARCH Vittorio: 394, 433, 458, 466; Rodolfo: 431, 432, 433, 518; Abramo: 543, 590;

Oreste: 543; Ernesto: 543.

DE MARCHI Silvestro: 347.

DE MARIA Pompilio (père): 598; Bernardo: 303, 400.

DE MATTEIS Valerio: 593.

* DEMOCRAZIA CRISTIANA: 566, 622.

DE PASQUAL Arturo: 361; Rodolfo: 401, 402.

D'ERMAN Mario (consul): 538, 556, 620.

DE ROCCO: 528.

DE ROSSI (ministre): 335, 342, 343, 350, 619.

DE SILVESTRI Ugo (ministre): 335, 345, 387, 395, 619.

DE SONNAZ GERBAIX (ministre): 25, 60, 62, 63, 87, 88, 618.

DESSI Antonio: 592.

DE STEFANI Emilio: 203, 228, 243, 248; Leopoldo: 556.

DE TOFFOL Bruno: 565, 589, 590, 616; Walter, Rosina, Fabrizio et Tiziana: 616.

DE TOFFOL Fiore: 565, 570, 589.

DE TOFFOL Gino: 570; Annalinda et Lucia: 590.

DE TOFFOL Luciano et Marino: 570; Anna: 574; Walter: 624.

DE TOMMASO Giuseppe: 624.

DETTORI Giovanni: 592.

DE VITA Gianni: 554, 562, 563, 573, 574.

DE ZORZI Innocente (Cappella Maggiore, Vittorio Veneto, 1890 - Differdange, 1958). Au

Grand-Duché depuis 1928. Profession: mineur de 1929 à 1953. Famille: Zonette Teresa, épouse, décédée en 1970. Six enfants: Azzolina (1914), Giuseppe (1916-1964), Felice (1920), Alba (1921), Vittoria (1925), Agnese (1927). DIANA Giovanni: 350, 424; Gino: 424; Domenico: 366.

DIANA Pasquale (ministre): 415, 426, 443, 619.

DI BERARDINO Enrico: 611.

DI BIASE: 562.

DI CATO Francesco (Celano, Aquila, 1879 - Differdange, 1944), marié à Francesca Di Loreto (Celano, 1890 - Differdange, 1965). Arrivés à Differdange en 1926 suivant l'appel de leur fils Giambattista, ils eurent sept enfants: Giambattista (Celano, 1908) vint une première fois à Differdange en 1924 et définitivement en 1925 après être passé par Hambourg (Allemagne); en 1931 il se maria à Marguerite Colangelo (voir); un fils: le docteur Mario Di Cato; Giuseppina (Celano, 1912) mariée à Mario Zavarini (deux enfants); Ida (Celano, 1923), mariée à Orazio Albertin; Antonio (Celano, 1923), marié à Brigitte Maier (de Paluzza, Udine) et entrepreneur à Ettelbrück (quatre enfants: Françoise, institutrice; Jean, ingénieur; Mario, avocat; Antoinette, secrétaire); Francesco (Celano, 1925), employé privé, marié à Cappellaro Alice (de Codroipo, Udine) - un fils: Raymond, instituteur; Gino (Differdange, 1930), soudeur à l'ARBED, marié à Altmeisch Pierrette, deux enfants: Pierre, traducteur; Franc, employée communale; Domenico (Celano, 1916 - Roma, 1937).

DI DEDDA Renato: 611.

DI DOMENICO Marcel (Differdange, 1955). Profession: fonctionnaire. Footballeur de 10 à 17 ans au C.S. Oberkorn, joueur professionnel en France pendant trois ans, dont deux au F.C. Metz, de 1977 à 1982 au Red Boys de Differdange, depuis 1982 au Spora de Luxembourg. Il a joué 43 fois dans l'équipe nationale luxembourgeoise. Famille: son père Elio (Differdange, 1932) a été mineur à Differdange. Son grand-père, Alberto (Beffi, Aquila), était arrivé au Grand-Duché dans les années '20. Marié depuis 1975 à Quazzotti Viviane. Deux enfants: Sven et David: 613, 616.

DI FELICE Alfonso (Differdange, 1928). Profession: depuis 1972, fabricant de volets roulants. Famille: sa femme, née à Oberkorn, mais d'origine milanaise, a géré de 1954 à 1979 le magasin «Nido di Bambini» (le nid des enfants). Leur fils Paul (1953) est professeur de dessin et a publié deux volumes de poésie en langue française.

DI FELICE Onorio (Capistrello, Aquila, 1894 - Differdange, 1945). Marié, en secondes noces, en 1924 à Di Pasquale Assunta (Differdange, 1903 - 1973), dont les parents étaient propriétaires de la «Pensione di Pasquale», qu'Onorio fréquentait avec assiduité. Il eut trois enfants: Stefano (1924), gérant d'un café à Bruxelles, Filiberto (1926), qui gérât un hôtel à Perpignan, Alfonso (voir DI FELICE Alfonso): 616; Berto: 546.

DI FLORIANO Fortunato (Resia, Udine, 1932).

Arrivé au Grand-Duché en 1953. Profession: chef maçon. Famille: sa femme, Marini Wanda, épousée en 1959, et deux enfants: Lauretta (1962), caissière, et Sonja (1969), étudiante.

DI LENA Lino et Angela: 604.

DI LETIZIA Antonio: 562, 588, 593, 623.

DI NARDO Armando: 182; Lino: 458; Michele: 458.

DIONISI: 177, 181.

DI PASQUALE Stefano (Luco nei Marsi, Aquila - Differdange, 1913). Arrivé à Differdange vers 1892, avec sa femme Saturnini Domenica (Luco nei Marsi, 1870 - Differdange, 1939). Il travailla ensuite en Roumanie, en Italie et de nouveau à Differdange, vers 1897, dans la sidérurgie. Famille: sa femme ouvrit une «Cave» dite «della Luchessa», av. Charlotte. Dix enfants. Sa fille Assunta se maria en 1929 à Di Felice Onorio (voir plus haut): 140; Ettore: 389, 520, 521; Vincent: 520.

DI SCIPIO Giuseppe. Arrivé à Differdange en 1960. Profession: magasinier. Marié à Ciccone Lina en 1953. Trois enfants: Daniela (1954), employée de banque; Walter (1957), infirmier; Anna Rita (1960), employée.

DI SILVESTRO Emmanuele: 185.

DO Giuseppe: 528, 553; Pierrette: 611.

D'ODORICO Enrico (San Quirino, Pordenone, 1896-....). Arrivé au Luxembourg en 1922/1923. Profession: ouvrier. Six enfants: Thérèse (1921), couturière; Nives (1921), vendeuse; Primo (1926), menuisier (voir ci-dessous); Maria (1927), couturière; Yola (1929), employée; Arturo (1931), mécanicien.

D'ODORICO Primo (San Quirino, Udine, 1926). Arrivé au Grand-Duché en 1926. Profession: d'abord menuisier, ensuite contremaître (brevet de maîtrise en 1958). Marié à Kinnen Lily en 1954. Un enfant (1956): fonctionnaire d'Etat.

DONATI Edoardo: 434.

DONNINI Giuseppe: 353.

DONZELLI Duilio: 175, 186, 194, 207, 211, 246, 254, 259.

* DOPOLAVORO de Luxembourg: 168, 226, 230, 231-232, 319, 341, 343, 424, 456.

* DOPOLAVORO d'Esch-sur-Alzette: 168, 229, 251, 268, 269, 319, 343, 350-353, 363, 365, 366, 383, 398, 420, 421-424, 426, 443, 444, 452, 454, 455, 456, 461, 462, 464, 468, 481.

* DOPOLAVORO de Dudelange: 168, 296, 319, 393, 395.

* DOPOLAVORO de Differdange: 319, 421, 424, 440.

DREOSTO Gino: 306.

DROGHINI Pietro: 140, 228, 289, 340, 398, 400.

E

* EMILIA et ROMAGNA (Association): 624.

ENGLARO Beppino: 593.

ENGLER Jean (curé): 387, 485.

ERCOLANI Eugenio: 494, 518.

EUTROPI: 115, 129, 132, 294.

EVANGELISTA: 357, 400.

FABBRI Attilia (Baccarese, Pérouse, 1917). Arrivée à Esch en 1948. Profession: servante au café Viola, de 1948 à 1953. Mariée à Schroeder Jean en 1951. Une fille, Elisabeth (1959), aide-ménagère.

FABRO Antonio: 143; Luigi: 433.

FACCHINETTI: 298, 412.

FAGNONI Michele: 48, 182, 253, 254, 255, 259; Antonio: 306, 307, 401.

FAIBANE Mario: 543; Luigi: 307.

* FAMIGLIA BELLUNESE: 559, 565, 589-590, 624.

FARENZENA Giulio: 298, 434, 466.

FARNETI Onofrio: 214, 222, 267, 268, 274, 275, 276, 282.

FARRENZON Giulio: 458.

FASANO Mirella: 564.

FASOLI Abramo: 38, 46, 115, 119, 132.

FATTEBENE: 129.

FAVORITI Lino: 562, 615.

FAVRETTI Libero: 115, 478.

FECCHI Giuseppe (Gubbio, Pérouse, 1936). Arrivé à Differdange en 1955. Profession: manœuvre jusqu'en 1959, ferrailleur jusqu'en 1962. Ensuite patron machiniste. Marié à Diamantini Santina en 1963. Champion de Luxembourg des étrangers novices, poids mi-moyen, en 1958 et 1959, il est membre actif de l'association sportive de boxe. Trois enfants: Celestino (1956), apprenti-ajusteur-mécanicien; Claudio (1967), apprenti-électricien; Nicoletta (1970), étudiante: 546, 615.

FELTRINI: 115, 395, 520.

FENT Ugo (père): 594.

FERRARI Andrea (cardinal): 88, 101-102, 106, 110.

FERRARI Giovanni (Villaga, Vicence, 1879-....). Arrivé au Grand-Duché vers 1900, il travailla dans la construction de chemins de fer et de routes. Marié à Piaia Giuseppina en 1902, il fut envoyé par son entreprise en Allemagne, où naquirent ses enfants (voir Ferrari Jean): 13.

FERRARI Jean: (Hagen, Westphalie, 1907). Profession: arrivé à Rumelange en 1922, il fut plongeur dans une cantine des chemins de fer, chauffeur et mécanicien, toujours dans les chemins de fer. Famille: fils de Giovanni (voir Ferrari Giovanni), il se maria en 1935 à Goedert Marguerite. Il a quatre enfants. Autres activités: coureur cycliste depuis 1923, il fut sélectionné pour les Jeux Olympiques d'Amsterdam en 1928, mais n'étant pas de nationalité luxembourgeoise, il ne put y participer. En 1930, il se classa 5^e au Tour de Belgique. Il courut pour l'équipe Alba et fut pendant sept ans champion italien du Luxembourg. En 1934, il ouvrit un magasin de vélos. Il fut 4 fois champion du Luxembourg dans des compétitions cyclistes pour vétérans. Il se classa toujours parmi les premiers dans le Paris-Briarc, les Tours de Lorraine et des Vosges. Le commerce de bicyclettes et de voitures est maintenant dirigé par son fils Jean: 295, 352, 414, 465, 501, 521, 615; Alessandro et Angelo: 341.

FERRERO Giuseppe: 195, 228, 229, 231, 232, 319, 339, 340, 341, 342, 463, 496.

FERRO Bernardino: 306, 446.

FIACCARINI A.: 91.

FIGINI Marco (Ispira, Varèse, 1917). Jusqu'en 1948, il travailla en Italie dans l'entreprise SIAL Marchetti. Emigré en France en 1948, il y travailla comme soudeur. Arrivé à Esch en 1964, il gèra, de 1964 à 1972, une pension de famille et à partir de 1972 la salle de danse Viola. Marié en 1950 à Verucci Maria Grazia (1922), il a deux enfants: Dominique-Josette (1952) et Alfonso (1957): 559, 565; Josette: 611.

FILAULO Giuseppe: 624.

* FILEF: 593.

FILIPPETTI Mariano: 432, 433.

FIORANI Luigi: 624.

FIORENTINI Francesco: 178, 179, 180, 181, 205, 395, 412.

FIORESE Giovanni: 285, 354; Angela: 285; Liberto: 509; Gasperina: 553.

FIORESE Antonio (Cismon del Grappa - Vicence 1914, Esch...). Arrivé en 1922 à Esch avec sa famille (parents et frères). Rapatrié pour faire son service militaire dans la marine, il revint au Luxembourg, où il travailla à l'usine en tant qu'électricien. En 1950, il partit pour le Brésil, mais revint en 1953. Sa femme, Ottaviano Angela, née à Arsiè, Bellune, en 1922, est arrivée au Luxembourg en 1929: 218.

FIORESE Domenico (Cismon del Grappa, Vicence, 1907). Arrivé au Grand-Duché en 1949. Profession: mineur. Marié à Violetto Maria (Campolongo), en 1938. Enfants: Gasparina (1939), qui vit actuellement au Canada; Giampiero (1944), entreprise de chauffage; René (1953), ingénieur-technicien dans une fabrique de verre: 313.

FIORETTI Bruno: 528, 535, 566, 569.

FIUME Claudio: 563, 574; Mario: 543.

FLENGHI René (Differdange, 1949). Profession: électricien. Autres activités: joueur de football depuis l'âge de neuf ans. Depuis 1963, il joue dans l'équipe des «Red Boys». Il a joué dans l'équipe nationale de Luxembourg de 1969 à 1976. (35 rencontres dans l'équipe A, 11 dans l'équipe B, 6 fois remplaçant). En 1976 il fut nommé «Monsieur Football» (meilleur joueur de l'année) du Grand-Duché. Avec l'équipe nationale, il a rencontré les équipes de différents pays: Italie, France, Malte, Allemagne, etc.: 303, 400, 592.

FLORA Pino: 602.

FLORIANI Luigi: 517.

* FLORIDA (Société d'épargne): 354, 413.

FOGLIA Cesare: 305, 398; Eufrazia: 553.

* FOGOLAR FURLAN: 563-565, 589, 624.

* FONDS MATTEOTTI: 176, 184, 204.

FORMENTI Leone: 546, 561, 562, 563, 580.

FORMENTINI Omero (ministre): 515-517, 529, 581, 619.

FORNI Efrem (nonce): 549.

FORTINI Augusto: 218, 237, 238.

FORTINI Giosuè: 219, 237, 357, 358, 365, 369.

FOSSATI: 267, 270.

FOSSATI Antonio (Castelletto Ticino, Novare,-1923). Il gère un café jusqu'à son retour en Italie en 1923: 79.

FOSSATI Angelo (Castelletto Ticino, Novare, 1888-1926). Marié à Barberi Dosolina. En 1905 il ouvre une boucherie chevaline. Il avait un frère Giuseppe, marié à Barberi Esterina, la sœur de Dosolina. Après le décès d'Angelo, la boucherie fut gérée par sa veuve, son beau-frère Barberi Attilio et son neveu Minella Giovanni (voir plus loin): 243, 269, 287, 347, 350.

FRANCISCO (café): 78, 79.

FRANZELIN Enrico: 458.

FRAPORTI Mathias: 181, 187, 253.

FRAPORTI Angelo: 181, 271.

* FRATELLANZA (fanfare): 23, 128-129, 178, 293, 294, 393, 395, 470, 520.

* FRATELLANZA (Secours Mutuel): 190, 253-254, 358, 436, 453, 495, 500, 518, 544.

* FRATELLANZA (groupe théâtral): 386, 387.

FRATINI Gaetano: 78, 203, 204, 228, 243, 244, 247, 267, 303, 340, 347, 354, 355, 364, 425.

FRATINI Delfino: 247, 249, 269; Marino: 270, 285; Bianca: 270; Giovannino: 285, 384, 386, 439; Lina: 285; Vanda: 285; Maria: 355.

FRATINI Marino: 169, 217, 223, 244, 251, 252, 258, 267, 269, 276, 278, 282, 287, 303, 318, 335, 342, 350, 353, 355, 364, 365, 375, 415, 420, 423, 425, 456, 496, 500.

FRATONI Umberto: 177, 459.

FRENGUELLOTTI Rolando: 435.

FRESCURA Antonio (Domègge, Bellune, 1874 - Rodange 1932). Arrivé au Luxembourg en 1892, il s'établit à Rodange. Il travailla dans un premier temps dans les mines, puis il ouvrit au début du siècle le «Café Italiano» (place du Marché à Rodange), qui fut ensuite transféré dans un local qu'il avait bâti lui-même près de l'usine. Marié à Suzanne Huberty il eut trois fils et deux filles (Anna et Marietta). Président de la Société Italienne de Secours Mutuel de Rodange «Regina Margherita», vice-président de la Chambre de commerce italienne, président de la Sacol (Union des cafetiers), division de Rodange, membre des Comités Directeurs de la Mutualité et de la Sacol, Chevalier de l'Ordre royal de la Couronne d'Italie, décoré de la médaille d'argent de l'Ordre de la Couronne de Chêne. Blessé d'un coup de pistolet, tiré par un antifasciste dans son local le 3 mai 1932, il décéda à Pétange, le 3 août 1932. Il fut reconnu «martyr de la cause fasciste»: 29, 43, 142, 143, 204, 228, 229, 231, 300, 301, 304, 305, 340, 342, 398, 400; Paolo: 255.

FUGA Domenico: 300, 398.

FUMANTI Roberto: 246, 247, 248, 249.

FUMANTI Antonio: 432, 561; Luciano: 602; Alfredo: 602.

FUNES Fiordaligi: 543.

FURLANO Jupp (Mereto del Tomba, Udine, 1933). Arrivé au Luxembourg en 1952. Il travailla comme carrossier au garage Bintner, puis au garage Müller. Marié à Michélini Pia en 1960, il quitta son patron la même année. Il ouvrit le «Ga-

rage du Canal», en société. La société prit fin en 1971. De 1971 à 1976, il gère sa propre entreprise de distribution d'essence à Bascharage. En 1976, il construit son garage et sa maison à Mondercange: 561, 582.

G

GABRIEL Antonio: 478.

GALASSI Ida: 495, 512, 518, 519, 543; Orlando: 543.

GALETTI Aldo (Castagnaro, Vérone, 1921). Arrivé au Luxembourg en 1957, il fut chauffeur de 1957 à 1978. En 1955, il se maria à Cavicchioli Clive, qui gère un magasin d'alimentation de 1972 à 1977. Il a deux enfants: Enrica (1957) et Mario (1961). Autres activités: co-fondateur en 1981 de l'Association «Veronesi nel mondo» au Luxembourg, dont il est le premier président: 624.

GALLI Matteo: 181, 305, 401.

GALLO Benito (père): 594, 599, 604, 609, 621.

GAMBERI Antonio: 45, 47, 233, 234, 327.

GANZ Celeste: 565, 569, 570, 589; Claudio et Giorgio: 570, 588, 589, 590; Flavio: 574; Daniele: 590.

GARAVELLI: 292, 394.

GARDELLA Luigi (père): 442, 444, 485; Giovanni: 440, 441, 444; Attilio: 444.

GARDINI-EDLER (Savignano sul Rubicone, Forlì, 1925). Arrivé au Luxembourg en 1951. Profession: ouvrier, chargeur, employé à la bascule. Marié en 1946 à Gobbi Domenica, couturière à domicile. En 1958, il fut un des premiers à recevoir le contrat B, donnant droit à sa famille de résider au Grand-Duché. Enfants: Giovanella (1947), vendeuse; Fausto (1950), employé à la Luxair. Deux petits-enfants.

* GARIBALDINA (fanfare): 23, 40, 46, 47, 48, 90-91, 179-195, 228, 245-248, 250, 257, 353, 354, 360, 425, 436.

GASPARI Renata: 604; Rita: 588.

GASPARINI Giuseppe: 269, 533; Cesare: 425.

GASPERONI Ermenegildo: 434.

GATTI Fulgenzio: 31, 45, 46, 181.

GATTI Domenico: 226, 341, 356, 410, 615; Vittorio: 410; Luigi: 509; Giuseppe: 400, 509.

GATTI Antonio (Ocre, Aquila, 1906). Arrivé au Luxembourg en 1924. Profession: d'abord manœuvre, ensuite rouleur à la mine, puis mineur de fond (à Rédange, France). Marié à Liberatore Anne. Douze enfants, 19 petits-enfants, 6 arrière-petits-enfants: 399, 415, 587.

GAUDINA Antonio (Fiorano Canavese, Turin, 1864 - Esch-sur-Alzette, 1936). Arrivé à Esch en 1895, parmi les premiers émigrés italiens au Grand-Duché, il travailla d'abord à la mine. Ensuite il ouvrit le «Café Scarassa» (Scarassa étant son surnom). Il eut quatre garçons et deux filles. Deux de ses enfants furent internés par les Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale: 176, 348; Giovanni et Giuseppe: 88, 246, 247, 248, 249, 432, 433; Emilio et Jos: 351, 459; Benvenuto: 246, 459.

GAVAZZI Valentino: 425; Natalino: 386.

GENNARI (café): 42, 349, 352.
 GENTILUCCI Federico: 218, 237.
 GERBI Anselmo: 432, 433.
 GERLI Giovanni: 30.
 GERONZI Emilio: 32 et suiv., 38, 55.
 GHERARDI Giuseppe: 244, 254, 259, 285; Armando: 358.
 GHIANI Giampaolo: 592.
 GHIVA Frin: 553.
 GIACOMINI Ivo: 562, 588.
 GIALLOMBARDO Mauro: 622.
 GIANPELLEGRINI Angelo (Caporciano, Aquila, 1922). Arrivé à Differdange en 1928 avec ses parents. Profession: peintre en bâtiments. Autres activités: il est membre actif des «Accordéonistes» d'Esch et dirige le Cercle Symphonique d'Esch. Marié à Santina en 1950. Deux enfants: Daniel (1951), marié à Zambon, a fait des études universitaires à Bruxelles: Pierre étudie la direction de chœur et d'orchestre: 399, 587; Claudio: 615; Alberto: 301, 415.
 GIANNONI Leopoldo: 494.
 GIANOGGIO Maurizio (consul): 609, 620.
 GIORGETTI Achille (Brissago Valtravaglia, Varèse, 1875 - Luxembourg, 1953). Emigré d'abord en Lorraine, où il bâtit une «cité» pour les ouvriers et les employés, à Rombas; en 1899, il arriva au Grand-Duché et bâtit des quartiers à Differdange et à Oberkorn. Il devint très vite un très grand entrepreneur en travaux publics et privés, ainsi que des palais de la Cour. Il fut très actif au sein de la collectivité italienne. En 1907, il fut membre fondateur de la «Società Italiana di Mutuo Soccorso», dont il devint le président en 1922. Il fut, en outre, l'animateur de beaucoup d'autres activités, notamment de l'Ecole d'italien, de la compagnie théâtrale italienne d'amateurs (1924) et surtout de la «Camera di Commercio Italiana di Lussemburgo» (Chambre italienne de commerce à Luxembourg), en 1924, dont il fut le président jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. En 1924, il fonda aussi la «Società di Mutuo Soccorso Principe Umberto» de Bettembourg, présidée par Picco Bernardino (voir plus loin): 67, 68, 71, 204, 225, 226, 227, 228, 232, 244, 252, 280, 306, 319, 336, 339, 340, 341, 343, 344, 348, 366, 371, 375, 387, 426, 439, 453, 483, 488, 493, 496, 506-507, 510.
 GIORGETTI Antonio et Samuele: 71, 305, 401; Eustachio: 71, 306, 307, 401, 561.
 GIOVAGNOLI Giuseppe: 182, 186, 206, 253.
 GIOVAGNOLI Angelo: 218, 237, 238, 327, 356, 357, 358; Teresa: 554.
 GIOVAGNOLI Augusto (Arcevia, Ancône, 1880...). Arrivé à Dudelange en 1912. Reparti pour Foligno (Pérouse) en 1935. Profession: épicière: 203, 228, 292, 319, 340, 393, 412.
 GIOVANNINI Luciano: 565, 566.
 GIRELLI: 292.
 GIROTTO Adriano (Tribano Monselice, Padoue, 1902 - Differdange, 1974). Arrivé au Grand-Duché en 1926. Profession: mineur. Trois enfants: Antonietta Quazzotti (1929), qui a trois

enfants et six petits-enfants; Giuseppina (1932), boulangère, deux enfants; Mario (1940), ouvrier d'usine: 615.
 GIUBILEI: 412; Erasmo: 350.
 GIULIANI: 308, 467, 528; Vincenzo: 570.
 GOLA Ettore: 34, 39, 43; Italo: 33, 35, 37, 38, 39, 41, 57.
 GORI Pietro: 37, 56.
 GORZA Mario: 415.
 GRAFFIETTI Tommaso: 181, 296.
 GRAGLIA Angelo (Borgo San Dalmazzo - Coni, 1870 - Dudelange 1949). Marié à Caterina Langer. Emigré à Villeneuve Loubet dans les Alpes-Maritimes (France). Un fils, Giovanni (1905). Il arriva en Lorraine en 1906 (Hayange), où naquit un deuxième enfant, Lorenzo (1910). Il se transféra en 1924, avec toute sa famille, à Dudelange. Décédé en 1949. Ses deux fils furent des cyclistes très renommés au cours des années 1920-1930. Giovanni: travailla à l'usine, puis, en 1933, il ouvrit un magasin de cycles qu'il vendit en 1940. Il travailla à nouveau à l'usine. Marié en 1938 à Goergen Frida. Le couple partit pendant trois ans en France, puis revint au Grand-Duché. Giovanni fut concierge pendant 14 ans à l'institut Carrefour de Luxembourg. Vit depuis 1966 à Godbrange, Luxembourgeois depuis 1970. Deux enfants: J.-Paul et Blanche. Il se consacra au cyclisme vers 1925, remporta le championnat de la ville de Dudelange. Participe au Luxembourg Cross en 1929. Remporta la course du Vélo Sport Dommeldange en 1932. Il courut à Cologne en 1935, en Belgique, à Metz, à Remich et à Nancy; il gagna le Critérium de Nancy en 1936, le Paris-Trèves, etc... Il courut aussi pour le club Alba. Lorenzo: courut la première fois en 1927 à Mersch. Participe au Critérium des Jeunes en 1932/33, remporta le Paris-Trèves, le circuit des deux Luxembourg, fut le premier à Nancy lors du «Grand Prix des Italiens» (1933), remporta la course de Metz en 1935 et devint coureur professionnel: 295, 352, 414, 615.
 GRAMEGNA Egidio (Robecco sul Naviglio, Milan, 1897 - Esch-sur-Alzette, 1961). Emigré en Meurthe-et-Moselle (France) en 1920, il ouvrit un commerce en gros de charcuterie et de fromages avec son frère et des associés. Il employait environ cent ouvriers. Il exportait aussi au Grand-Duché où il connut Grethen Anna, avec laquelle il se maria en 1926. Il vint alors au Luxembourg, où il ouvrit un commerce en gros de charcuterie et de vins italiens. En 1938, un an après la mort de sa femme, il se maria avec sa belle-sœur, Grethen Amélie. Il cessa son activité en 1954. Un enfant du premier mariage, Pierre, marié à Lilla Ines, est gérant d'une banque. Deux petits-enfants: 340, 401, 407.
 GRANZOTTO Pedro (père): 594.
 GRASSINI Risoluto: 459.
 GRAZZINI Donatello: 243, 347, 412.
 GRECU Efisio et Luigi: 592.
 GRELLONI Narciso (Fiuminata, Macerata, 1933). Arrivé à Differdange en 1956. Profession:

chauffeur. Marié à Mayer Elsa en 1960. Deux enfants: Renzo, dessinateur technique, l'autre est électromécanicien.

GRILLI Giovanni (Fiuminata, Macerata, 1902). Emigré à Villerupt (France), il est arrivé au Grand-Duché en 1923. Profession: ouvrier d'usine, ensuite ouvrier mineur. Famille: marié à Bartocci Maria en 1926, il a deux enfants. Joséphine (1929) et Silvio (1931), ajusteur puis commerçant. Deux petits-enfants: Barre Dino (1958), guide pour touristes et Grilli Karin (1967), étudiante: 587.

GRIMAZ Emilio: 413, 425, 528; Bruno: 530, 552, 573.

GUADAGNINI Giovanni (père): 527, 528, 533, 566, 567, 569, 570, 594, 595, 621.

GUAGNI Egisto: 32, 38, 55.

GUARDAMIGLI: 181, 187, 305, 401.

GUBBINI Riccardo: 292, 294, 395.

GUCCIONE Sergio: 578, 581, 593.

GUERRINI-MARALDI Guglielmo (ambassadeur): 609, 619.

GUETTI Pasquale: 300, 347, 398.

GUGLIELMI Anselmo (Caldiero, Vérone, 1883 - Esch-sur-Alzette, 1920). Arrivé à Dudelange en 1906. Profession: cafetier: 115, 127, 132; Ida: 412.

GUGLIELMO Fidelio (Gualdo Tadino, Pérouse - Dudelange 1922). Arrivé à Dudelange en 1904. Profession: cordonnier.

GUIDUCCI: 78, 88, 267, 270.

GULLUNI Giuseppe (Mammola, Reggio de Calabre, 1953). Emigré d'abord en France, il est arrivé au Grand-Duché en 1979. Profession: coiffeur. Marié à Bori Marie-Josée en 1980. Un enfant: Raffaele (1981).

H

* HARMONIE DES MINEURS: 520.

HENGEN Jean (Mgr): 546, 549, 562, 567, 568, 584, 590, 591, 594, 595, 598, 609, 610, 612.

HOEGENER Robert: 588, 623.

I

IERACE Vincenzo: 410, 558, 580, 587; Gianni: 624.

INCARDONA Luciano: 564, 565.

IOB Amedeo: 255, 273; Renato: 564.

IOPPO Nino: 439.

ISEPPI Giuseppe (Udine, 1901). Arrivé à Dudelange en 1924. Profession: mécanicien. Marié à Bandini Adele (Modigliana, Forlì, 1895), arrivée à Dudelange en 1907. Sa fille Renata (Dudelange, 1925), mariée à Battistella, a deux enfants. Le fils Marco Battistella est directeur d'orchestre: 115, 294.

* ITALIA LIBERA: 491, 493, 494-500, 518-520, 524, 525, 536, 537, 538, 544, 550, 566, 580, 593, 622.

* IVEA (groupe théâtral): 611.

K

KERG Vanna et Carlo: 551, 553.

KREMER-VEZZANI Lea: 588.

L

LAI Angelo: 592.

LAVINA Abramo: 543; Ivana: 565, 589.

* LAZIALI (Association): 624.

LAZZARA Antonio (Paluzza, Udine, 1894 - Differdange, 1954). Arrivé au Grand-Duché en 1925. Il travailla comme maçon chez Bohler, de 1925 à 1926, puis comme chef de chantier chez Heinen, Niederkorn. En 1927, après le décès de son employeur, il dirigea l'entreprise pour le compte de la veuve. En 1928, il fonda sa propre entreprise. Il a construit des maisons, le kiosque de Niederkorn et a exécuté des travaux pour le compte de Hadir (aujourd'hui Arbed) et de la clinique de Differdange. Marié à Silverio Ines en 1928. Deux enfants: Pietro (1923) et Antonino (1925). En 1953, il constitua, avec ses fils, la société «Antonio Lazzara e Figli». Après son décès, sa veuve et ses fils continuèrent la gestion de l'entreprise. Principaux travaux: le Centre Sportif et le Centre Culturel d'Oberkorn, le Centre médical de Differdange, l'école et la piscine de Niederkorn, plusieurs travaux pour le compte de Hadir, le palais de l'Administration de l'Arbed de Differdange. En 1977, la veuve et Pietro se retirèrent et l'entreprise fut alors gérée par Antonino, qui constitua une société avec ses enfants Sonia et Toni. Principaux chantiers: travaux publics, abattoir d'Esch, Centre Polyvalent de Schifflange, réservoir d'eau à Niederkorn. L'entreprise emploie 150 ouvriers.

LAZZARIS Claudio: 565, 574, 589; Ioris: 590.

LAZZERI Giacomo et Carlo (Ischia, Trente 1887 - Esch-sur-Alzette, 1952). Fils de Giacomo et de Luise Seddel; en 1890 il arriva à Esch, où son père ouvrit un café. Marié en 1912. Profession: mineur. En 1928, il acheta un café, qu'il loua à Piccioni Rosa. Celle-ci rentrée en Italie, le café fut transformé en partie en épicerie, gérée par la femme de Carlo, et en partie en salon de coiffure, loué à Locci. Ces commerces furent fermés définitivement en 1939: 73, 78, 80, 89, 244, 348; Paolo: 89.

* LEGA DEI LOMBARDI: 609.

LENZI Guido (consul): 556, 566, 569, 570, 620.

LEONE Antonio (consul): 556, 557, 567, 569, 620.

LEONZI Silvana: 624.

* LIAB (Lega italiana antifascista del Belgio e del Lussemburgo): 180, 190, 193, 198, 201, 207, 219, 221, 225, 256, 298, 318, 325, 327, 328, 329, 358, 360, 362, 366, 395.

LIBERATORE Luigi et Jos (Fossa, Aquila, 1878-....). Arrivé d'Allemagne en 1911. Profession: ouvrier aux hauts fourneaux. Marié à Barbarossa Letizia en 1906. Enfants: Anna, Asterina, Joseph, Jean, Gabrielle. Joseph: ouvrier d'usine chez Hadir de 1927 à 1969, est membre actif du «Club Cycliste International» de Differdange depuis 1927, depuis longtemps membre du comité et vice-président, président d'honneur depuis 1977. Il a obtenu d'excellents résultats dans plusieurs compétitions cyclistes: 24 heures d'Anvers.

Paris-Grenoble-Galibier, Linden-Longwy, Bus-sang-Coblence, Tour de Sicile, etc.: 398, 399, 520, 591, 615.

LIBRETTI: 204, 361.

* LIDU (Lega italiana per i diritti dell'Uomo): 162, 163, 185, 233, 320, 321, 323, 327, 376, 380, 430, 433.

LINARI Romain: 466.

LISE Giro (Sospirolo, Bellune, 1884 - Esch-sur-Alzette, 1947). Arrivé à Esch en 1905. Profession: forgeron; en 1919 il ouvrit un garage pour la réparation de bicyclettes, qu'il transforma peu après en magasin. Il était en même temps chauffeur de taxi (il était propriétaire de la quatrième voiture en circulation à l'époque à Esch!). Il acheta aussi un petit bus pour le transport de voyageurs sur la ligne Esch-Audun-Villerupt. Par la suite, il devint propriétaire de sept autobus, avec lesquels il était engagé aussi dans des voyages organisés. En 1928, il fit construire par l'entreprise Moia le Grand Garage ARAL. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les occupants allemands réquisitionnèrent ses autobus. Son garage fut exproprié d'abord par les Allemands puis par les Luxembourgeois. Attristé par ces vicissitudes, il décida de rentrer en Italie, mais il décéda peu après la guerre. Marié à Maria Colle en 1910 (née à Santa Giustina, Bellune, 1891, décédée à Esch-sur-Alzette en 1966). Enfants: Ofelia Lise-Kremer; Lise Giuseppe, directeur de l'usine Burbach (Sarre, Allemagne); Lise Dea, veuve Reckinger, épouse Sterner; Romeo, décédé: 87, 89, 92, 228, 229, 243, 248, 347, 355, 412, 413, 424, 425; Emanuele: 413.

LISPI Luigi: 412; Federico: 424; Alfredo: 543.

LOCCI Joseph (Genga, Ancône, 1906-....). Arrivé à Esch-sur-Alzette en 1927. Profession: coiffeur. Parti pour Thil (France) en 1929.

LOMONACO Giuseppe (Muro Lucano, Potenza, 1955). Arrivé au Grand-Duché en 1971. Profession: ouvrier à l'Arbed de Differdange. Marié à Probst Carine en 1979. Une fille, Elisa (1979).

LONARDI Emilio (Bardolino, Vérone, 1895 - Differdange, 1977). Il arriva à Differdange en 1926, avec sa femme Sterzi Maria (Pastrengo, Vérone, 1899). Il ouvrit une petite pension de famille, pour une quinzaine de personnes. Il eut quatre enfants.

LONGARI Mario (Piennes, 1912 - Dudelange, 1955). Arrivé à Dudelange en 1920. Profession: ouvrier d'usine: 118, 129, 292, 393; Jos: 466; Alfredo: 292.

LONGHINI Giulio: 300, 340, 398.

LORENZINI Giovanni: 412.

LOVADINA Giovanni: 606.

* LUCANI (Association): 593, 624.

LUCCA Angelo: 494.

LUCCHINI Louis (Pétange, 1904). Arrivé à Differdange en 1904, venant de Pétange. Profession: entrepreneur: 140.

LUCHINI Mauro: 562.

LUCIANI Félix (Celano, Aquila, 1920). Arrivé à Differdange en 1927. Pendant la Deuxième

Guerre mondiale, il fit son service militaire en Italie, où il fut sergent-interprète. Marié à Contestabile, institutrice, en 1945, il a trois enfants; Leo: 494.

LUERA Arnolfo (abbé): 69, 101-103, 104, 108, 261, 620.

LUPI Antonio (abbé): 100, 620.

LUPO Attilio (Tarente 1919 - Luxembourg, 1986), Fils de Michele (voir ci-dessous). Après l'école primaire, il fut pâtissier. En 1937, après avoir travaillé dans les mines, il émigra en Allemagne. En 1942, il fut envoyé comme soldat à Molfetta, puis à l'école d'interprètes à Rome. Il fut engagé comme interprète par les Allemands à Abano Terme (Padoue), d'où il s'enfuit en 1943. Il se maria en 1945, à la Basilique Saint-Antoine, à Muraro Giulia (Montegrotto Terme). La même année, il entra au Grand-Duché, pour y travailler comme ajusteur. Autres activités: de 1960 à 1972 il a géré un magasin d'objets d'art. Dès son enfance, il aimait peindre. Il a fréquenté le club «Art vivant» de Differdange. Il peint des paysages, des natures mortes, des intérieurs d'usines et des travailleurs. Il a participé à plusieurs expositions: Differdange (1952), Nancy (de 1953 à 1963), Bruxelles (exposition des peintures européennes, 1971). Il aime les peintres anciens (Rembrandt, Léonard de Vinci et Rubens, la peinture baroque). En 1979, il a exposé à la galerie d'art Nopeney de Differdange: 561, 615.

LUPO Michele (Tarente, 1881-1964). Arrivé à Differdange vers 1922 pour échapper au fascisme. Profession: chaudronnier. Marié à Lecce Donata (...-1945), il eut 16 enfants. On se souvient notamment de Giuseppe (1909-....), chaudronnier et danseur (1913); Attilio (voir plus haut); Alberto (1926); Dora (1931); Luigi.

LUZZI: 115, 424, 466.

LUZZINI: 38, 43, 148.

M

MAGENTA Carlo (consul): 62, 88, 104, 620.

MALANO Carlo (Borgiallo, Turin, 1881 - Esch-sur-Alzette, 1936). Arrivé à Esch en 1903, il travailla d'abord comme mineur, ensuite il ouvrit le «Café Malano», aujourd'hui «Café du Terrain», qui devint le siège du groupe musical «La Garibaldina». Le café fut fermé par la Gestapo en 1942. Marié à Lazzeri Maria, dont le père était Italien et la mère Alsacienne, il eut quinze enfants, dont quatre sont encore en vie. Parmi ses fils: Giosy, envoyé en Sicile pendant la Deuxième Guerre mondiale, il se réfugia après l'armistice à Borgiallo et s'engagea dans la Résistance. Il mourut près des Gorges de Malpasset, pendant une tempête de neige; Victor, serrurier; Mme Scimia-Malano Cesidio: 80, 181, 244, 259, 267, 347, 353, 425, 469; Giosy: 459, 469; Vittorio: 569.

MALMESI Davide: 38, 39, 56.

MALUCCELLI Remo: 244, 347; Colombo: 247, 355; Renato: 355, 424.

MANCINI Antonio: 211, 254, 255, 285, 298, 357; Silvio: 249, 358; Giuseppe: 237, 326; Antonio: 244;

- Angelo: 357, 436, 459, 518; Terzina: 411.
 MANENTI Costante: 413; Flora: 495, 519; Bruno: 602.
- MANNELLI Giuseppe (Fiuminata, Macerata, 1897). Arrivé de France en 1911. Profession: maçon-ajusteur. Marié à Barboni Domenica en 1920. Enfants: Tino (1921), commerçant; Nello (voir ci-dessous); Remo; Romain; Rita; Adorna. Remo était, à treize ans, champion d'escrime et faisait partie de l'équipe nationale. Rita est mariée à De Lorenzi, entrepreneur: 587.
- MANNELLI Nello (Differdange, 1924). Marié à Vanoli Orlanda en 1950. Profession: ouvrier aux aciéries. Autres activités: travail des métaux (fer, cuivre, laiton). Il sculpte avec génie des assiettes, des plateaux, des candélabres, des bas-reliefs, des lanternes, des armoiries. Depuis 1962 il expose régulièrement à l'«Art vivant» de Differdange. En 1981, il a obtenu la médaille d'or au 38^e salon de Longwy, où il avait exposé des fonts baptismaux octogonaux offerts par la suite à l'église de Spindoli. Il a donné beaucoup d'œuvres à des églises de sa région d'origine. Il est aussi chargé de la restauration de blasons et d'armoiries pour Villeroy & Boch. Il aime aussi la chanson. Ténor, il a été l'élève d'Othon Schockmel. Il participe à des concours, mais il a surtout la passion de la sculpture des métaux: 615.
- MARABESE Jacob: 22, 40, 46, 47, 78, 80.
- MARCATO Antonio: 591.
- MARCHETTI Luigi: 326; Serafino: 243, 347; Antonio: 355.
- MARCHETTI Pier Celeste (Riese Pio X, Trévise, 1945). Arrivé au Luxembourg en 1976. Instituteur à l'Ecole Européenne. Il a été membre de la Commission pour la réforme des programmes d'italien - langue maternelle, du Conseil d'éducation, chargé de l'enseignement du français - deuxième langue, et du Remedial Teaching. Suppléant du représentant du personnel depuis 1981. Professeur titulaire au Liceo Classico (série A) Ferrari, à Este (Padoue) depuis 1986. Autres activités: de 1976 à 1982, président de l'Association des migrants «Famiglia Bellunese» à Luxembourg, il a organisé plusieurs rencontres et manifestations culturelles. Sous sa présidence, l'Association «Famiglia Bellunese» a adhéré à l'ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés). Co-fondateur du cercle culturel italien «Fratelli Rosselli-Energie Nuove». Co-fondateur de la section du PRI (Parti Républicain Italien) à Luxembourg. Marié à Faustini Laura (Bellune, 1950), infirmière, en 1971. Deux enfants: Marco (Bellune, 1972); Chiara (Bellune, 1973): 590, 632.
- * MARCHIGIANI (association): 591, 609, 624.
- MARCHIORI Eliseo (père): 566, 621.
- MARCONI Guglielmo: 179, 204, 213, 255, 256, 259.
- MARIANI Dino et Alfredo: 285, 384; Antonio: 624.
- MARIANNA (café): 93, 181, 244.
- MARINELLI Sandro: 579, 580, 585.
- MARIOTTI Giovanni: 326, 415; Giuseppe: 410; Giordano: 642.
- MARTELOTTO Tommaso (Paesana, Coni, 1884-....). Arrivé à Rumelange en 1897, avec deux de ses frères. Il travailla dans les mines de Rumelange et d'Esch. A la suite d'un accident il perdit une jambe. Il cessa son activité de mineur et ouvrit vers 1902, un magasin d'alimentation et un café qu'il géra jusqu'en 1924. Il ouvrit ensuite un nouveau magasin d'alimentation, rue de Belvaux à Esch-sur-Alzette. Marié à Fantasia Aurora en 1898, il eut cinq enfants: Giovanni (1900-1937); Maria, qui vit actuellement en Californie; Giuseppe (1903); Pietro (1904); Domenica (1907). Son fils Pietro se maria à Salviola Rosa (originaire de Mantoue) en 1928. De 1930 à 1974 il géra le magasin d'alimentation, rue de Belvaux: 78, 80.
- MARTELOTTO Giovannino (Paesana, Coni, 1899). Arrivé à Esch au début du siècle. Profession: électricien. Marié à Schock Anna en 1924. Enfants: Jean, René: 79, 178, 315.
- MARTINATO Bruno: 615.
- MARTINELLI Roger: 616; Umberto: 326.
- MARTINOLI Luigi (abbé): 217, 223, 242, 262, 275, 276, 278-280, 284, 621.
- MARTINUZZI Attilio: 246, 564, 565, 589.
- MASCHIO Abramo. En 1920 il était membre du Conseil municipal de Cismen del Grappa et d'une coopérative, qui émettait de l'argent avec le symbole de la faucille et du marteau. Il fut condamné à dix ans de prison pour un accrochage avec les fascistes, en 1922. Gracié en 1926, il émigra en France et, en 1928, il arriva à Esch-sur-Alzette, où il avait déjà vécu. Il fut expulsé du Grand-Duché avec son frère Giovanni (voir Maschio Giovanni). Expulsé aussi de France et de Belgique, il revint à Esch en 1931. En 1936, il combattit en Espagne, dans les rangs des Brigades Internationales. Condamné à l'exil en Italie pour son activité de résistant (maquisard), ensuite emprisonné à Breslau où les Russes le libérèrent: 218, 219, 237, 238, 434.
- MASCHIO Giovanni (1890-1932). Il fut expulsé du Grand-Duché une première fois en 1928, avec un groupe de 60 Italiens. Revenu en 1929, il fut secrétaire du sous-groupe de langue italienne du Parti communiste luxembourgeois. Il fut à nouveau expulsé du Grand-Duché en 1931. Il mourut de tuberculose en exil, en Russie. Il eut une fille, Pitecco-Maschio Flora (voir aussi MASCHIO Abramo): 218, 219, 237, 238, 326, 356, 357; Flora: 285, 519.
- MASI Antonio: 69, 88, 144, 146.
- MASSARA Angelo: 432; Gino: 543; Cosetta: 543.
- MASSERINI Sante: 236, 343.
- MASTRANGELO: 358; Remigio: 425, 452; Lucrezia: 379; Claudio: 452; Silvano: 424, 452.
- MASTROPIETRO Attilio (Aquila, 1882 - Dudelange, 1937). Arrivé à Dudelange en 1907. Profession: cafetier et industriel. Marié à Mazalai Maria: 132, 292.
- MATTACCHINI Giovanni: 413, 452.

MATTERAZZI Guerrino: 431, 459; Primo: 432, 436; Giacomo: 689.
 MATTIAZZO-DONCOLS: 73, 244, 433.
 MATTIOLI Ferdinando (Fabriano, Ancône, 1885 - Differdange 1941). Arrivé à pied avec M. Solvi en 1900 à Differdange. Il épousa en 1912 Suffritti Vittoria Maria (originaire de Finale Emilia - Modène). Enfants: Italo (1913), Amedeo (1915), Dante (1918), Renato (1927) et Nella (1931). Ses beaux-parents possédaient un café-épicerie au 21, rue Wangert. Après son mariage, Ferdinando géra le commerce avec sa femme (1912). Il décéda en 1941. En 1935 le café fut loué à la famille Raisi, puis à Forotti, puis repris par Mattioli. De 1941 à 1966, il fut géré par ses enfants: 11, 24, 137, 142, 228, 229, 299, 301, 340, 398, 400, 587; Renato: 400; Dante: 509; Italo: 415.
 MAZZADORI Vito: 305, 401, 402.
 MAZZOCCO: 298.
 MAZZORANA Bernardo: 365, 366.
 MEGGIOLARO Rodolfo: 176, 210, 216, 257, 258, 260.
 MEGNI: 44.
 MENCUCCI Vanda: 495.
 MENEGUZZI Giuseppe: 591.
 MELLA Luigi (père): 575, 598.
 MENGHI Eliseo: 147, 181, 182, 253, 259, 300, 302, 398, 400; Primo: 303.
 MENGHINI Antonio: 211, 254, 259.
 MENTASTI Giuseppe: 478; Luigi: 342.
 MENZAGHI Pietro: 340.
 MERIANO (ministre): 200, 201, 222, 223, 234, 252, 297, 335, 336, 342, 344, 373, 385, 618.
 MERLIN Gino: 565, 589; Elisa: 589.
 MEROLLI Antonella: 611.
 MICARA Clemente (Mgr): 387, 484.
 MICHELINI Luigi: 604.
 MICHELUTTI Italico (Rive d'Arcano, Udine, 1933). Arrivé au Luxembourg en 1959. Marié à Locatelli Pina en 1958, il a une fille, Stefania.
 MILLEVOI Giacomo: 302, 394.
 MINELLA Carlo (Castelletto Ticino, Novare, 1889-....). Grand-père de Giovanni (voir ci-dessous). Arrivé au début du siècle. Profession: il géra un restaurant de 1910 à 1915, rue d'Audun à Esch-sur-Alzette. Il travailla aussi à Steinfort, à Villerupt (France) et à Knutange (France): 79.
 MINELLA Giovanni (Castelletto Ticino, Novare). Arrivé au Grand-Duché en 1939. Profession: boucher, jusqu'en 1973 à Esch-sur-Alzette, date à laquelle il rentra en Italie.
 MIOTTO Bepi: 267, 269; Emilio: 432, 433, 459; Silvana: 591; Gigetta: 436.
 MISERINI Renato: 581, 593.
 * MISSION CATHOLIQUE ITALIENNE: 81, 277, 280, 296, 311, 314, 315, 350, 363, 370-391, 422, 438-448, 461-462, 464, 483-486, 500, 522, 530, 547-554, 557, 558, 565, 566-575, 584, 590, 591, 592, 593, 594-599, 609-612, 625.
 MISTERI Alfredo (Padoue, 1897 - Ettelbruck, 1972). Arrivé à Dudelange en 1924. Profession: cordonnier: 298.
 MODESTO Nino: 561.

MOEBUS-SOTTOCASA: 586.
 MOIA Marco: 81, 87, 203, 228, 229, 243, 244, 267, 268, 282, 319, 336, 340, 347, 348, 350, 353, 354, 371, 375, 383, 387, 425, 426, 427, 439, 454, 455, 476, 482, 485; Eleonora: 285, 438; Anna: 565; Pasquale: 228, 243, 347; Giuseppe: 247, 267; Domenico et Egidio: 88.
 MOLINARI Giuseppe (Salerno, 1885 - Esch-sur-Alzette, 1948). Arrivé au Grand-Duché en 1909. Profession: menuisier. Marié à Rosati Ursula en 1912. Enfants: Domenico (1913), Alfonso (1915), Maria (1918), Irma (1925), Giovanni (1927), Silvio (1928).
 MOLINARI Domenico: 247, 249.
 MONDAINI Renato: 573, 574; Vincenzo: 574.
 MONTANARI Giuseppe: 434.
 MONTI Giuseppe: 226, 228, 229, 231.
 MONZANI (ministre): 209, 216, 229, 231, 251, 252, 276, 303, 618.
 MORANDI Giuseppe: 459.
 MORASSUT Enrico (père): 563, 565, 566, 575, 576, 581, 589, 590, 591, 598, 621.
 MORDICONI Giovanni: 434.
 MORETTI Angelo (Nembro, Bergame, 17.7.1894 - Rodange 14.8.1972). Emigra en France, puis au Luxembourg en 1920. S'établit à Rodange où il épousa, en 1922, Bonamici Maria (26.2.1898 - 20.6.1969), originaire de Dosso (Ferrare). Enfants: Valdo, Luciano, Carla, Lidia. Maçon auprès de l'entreprise Bollini. Fonda en 1928 sa propre entreprise de construction, qu'il dirigea jusqu'en 1962. Elle fut reprise par ses deux fils en 1968, puis par Valdo jusqu'en 1978 (date de sa mort): 319, 340, 398, 400, 401, 403; Jean: 304, 398, 400; Vando et Walter: 400, 401.
 MORGARI Oddino: 35, 36, 55, 148, 185, 198.
 MORICONI Giuseppe: 303; Sestilio: 342; Flavio: 400, 509.
 MORICONI (café et théâtre): 69, 78, 88, 91, 92-93, 175, 203, 244, 347, 364.
 MORO Giancarlo et Giuseppe: 518, 564; Bernardo: 410; Luigi: 425; Fiore et Luigia: 604.
 MOROTTI Carlo: 494, 518.
 MORRONI Sestilio: 181, 226, 340.
 MORTINI Jos: 466.
 MORUZZI Bruno (Tramonti, Pordenone - Steinzel, 1985). Contremaître, puis entrepreneur. Il a été président du «Fogolar Furlan», association de migrants originaires du Frioul. Marié en 1952 à Odila, originaire de Flaibano (Udine). A la fondation du «Fogolar Furlan», elle créa le corps de ballet de l'association (Les «Frutins»), composé d'enfants. Six enfants: 565, 570, 589; Antonella, Alfredo et Marcello: 564.
 MOSCHEN Giulio (Levico, Trente, 1885 - Dudelange, 1924). Arrivé à Dudelange en 1895: 115, 123, 131.
 MOTTO: 115, 127, 132.
 MOZZICARELLI (abbé): 208, 261, 284, 620.

N

NAGNI Pirro: 83, 100.
 NANARDO Oreste: 591.

NANGERONI Giuseppe: 305, 340, 398, 402; **Antonio:** 401, 402.
NAPETTI Ermildo (père): 547, 555, 566, 621.
NAPOLI Francesco (Mammola, Reggio de Calabre, 1937). Profession: tailleur à Lamadelaine, en 1965, chez Dahm à Niederkorn de 1967 à 1983, et chez René Kieffer à Luxembourg depuis 1983. Marié à Belcastro Maria en 1963. Il a deux enfants, Rosa (1966), étudiante; Denise (1967), employée dans une épicerie.
NAPPI Giuseppe (Bologne, 1880 - Dudelange, 1960). Arrivé à Dudelange en 1900. Profession: commerçant: 115, 118, 129, 131, 292, 393.
NARDI: 181, 203, 204, 305.
NARDINO Giacomo (Rocca di Arsicc, Bellune, 1877 - Dudelange, 1936). Arrivé à Dudelange en 1904. Profession: mineur: 115, 126, 127, 129, 132, 412; **Gelmo:** 126, 129, 294; **Lina:** 393.
NEGRETTE Pasquale (Lurate, Côme, 1887 - ...). Arrivé à Esch-sur-Alzette en 1907. Profession: cafetier: 91, 340.
NEGRINI Luigi: 244; **Giovanni:** 254; **P.:** 305, 401.
NERO: 140, 151; **Edmond:** 400.
NICOLINI Edoardo: 31, 46.
NIGRA Giovanni (café) (Verolengo, Turin, 1874 - Esch-sur-Alzette, 1956): 80.
NIGRO Gerardo (Bagnoli Irpino, Avellino, 1933). Emigré d'abord au Vénézuéla, il arriva à Differdange en 1959. Profession: ferrailleur, chef-ferrailleur, chef de chantier, manoeuvre. Marié en 1953. Enfants: Angelo (1954), chef de laboratoire (Polaroid); Alphonse (1959), employé d'ambassade; Domenico (1964), aide-maçon. Trois petits-enfants.
NODARI Giuseppe (Esch-sur-Alzette, 1939). Profession: entrepreneur. Marié en 1937 à Colle Ida, qui gérait un café, où la clientèle d'ouvriers italiens et luxembourgeois pouvait déguster le bon «Valpolicella» de Vérone et chanter de belles chansons: 243, 244, 347; **Augusto et Maddalena:** 415.
NUBOLA Gualtiero: 395, 434.

O

OBINU Giovanni: 592.
ODDI Silvio (Mgr): 569, 570.
 * **OFFICIERS EN RETRAITE** (association): 232, 342.
OLIVIERI Francesco: 281, 294, 395, 412, 466, 493, 494, 499, 500, 581.
OLIVO Mosé (Paderno del Grappa, 1864 - Esch-sur-Alzette, 1945): 78, 79, 87, 88, 89, 98, 228, 347, 355, 361, 425, 569; **Kremer:** 544.
OLIVO Frères: 565.
OMARINI Piero: 415, 509, 587.
ORAZI Antonio: 459.
ORIZI Alfredo (Pesaro, 1890). Il fréquenta le conservatoire de musique «G. Rossini» à Pesaro et obtint la licence d'orchestration en 1913. Il eut une certaine renommée comme compositeur et fut instrumentiste pour la maison de disques Ricordi. En 1919, il dirigea l'orchestre communal de Montegrimano (Pesaro). Vers 1930, il émigra

à Villerupt (France). Il fut aussitôt appelé à Esch pour diriger le corps de musique «Giuseppe Verdi». Marié à Rossi Liliane (voir plus loin), il n'eut pas d'enfants: 243, 245, 247, 248, 258, 347, 353, 424, 452.

ORLANDI-CONTUCCI (ambassadeur): 556, 566, 569, 619.

ORSI Pietro: 459; **Antonio:** 602.

OTTAVIANI Domenico: 326.

OTTAVIANO Natale: Originaire des Abruzzes. Transféré à Cison del Grappa (Vicence), où il travailla comme coiffeur. Arrivé à Esch en 1927. Il travailla deux ans à l'usine, puis acquirit en 1929 le salon de coiffure de Pasqualoni Augusto, rue des Boers, et fit arriver sa famille. En 1947 il transféra son salon rue du Brill. Un enfant: Angela. Antifasciste, il fut déporté à Hinzert: 409, 459; **Gina:** 519.

P

PACCHIANA Giacomo: 412; **Marco:** 412, 425; **Emilia:** 553.

PACELLA Rocco: 563.

PACIFICI (café): 78.

* **PADOVANI NEL MONDO:** 591, 624.

PAGANI Marino: 32, 75.

PAGANOTTI Virginio: 611.

PALAZZARI: 175, 181; **Angelo:** 257, 305, 401.

PANAZZOLO Antonio Giovanni (Feltre, Bellune, 1880-...). Arrivé à Dudelange en 1901. Parti pour Homécourt (France) en 1920. Profession: cafetier et cordonnier: 47, 115, 119, 132.

PANCHERI: 267.

PANGRAZIO Antonio: 425, 452; **Domenico:** 410, 425.

PANNACCI Roberto (Spoleto, Pérouse, 1934). Profession: manoeuvre. Arrivé au Grand-Duché en 1952, il épousa Mme Caldarelli en 1961. Quatre enfants: Rosella (1962), caissière; Franca (1964), assortisseuse; Claudio (1969), écolier; Carlo (1971), écolier.

PANOSETTI Antonio (Cocquio-Gavirate, 1864-...). Profession: maçon. Famille: marié à Serbolini Laura, il eut trois enfants: Virginia (1900), couturière; Maria (1902), brodeuse; Franco (1910), employé de banque.

PANTEGHINI Jean: 561.

PAOLETTI Raffaele (Gualdo Tadino, Pérouse, 1956). Il avait commencé à exercer la boxe à 14 ans. Ensuite il pratiqua pendant quatre ans l'haltérophilie, participant au championnat de Luxembourg, pour reprendre ensuite la boxe, son sport préféré, dans le club de boxe pour amateurs de Rumelange, en 1980. Après trois ans, il commença sa carrière de boxeur professionnel. Jusqu'à maintenant, il a disputé 19 combats professionnels, remportant 11 victoires, dont 7 par K.O., concédant 2 matches nuls, dont un contre le champion du Benelux Rodriguez, et 6 défaites aux points, notamment contre Siracusa, ancien champion d'Italie, Kawoya, challenger officiel du championnat d'Europe, et René Weller, champion d'Europe et champion du monde: 613, 615.

PAOLI Maria: 591.
 PAPA: 81, 90, 92; Riccardo: 362, 403.
 PARACHINI Stefano et Giulio: 306, 307, 401; Ernesto: 307.
 PARIETTI: 352.
 PASCOLINI Nello: 459; Oreste: 425.
 PASCUCCHI Ivo: 528, 530, 552, 553, 554, 573, 574, 381, 611; Maria: 285.
 PASETTI-BOMBARDELLA Francesco: 565, 580, 585, 589, 590.
 PASINI Andrea (Esch-sur-Alzette, 1911 - Gusen, 1944). Il joua un rôle très important au sein du Parti communiste luxembourgeois, mais il ne pouvait pas être expulsé du Grand-Duché parce qu'il était Luxembourgeois par option. Il était chargé de la distribution de «Il grido del popolo» (le cri du peuple), imprimé à Paris. Il fut emprisonné pendant quatre ans dans un camp de concentration allemand et mourut dans le camp pour malades de Gusen, une semaine après la Libération: 246, 358, 459.
 PASQUALONI Giuseppe: 346, 433; Rina: 285; Eugenio: 425; Wilma: 495; Enzo: 602.
 PASSERI Luigi (Sigillo, Pérouse, 1883 - Esch-sur-Alzette, 1952). Arrivé au Grand-Duché en 1904, il travailla d'abord pour la Compagnie du gaz. En 1906, il ouvrit un café à Esch-sur-Alzette, fréquenté surtout par les gens de sa région. Le café servait aussi une centaine de repas aux pensionnaires. Enfants: Assunta (1906-1959); elle travailla surtout dans le café de son père. Ivo (1909-1971): il participa à la vie de la collectivité italienne; marié en 1961 à Collino Rosa (Sigillo): 78, 88, 203, 244, 285; Ivo: 246, 247, 248, 424; Benedetto: 91; Zena: 285; Giulio: 412.
 PASSONI Carlo: 267, 415, 420, 452, 482, 484; Giuseppe: 228.
 PASTA Vincenzo: 226, 339, 340.
 PAUCIC Massimo: 478.
 PAULETTO Dante: 478.
 PAVAN: 144, 298, 393.
 PEDINOTTI Igino (Trebbia Antico, Pesaro, 1895-...). En 1921, il participa à la fondation du Parti communiste italien. Arrivé au Grand-Duché en 1924, il travailla comme maçon pour différentes entreprises. Pendant l'occupation allemande, il se réfugia à Strasbourg. Rentré au Luxembourg en 1942, il participa à la vie de l'«Italia Libera». Décoré de la Médaille d'or de Vittorio Veneto (Première Guerre mondiale) et de la Croix de guerre, il reçut aussi une médaille des Alliés (Deuxième Guerre mondiale). Marié à Spinaci Ida (Trebbia Antico) en 1921. Deux enfants: Normando (1923), d'abord employé puis directeur de l'entreprise de construction Zambelli; en 1969 il acheta l'entreprise qu'il dirigeait et fonda l'entreprise Pedinotti et Cie, qui employa une centaine d'ouvriers; Libero, chef d'atelier d'usine: 218, 219, 237, 238, 326, 327, 356.
 PELLEGRINO Michele: 73.
 PELLIN Mario (Trente, 1910). Emigré d'abord en France, arrivé au Grand-Duché en 1927. Profession: mineur. Autres activités: cyclisme. En

1929, il s'inscrivit au Club International de Differdange. En 1931, il fut champion du Club. En 1931, il remporta 12 victoires dans la catégorie amateurs au Grand-Duché, en Belgique et en France. Il courait avec Cavallini Germano, Migliorini Gino et Liberatore Giovanni. En 1932, il s'inscrivit au club «Alba» (l'inscription était obligatoire pour les Italiens), dont le président était Ribeca. Ses compagnons étaient Dall'Agnol et Ferrari Giovanni, qui fut champion du monde dans sa catégorie. Pellin fut deuxième au championnat du groupe Alba amateurs et 9^e au Tour de Luxembourg pour vétérans, remporté par Ferrari en 1947. Marié à Ruscio Emolina (Aquila) en 1939. Deux enfants: Nella et Puppa: 398, 399, 403, 615; Giuseppe: 143, 144, 300.
 PELLIZZARI Emilio: 292.
 PELOSO Giovanni: 528.
 PERAZOLLI: 31, 294.
 PERILLO Antonio (Melfi, Potenza, 1885 - Esch-sur-Alzette, 1948). Arrivé à Esch en 1903, il travailla d'abord comme mineur, ensuite comme employé dans un commerce. En 1908 il ouvrit le magasin «Consumo italiano» (alimentation et tissus). Marié à Ceccucci Elvira en 1910 (Fossato di Vico, 1889 - Esch-sur-Alzette, 1951). Fils: Alfredo (décédé); Perillo-Fiume Maria (1912) continua à gérer le magasin jusqu'en 1979: 78, 244, 347, 355, 413; Alfredo: 247; Maria: 285, 503.
 PERINA Giordano (Levico, Trente, 1867-...). Arrivé à Dudelange en 1919. Reparti pour Levico en 1919. Profession: cafetier: 115, 119, 132.
 PERINO Desiderio: 300, 398.
 PERUZZI Luigi: 238, 431, 433, 459, 500, 543, 580, 581, 585; Ludovico: 354; Irene: 519.
 PESAVENTO Stefano: 466.
 PETRAROLO Giovanni: 452, 503, 528.
 PEZZOTTA Angelo: 459; Marino: 602.
 * PHILHARMONIE ITALIENNE D'OBERKORN: 146-147, 400.
 PIAIA Eugenio: 342; Alberto: 414, 616.
 PIANARO Silvano: 561.
 PIANEZZA Pippo: 186, 206, 208, 211, 296.
 PIANTONI: 226, 231, 232, 339, 340.
 PIAZZA Adeodato (card.): 548, 549.
 PIAZZA Bruno (Isola Dovarese, Crémone, 1913). Arrivé au Grand-Duché en 1923, venant de France. Profession: ouvrier d'usine de 1927 à 1972. De 1942 à 1945, il fut emprisonné par la Gestapo. Marié à Minelli Maria (Fiuminata, 1926) en 1946. Enfants: Tino (1947), employé de banque; Raymond (1949), ingénieur technicien; Sonja (1960), employée de banque. Trois petits-enfants: 459; Vittorio: 459; Armando: 302; Jos: 602; Celestino: 415; Jean: 602; Giovanni, Guerrino et Enrico: 415.
 PICCATI Carlo: 466.
 PICCINI Abele: 48, 89, 246, 254, 255; Adolfo: 602; Edouardo: 249; Alessandro: 249; Rosa: 412.
 PICCININI Pietro: 73, 394, 395.
 PICCININI Giovanni Battista (Fossato di Vico, Pérouse, 1866 - Esch-sur-Alzette, 1909). Arrivé au Luxembourg en 1900, il travailla à la mine. Sa

femme Bartocci M. Louise, gérait une petite pension à Esch-sur-Alzette. Ses trois enfants, Augusta, Angelina, Guido, sont rentrés en Italie en 1914 et sont revenus au Grand-Duché en 1919. Guido ouvrit le café de l'Union, devenu en 1946 café «Piccioni-Cattivelli», sous la direction d'Augusta Piccioni, mariée à Cattivelli; 411, 412.

PICCILO Santo: 622.

PICCIONI Guido: 78, 88, 181, 244, 253, 254, 259, 357, 412; **Sante:** 254; **Zola:** 285; **Luigi:** 412; **Olga:** 436, 512; **Oddo:** 544.

PICCIRILLI G. Cesare (consul): 583, 620.

PICCO Bernardino: 305, 306, 307, 319, 401, 467.

PICCO Olimpio: 308, 446, 467, 527, 528, 542; **Erminia:** 521.

PICCO Onorato: 306, 446, 467, 468, 528; **Enore:** 564; **Eligio:** 589; **Severino:** 446; **Giovanni et Antonio:** 446; **Lodovico:** 308, 446, 467; **Olivo:** 446; **Lucio:** 306; **Fredo, Zilio et Abramo:** 306; **Libero:** 308; **Attilio et Silvio:** 446; **Adelchi:** 467; **Lina, Marisa, Luisa et Milva:** 564.

PICCO Luigi (Flaibano, Udine, 1928). Profession: ouvrier à la briqueterie de Bettembourg de 1949 à 1961; ouvrier à Arbed-Differdange depuis 1961. Marié à Castellano Ilde en 1961. Un fils: Aloyse (1964), étudiant; 306, 446.

PICCO Francesco (Flaibano, Udine, 1924). Arrivé au Luxembourg en 1948, il travailla à la briqueterie de Bettembourg. Depuis 1969, il travaille chez Parapress. Marié en 1947 à Bevilacqua, il a deux enfants: **Domenico** (1948), électricien; **Luisa** (1958), employée privée. Une petite-fille: **Anna-Maria** (1978).

PICCOLI Volteio: 496; **Serafino:** 341.

PIEDINI Domenico: 40, 46, 47, 59, 93, 95.

PIEROTTI: 454, 463, 468.

PIFAROTTI Delia: 602 (cf. Benvenuti).

PIGAT Luigi: 413; **Giovanni et Antonio:** 602, 603.

PIGATO Walter: 547, 555, 621.

PIGATTI: 410.

PIGNATTI (ministre): 209, 618.

PIGNOCCHINO (famille). Salce Clementina (Santa Giustina, Bellune, 1892), après la mort de ses parents, rejoint un oncle au Grand-Duché. Mariée en 1910 à Pignocchino Davide, originaire de Torrazza (Turin), qui travaillait dans une usine et, les jours fériés, jouait de l'accordéon dans les cafés, en trio avec Allamano Ignazio (clarinette) et un ami luxembourgeois (piano). Deux enfants: **Carlo** (1911), qui a géré un magasin d'instruments de musique, et **Ugo** (1924).

PILOT Giorgio: 622.

PIONI Flaminio: 142, 144, 146, 181.

PIORANO Camille: 139, 142.

PITICCO Licio (Galleriano, Udine, 1914). Arrivé au Luxembourg avec son père en 1928. Il travailla ensuite à Thionville (France), où il participa à de nombreuses luttes syndicales. Il rentra à Esch en 1939 pour se marier à Maschio Flora, arrivée au Luxembourg en 1924: 431, 478, 479, 480, 494, 498, 499, 500, 512, 518, 524, 563, 593. **G. Bruno:** 432, 433; **Angelo:** 431; **Remilio, Nino et Anita:** 543.

PITOELLO: 308.

PLATA Nerino: 68, 93.

PLAZZOTTA Pasqualino: 564, 565, 625.

PODESTA Enrico: 305, 398.

POGGI-DE DEMO Alfredo (Borgo Tossignano, Bologne, 1888-...). Arrivé à Esch-sur-Alzette en 1912, en provenance d'Audun-le-Tiche (France), il ouvrit un magasin de fruits et de légumes-pri-miers en gros, entreprise employant 130 personnes. Famille: marié en 1911 à De Demo Augusta, il eut quatre enfants: **Marie** (1912); **Camille** (1914), commerce de fruits et de légumes; **Albert** (1920), commerce de fruits et de légumes; **Alfred** (1923), commerce de fruits et de légumes. Quatre petits-enfants, trois arrière-petits-enfants. **Poggi Camille** fut champion avec le CS Fola: 80-81, 175, 203, 228, 243, 244, 247, 248, 347, 354, 371, 375, 423, 425, 426, 439, 506, 526, 545, 553, 570; **Augusta:** 438, 439; **Camillo:** 269, 449, 482; **Alfredo Junior:** 285; **Carlo:** 616.

POGGIALI Orfeo: 478, 479, 500.

POLCE Vittorio: 546.

POLETTI Jean-Baptiste: 44, 115, 118, 119, 120, 126, 129, 131, 293.

POLETTI: 393.

POLO: 413.

PORCARELLI Lorenzo (consul): 609, 610, 620.

PORTANTE Domenico: 299, 400.

POSSAMAI Giuseppe: 67, 68, 225, 226, 228, 231, 339, 340, 344.

POVEROMO Gregorio (Cantiano, Pesaro, 1878 - Esch-sur-Alzette, 1951). Mineur près de Philadelphie (USA) à l'âge de 11 ans, il vint en 1911 à Esch où il ouvrit une épicerie, qu'il échangea contre un café en 1928. Après sa mort, le café fut géré par sa femme et ses enfants, jusqu'en 1964. Par la suite, le café fut repris par Paruccini Emma qui le céda, à son tour, à M. Sciamanna. Enfants: **Paolo** (1909), **Luigi** (1911), **Nini** (1918), **Rosa** et **Ada**. **Nini** est la seule survivante: 79, 244, 347; **Paolo:** 358; **Raffaele:** 611.

POZZACCHIO Francesco (Valli del Pasubio, Vicence, 1872 env. - Niederkorn). Arrivé à Niederkorn vers 1900, mineur, marié en 1905, quatre enfants. Son fils **Minotti** (né 1906 à Niederkorn, mineur, marié en 1928 **Elena Ferrari**, originaire de Bardello-Varèse) a fait partie de l'équipe d'haltérophilie de Niederkorn; il a eu trois enfants: **Remo**, **Lucien** (musicien) et **Robert:** 11, 301, 303, 587; **Remo:** 400, 509; **Riccio et Minotti:** 415, 509.

POZZOBON Pietro: 358.

PRESCIUTTI Sebastiano (Cagli, Pesaro, 1912 - Pétange, 1987). Marié à Rilli Amarilide (Cagli, 1908). Arrivé au Grand-Duché en 1957. Il a travaillé dans une marbrerie jusqu'en 1976. En 1984, les époux Presciutti ont fêté leurs nocces d'or en présence de 17 membres de leur famille: 562, 563, 579, 580, 585, 588, 589, 622.

PRETI: 467, 520.

PREZIOSI (ministre): 182, 209, 212, 255, 618.

PRISCO Giacinto: 226, 341.

PROTETTI Antonio (Monteleone di Calabria,

1841-...). Professeur de musique. Considéré par les autorités françaises comme anarchiste, il se rendait souvent à Esch-sur-Alzette où il s'établissait en 1904: 23, 38, 56, 89, 95.

PUCCI Romolo: 594; Luigi: 244.

PUNTEL Primo et Antonietta: 604; Morena et M.-Teresa: 605.

PUPITA Dante: 431, 432, 433, 459, 518; Gastone: 543.

Q

QUAGLIA Jean: 393.

QUAINO Roger (Oberkorn, 1927). Son grand-père était venu d'Udine, à la fin du 19^e siècle, pour travailler dans les mines. Son père, Jean (Niederkorn, 1898-1974), était gymnaste et champion de décathlon du Grand-Duché. Après la Deuxième Guerre mondiale, Roger entreprit une carrière de coureur cycliste, mais, à la suite d'une chute, il découvrit la gymnastique pendant les séances de rééducation. Dès 1953 il fut officiellement artiste-équilibriste dans différents cirques et compagnies en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Suisse, Finlande, Australie. Il se produisit devant la reine d'Angleterre, le roi Farouk, le président Johnson, le général de Gaulle, Onassis, Pie XII. Les journaux de tous les pays le nommèrent le «Roi des équilibristes» ou «équilibriste sur boules lumineuses». Il fut un excellent ambassadeur du petit Grand-Duché dans le monde entier. Marié à Vanetti Gisèle, originaire de Varèse, en 1950: 615, 616.

QUAZZOTTI Venanzo (Camerino, Macerata, 1882). Arrivé au Luxembourg vers 1900, il se maria en 1906 à Mannelli Giuseppina (Fiuminata, 1888). Il eut un enfant: Americo (voir ci-dessous). QUAZZOTTI Americo (Differdange, 1920). Fils de Venanzo, il ouvrit dès 1947 une boulangerie-pâtisserie. Deux enfants: Fulvio, qui gère maintenant la boulangerie-pâtisserie de son père, et Viviane, mariée à Di Domenico: 459, 460, 559.

R

RACCOGLI Ildebrando: 412; Gianni: 552.

RACCOSTA Gino: 185, 204, 338.

RADICIONI Anchise-Sante (Sassoferrato, Ancône, 1923). Emigré d'abord en France, il arriva à Differdange en 1948. Profession: aide-chaudronnier, puis ouvrier. Marié à Jolanda Vecchi en 1948. Une fille: Marie-Josée (1950).

RADRIZZI Natale (Dudelange, 1887-1959). Profession: cafetier: 119, 128, 129, 132.

RAFFAELI Pierino: 459.

RAFFAELLI Bruno (Serrra Sant-Abbondio, Pesaro, 1914). Arrivé à Differdange en 1927, il travailla comme mineur de 1934 à 1970. Famille: marié en 1939 à De Zorzi Alba, il a quatre enfants: Remo (1941), installateur; Rosita (1940), ménagère; Nello (1947), chauffeur; Mario (1959), employé de chemin de fer: 538.

RAINALDI Andrea (ministre): 515, 518, 534, 536, 537, 539, 544, 619.

RAISI Frères: 299, 305.

RAMBERTI Dino: 459; Sante: 327.

RAMPIN Mosè (Carrara San Giorgio, Padoue, 1875 - Dudelange, 1963). Arrivé à Dudelange en 1896. Profession: cafetier: 115, 128, 129, 132, 292, 393; Mario: 591.

RAMPINI Ascanio (Differdange, 1931). Ses grands-parents étaient originaires de Fontecchio (Aquila). Son père, né à Differdange en 1905, vécut en Italie de 1914 à 1925, puis rentra au Grand-Duché pour travailler dans les mines. A onze ans, Ascanio entra dans l'Harmonie Municipale de Differdange et s'inscrivit à l'école de musique d'Esch, où il étudia le solfège et le hautbois sous la direction de Daniel Kater. Après cinq ans d'études, il reçut son diplôme. En même temps, il jouait dans la fanfare de Differdange, au music-hall (avec l'orchestre Jean Roderes) et à Radio-Luxembourg. En 1963, il suivit un stage pour directeurs d'orchestre à Aix-en-Provence et obtint le premier prix. En 1965, on lui confia la direction de l'Harmonie de Differdange, avec laquelle il a gagné plusieurs prix: mention «excellent» au tournoi national d'Esch (1966), 1^{er} prix du concours CISM de Varallo (Italie), de Vichy («Lyre d'or» de la Ville de Vichy, 1970), du concours national luxembourgeois pour le congrès mondial des fanfares CISM. Sous sa direction, la fanfare bénéficia d'une nouvelle impulsion, notamment avec les «show music». En 1979, il a cédé la direction de la fanfare à Marco Battistella: 587, 615.

RANCITELLI Paolo: 411, 412.

RANGHINO: 528, 553.

RASCHELLA Cosimo: 588.

RECCHIONI Antonio (Foligno, Pérouse, 1896 - Esch-sur-Alzette, 1952). Arrivé à Esch en 1924. Profession: cordonnier, d'abord pour le compte de Keiser, puis indépendant. Marié à Lucantonio Maria en 1924. Un enfant, Ezio (Esch, 1925), cordonnier: 359.

RECH: 115, 119, 298; Louis: 615, 617; Gino: 393; REGALLI: 115, 127, 132.

REGAZZONI Jean: 495, 561, 569.

REGGI: 128, 132, 298, 412, 520.

REGHELLIN Pierluigi: 589, 591.

RADRIZZI Natale (Dudelange, 1887-1959). Profession: cafetier: 119, 128, 129, 132.

RAFFAELI Pierino: 459.

RAFFAELLI Bruno (Serrra Sant-Abbondio, Pesaro, 1914). Arrivé à Differdange en 1927, il travailla comme mineur de 1934 à 1970. Famille: marié en 1939 à De Zorzi Alba, il a quatre enfants: Remo (1941), installateur; Rosita (1940), ménagère; Nello (1947), chauffeur; Mario (1959), employé de chemin de fer: 538.

RAINALDI Andrea (ministre): 515, 518, 534, 536, 537, 539, 544, 619.

RAISI Frères: 299, 305.

RAMBERTI Dino: 459; Sante: 327.

RAMPIN Mosè (Carrara San Giorgio, Padoue, 1875 - Dudelange, 1963). Arrivé à Dudelange en 1896. Profession: cafetier: 115, 128, 129, 132, 292, 393; Mario: 591.

RAMPINI Ascanio (Differdange, 1931). Ses

grands-parents étaient originaires de Fontecchio (Aquila). Son père, né à Differdange en 1905, vécut en Italie de 1914 à 1925, puis rentra au Grand-Duché pour travailler dans les mines. A onze ans, Ascanio entra dans l'Harmonie Municipale de Differdange et s'inscrivit à l'école de musique d'Esch, où il étudia le solfège et le hautbois sous la direction de Daniel Kater. Après cinq ans d'études, il reçut son diplôme. En même temps, il jouait dans la fanfare de Differdange, au music-hall (avec l'orchestre Jean Roderes) et à Radio-Luxembourg. En 1963, il suivit un stage pour directeurs d'orchestre à Aix-en-Provence et obtint le premier prix. En 1965, on lui confia la direction de l'Harmonie de Differdange, avec laquelle il a gagné plusieurs prix: mention «excellent» au tournoi national d'Esch (1966), 1^{er} prix du concours CISM de Varallo (Italie), de Vichy («Lyre d'or» de la Ville de Vichy, 1970), du concours national luxembourgeois pour le congrès mondial des fanfares CISM. Sous sa direction, la fanfare bénéficia d'une nouvelle impulsion, notamment avec les «show music». En 1979, il a cédé la direction de la fanfare à Marco Battistella: 587, 615.

RANCITELLI Paolo: 411, 412.

RANGHINO: 528, 553.

RASCHELLA Cosimo: 588.

RECCHIONI Antonio (Foligno, Pérouse, 1896 - Esch-sur-Alzette, 1952). Arrivé à Esch en 1924. Profession: cordonnier, d'abord pour le compte de Keiser, puis indépendant. Marié à Lucantonio Maria en 1924. Un enfant, Ezio (Esch, 1925), cordonnier: 359.

RECH: 115, 119, 298; Louis: 615, 617; Gino: 393.

REGALLI: 115, 127, 132.

REGAZZONI Jean: 495, 561, 569.

REGGI: 128, 132, 298, 412, 520.

REGHELLIN Pierluigi: 589, 591.

REORDA Giuseppe: 246, 249; Bruno: 586.

RIBECA Giuseppe: 203, 204, 223, 231, 244, 340, 347, 425, 456, 482, 484, 496, 516.

RICCARDI Roberto (ambassadeur): 580, 583, 619.

RICCI U.: 340. R. 561; Alex: 561; Andrea: 89.

RIGANELLI: 81, 594, 625; Renata: 553.

RINALDIS Francesco (Mammola, Reggio de Calabre, 1937). Arrivé au Luxembourg en 1955. Profession: conducteur de bulldozer, ferrailleur, ouvrier à la brasserie Bofferding, accrocheur, machiniste. Marié à Raschella Maria Francesca en 1959. Enfants: Manuela (1962), employée dans une agence de voyages; Roberto (1965), mécanicien de machines industrielles; Alberto (1967), apprenti: 557.

RIVA Pietro: 181, 292.

RIZZO Giovanni: 590, 591; Michele: 590, 591, 624.

RODEGHIERO: 137, 140.

* ROMAGNOLI: 565.

ROMANUTTI Germano: 218, 237, 238; Leonzio: 431, 459, 424, 518; Cesira: 499, 512, 518, 519.

ROMEO: 509.

RONCONI Eugenio: 181, 296.

RONCORONI Luigi: 194.

RONDANI Dino: 36, 37, 39, 45, 54, 56.

* RONDINI (chorale): 609.

RONGONI (café): 119.

ROSATI Vincenzo: 89, 459; Ubaldo: 267, 459.

ROSCANI Nazzareno: 350; Ugo: 460.

ROSSETTI Bruno: 326, 327, 356, 411; Giuseppe: 411, 412; Clesio: 436; Fernanda: 553; Adelmo: 602.

ROSSI Delvaro: 40, 46, 47.

ROSSI Francesco (Tulm, 1873 - Dudelange, 1924). Profession: cafetier à Dudelange: 69, 97, 180, 181, 393, 412, 520.

ROSSI (vins et spiritueux): 561.

ROSSI Giovanni (Borello, Forlì). Arrivé à Esch vers 1900. En 1931, il ouvrit un café (aujourd'hui café Gubbio), qui était un des plus élégants cafés de la ville et qu'il géra jusqu'en 1965. Marié à Stradaroli Adelaide. Enfants: Armando, mort à l'âge de 28 ans; Argia Cantoni-Rossi; Nerina Tonetti Ivo-Rossi, mariée en secondes nocces à Orizi Alfredo; Maria Weidich-Rossi; Ezio, marié à Fonck Suzanne; Emilia: 203, 214, 243, 244, 254, 257, 347.

ROSSI Marcel: 466; Armando: 424; Emidio: 299, 398, 400; Sebastiano et Filippo: 305; Ezio: 517; Amadeo: 602; Mario: 563; Pietro: 518; Leandro: 424; Anita et Liliana: 552.

ROSSINI Giuseppe (Martignano, Trente, 1876 - Dudelange, 1934). Arrivé à Dudelange en 1896. Profession: cafetier: 46, 115, 129, 132, 203, 210, 223, 228, 229, 231, 244, 292, 297, 340, 375, 393.

ROTA Giovanni: 147, 303, 400, 460; Humbert: 586.

ROTONDI Luciano: 562, 588.

RUFFINI: 292, 294, 395, 543.

RUGGERI: 292, 602.

RUSCIO Pasquale: 350.

RUSCITTI Virgilio (Raiano, Aquila, 1880 - Differdange, 1949). Arrivé à Differdange en 1902, il travailla à l'usine Hadir (aujourd'hui ARBED). En 1906, il rentra en Italie, où il se maria à D'Angelo Maria (Raiano, 1886 - Differdange, 1970). Il revint à Differdange en 1913 avec sa femme. Il reprit son travail aux hauts fourneaux Hadir. De 1923 à 1928, il émigra aux Etats-Unis. Revenu à Differdange, il ouvrit un café-épicerie qu'il géra jusqu'en 1933. Il eut sept enfants: Töresa (Raiano, 1907), Giuseppina (Raiano, 1909), Vincent (1915), Elvira (1917), Anna (1920), Carlo (1921), Victor (1930): 69, 88, 235, 398.

RUSCITTI Luigi (Raiano, Aquila, 1926). Arrivé au Luxembourg en 1964, venant du Vénézuëla, où il avait vécu pendant 10 ans. Profession: chauffeur, manœuvre. Marié à Lilia Gianni en 1952. Enfants: Anna (Vénézuëla, 1957); Luciano (Vénézuëla, 1959); Enzo (Vénézuëla, 1961). Trois petits-enfants. Luciano et Enzo ont été des membres actifs d'une société musicale.

S

SABATINI Pasquale (Fossato di Vico, Pérouse, 1872 - Esch-sur-Alzette...), Arrivé au Luxem-

- bourg en 1904: 78, 79, 81, 88, 175, 181, 203, 204, 228, 231, 244, 263, 267, 340, 354, 371, 412, 413, 485; **Augustine**: 526.
- SABATINI Enrico** (Sigillo, Pérouse, 1892 - Esch-sur-Alzette, 1958). Arrivé à Esch en 1911. De 1912 à 1919, il a vécu à Sigillo: 79, 81, 187, 228, 244, 340, 347, 412.
- SABATINI Tommaso**: 247, 267, 482.
- SABATINI Aurelio**: 81, 267, 411, 412, 482, 485, 526, 528, 550, 590.
- SABATINI Adriano**: 81, 247, 350, 353, 413, 569, 615.
- SABATINI Maria**: 247, 285, 412; **Iole**: 270; **Iolanda**: 285; **Girolamo**: 425; **Ribelle**: 512, 518, 543; **Sofia**: 555.
- SABATINI-SCHOLL Bettina** (Esch-sur-Alzette, 1942). Fille du sculpteur Sabatini Aurelio: elle a fréquenté le lycée et l'école des Beaux-Arts à Florence (Italie). Elle est spécialisée dans la création d'œuvres en céramique. Elle a exposé au Grand-Duché, en Belgique, aux Pays-Bas, en Grèce et en Grande-Bretagne.
- SABBATUCCI Marco**: 622.
- SAGRAFINA Francesco**: 494.
- SAGRAMOLA Angelo** (Nocera Umbra, Pérouse, 1900 - Esch-sur-Alzette, 1976). Arrivé au Grand-Duché en 1922. Profession: mineur. Marié à Mattrella Maria en 1926. Quatre enfants: 412.
- SAGRAMOLA Alfredo**: 412, 432, 436; **Marion**: 543; **Alessandro**: 432; **Quinto**: 246, 432; **Olga**: 519; **Ivo**: 543.
- SAGRILLO Giacomo** (Seren del Grappa, Bellune, 1862-...). Arrivé à Dudelange en 1894. Parti pour Volmerange avec sa femme. Rech Francesca (Seren Del Grappa, 1859-...) en 1924. Un enfant, **carlo** (Lexy, Metz, 1889): 115, 119, 129, 132, 291; **Carlo**: 132.
- SAIBENE**: 78, 80.
- SALIS Giulio**: 592.
- * **SALUTE** (société d'épargne): 354, 413.
- SANNIPOLI Eugenio**: 562, 588; **Nazzarena**: 574.
- SARDELLI Giuseppe**: 161, 162, 179, 180, 181, 184, 185, 199, 200, 202, 205, 233, 325, 329.
- * **SARDI D'EUROPA**: 592, 624.
- SAVELLI**: 228, 243, 347.
- SAVIO Nazzareno** (père): 547, 621; **Nicola**: 563.
- SAVOINI Diocleziano**: 518.
- SBARRA Italo**: 460.
- SBRIZZI**: 308, 467.
- SCALA Achille** (Castelponzone, 1879 - Esch-sur-Alzette, 1924). Arrivé à Esch en 1902, venant d'Ars-sur-Moselle (France). Un enfant: 88, 89, 91, 95.
- SCALABRINI G. Battista** (Mgr): 532-533, 549.
- SCAMACCA** (baron): 473, 480, 491, 493, 619.
- SCARAMUCCI Gino**: 216, 236, 237, 238, 255, 257, 273, 357; **Fernando**: 218.
- SCASSELLATI Paolo**: 544.
- SCHIAVONE Achille**: 563; **Carlo**: 563.
- SCHIEVENIN Luciana**: 606.
- SCHOCKMEL Othon**: 81, 247, 248, 250, 354, 427, 527, 529, 544, 549, 552, 555, 558, 572, 586, 587.
- SCHUSTER Paul**: 586.
- SCIAMANNA Giovanni**: 611.
- SCIMIA Silvio**: 354.
- SCIPIONI**: 38.
- SCRIGNA Maria** (Castelnuovo Bocca d'Adda, Milan, 1922). Arrivée à Dudelange en 1963. Partie pour Bettembourg en 1978. Profession: cabaretière: 129.
- * **SECOURS MUTUEL de Luxembourg**: 23, 60, 67, 68-69, 208, 225-227, 231, 232, 339-340, 341, 343.
- * **SECOURS MUTUEL d'Esch-sur-Alzette**: 23, 62, 69, 85-88, 90, 99, 101, 169, 208, 249-250-253, 263, 265, 271, 274, 275, 316, 319, 348, 353, 354, 364, 425.
- * **SECOURS MUTUEL de Rumelange**: 69.
- * **SECOURS MUTUEL de Dudelange**: 23, 69, 125-127, 169, 294, 319, 348, 393, 395.
- * **SECOURS MUTUEL de Rodange**: 169, 202, 300, 301, 305, 319, 348, 400, 401.
- * **SECOURS MUTUEL de Niederkorn**: 23, 29, 69, 142, 143-146, 348.
- * **SECOURS MUTUEL de Differdange**: 23, 29, 139, 146, 169, 348, 398.
- * **SECOURS MUTUEL de Bettembourg**: 29, 306-307, 319, 468.
- * **SECOURS ROUGE INTERNATIONAL**: 176, 179, 180, 189, 190-192, 197, 201, 206, 221, 225, 256, 257, 297, 302, 320, 325, 326, 327, 328, 329, 338, 358, 360, 362, 363, 394, 402, 430.
- SEDA Benito**: 592.
- SEGHETTO Abramo** (père): 566, 621.
- SEGHETTO Lino**: 558, 575, 587.
- SEMERARO Santo**: 184, 200, 205, 324, 329, 330, 331.
- * **SEMPRE AVANTI** (société d'épargne): 354, 415.
- SENOFONTE Domenico** (Aquila, 1884 - Dudelange, 1942). Arrivé à Esch en 1912. Couturier: 82, 93, 246, 247, 411, 412; **Giovanni**: 355.
- SERARCANGELI Mario** (Fiuminata, 1926). Arrivé au Luxembourg en 1927. Profession: soudeur. Marié à Barboni Angelica en 1959. Deux enfants: **Giuseppe** (1960), étudiant (ingénieur); **Nadia** (1963), étudiante (assistante en laboratoire), à Liège (Belgique).
- SERUGHETTI Francesco** (Bolgare, Bergame, 1885-1956). Arrivé à Esch en 1907. Sculpteur sur bois. Marié en 1908 à Francisco Marianna (Fiorano Canavese, Turin), arrivée au Grand-Duché en 1882. Après leur mariage, ils gèrent le café, qui avait été ouvert par les parents de Marianna. Six enfants, dont un seul est toujours en vie, **Marcello**, actuel propriétaire du café: 78; **Marcello**: 460; **Pietro**: 292.
- SETTIN Flavio** (abbé): 252, 279, 280, 296, 306, 311, 312, 314, 340, 343, 350, 352, 366, 370-388, 406, 418, 419, 421, 422, 423, 426, 438-448, 461, 462, 464, 482, 483-486, 568, 621.
- SGRECCIA Giovanni** (San Pietro d'Arcevia, Ancône, 1923). Arrivé au Grand-Duché en 1954. Travaille à l'Arbed. Marié à Tinti Elide en 1945. Un enfant, **Gianfranco** (Pergola, 1946), techni-

cien (brevet de maîtrise en 1974), épouse en 1968 Galletti Liliana, propriétaire d'un magasin de téléphones et de radios qu'il gère avec sa femme. Le couple a un enfant, Marco (1970).

SGRIGNA Giovanni: 494.

SGURA Cosimo: 622.

SIBILIO Geremia: 622.

SILVESTRINI Mario: 528, 530, 602; Giuseppe: 452.

SIMONAZZI Pietro (Reggiolo, Reggio d'Emilie, 1890 - Esch-sur-Alzette, 1971). Arrivé au Grand-Duché vers 1897, il rejoint sa mère qui, restée veuve, s'était remariée avec Chierici Policarpo (voir Chierici Policarpo) et servait les repas aux ouvriers de l'entreprise gérée par son mari. Vers 1900, Pietro ouvrit le restaurant Italia, avec chambres. Marié en 1915 à Taverna Marina, avec laquelle il gère le restaurant jusqu'en 1952. Il fut membre de l'a.s.b.l. de la Mission catholique italienne. Une fille, Ida (décédée): 66, 67, 226, 228, 229, 231, 341, 371, 526.

SIMONCINI Oliviero: 343, 494, 580; Lucia: 519.

SMANIOTTO: 115, 292.

SOAVE Silvio: 415, 490; Olindo: 411, 434, 490; Carlo: 490.

* SOCIETE PHILODRAMATIQUE D'ESCH: 91-92.

* SOCIETE «FIOR NASCENTI» D'ESCH: 93.

SOFFIATURO Camille: 466.

SOLAGNA Pierre (Dudelange, 1901-1974). Profession: coiffeur et cafetier: 119, 132, 292; Dominique: 466.

SOLAZZI Arturo: 176, 181, 234, 244, 246, 254, 255, 258; Alfredo: 253.

SOLFA Berto: 292.

SOLOFRIZZO Gennaro (Barletta, 1898 - 1963).

Il travailla d'abord dans les cotonneries au Congo. Arrivé au Grand-Duché en 1930, il se maria et ouvrit une maison de torréfaction. Fondateur des Amitiés Italo-Luxembourgeoises de Luxembourg-Ville. Il participa à la Deuxième Guerre mondiale, en Afrique, en tant qu'officier de l'armée italienne. Il avait participé à la «Marcia su Roma», avec Mussolini. Marié à Clivio Teresa (voir Clivio Cesare). Madame Solofrizzo avait rejoint sa famille au Grand-Duché en 1908. Diplômée de l'Ecole Supérieure de Commerce de Fribourg (Suisse). De 1922 à 1925, elle donna gratuitement des cours de langue italienne aux enfants des immigrés. Co-fondatrice des Amitiés Italo-Luxembourgeoises. Après une courte période vécue au Congo, où elle avait suivi son mari, elle retourna au Grand-Duché, où elle fut chargée de cours d'italien au Pensionnat Sainte-Sophie et au Lycée de Jeunes Filles à Luxembourg-Ville. En reconnaissance de ses mérites, les gouvernements italien et luxembourgeois la nommèrent respectivement Officier dans l'Ordre de Mérite de la République Italienne et Chevalier dans l'Ordre de Mérite Grand-Ducal. Sa fille Vanna est secrétaire privée de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse. Madame Solofrizzo-Clivio

Teresa est décédée en 1983: 67, 232, 340, 341, 342, 344, 544, 545.

SOLVI Romualdo (Fabriano, Ancône, 1869 - Differdange, 1930). Il a travaillé dans les mines de soufre, en Sicile, puis à la construction du chemin de fer Messine-Patti (Sicile), ensuite en Lorraine (de 1893 à 1894). Arrivé à Esch vers 1900, il travailla comme mineur. Marié une première fois à Maria Francisco, il eut deux enfants: Mario et Lina. En 1906, il ouvrit un café à Differdange. Après la mort de Maria, il se remaria avec Teresa Romanini (Cancelli di Fabriano). De ce mariage, il eut quatre enfants: Rivulio, Margherita, Aurelio et Arturo. Son café était fréquenté aussi bien par des ouvriers que par des personnalités, notamment le député Aloyse Mark, le député-maire Emile Mark, le comte Della Torre. Il logeait beaucoup de migrants italiens jusqu'à leur installation définitive: 136, 139, 141, 181, 184, 299, 398.

SONATI Francesco: 460.

SORAGNA Guido dei Principi Lupi (consul): 62, 88, 102, 103, 620.

SORANI Valentino (Focsani, Roumanie, 1910). A 19 ans, secrétaire du consulat de Braila, il dirigea ensuite le bureau de Galati. Après la Deuxième Guerre mondiale, il fut déclaré persona non grata et dut quitter la Roumanie. Réfugié au Luxembourg, il fut le défenseur des réfugiés et des immigrés roumains. Envoyé à Esch comme agent consulaire, il obtint un bureau dans la «Casa d'Italia», où il travailla au service des passeports. Pendant 15 ans, il fut aussi un conseiller précieux et un vaillant défenseur de ses compatriotes venus d'Italie aussitôt après la guerre. Deux ans après l'arrivée du consul italien, il fut chargé du service de l'émigration à l'ambassade d'Italie à Luxembourg. Après 46 ans passés au service de ses compatriotes, il prit sa retraite et retourna à Florence: 535, 537, 553.

SORCI Sante: 203, 228, 229, 243, 340, 347, 363, 447, 503; Lisa: 267, 285.

SOSIO Emilio: 175, 181, 187, 243, 254, 267, 276, 338, 347, 357, 364.

SPERANDIO Clara: 495.

* SPERANZA (société d'épargne): 354, 411.

SPINOLA Fed. Costanzo (ministre): 60, 62, 618.

SPINOSA Vito: 563.

SPIZZO: 569, 611.

STAMERRA Giuseppe: 615.

STEFANETTI Adino: 616.

STEFANI Mario (père): 566, 573, 576, 621.

STEFANUTTI Luciana: 604.

STELLA Ivano: 581, 589, 590, 591; Fiorenzo: 564.

STERZI Giovanni (Vérone, ... - Esch-sur-Alzette, 1975). Arrivé à Esch-sur-Alzette en 1925. Profession: coiffeur. Deux enfants: René (voir Zambelli), coiffeur; Pia, épouse de l'ancien bourgmestre de Kehlen, M. Wendel: 243, 347.

STOISA Modesto (Giaveno, Turin, 1895 - Esch-sur-Alzette, 1965). Après la Première Guerre mondiale, il émigra en Lorraine. Il arriva au

Grand-Duché en 1926, avec sa femme, son fils Rinaldo (Verdun, 1922) et sa fille Josie, pour construire des maisons à Esch pour le compte de Majerus Félix-Gauthier. En 1928, il fonda sa propre entreprise. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il travailla spécialement à la construction des abris anti-aériens de la Ville d'Esch. Parallèlement, sous l'occupation, père et fils collaborèrent avec la Résistance luxembourgeoise, par l'intermédiaire de Menster Paul et d'un de leurs ouvriers, Cattivelli Armando. Ils procuraient des cartes d'identité françaises, que leur rapportaient quelques-uns de leurs ouvriers venant du Doubs (France). Ils cachèrent aussi pendant plusieurs mois deux de leurs ouvriers luxembourgeois, réfractaires à la Wehrmacht. La Deuxième Guerre mondiale terminée, l'entreprise Stoisa s'occupa de la reconstruction à Bastendorf et à Diekirch, localités détruites lors de l'offensive de von Rundstedt. Puis elle exécuta de nombreux travaux pour la Ville d'Esch, notamment la construction de l'usine de pompage des eaux de la ville, ainsi que pour l'Arbed et de nombreux privés. Stoisa Modesto cessa son activité en 1955. Son fils Rinaldo se maria en 1947 à Crescentini Irma. L'entreprise Stoisa fut par la suite achetée par l'entreprise Zambelli et Cie: 94, 243, 347, 490, 528, 545.
STOPPELE Vittorio: 365.
STORTI Luigi: 466; **Pietro:** 292.
STORTINI Giovanni: 244, 347.
STRADAROLI Arnoldo: 91, 95, 249.
STRINGARO Derute: 478.

T

TACCHINI Francesco: 398.
TACCONI Luigi (père): 594, 595, 598, 599, 609, 621.
TADEI Giuseppe: 460.
TAGLIABOSCHI Tasso: 248, 255, 325.
TAGLIAFERRI (abbé): 620.
TAMBURINI Alessandro: 91, 294.
TAMBURINI Antonio (ministre): 409, 415, 428, 446, 453, 454, 456, 462, 463, 474, 483, 619, 620.
TANI Augusto: 214, 222, 252, 267, 268, 276, 319, 335, 342, 350, 351, 352, 415, 425.
TARSI: 622.
TASSI (café): 43, 181.
TASSI Libertario: 294, 297, 395, 433, 434, 435, 460, 466.
TAVERNA René: 466; **Ivo:** 231.
TAVERNARO Katia: 574.
TEGA Angelo: 31, 38, 39, 40, 125.
TENCONI Pietro: 299, 398, 400, 591.
TERRERI Domenico (Vérone, 1848 - Dudelange, 1928). Arrivé à Dudelange en 1888. Profession: cafetier: 120, 127, 132, 292.
TERRERI Francesco (Blies Ebersingen, 1879 - Dudelange, 1940). Arrivé à Dudelange en 1888. Profession: mineur: 115, 394; **Primo et Ernesto:** 394.
TESSARO: 561.
TIAPAGO Abele: 186, 222, 250, 251, 255, 264,

267, 268, 272-273, 274, 275, 276, 284.
TINI Luigi: 204, 223; **Pietro:** 347.
TINOR Attilio: 285, 413; **Francine:** 544.
TOLLINI Antonio: 305, 398.
TOLUSSO Luigi: 398.
TOMMASINI Angelo (...-Esch, 1961). Marié en 1930 à Zallio Alba, il ouvrit avec elle un café-pension à Differdange. Angelo travaillait comme carreleur de façades (voir l'école de Fousbann, les crèches de Differdange et de Lasauvage), tandis que sa femme gérât le café-pension. Pendant la Deuxième Guerre mondiale ils furent évacués à Beaufort. Le café fut pillé et Angelo, accusé par les communistes, fut emprisonné à Belvaux. Ensuite il reprit son travail avec une vingtaine d'ouvriers jusqu'à sa mort. Il eut deux enfants, Egle et Folco (voir ci-dessous): 400, 491.
TOMASINI Folco. Marié en 1962 à une institutrice chargée de cours d'italien, il continue l'œuvre de son père (voir Tomasini Angelo), gérant une entreprise de carrelages et de façades, qui emploie une quinzaine d'ouvriers.
TOMMASINI Oreste: 395, 433, 460, 493, 494, 497, 498, 518.
TOMMASINI Guido: 434, 466.
TONETTI Davide (Perticara, Pesaro, 1880 - Esch-sur-Alzette, 1948). Arrivé au Grand-Duché dès sa première enfance. Directeur du groupe musical «La Garibaldina» de 1909 à 1940. Il dirigeait aussi d'autres groupes musicaux, à Rumlange et à Ottange. Il eut six enfants, dont quatre sont encore en vie: Cinzia, Nella, Josette et Ernestina: 90, 95, 247; **Cinzia:** 90, 267, 285; **Giuseppina:** 285; **Millo:** 424; **Nella:** 503.
TORNAMBÉ François: 602.
TORRE Arturo: 421, 422, 424, 446, 452, 461, 465.
TOSCHI Bruno: 434, 460; **Carlo:** 292.
TOSI Giuseppe (Savignano, Forlì, 1895 - Ettelbruck, 1960). Arrivé à Dudelange en 1899. Profession: boulanger: 115, 118, 131, 292.
TOZZI Salvatore (Vezzano, Trente, 1903). Arrivé de Tucquegnieux, Meurthe-et-Moselle (France), en 1930. Profession: boucher. Marié à Gambaccini Giselda en 1927. Enfants: Giuseppina, Olga, Livio: 408; **Livio:** 528, 530, 540, 577.
TRASANNA Alfredo: 588.
 * **TRENTINI NEL MONDO:** 591, 624.
 * **TREVISANI NEL MONDO:** 606, 609, 624.
TREVISI Ettore (Père): 621.
TREZZI: 244, 348.
TRICHES-REMEDI-PACIFICI. Triches Alessandro arriva au Grand-Duché en 1895 en compagnie de Remedi Giuseppina. Ils étaient originaires de Meano (Santa Giustina, Bellune). Alessandro travailla à la construction de l'usine «Clair-Chêne» puis, vers 1910, il ouvrit un café. Il est décédé en 1917. Trois enfants: Carlo, Lina, Giuseppina. Giuseppina se maria en 1915 à Pacifici Domenico (Terni, 1895 - Esch-sur-Alzette, 1944), arrivé au Luxembourg en 1910. De 1917 à 1944, ils gèrent le café Pacifici (déjà café Triches). Enfants: Alessandro, qui a géré le café Pacifici de 1944 à 1957; Lidia (1920); Giuseppe (1929): 78.

TRIGATTI Lino: 431, 432, 433, 436, 460, 478, 479, 500, 506, 518, 561, 584.
 TRIGATTI Marino: 431, 433, 460.
 TRISCIANI Angelo: 562, 588.
 * TRIVENETI (association): 589.
 TROIAN Giuseppe: 494.
 TURCI Pompeo: 413, 433; Augusto: 435.
 TURA Antonio (Arsiè, Bellune, 1878 - Dudelange, 1929). Arrivé à Dudelange en 1910. Profession: mineur: 115; Stefano: 412.

U

UBALDINI Gino: 354, 431, 480, 494; Aurelia: 436, 519.
 UCELLANI Cesare: 31, 38.
 * UDINESINA: 594, 624.
 * UMANITARIA (société): 32, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 54, 56, 110.
 * UMBRI NEL MONDO: 565, 591-592, 624.
 * UNAIE: 589, 593.
 UNGARI Anselmo: 37, 39, 43, 44, 47, 48, 49, 56, 57, 148.
 * UNICA (société d'épargne): 354, 412.
 * UNIONE DONNE ITALIANE (UDI): 480, 495, 499, 519, 542, 550, 593, 622.
 * UNIONE POPOLARE ITALIANA (UPI): 429-430, 442, 455.
 * UNIONE ANTIFASCISTI ITALIANI (UAI): 478, 494.
 * U.P.E. (Association des Pouilles): 624.
 * U.P.E.F. (Association des Pouilles): 624.
 URLI Vittorio: 518.
 VACCAROLI Carlo (Oleggio, Novare, 1888 - Esch-sur-Alzette, 1966). Arrivé au Grand-Duché en 1909. Profession: maçon, puis entrepreneur à Esch-sur-Alzette. Trois enfants. Marié à Moia Luigia (Orino, Varèse).
 VACCAROLI Caterina: 354, 422, 545, 553, 586; Mario: 586.

V

* VA' E VIENI (société d'épargne): 354.
 VALENTINI Andrea (Gualdo Tadino, Pérouse, 1869 - Esch-sur-Alzette, 1936). Arrivé au Luxembourg en 1897, en provenance de Gualdo Tadino, où il était employé dans l'exploitation agricole familiale. De 1897 à 1905, il fut tenancier d'une pension et, de 1905 à 1936, cabaretier au Café-Restaurant de l'Usine (rue d'Audin) à Esch-sur-Alzette. Il fut membre de la société «Mutuo Soccorso» d'Esch-sur-Alzette. Marié en 1893 à Bernabei Carmela (1868-1914), puis à Viventi Maria (1891-1959), il eut trois enfants: Americo (Gualdo Tadino, 1894 - Esch-sur-Alzette, 1957), commerçant; Edmondo (Esch-sur-Alzette, 1905 - Rodange, 1972); porion des mines; Elda (Esch-sur-Alzette, 1915), épouse de Leider Nic.: 79, 80, 247, 347, 348, 353, 425.
 VALENTINI Edmondo: 246, 248, 249.
 VALERA Pompeo: 226, 228, 339, 340, 341.
 VALFRE' DI BONZO (ambassadeur): 583, 609, 619.

VALLE Pierfranco (consul): 556, 565, 583, 594, 620.
 VAN DAMME J. (consul): 61, 62, 620.
 VANETTI Luigi: 300, 398; Giovanni: 398.
 VANNUCCHI Guido: 69, 78, 88, 90, 225, 228, 230; Dante: 344.
 VANOLI Frères: 401; Liliana: 554, 573.
 VANOLI (café): 587.
 VARE' Daniele (ministre): 209, 214, 215, 235, 250, 618.
 VARGIOLU Giuseppe: 592.
 VARGIÙ Luigi: 223, 233.
 VECCHI N.: 340.
 VENANZI Nic.: 466, 561.
 VENEZIANO Giuseppe (Syracuse, 1865 - Differdange, 1939). Marié à Schiavone Carmela (Syracuse, 1873 - Differdange, 1938). Emigré en Turquie en 1897, puis au Grand-Duché en 1903. Après un bref séjour, sans travail, il partit pour la France. Il revint ensuite à Differdange, ayant trouvé un emploi. Profession: ouvrier d'usine. Enfants: Lina, Pasquale, Attilio, Gaspare (voir ci-dessous): 299.
 VENEZIANO Gaspare (Differdange, 1909). Marié à Michaux Marie en 1939. Il a d'abord suivi la carrière de boxeur, puis il fut ouvrier. En même temps, il a géré un café avec sa femme, de 1953 à 1980: 299.
 VENEZIANO Ted: 397, 615.
 VENTURELLA Antonio (consul): 583, 620.
 VENTURINI Mario: 460; Tosca: 285, 519.
 VENTURINI Antonio (ministre): 534, 535, 546, 556, 619; Carlo: 326.
 VERDI (fanfare): 23, 69, 80, 81, 91, 177, 178, 179, 195, 228, 245-248, 250, 352, 353, 421, 425, 426.
 VERONA (café): 415.
 * VERONESI NEL MONDO: 609, 624.
 * VICENTINI NEL MONDO: 565, 590, 591, 624.
 VIDONI Guido: 413, 425.
 VIENI Filadelfio: 562, 563, 588, 589; Giuseppe: 563, 588, 589.
 VIGLIONE Raffaele Antonio: (Petrella/Tifernina, Campobasso, 10.5.1940). Etudes classiques en Italie. Emigré au Luxembourg en 1961. Employé auprès du «Patronato ACLI» à Esch-sur-Alzette de 1962 à juin 1966. Puis il fut transféré à Paris jusqu'en décembre 1966. Responsable régional des ACLI à Metz de janvier à mars 1967. En 1967 il fut employé par l'OTAN à Paris, puis à Bruxelles (1968-1969). Après avoir réussi le concours public du ministère des Affaires étrangères, il travailla à Rome (février 1969 - mars 1970). En 1970 il fut transféré à Esch-sur-Alzette, auprès du consulat d'Italie. Il y demeura jusqu'au 30 septembre 1986, date à laquelle il réassuma son poste au ministère à Rome. Collaboration et secrétaire de plusieurs associations à caractère social, culturel et sportif au Grand-Duché. Collaborateur actif à la Mission catholique depuis 1962. Auteur d'une comédie en trois actes «Facciamo la pace», représentée à Esch-sur-Alzette, à la Mission le 9 mars

1986 et au Théâtre municipal le 20 avril 1986: 611, 617.

VIGNETTI Attilio (consul): 545, 546.

VIGNOLO (abbé): 261, 284, 621.

VILLA Teresa: 543.

VINCI: 581.

VINCIOTTI Rivaldo: 432, 433, 543; Ideale: 246, 432, 460, 543; Adamo: 354; Vinci: 460.

VIOLA Ubaldo (Sigillo, Pérouse, 1883 - Esch-sur-Alzette, 1969). Arrivé au Luxembourg en 1907 avec sa femme Margherita (Fossato di Vico, 1887...) et ses filles. Rentré en Italie en 1915, il revint au Grand-Duché en 1920. Profession: il travailla d'abord dans la fabrique de pâtes alimentaires Gatti-Crescentini. En 1924, il ouvrit le «Café Viola». Il eut beaucoup de succès, grâce à la bonne ambiance, aux bals, au restaurant et aux chambres qu'il louait. De 1948 à 1960, il logeait jusqu'à 30 ouvriers en dix chambres et il servait jusqu'à 300 repas pour les employés et les ouvriers de l'entreprise Zambelli. Enfants: Viola Elena, mariée en 1927 à Giacomini Giosué et, en 1956 en secondes noces, à Crescentini Max; Zambelli-Viola Giulia: Vanoli-Viola Orlanda, mère de deux enfants. Giosué et Giovanni: 244, 340, 347, 353.

VITALI Luigi: 244, 347, 425; Gino: 552; Bruno: 573; Vittorio: 235, 570, 573, Nello: 552.

VIOTTI Valentino et Luigi: 306.

W

WEBER Joseph: 11, 12, 19, 25, 26, 27, 32, 57, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 70, 76, 82, 85, 87, 96, 97, 101, 139, 144, 146, 620.

WIES Iolanda: 412.

Z

ZAGO Tullio: 394, 591.

ZALLIO Auguste (Biella, 1865...). Arrivé à Differdange vers 1910, venant de Suisse, il entra en Italie au début de la Première Guerre mondiale. Ensuite, après un séjour à Verdun, il revint à Differdange, où il fonda une entreprise de carrelage vers 1920. Sa famille, qui était restée en Italie, le rejoignit en 1925. Sa fille Alba (Suisse, 1902) se maria à Tomasini Angelo (voir Tomasini Angelo). ZALLIO Pietro: 46, 140, 148, 150, 151.

ZAMBELLI Massimo (Rocca, 1883 - Esch-sur-Alzette, 1952). Arrivé au Luxembourg en 1900, il vécut à Pétange et à Esch-sur-Alzette. Profession: entrepreneur. Président de la fanfare «Garibaldina». Trois enfants: Jos, marié à Viola Giulia; Jempy (Jean-Pierre), décédé; Anna Zambelli-Wies: 44, 45, 73, 81, 243, 246, 347, 353, 460.

ZAMPA Luciano: 593.

ZANARDO Ottavio: 589; Oreste: 589.

ZANELLA Massimiliano: 567; Raffaello (Père): 621.

ZANGA Giovanni: 267, 452.

ZANGIACOMI Alessandro: 32, 33, 93, 137, 140, 142, 144.

ZANGRANDI Ottavio: 573.

ZANINETTI Vincenzo: 244, 245, 347, 364, 425.

ZANON Ferruccio: 543; Giovanni: 543.

ZARINELLI Jos: 460.

ZAROTTI Andrea: 413; Mariuccia: 553, 554.

ZAVATTARO Luigi (abbé): 23, 42, 98, 99, 620.

ZIGLIANA Francesco (Païco, Brescia, 1871 - Dudelange, 1924). Profession: cafetier. Arrivé à Dudelange en 1896: 54, 115, 118, 119, 127, 132, 181, 292, 433; Domenico: 129; Angelo: 412; Elise et Jean: 466.

ZILLI Arturo (Polpet di Ponte nelle Alpi, Bellune, 1907 - Niederkorn 1986). Arrivé au Luxembourg en 1924, il exerça la profession de staffeur. Pendant quatre ans, il dirigea une entreprise artisanale. Il fut aussi sculpteur. Marié en 1939 à Lise Emma, il eut deux enfants: 432.

ZILLI Rodolfo: 565, 589; Romain: 586.

ZUCCAROLI Giuseppe: 175, 185, 194, 207, 211, 248, 254, 255, 259, 325, 354, 355, 356, 411, 412, 460.

ZUCCOLI Massimo (Vedano Olona, Varèse, 1884 - Luxembourg, 1930). Arrivé à Luxembourg en 1920, il travailla d'abord comme maçon. En 1923, il créa sa propre entreprise de construction, qu'il dirigea jusqu'à sa mort due à un accident de travail. Famille: marié en 1908 à Adamoli Vittoria (Vedano Olona, 1889 - Luxembourg 1964), il eut trois enfants: Ubaldo (Luxembourg, 1910-1936), Giuseppe (Luxembourg, 1912 - Vedano Olona, 1920), Francesco (Luxembourg, 1923-1969): 226, 238.

ZUCCOLI Ubaldo: 231, 339, 341, 406; Mario: 494.

ZUCCOLI Francesco Giuseppe (Luxembourg, 1923-1969). Mécanicien-tourneur auprès de la firme Barblé à Luxembourg et ensuite à l'Arbed d'Esch-Belval. Marié en 1951 à Anguillesi Aladina (Livourne, 1926), il eut trois enfants: Patricia (1954), infirmière; Laura (1958) assistante sociale; Massimo (1964), étudiant.

ZUMERLE Anna: 574.

SOMMAIRE

PREFACE: Gilbert TRAUSCH	7
PREMIERE PARTIE: LES ANNEES DES PIONNIERS	9
CHAPITRE 1: Historique général de l'immigration italienne au Grand-Duché de Luxembourg depuis ses débuts (1890) jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale (1918)	10
1. Les premières vagues d'immigrés italiens	10
Les régions d'origine	13
Les professions des immigrés italiens	16
Une migration comme «soutape de sûreté»	18
Les caractéristiques de l'immigration italienne	19
2. Les conditions de vie	19
Les quartiers italiens	21
3. Les querelles entre les Italiens et les Luxembourgeois	24
La criminalité des Italiens immigrés	27
4. La participation des immigrés italiens à la vie des partis politiques	28
Les hommes de «droite»	29
Les républicains	30
Les anarchistes	31
Les socialistes	33
5. Les préoccupations de l'Eglise au Grand-Duché	40
6. Les ouvriers italiens et la vie syndicale	41
7. Une communauté bouleversée par la Première Guerre mondiale	49
— Notes	53
CHAPITRE 2: Luxembourg, ville de la «Légation Royale» et du consulat d'Italie	60
1. Les représentants diplomatiques italiens à Luxembourg	60
2. Les autorités diplomatiques italiennes et les autorités locales face à la colonie italienne au Grand-Duché	62
3. L'aide aux indigents	64
4. Familles de commerçants et d'entrepreneurs	66
5. La «Société Italienne de Secours Mutuel et de Bienfaisance de Luxembourg», âme de la colonie italienne de la capitale	68
— Notes	70
CHAPITRE 3: Les Italiens à Esch-sur-Alzette	72
1. Les premières vagues d'Italiens à Esch-sur-Alzette	72
2. Les caractéristiques de l'immigration italienne à Esch-sur-Alzette	73
3. Le quartier italien: les cafés, les pensions, les restaurants, les petits commerces et les fêtes	75
4. Entrepreneurs, commerçants, couturiers et autres familles	80
5. Vie sociale et rapports avec la population locale	82
6. J.-P. Claudé, animateur de la communauté italienne	84
7. La «Société Italienne de Secours Mutuel»	85
8. Les sociétés sportives, les fanfares et les activités culturelles	89
— Notes	94
CHAPITRE 4: La vie religieuse de la communauté italienne au Grand-Duché: la Caritas de Fribourg-en-Brisgau et la Mission — Oeuvre Bonomelli «pour l'assistance morale, spirituelle et sociale aux émigrés italiens»	96
1. Mgr Zavattaro, fondateur de la chapelle italienne	98
2. Le Secrétariat ouvrier et l'abbé Oreste Antonioni	99
3. L'abbé Lupi Antonio et la Société ouvrière de Kayl	100
4. L'abbé Luera, la visite du cardinal Ferrari de Milan (1908) et les activités du «secrétariat ouvrier»	101
5. Mgr Geremia Bonomelli à Luxembourg (1912)	103
Mgr Bonomelli et le débat sur l'activité des missionnaires	106

6. La chapelle italienne et la Paroisse du Sacré-Cœur (1913)	107
7. L'abbé G. Costa: opinion sur l'activité de l'Oeuvre Bonomelli d'Assistance	108
- Notes	110
CHAPITRE 5: La contrée «Italia» à Dudelange	112
1. Dudelange: du village à la ville	112
2. L'arrivée des immigrés	113
D'où provenaient les immigrés italiens?	113
Les premières familles italiennes de Dudelange	115
Les problèmes soulevés par l'habitation	116
3. Le «Quartier Italia»: un coin de patrie dans les brumes du Nord	116
Cafés et commerces au début du XX ^e siècle	119
4. Des gens tranquilles, cependant parfois...	120
5. Ecole, travail, rapports avec les Luxembourgeois, la mairie, la paroisse	121
Les partis politiques	125
6. La «Société Italienne de Secours Mutuel» de Dudelange	125
7. Stella Rossa - Alliance, La Fratellanza et autres initiatives culturelles	127
8. Guerre: exode et sacrifices	129
- Notes	131
CHAPITRE 6: Differdange - Niederkorn - Oberkorn: des premiers mineurs à la révolte ouvrière de 1912	133
1. L'arrivée des immigrés	134
Quelles étaient les régions de provenance des Italiens	135
Où logeaient les immigrés	136
Une immigration idéale	137
2. L'immigration italienne et ses rapports avec les Luxembourgeois ou les immigrés d'autres nationalités	139
3. Cafés et commerces	140
4. La Société Ouvrière Italienne de Secours Mutuel «Regina Elena» de Niederkorn, Differdange, Oberkorn et Frontière - La Philharmonie, l'Ecole italienne et la Coopérative	143
5. La Société Ouvrière de Secours Mutuel et Caisse de Prévoyance «Vittorio Emanuele III» de Differdange	146
6. La Philharmonie italienne d'Oberkorn	146
7. La vie ouvrière et syndicale - La «révolte des Italiens» en 1912	147
- Notes	152
DEUXIEME PARTIE: AU COEUR DES LUTTES POLITIQUES	155
CHAPITRE 1: Fascistes et antifascistes	156
1. La collectivité italienne au Grand-Duché au cours de l'après-guerre: conditions de travail et situation socio-politique	156
Industrie, bâtiment et commerce	157
L'échiquier syndical du Luxembourg au cours de l'après-guerre	157
Les partis politiques face au gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg	159
2. Le fascisme en Italie et la réorganisation des «réfugiés politiques» à l'étranger	159
3. Le fascisme et les collectivités italiennes à l'étranger	164
Le fascisme au Grand-Duché de Luxembourg	167
Le développement du fascisme au Grand-Duché d'après l'hebdomadaire «Il Riscatto»	169
4. Les antifascistes et leur presse	171
5. Les anarchistes	175
6. Les immigrés italiens et le socialisme	176
Les Italiens et le syndicat socialiste	181
Le «bureau parisien» et la rupture définitive entre les socialistes et les communistes	183
7. La «Ligue italienne pour les droits de l'homme» (LIDU) et la «Concentration antifasciste»	185
8. Les Italiens du Grand-Duché et le communisme	186
Une chaîne d'organisations communistes	190
Les communistes contre le fascisme	195
Les communistes et le syndicat	197
Associations fascistes et antifascistes: le nombre de leurs adhérents et leur emprise sur la communauté immigrée	200
- Notes	202
CHAPITRE 2: Luxembourg-Ville, noyau actif de la lutte contre les «subversifs»	208

1. Les autorités italiennes et luxembourgeoises face aux luttes politiques entre fascistes et antifascistes	208
Le gouvernement Reuter: octobre 1919 – 20 mars 1925	210
Le gouvernement de Pierre Prüm: 1925-1926	212
Les débuts du gouvernement Bech: 1926	213
2. La «Société Italienne de Secours Mutuel et de Bienfaisance»	225
3. La Chambre de commerce italienne au Luxembourg	227
4. Le fascisme dans la capitale du Grand-Duché	231
5. La réaction des antifascistes	232
– Notes	235
CHAPITRE 3: Esch-sur-Alzette, champ de bataille des opposés extrémistes	240
1. Les quartiers italiens typiques	240
Entrepreneurs, commerces et cafés	243
2. La Verdi et la Garibaldi	245
3. La «Société Italienne de Secours Mutuel»	249
4. Le fascisme à Esch-sur-Alzette	250
5. Les communistes et les «subversifs» contre le fascisme	252
– Notes	258
CHAPITRE 4: Nouveaux débuts de l'Oeuvre Bonomelli à Esch-sur-Alzette: 1918/1928	261
1. Nouveau siège et nouveaux missionnaires	261
2. Une activité religieuse, sociale et culturelle impressionnante	266
3. L'Oeuvre Bonomelli et ses amis: la cible de prédilection des antifascistes	271
4. La dissolution de la Bonomelli et le calvaire des deux missionnaires	277
5. L'implication politique	280
– Notes	284
CHAPITRE 5: Dudelange – la communauté italienne en expansion	289
1. Les départs et les nouvelles arrivées	289
2. Revendications ouvrières	290
3. Une communauté en croissance	291
Nouvelles vagues d'arrivées et de départs	291
Cafés, commerces et entreprises en bâtiment	292
4. Associations: La Fratellanza et le groupe théâtral «Arte e Diletto»	293
Les autres associations	294
5. Agitations politiques: fascisme et antifascisme	296
– Notes	298
CHAPITRE 6: Autres villes du bassin minier: de Differdange à Bettembourg	299
1. Les Italiens de Differdange et de la région Frontière	299
2. Les luttes politiques à Differdange et à la Frontière	300
3. Les Italiens de par le Grand-Duché	305
4. Bettembourg: les Italiens autour d'une briqueterie	305
Entreprises et Secours Mutuel	306
Le fascisme à Bettembourg	307
– Notes	308

TROISIEME PARTIE: CRISE ECONOMIQUE ET RENFORCEMENT DU FASCISME (1930-1934) 309

CHAPITRE 1: Situation économique et politique de la communauté italienne	310
1. La communauté italienne au cours des années '30	310
L'échiquier politique et social du Grand-Duché	310
La crise économique des années '30	311
2. Renforcement du fascisme au début des années '30	315
3. Les antifascistes et leur presse	320
4. Les anarchistes	322
5. Les partis de la «Concentration»	322
Les socialistes italiens au Luxembourg	324
6. Les communistes italiens au Grand-Duché	325
7. Le syndicat socialiste et l'opposition syndicale révolutionnaire	329
– Notes	332
CHAPITRE 2: Luxembourg-Ville, cerveau de la propagande fasciste	335

1. Les hommes de la Légation d'Italie	335
2. Autorités luxembourgeoises et italiennes face aux luttes entre fascistes et antifascistes	336
3. La Société italienne de Secours Mutuel et de Bienfaisance	339
4. La Chambre de commerce italienne	340
5. Le fascisme dans la capitale	341
Les Amitiés Italo-Luxembourgeoises	343
— Notes	345
CHAPITRE 3: Esch-sur-Alzette, ville tranchée entre le fascisme et l'antifascisme	346
1. Entrepreneurs et commerçants	346
2. Le fascisme et ses associations	350
3. Sociétés d'Epargne et Amitiés Italo-Luxembourgeoises	354
4. Antifascisme: les anarchistes	355
5. Les communistes et leurs associations	356
Associations affiliées aux communistes	358
6. Assemblées, manifestations, fêtes du 1 ^{er} mai	358
7. Agressions: des morts et des blessés	363
Opinions concernant ces faits	366
— Notes	367
CHAPITRE 4: La «Mission catholique pour les Italiens» (1928-1934)	370
1. Le nouveau missionnaire: l'abbé Flavio Settin	370
L'engagement pastoral	372
Activités sociales et culturelles à Esch-sur-Alzette	374
Le travail pastoral dans le Bassin minier et dans la Moselle	375
Résultats de l'œuvre pastorale de l'abbé Settin	378
2. L'abbé Settin et la politique	380
3. Autres événements importants: la visite du nonce Micara, la nouvelle église du Sacré-Cœur et la démolition de la «Chapelle italienne»	387
— Notes	388
CHAPITRE 5: Dudelange	392
1. Associations	393
2. Le fascisme à Dudelange	393
3. L'antifascisme	394
— Notes	396
CHAPITRE 6: Les autres villes du bassin minier: de Differdange à Bettembourg	397
1. Aux «trois frontières»	397
Associations, fascisme et antifascisme	398
2. Autres centres du Bassin minier	401
— Notes	403

QUATRIEME PARTIE: GUERRES DEVASTATRICES ET DECLIN D'UNE EPOQUE (1935-1945) 405

CHAPITRE 1: Le fascisme et la guerre d'Abyssinie	406
1. Expansion de la crise économique	407
2. La communauté italienne au Grand-Duché	410
Sociétés d'Epargne	410
3. Le fascisme au Luxembourg	415
Les directives de Rome	416
La guerre en Afrique Orientale (1935-36)	417
La quête de l'or dans les églises	418
La fête pour la victoire	419
Renforcement du fascisme: associations, activités culturelles et sportives	420
La «Casa d'Italia»	425
4. Les Amitiés Italo-Luxembourgeoises	427
— Notes	428
CHAPITRE 2: Les antifascistes et la guerre d'Espagne	429
1. Les associations antifascistes	430
2. Les communistes et leurs manifestations	433
3. La guerre d'Espagne (1937-39)	434
4. Le référendum contre le communisme	435
— Notes	437

CHAPITRE 3: La vie de la Mission catholique italienne	438
1. L'activité pastorale au centre	438
Crèche et patronats	439
2. Les «missions» dans le Bassin minier et en Haute-Lorraine	440
3. Autres événements au sein de la communauté catholique: la visite de Mgr Agostini, la famille Gardella	442
4. Le fascisme, les Italiens et l'abbé Settin	444
Notes	447
CHAPITRE 4: La tempête du deuxième conflit mondial (1939-1945)	449
1. L'invasion allemande et les premières années de l'occupation	449
2. Les Italiens du Luxembourg au cours des premières années de guerre	452
3. La Mission catholique italienne pendant la guerre	461
4. Les dernières années de la guerre	462
5. Les années de la guerre à Dudelange	465
6. Les années de la guerre à Bettembourg	467
Notes	469
CHAPITRE 5: La triste fin de la guerre	471
1. Epuration et vengeances personnelles parmi les Luxembourgeois	471
2. Les relations diplomatiques entre l'Italie et le Luxembourg et la situation pénible de la communauté italienne: emprisonnements et séquestres	473
3. L'Union des antifascistes italiens et le Comité italien de Libération nationale (1944-45)	478
4. L'épuration de la collectivité italienne du Grand-Duché	481
5. Le calvaire de l'abbé Settin et la Mission catholique italienne	483
Notes	486
CINQUIEME PARTIE: VERS UNE EVOLUTION DEMOCRATIQUE (1946-1986)	489
CHAPITRE 1: La collectivité italienne à la recherche de son identité (1946-1949)	490
1. Le ministre Stanislao Corvino-Milkowski: «médiateur habile» en une période difficile pour la collectivité italienne	491
Le ministre Corvino et l'«Italia Libera»	494
La farce de la nouvelle Chambre de commerce italienne	501
Les directives de Rome	502
2. Le ministre Corvino face aux «injustices» commises par le gouvernement luxembourgeois envers la communauté italienne	504
Les problèmes des pensions et du travail	504
Les problèmes des expulsions et des séquestrations des biens	506
3. La situation de la collectivité italienne vue par les autorités luxembourgeoises	511
4. Vers la solution des problèmes	514
5. Les ministres Omero Formentini et Andrea Rainaldi (1947-1949)	515
L'accord pour l'immigration des travailleurs agricoles	517
La situation de la collectivité italienne vers la fin de 1949	518
6. L'après-guerre dans les autres centres du Bassin minier	520
7. La réouverture de la Mission catholique italienne:	
P. Luigi Casaril confronté aux difficultés de la reprise (1946-1947)	522
Quelle était l'attitude des Italiens face à l'engagement pastoral des religieux?	525
L'épopée de la nouvelle chapelle italienne d'Esch-sur-Alzette (1948-1949)	526
Notes	531
CHAPITRE 2: Les Italiens au Luxembourg au cours des années '50	534
1. Les ministres de la Légation d'Italie et leur action en faveur des compatriotes	534
L'autorité consulaire réacquiert la totalité de ses fonctions: la chancellerie à Esch-sur-Alzette (1951); la «Casa d'Italia», siège du consulat italien (1955)	536
2. Augmentation du flux de l'immigration italienne au Grand-Duché	538
Quel était le nombre des Italiens au Luxembourg?	539
Conditions de vie et crise de l'immigration italienne	540
3. Les associations italiennes dans les années '50 et les débuts des ACLI	542
4. La Mission catholique italienne au cours des années '50	547
Activités pastorales	550
Crèche, école maternelle et cours de langue italienne	552
Les groupes de théâtre	552
Notes	554
CHAPITRE 3: La communauté italienne au cours des années '60 et la naissance des associations régionales	556

1. Ambassadeurs, consuls et incertitude de la politique migratoire	556
Organisations consulaires et «Amitiés Italo-Luxembourgeoises»	557
2. Statistiques concernant l'immigration italienne	558
De quelles régions provenaient nos compatriotes	560
Activités commerciales	560
3. Les associations italiennes au Grand-Duché	561
Les associations régionales	563
4. La Mission catholique italienne au cours des années '60	566
Les Pères missionnaires	566
La «pègrination» de la Vierge de Fatima et la «Chapelle italienne»	567
à Dudelange	568
Hôtes illustres à la Mission	569
Construction de la nouvelle école maternelle et travaux de modernisation	570
L'activité pastorale	572
Ecole maternelle et «Patronati»	572
Fêtes et groupes de théâtre	574
Naissance de la «paroisse européenne»	575
— Notes	575

CHAPITRE 4: Immigrés italiens au cours des années '70:

la création des commissions consultatives	
et des partis politiques italiens au Grand-Duché	577
1. Le Luxembourg et les immigrés	577
Les problèmes de la collectivité italienne et les comités consultatifs	579
2. Les institutions européennes, le gouvernement italien et les immigrés	581
3. Le mouvement migratoire Italie-Luxembourg	
et la communauté italienne au Grand-Duché	582
4. Ambassade d'Italie, consulat et événements officiels au sein	
de la communauté italienne	582
5. Comité consulaire, CAFLI, Amitiés Italo-Luxembourgeoises,	
Cercle Italo-Luxembourgeois et Amis de l'Université de Pérouse	585
6. Les associations italiennes au Grand-Duché	588
7. Les Missions catholiques italiennes au cours des années '70	594
Les religieux de la Mission d'Esch-sur-Alzette	594
Principaux événements survenus à la Mission d'Esch-sur-Alzette	594
Activités pastorales	595
Crèches et «Patronati»	597
Fêtes et théâtre	597
La Mission catholique italienne de Luxembourg-Ville	598
— Notes	599

CHAPITRE 5: Les Italiens au Grand-Duché de Luxembourg aujourd'hui

1. Données statistiques relevant du recensement en 1981	600
2. Sauvegarde du patrimoine culturel et linguistique et participation	
des Italiens à la vie socio-politique du Grand-Duché	605
3. Participation des Italiens à la vie civique, culturelle et sociale	607
4. Les Missions catholiques italiennes au Grand-Duché	609
5. Problèmes et expectatives de la communauté italienne au Grand-Duché	612
6. La communauté italienne: un siècle de vie au Grand-Duché	613
— Notes	617

TABLEAUX RETROSPECTIFS:

1. Diplomates italiens au Grand-Duché	618
2. Consuls d'Italie à Luxembourg	620
3. Missionnaires italiens au Grand-Duché	620
4. Les associations italiennes	621

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

LISTE ALPHABETIQUE DES FAMILLES ITALIENNES ET DES PRINCIPAUX NOMS CITES DANS LE TEXTE

633

Nous remercions sincèrement tous les responsables,
qui nous ont permis de consulter les archives et les bibliothèques suivantes:

	Abréviations
Biblioteca Nazionale – Rome	BN-R
Archivio Centrale dello Stato – Rome	Acs
Casellario politico centrale	Cpc
Pubblica Sicurezza	Ps
Polizia politica	Pp
Dossiers Associazioni	G 1
Archivio Storico-diplomatico del Ministero Affari Esteri – Rome	Asmae
Archivio Pontificia Commissione Migrazioni e Turismo – Rome	
Archivio Centro Studi Emigrazione – Rome	Acser
Archivio Opera Bonomelli – Rome	
Archivio G. Feltrinelli – Milan	
Archivio della Società Umanitaria – Milan	
Bibliothèque Nationale Suisse – Berne	
Archives du Caritas Verband – Fribourg-en-Brisgau	
Bibliothèque Nationale – Paris	BN-P
Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine – Nanterre	BDIC
Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales – Paris	CIEMI
Bibliothèque de la Ville de Strasbourg	
Archives de la ville de Bruxelles	
Archives de la Mission Catholique Italienne, Esch-sur-Alzette	AMCI
Bibliothèque de la ville d'Esch-sur-Alzette	
Bureau de la population d'Esch-sur-Alzette	
Archives de la ville d'Esch-sur-Alzette	
Bibliothèque Nationale – Luxembourg	BN-L
Archives de l'Etat – Luxembourg	Ael
Archives du Ministère des Affaires Etrangères – Luxembourg	
Archives de l'Evêché – Luxembourg	
Bureau de la population – Dudelange	

ainsi que tous les amis, qui
nous ont aidés dans la recherche de la documentation et des photos:
en particulier Gianfranco Rosoli, Luigi Tacconi, Théo Steil, Colling-Kerg Vanna, Felten-
Reinard Mariette.